PARTI SOCIALISTE SFIO
42ème CONGRES NATIONAL
des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Sommaire :

Pierre Commin 2
Le président (Ernest Labrousse) 2
Guy Mollet 5
M. Mosset 8
Guy Mollet 9
Charles Julien 9
M. Aliva 14
Guy Mollet 15
Henri Provost 15
Pierre Métayer 17
Henri Provost 17
Serge Godard 19
Daniel Ligou 19
M. Haguenau 21
Marcel-Edmont Naegelen 23
Guy Mollet 27
Le président 30
Charles Lussy 32
Gaugard 36
Roger Clair 37
Andrée Viennot 38
Alexandre Bracke 39
Guy Mollet 41
Le président (Georges Labrousse) 43
Guy Mollet 44
Armand Coquart 45
Luguel 47
Guy Mollet 49
Le président (Albert Gazier) 55
Jean-Raymond Guyon 55
Salomon Grumbach 59
Cotereau 65
André Philip 71
Géraud Jouve 83

Fondation Jean-Jaurès

Jules Moch....84
Le président (André Bidet)....105
M. Labie....105
Raymond Baranton....109
Paul Ramadier....115
Gaston Defferre....120
Félix Gouin....126
Christian Pineau....132
Joseph Beggara....141
Oran Rabier....143
Le président (Augustin Laurent)....146
Louis Fournier....147
Jacques Girault....149
Maurice Deixonne....152
André Bidet....158
Armand Coquart....164
Pannier....171
Lamine Gueye....174
Gérard Jacquet....178
M. Mosset....183
Guy Mollet....188

Séance du vendredi 26 mai (matinée)

Pierre Commin

Camarades, nous vous proposons pour la séance de ce matin le Bureau suivant :
Président, notre camarade Ernest Labrousse.
Assesseurs, Lucienne Massias, (Bouches-du-Rhône), Gustave Robert, (Pas-de-Calais) Ousmane Socé (Sénégal), Daniel Ligou (Secrétaire national des jeunesses Socialistes) et Filidabo Sissoko (Soudan).
J'invite ces camarades à prendre place au Bureau.

Le président (Ernest Labrousse)

Conformément à l'usage, je demande aux camarades que je vais nommer de bien vouloir prendre place à la tribune :
Belgique : de Brouckère, ministre d'Etat, ancien président de l'IOS.
Grande-Bretagne : Irène White, députée au Communes, membre de l'exécutif du Labour Party.
Allemagne : Friedrich Heins, de l'exécutif du Parti social démocrate allemand,
Sarre : Kunkel, secrétaire général ; Braun, membre de l'exécutif, ministre de la

Fondation Jean-Jaurès

Justice,
Hollande : Van der Goes Van Naters, vice-président du Parti, président du groupe Parlementaire Socialiste au Sénat hollandais, député à l'Assemblée consultative européenne,
Italie : au nom du Parti Socialiste des travailleurs italiens : Bocconi, président du groupe Parlement, au sénat : au nom du PSU, Paolo Viterelli, secrétaire international du Parti Socialiste unifié, Romita, Sénateur de l'exécutif du Parti.
Autriche : Karl Honey, vice-bourgmestre de Vienne, de l'exécutif du SPO.
Suisse : Henri Perret, Conseiller national, membre du Comité directeur du Parti Socialiste suisse,
Luxembourg : Wilwerg, vice-président du Parti Socialiste ouvrier luxembourgeois,
Espagne : Rodolfo Llopis, ancien président du Conseil du gouvernement républicain espagnol, secrétaire général du PSOE,
Bund : Ryba Rafaël, secrétaire général, Manachem Rosen,
Israël : Jarblum Marc, représentant le " Mappai " et le Poale Zion,
Roumanie : Serban Voinea, ancien député, secrétaire général du Parti social démocrate roumain, président du Comité en exil,
Hongrie : Bede, député,
Bulgarie : Dr Petrov, président du Comité en exil du Parti social démocrate bulgare,
Yougoslavie : Topalovitch, président du Parti Socialiste yougoslave,
Pologne : Zaremba Zygmunt, représentant le Parti Socialiste en exil. (Applaudissements)
Le Parti continue, camarades, le Parti de Léon Blum, de Jaurès, de Guesde et de Marx, le Parti de nos morts immortels ; le Parti immortel lui-même, ferment unique de la liberté et de l'égalité indivisibles, Parti du bien-être spirituel et du bien-être matériel des hommes.
Miracle de la vie collective, miracle de nos rencontres annuelles que la révélation, comme physique, de ce grand être vivant qu'est le Parti, le Parti de toujours, avec son âme faite du souffle de trois générations.
Et c'est pourquoi je vous parlerai de Léon Blum comme d'un vivant. Il est là, parmi nous, qui trouve tout de suite sa place dans la fresque immense qui le relie à Jaurès et à Marx.
Comment le situer dans le passé ? Comment le prolonger dans l'avenir ?
Léon Blum apparaîtra comme un réalisateur dans l'histoire du Socialisme.
D'abord, le Socialisme fut pensé, fut esprit, avec Marx, l'homme aux synthèses colossales, le bâtisseur, le fondateur international, mais quel qu'ait été son désir d'action, les organisations Socialistes de son époque ne furent jamais de grande taille.
Ce qui contraste dans la génération de Marx, c'est la grandeur de la pensée et la misère du mouvement ! Ce fut ensuite l'étape de Jaurès, admirable adaptateur,

diffuseur unique de la pensée Socialiste. Avec lui, ce n'est pas seulement la grandeur de la pensée, c'est aussi la grandeur du Mouvement !
Mais si Jaurès fut l'action, Léon Blum, répondant aux sommations de son époque, fut réalisation. Cet homme que ses adversaires nous présentaient volontiers comme tout Esprit, toute essence, fut courage, volonté, création. Léon Blum aura été l'homme des réalisations du Front Populaire. Et non pas seulement des réformes de répartition, mais des réformes de structure qui ont transformé, dans une large mesure, la vie des travailleurs.
Réformes de répartition, sans doute, que ces congés payés, que cette réduction de la journée de travail. Mais qui oserait dire que nous n'avons pas ici réalisé du définitif, donnent satisfaction à l'une des revendications les plus caractéristiques du vieux syndicalisme révolutionnaire français, accordant plus d'importance encore au loisir créateur, dans certaines circonstances, qu'à l'étroite revendication de salaire.
Léon Blum et le Parti Socialiste, associés au grand mouvement du Front Populaire, ont créé des conditions de vie nouvelles au prolétariat français. Mais il y a eu surtout les grandes réformes de structure, les offices économiques destinés à réorganiser les marchés, à tenter un relèvement de l'économie effondrée de la crise.
Et, croyez-bien qu'il ne faut pas ranger parmi les réformes de répartition ces contrats collectifs, rares encore avant le gouvernement de Front Populaire présidé par notre grand Ami, règle depuis, transformant la qualité du statut ouvrier, accordant au peuple travailleur, dans sa masse, des garanties sans précédent.
Léon Blum aura donc été le réalisateur, et celui tes temps difficiles, prenant ainsi sa place parmi les constructeurs Socialistes. Il nous apparaîtra ainsi dans l'Histoire. Mais nous ne le cherchons pas, vous le savez bien, simplement dans le passé. Il est là près de nous, dans le présent. Il demeure notre guide pour l'avenir.
Evitons-nous, n'est-ce pas, des interrogations ridicules. Mais on nous demande parfois - et les journaux aussi posent cette question - "qui donc va remplacer Léon Blum dans le Parti ? ". Il n'est pour succéder à Léon Blum que le Parti lui-même, le Parti tout entier, dans son instinct, dans sa sagesse collective, dans son intelligence collégiale, et pour cette besogne ce ne sera pas trop des vivants et des morts.
Comme les dieux d'Homère descendaient parmi les hommes pour couvrir de leur protection le combattant menacé, les morts immortels du Socialisme gardent leur place dans nos rangs fraternels, unis pour les luttes de toujours. Et je sens sur les lèvres de chacun d'entre vous cette même invocation aux grandes ombres protectrices : " Les morts sont des vivants mêlés à nos combats ".
(Vifs applaudissements)
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, après ce que vient de dire si excellemment notre camarade Labrousse, je voudrais associer le Parti tout entier a la mémoire de Léon Blum.

Vous avez sur vos tables le programme de nos travaux ; vous savez donc que l'après-midi entière de demain sera consacrée à cet hommage.

Par ailleurs, comme certains l'ont déjà espéré, je peux vous faire part qu'une " Société des Amis de Léon Blum " est en voie de création et que très vite, vous serez tous tenus au courant ; non seulement le Parti, mais tous les hommes libres de France et d'ailleurs auront la possibilité de manifester mieux encore que par des mots leur fidélité à Léon Blum.

Ce que sera cette Société ? Je n'ai pas trouvé mieux pour vous le dire que de me référer à ce que Léon Blum, lui-même, disait lors de la création de la même société, mais cette fois à la mémoire de Jaurès.

"La Société des amis de Jaurès, disait-il, élèvera à sa mémoire un monument plus durable que des commémorations annuelles, plus durable même que le marbre ou le bronze des monuments publics, c'est Jaurès qui en fournira la matière indestructible.

"Nous comptons publier tout ce qui fut écrit dans cette œuvre immense, réunir et publier cette œuvre éparse dans des centaines de discours, dans des milliers d'articles, nous comptons présenter ses livres sous la forme logique ou matérielle qu'il n'eut ni le temps, ni le souci de leur imprimer, tant il négligeait, devant le devoir permanent de l'action, l'intérêt de sa gloire personnelle,

"Nous montrerons qu'il ne fut pas seulement le maître reconnu de la parole, mais un des plus hauts penseurs, un des plus puissants historiens, un des plus grands écrivains, un des plus grands poètes dont la France ait jamais pu s'honorer.

"Nous ramasserons les éléments de sa biographie privée, politique, nous tenterons d'élever à sa mémoire un de ces livres - comme l'Angleterre en a consacrés à ses grands hommes d'Etat et qui étaient une de ses lectures favorites - où à travers l'histoire d'un homme transparaît et s'éclaircit l'histoire d'un temps ".

C'est ainsi, camarades, que Léon Blum, le 3l juillet 1917, s'exprimait dans un discours dont de larges extraits seront publiés dans les jours immédiats dans la " Revue Socialiste ", qui ensuite sera intégralement publié, discours remarquable dans lequel il semble que Léon Blum se soit transposé. Il n'est pas un mot à en retirer, à changer et si parfois certains d'entre nous ont pu se demander ce qu'ils pouvaient dire de mieux, ce qu'ils pourraient trouver de mieux pour honorer la mémoire de Léon Blum, je vous dis ma conviction personnelle : aucun ne dira mieux que ce que Léon Blum disait de Jaurès, tant il a été fidèle lui-même à la pensés de Jaurès.

De ce remarquable discours, avant d'ouvrir les travaux du Congrès, je ne veux, personnellement, retirer qu'un rapide extrait, celui qui nous fixe notre ligne de

conduite pendant les travaux de ce Congrès.
Léon Blum nous montre d'abord dans son discours quelle a été l'œuvre personnelle de Jaurès, cette œuvre de conciliation, de fusion dans une unité vivante des notions, des systèmes, des méthodes d'action les plus divers. Il nous montre comment Jaurès a réussi à concilier ces notions de république et de Socialisme, de patriotisme et d'internationalisme, de réforme et de révolution, mais surtout, il en arrive à cette idée qu'il a été dominé dans l'ensemble de son action par le souci du Parti.
C'est lui-même qui sous-titrait ce passage : l'unité nécessaire du Parti Socialiste, et qui, disant ce qu'avait été l'œuvre de Jaurès, écrivait - et en m'écoutant, il suffira de penser Léon Blum au lieu de Jaurès, et je suis sûr que vous n'aurez pas un mot à changer :
"Dans la conduite même du Parti, dans sa gestion intérieure, c'est encore de ce même point de vue, etc. (Lecture)"… (Applaudissements)…
Camarades, personnellement je n'ajouterai rien, je crois qu'il est celui qui pouvait le mieux dire tout cela.
Je veux dire simplement au Parti, à tout le Parti, à ceux qui, présents, ont manifesté par leur présence, leur émotion et leur hommage, à ceux qui, absents, l'ont fait connaître par des lettres, des télégrammes, les remerciements du Parti tout entier pour ce que fut l'attitude de ce Parti, de son Parti, de toute la vieille maison lors de la mort de Léon Blum, et j'ai maintenant, camarades, un message à vous transmettre.
Si les amis directs de Léon Blum, si les membres qui représentaient alors le Parti ont été sensibles à l'attitude de tous nos camarades, des militants les plus obscurs, ils n'ont pas été seuls, les familiers les plus intimes, ceux qui ont souffert plus directement et plus intimement que nous ont été profondément troublés de l'attitude de notre Parti.
Notre camarade Jeanne Blum m'a demandé d'être son interprète en quelques mots, et elle m'a écrit :
"En lisant les témoignages si sincères que tant de camarades m'ont adressés au nom de leur Section et, en leur nom, je m'étais promis de leur répondre à chacun pour qu'ils sachent bien quel secours j'ai trouvé à sentir que nous partagions si entièrement et si complètement la même douleur. Vous savez les raisons qui m'ont empêché de le faire, voulez-vous être mon interprète pour dire à tous ma tristesse de n'avoir pu réaliser mon projet ".
Je suis sûr, camarades, qu'en ayant déjà répondu, et en renouvelant demain ma réponse à Jeanne Blum et à tous les siens, à Robert, à Renée, qui viennent, les uns et les autres, d'être frappés à nouveau d'un cruel deuil, en leur disant que le Parti, comme ils l'ont senti, partage la même peine, la même douleur et a la même volonté de rester fidèle à la même mémoire, je serai votre interprète à tous.

Fondation Jean-Jaurès

(Applaudissements)

Le président - L'ordre du jour appelle l'adoption du règlement du Congrès et de son ordre du jour ; la parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Camarades, vous avez sur vos tables les propositions qui vous sont faites quant au programme des travaux. Je vous demande de prendre note tout d'abord de quelques légères modifications.
Une modification vous est proposée entre le 5° et le 6°, il y aurait à désigner une Commission chargée d'examiner, conformément aux statuts, une demande de réintégration.
Ensuite, une modification plus sérieuse, mais qui semble pouvoir être retenue : assez nombreux ont été lés camarades qui ont fait part depuis ce matin de leur désir de voir fondre en une seule discussion commune la politique générale intérieure, extérieure, et celle du programme du Parti, estimant que les problèmes sont liés.
Je pense qu'il n'y a aucun inconvénient à. lier, en effet, ces questions, et si cette décision est prise, je vous demanderai, camarades, si vous avez l'intention d'intervenir dans ce débat de politique générale et de programme, de bien vouloir vous faire inscrire dès cet après-midi. Nous fixerions l'heure de la clôture des inscriptions, et ce soir le bureau du Congrès organisera cette discussion générale. Il aura le temps de le faire dans la soirée, afin que demain nous puissions, avec, éventuellement, une séance de nuit si c'est nécessaire, organiser très sérieusement le grand débat sur l'orientation générale du Parti, dont le Parti, comme vous le savez, a besoin.

Le président - Vous avez entendu les propositions de Guy Mollet. Quelqu'un demande t-il la parole ?

André Philip - J'avoue que je ne comprends pas très bien les propositions : Guy Mollet a dit que le débat de politique générale et du programme devrait avoir lieu demain matin et qu'il y aurait une séance de nuit, si nécessaire...

Guy Mollet - Plus dimanche !

André Philip - Plus toute la journée de dimanche, ah, bon ?

Le président - Il n'y a pas d'opposition ? Les propositions du secrétariat du Parti sont adoptées.
L'ordre du jour appelle la nomination de la Commission de vérification des mandats.

Coll. Fondation Jean Jaurès

(Lecture de la composition de la Commission)
Il n'y a pas d'opposition ?
Adoptée.
L'ordre du jour appelle la nomination de la Commission nationale de contrôle.
(Lecture de la composition de la Commission)
II n'y a pas d'opposition ?
Adoptée.
Nous avons maintenant la composition d'une commission chargée d'une réintégration, présidée par notre ami Rémy Sicard ?
(Lecture de la composition de la Commission)
Il n'y a pas d'opposition ?
Adopté.
La parole est maintenant à Guy Mollet, pour le rapport d'activité.

Guy Mollet - Je ne pense pas qu'il soit utile de le commenter, la parole devrait être aux camarades des fédérations qui ont des observations à présenter ou des suggestions à faire.

Le président - Alors, la discussion est ouverte.
La parole est à Mosset, de la fédération de l'Isère.

M. Mosset

Camarades, je désire protester contre la décision du Comité directeur prise le 8 février l950 approuvant le document intitulé : " Base économique d'un programme d'action du Parti Socialiste ", et ce pour trois raisons :
1° - le texte repose sur une analyse économique incorrecte ;
2° - il nous propose comme objectif majeur l'équilibre de la balance des comptes et l'équilibre budgétaire qui ne sont certainement pas des objectifs Socialistes, ni des objectifs répondant à une saine compréhension de l'économie ;
3° - il est en désaccord avec les décisions des Congrès et n'a pas fait l'objet d'un processus d'élaboration démocratique.
Je constate que le rapport d'activité ne donne aucune explication sur cette décision et je remarque qu'elle est simplement abrogée par la décision du Conseil national du 22 février.
Je me réserve ultérieurement de revenir sur le fond de la question quand le congrès abordera la politique générale, mais dès maintenant, j'exprime le souhait que dans l'avenir les questions économiques soient étudiées au sein du Parti de façon plus approfondie et plus large.
Je demande que mon intervention figure au procès-verbal et j'indique que ma fédération votera le rapport d'activité à l'unanimité de ses mandats.

Collection Jean-Jaurès

Le président - Acte est donné à Mosset de ses observations.

Guy Mollet

Il faudrait éviter que la discussion s'institue sur ce qui vient d'être dit. Il y a un malentendu, une erreur, il n'y a jamais eu de programme économique établi par le Comité directeur. Ce qu'a fait le Comité, à l'unanimité, y compris ceux qui n'étaient pas tous d'accord sur certaines des propositions faites, c'est d'avoir le souci de travailler à ce que nous allons faire demain et après-demain et de donner aux sections une base de discussion.
Je me félicite de savoir que déjà demain, il y a des camarades qui viendront faire des observations constructives là-dessus, mais ne considérez pas qu'il y a eu décision prise, il y a eu proposition faite aux fédérations d'une base de discussion et rien d'autre.

Le président - Camarades, la parole est à Charles Julien, du Calvados.

Charles Julien

Camarades, la petite fédération du Calvados se félicite de la part, en somme réduite, qui est accordée dans nos Congrès à la discussion sur les rapports d'activité. Dans notre fédération, cela peut se traduire ainsi : alors qu'il y a trois ans, notre Congrès fédéral consacrait 30% de ses débats à la discussion sur le rapport moral, cette année 80 ou 90% de nos débats ont été consacrés à la discussion sur la politique générale et sur le programme.
Ceci, nous nous en félicitons et cela nous permet plus de liberté également dans cette discussion sur le rapport d'activité. Nous n'avons plus besoin d'avoir une réunion préparatoire où nous devions, obligatoirement, nous diviser entre Participants de l'adoption du rapport moral et adversaires de cette adoption, et nous ne risquons pas, lorsque nous concluons à la suppression de ce rapport, de nous faire rappeler à l'ordre par le secrétaire général en disant : " Voilà un camarade qui s'est fait inscrire pour défendre le rapport moral et qui, par ses critiques, semblerait plutôt un adversaire ".
Nous pouvons maintenant, en toute liberté, dire : " Nous votons le rapport d'activité, mais nous apportons simplement avec toute l'amitié dont nous sommes capables certaines critiques sur cette activité, avec le désir que ces critiques servent le Parti ".
Je pense que dans nos félicitations à apporter au Parti, le principal doit être dans la vie donnée à ce qu'on appelle la section d'organisation. Je pense que la formule proposée par cette section d'organisation doit cependant être légèrement modifiée. Dans le dernier bulletin, vous avez vu sans doute cette formule " discussion stérile

ou action ". Je proposerai simplement la modification suivante : " discussion et action ".
Pourquoi approuvons-nous cette nouvelle méthode de travail ? Parce que nous pensons, en effet, que le rôle du Socialiste n'est pas simplement un rôle de discussion et un rôle politique, mais également un rôle économique, un rôle social et un rôle culturel. Et dans une petite fédération comme la nôtre, il y a un intérêt nouveau pour ceux qui servent le Parti : alors qu'au moment où simplement notre activité se réduisait à une discussion politique, dans une petite fédération, les quelques militants qui étaient là se trouvaient réduits à rien et avaient le sentiment de leur impuissance ; au contraire, cette nouvelle méthode qui utilise toutes les activités, toutes les compétences du Parti fait qu'un membre isolé a l'impression de servir tout de même le Parti.
Il semble que notre rôle actuellement doit être, dans tous les milieux, de prouver l'existence du Parti. Peut-être vous souvenez-sous d'un article de Léon Blum, le premier article publié l'an dernier après son absence de plusieurs mois ? Léon Blum disait sa tristesse de constater que dans certaines sphères, on avait l'impression que le Parti n'existait plus, que l'on faisait comme si le Parti n'était pas une réalité vivant.
Eh bien, il est vrai, il faut le dire, que le Parti Socialiste est ignoré. Vous savez bien que lorsqu'on parle dans certaines sphères de marxisme, le marxisme est uniquement le stalinisme et il semble qu'il n'y ait rien à côté de cela. Lorsqu'on parle des forces politiques du pays, on vous donne d'un côté le stalinisme, de l'autre le gaullisme, le Parti Socialiste ne semble pas être une force, une réalité vivante.
Je pense que nous faisons des efforts pour prouver que nous existons, mais que nous négligeons encore certains secteurs.
Je vais essayer de vous donner un petit exemple, je sais qu'il est modeste et qu'il ne prouve pas grand-chose, mais je voudrais pourtant que vous compreniez qu'il a son importance.
Les fédérations de Normandie ont créé l'année dernière un organe fédéral qui s'appelle " La République de Normandie ". Dans cet organe, nous avons institué une chronique littéraire, mais " La République de Normandie ", ayant fusionné avec le " Populaire-Dimanche ", cette chronique a disparu. Celui qui la tenait, vous ne le connaissez sans doute pas, il a pourtant une certaine audience auprès des milieux littéraires, je ne vous dirai pas son palmarès littéraire, vous pourriez croire que c'est une caution un peu trop bourgeoise, je vous dirai simplement qu'actuellement ce camarade qui, par son métier est instituteur, est l'un des cinquante poètes que l'on voit afficher dans l'Exposition du Salon de Mai, à Paris, et l'un des cinquante dont un manuscrit figure sur un mur de cette exposition, à côté des tableaux venus de tous les pays.

À côté de lui, dans ces cinquante poètes, il y a peut-être des noms que vous connaissez : il y a Boujut, qui est également un camarade du Parti, peut-être l'ignoriez-vous, il y a Maurice Fondeur, il y a Henri Frank que tous connaissez sans doute, il y en a d'autres.
Vous allez peut-être dire, camarades, " mais qu'est-ce que cette histoire ? " Et bien, voilà : on avait essayé de faire un accord avec le " Populaire Dimanche " pour que ce camarade, qui a des attaches profondes avec la jeune poésie française et, qui, d'autre part, est très connu et est en rapports constants avec la Société des écrivains et artistes du peuple, qui a publié des livres d'une grande valeur, des livres écrits par des ouvriers, dont l'un a choisi le pseudonyme de Line (?) a écrit ce livre admirable qui a paru dans le " Populaire ", qu'il serait bon que les camarades connaissent : " Les Belles journées ". C'est un livre écrit par un ouvrier métallurgiste qui a connu les journées des grandes grèves constructives de l936. Vous verriez dans ce livre les réactions du peuple, dans cette usine, vous comprendriez également comment l'action Communiste est arrivée, à la fois à un noyautage et à une espèce de dégénérescence du mouvement ouvrier.
Et bien, on avait convenu que ce camarade pourrait, une fois par moi, parler des jeunes poètes et parler des ouvriers écrivains. Cet accord ne s'est pas réalisé. Je pense que les camarades du " Populaire-Dimanche " ont de bonnes raisons, mais je vous donne simplement cet exemple pour vous faire comprendre que le Parti ne semble pas utiliser tous les moyens qui sont en son pouvoir pour pénétrer dans des milieux où il faut pénétrer. Il y a une place à prendre dans ces milieux, Ses milieux d'intellectuels ou ces milieux d'ouvriers qui essaient de monter au-dessus de leur situation, se sont peu à peu détachés du stalinisme, mais ils ne sont pas pour cela venus chez nous, parce qu'ils nous ignorent, et parce que pour eux nous n'existons pas.
Et bien, nous devons renverser la vapeur, nous devons prouver que nous existons et que pour eux le Parti Socialiste représente vraiment l'idéal qu'ils s'efforcent de chercher ailleurs. (Applaudissements)
Certains diront peut-être : "Les poètes, qu'est-ce que nous nous en avons à faire dans notre Parti et dans notre Révolution ?". Je me souviens d'un article écrit dans une brochure Socialiste où l'on disait : " Jaurès, c'était un poète ! ", et dans cette indication, il y avait une nuance de mépris, car ce n'est pas d'aujourd'hui que le terme de " poète " est un terme de mépris, déjà les Mignons d'Henri III, pour discréditer un Agrippa d'Aubigné, disaient : " C'est un poète ! "
Je préfère, pour ma part, la parole de Marceau-Pivert qui, dans un autre article, disait : " Pour faire la révolution Socialiste, pour construire la société dont nous rêvons, nous avons besoin d'ouvriers, d'architectes, d'instituteurs, de professeurs et nous avons besoin également de poètes ".
Cela au moins nous permettrait de faire cette réponse que Jaurès faisait un jour aux

réactionnaires de la Chambre qui se moquaient grossièrement de lui, parce que Jaurès lisait une citation d'Homère : " Et l'on dit que c'est nous les barbares ! "
Eh bien, montrons à ceux-là que nous ne sommes pas des barbares et qu'aucune des valeurs humaines ne nous est étrangère, qu'au contraire, nous les reconnaissons toutes, et que notre but, comme le disait Léon Blum, qui est de libération humaine ne peut pas se réaliser en l'absence d'une de ces valeurs humaines.
(Applaudissements)
Je sais très heureux de me trouver à cette tribune pour dire ces choses, alors que justement, nous avons la présidence d'un des intellectuels qui honorent à la fois le Parti et le pays. (Applaudissements)
Je dirai également que j'ai eu un grand plaisir, hier, à la Conférence des élus Socialistes, à entendre l'intervention d'un camarade architecte. Alors que le rapporteur avait parlé négligemment, avec un certain mépris, de l'architecte Le Corbusier, ce camarade est venu dire à la tribune : " Et bien, moi, je considère, au contraire, que Le Corbusier est certainement l'un des plus grands si ce n'est le plus grand, des architectes actuels " , et il ajoutait, et c'est très bien que cela ait pu être dit à une tribune Socialiste : " Je pense que les artistes, que les grands artistes sont ceux qui voient, qui prévoient, et avancent sur l'ensemble des gens de leur époque".
Est-ce que vous ne croyez pas, camarades, que nous avons besoin des artistes ? Que nous avons besoin des poètes, parce que justement ils sont en avance, et parce que nous qui voulons être en avance également, nous devons nous inspirer d'eux, de même que nous devons leur offrir l'ensemble révolutionnaire qui leur permettra de s'engager dans la révolution qu'ils cherchent et qu'ils ne peuvent pas toujours faire.
Dans un autre domaine, je pense que là aussi nous aurions du répondre présent. Vous savez sans doute que le Parti Communiste de Yougoslavie qui s'est engagé dans une voie nouvelle a fait paraître récemment une lettre ouverte aux révolutionnaires démocratiques d'Europe. Je pense, je le dis rapidement, qu'une réponse des Socialistes démocratiques est indispensable à cette lettre des Communistes yougoslaves, parce que, là encore, il y a un effort de propagande à faire.
Pour tous les Communistes yougoslaves, et pour tous ceux - et ceci est plus important peut-être - qui sont tentés par le Communisme yougoslave, il est bon que l'on sache que dans un Parti comme le Parti Socialiste, on n'est pas absolument fermés, on n'est pas absolument hostiles et que l'on peut parler, que le dialogue peut s'engager entre des Socialistes démocratiques que nous sommes et les Communistes qui ont eu au moins le mérite de se libérer d'une dictature étrangère.
Je reviens maintenant sur un domaine beaucoup plus terre à terre. C'est la question des rapports entre les militants et le Comité directeur. Je pense que ces rapports sont trop lâches, et je crois que mes camarades du Comité directeur et de l'Administration ne me démentiront pas, ils sont trop lâches dans les deux sens. Un

exemple rapide : il y a dans le Calvados, comme dans beaucoup de régions de l'Ouest, des problèmes touchant la laïcité. Personnellement, il m'est arrivé d'envoyer des documents au Parti, mais ils ont été utilisés beaucoup trop tard. Tous avez vu, il y a quelques jours, une lettre publiée dans le " Populaire " par Deixonne, eh bien, cette lettre et les documents semblables ont été envoyés au Parti il y a environ trois mois, et il est regrettable qu'ils n'aient pas été employés, et qu'on ait attendu pour le faire qu'ils aient paru d'abord dans l'organe des instituteurs : " L'Ecole libératrice ! ".

Dans l'autre sens, je pense que les militants sont un peu trop livrés à eux-mêmes; lorsqu'il nous arrive de déclencher des bagarres locales, il faudrait que nous soyons guidés par l'Administration du Parti, par le Comité directeur. Sans aller à un centralisme excessif, il est bon que dans la France Socialiste, on ne tire pas à hue et à dia et qu'il y ait une direction ferme et amicale de la part du Parti.

Les camarades de province sont souvent obligés de se battre dans des conditions très difficiles, et cela est vrai surtout pour les petites fédérations, où nous sommes à peine quelques centaines.

Je pense que la réinstitution des délégués permanents a pour but d'aider surtout ces petites fédérations qui ont du mal à se débattre. Je sais qu'actuellement encore les délégués permanents ne connaissent pas suffisamment les fédérations pour pouvoir faire le travail vraiment efficace auprès des camarades. Je pense que leur travail ne doit pas consister uniquement à faire de-ci, de-là, quelques conférences publiques et privées et ensuite à adresser au Comité directeur un rapport plus ou moins confidentiel, je pense, au contraire, qu'il faut que dans nos fédérations, on cherche ce qui va bien et ce qui va mal. Pour ce qui va mal, qu'on cherche le remède et que l'on s'appuie pour cela sur des camarades militants de la fédération, avec qui les délégués permanents devraient avoir des contacts personnels. Il faudrait même que ces contacts se prolongent après la visite du délégué permanent et je pense que; le rôle du délégué permanent devrait être également de discerner le militant complètement désintéressé, qui se bat, de l'arriviste, car, malheureusement, il y en a dans les fédérations, et ce n'est pas ceux-là qu'on entend le moins, et ce n'est pas ceux-là non plus que l'on voit le moins là où il y a un honneur à retirer !

Je pense que le rôle des délégués permanents est justement de faire la distinction entre ces deux sortes de camarades.

Et je voudrais, pour terminer, renouveler un appel que j'ai fait il y a deux ans, ceci n'est plus pour le Comité directeur, c'est pour vous, camarades des grandes fédérations.

Il y a deux ans, notre situation était déjà difficile et j'avais demandé à cette tribune aux camarades des grandes fédérations de faire un effort de soutien vis-à-vis des petites fédérations.

Le Comité directeur, vous le pensez bien, ne peut pas tout. Mais il y a en France de

grandes fédérations, solides, qui devraient pouvoir venir au secours de petites fédérations qui n'ont rien, sinon leur grande bonne volonté, qui n'ont pas un Parlementaire et qui n'ont qu'une poignée d'élus.
Est-ce que c'est trop demander à des internationalistes de faire preuve de solidarité interfédérale ?
Je pense qu'en disant cela, j'aurai de mon avis toutes les petites fédérations, car je ne le dis pas seulement pour le Calvados. Nous déplorons que les grandes fédérations restent avec leurs problèmes, restent avec leurs militants, restent avec leurs forces qui sont encore importantes et que nous soyons isolés avec nos pauvres moyens.
Je sais qu'en disant cela, je suis approuvé par Guy Mollet, lui qui a commencé à faire ses premières armes Socialistes dans les départements de l'Orne et du Calvados ?
Tout ceci, camarades, voyez-vous, est dit avec autant d'amitié que possible. Il me semble que le Parti Socialiste est à l'heure où un travail de profondeur peut être fait, parce que je pense que nous sommes actuellement dans une remontée et je crois que le travail important ne se fait pas au moment où nous avons atteint les sommets de l'organisation, mais, au contraire, au moment où nous montons, au moment où, justement, nous sommes dans une période de dynamisme.
Or, je puis vous dire que dans une petite fédération aussi malade que la nôtre, nous sommes en remontée, ceci doit continuer, mais ne peut continuer dans tous les domaines qu'avec l'appui de tous.
Ce que j'ai dit, camarades, s'il y a des critiques pour certains, doit être entendu comme j'ai voulu le faire, avec la plus grande amitié et simplement avec le désir de Participer, de mes faibles moyens, à cette remontée du Parti Socialiste, afin de faire sortir le Parti des chemins de la petite politique pour essayer d'aborder le chantier de la reconstruction Socialiste. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Aliva, de la Haute-Vienne.

M. Aliva

Camarades, je vais vous donner lecture de la résolution adoptée à l'unanimité par le Congrès fédéral de la Haute-Vienne, le l8 mai l950.
" La fédération de la Haute-Vienne regrette la suppression du rapport moral et sa transformation en simple rapport d'activité. Elle ne veut pas être entraînée, en remerciant les camarades qui se sont dévoués dans les différentes Commissions, et en acceptant le rapport, à approuver ainsi, indirectement, la politique générale du Comité directeur.
" En conséquence, la fédération de la Haute-Vienne, réclame le rétablissement immédiat du rapport moral et s'abstient de Participer au vote sur les rapports

d’activité soumis au présent Congrès ".

Le président - Personne ne demande actuellement la parole sur ce débat ?
…
Personne ne demande la parole sur le rapport de la Commission des Conflits ?
…
Personne ne demande la parole sur le rapport de la Commission nationale de contrôle ?
…
Camarades, je voudrais faire observer qu’il est juste midi et que la séance doit continuer jusqu’à l3 h, (rires). Il aurait donc été préférable que nos camarades inscrits acceptent de prendre la parole ce matin.
…
Alors, camarades, nous allons suspendre la séance.

Guy Mollet

C’est contraire à ce que nous voyons d’ordinaire, camarades, la mariée est trop belle, mais ce n’est pas sain, il faut que les camarades qui ont des observations à faire, viennent les présenter. Je pense par exemple à la dernière intervention, j’aimerais qu’on sache quelles étaient les critiques à faire au Comité directeur, cela peut être utile pour le futur Comité. C’est à cela que servent les rapports d’activité. J’aimerais que tout à l’heure le problème financier, posé, que ce ne soit pas l’adoption pure et simple du rapport présenté ; il comporte un certain nombre de suggestions et je demanderai à notre ami Provost de nous faire part de ses préoccupations.

Le président - L’appel de Guy Mollet a été entendu, la parole est à Provost.

Henri Provost

Mes chers camarades, pour répondre à l’invitation qui m’est faite, je voudrais attirer l’attention du Congrès sur les malheureuses finances du Parti.
Il est certain que les finances du Parti devraient permettre au Comité directeur d’amplifier son action, de prévoir pour l’année prochaine, et avant si c’est nécessaire, les moyens d’action pour donner à notre propagande générale une efficacité sérieuse.
Or, je dois dire que les prévisions que je considérais, pour ma part, comme pessimistes, en ramenant le chiffre de nos adhésions à 200 000 pour l949, étaient encore trop optimistes, puisque, en fait, nous avons encore subi une perte, une baisse d’effectif. Ce ne serait pas quelle chose de grave en soi si cela n’avait pas pour conséquence de réduire aussi la prise des timbres par carte, car, en fait, la

Fondation Jean-Jaurès

prise des timbres par carte n'est plus que de 7,7.
C'est tout à fait insuffisant. Nous avons essayé, au Comité directeur, d'en trouver les causes et il nous est apparu que certaines fédérations, assez soucieuses, et à juste titre, de se procurer des ressources en vue d'élections à caractère général, avaient émis des timbres Particuliers.
Oh ! Assurément, la fédération qui émet ces timbres dit que c'est supplémentaire, mais, en réalité, ce sont des timbres du Centre qu'on a oublié de répartir ou qu'on a répartis d'une manière imparfaite pour donner à la fédération les ressources qu'elle attendait.
Cette pratique rend difficile l'alimentation des Caisses du Parti. Cependant, nous avons tous conscience qu'il est nécessaire, et je l'ai dit en débutant, que le Comité directeur intensifie son action, mais personne ne prend conscience qu'il faudrait lui en donner les moyens !
Il est donc absolument indispensable de redresser, dans les fédérations, cette opinion que je considère comme erronée, suivant laquelle on peut, avec les timbres fédéraux, alimenter la Caisse fédérale.
Il faut, camarades, intensifier votre travail par tous vos efforts, et je crois que je n'ai pas besoin d'insister là-dessus, les délégués sont bien conscients qu'il n'est plus possible de réduire en nombre le personnel du Centre du Parti. J'ai déjà eu l'occasion de dire combien on l'avait comprimé, combien on avait dû réduire - des deux tiers - les effectifs. Il est impossible, camarades, d'aller plus loin si nous voulons que le Centre joue le rôle que nous lui avons assigné.
Vous savez que notre Comité directeur a, à l'heure actuelle, les attributions plus étendues que la Commission administrative ; vous savez qu'il doit répondre à beaucoup plus de préoccupations ; vous savez que le Comité directeur joue un rôle important sur le plan international, vous connaissez tout cela, et vous ne faites rien pour nous armer financièrement !
J'ajoute que si nous faisons les comparaisons avec 1939, le Parti, à cette époque, avait un budget de 3 200 000 frs, ce n'était pas beaucoup, et je suis tout prêt de dire avec vous que ce n'était pas assez, mais à l'heure actuelle, notre budget est de 94 millions, c'est-à-dire qu'il n'atteint pas treize fois celui d'avant-guerre, et même qu'il ne l'atteint pas douze fois.
Reconnaissez avec moi qu'avec d'aussi faibles moyens, il est difficile d'alimenter, comme nous le voudrions, la propagande, et cependant, l'année prochaine, vous vous retournerez vers le Comité directeur pour lui adresser des reproches très vifs, s'il ne vous a pas envoyé de tracts.
Dans la situation présente, je vous en avertis, il serait dans l'impossibilité de faire le moindre geste dans le sens que je viens d'indiquer. Alors, camarades, en toutes choses, et dans le Parti aussi, il faut savoir ce que l'on veut, et, ayant fixé ce que l'on veut, agir en conséquence.

(Applaudissements)

Pierre Métayer

La fédération de Seine-et-Oise est d'accord avec l'Exposé de notre camarade Provost et s'associe à ses paroles. Il est certain que nous devons faire, dans toutes les fédérations, un effort Particulier pour donner au Parti les moyens financiers de faire une propagande nationale plus homogène et plus complète. Je dois dire d'ailleurs que nous sommes arrivés en Seine-et-Oise à une moyenne de près de dix timbres par adhérent pour l'année. Je crois que cela permettrait, si les mêmes efforts étaient faits partout, d'augmenter les finances du Parti.

Mais je voudrais demander à notre camarade Provost quelle va être, pendant l'année l950, la solution apportée à la question de la ristourne sur le prélèvement fait par le Parti pour les cotisations Parlementaires vis-à-vis des fédérations ?

Vous savez que nous avons les Parlementaires qui versent au trésorier du groupe Parlementaire, notre camarade Jacquet, une somme dont une certaine Partie reste au groupe Parlementaire, une autre va au Parti et une troisième de 30%, je crois, doit être versée aux fédérations. Il y a quelques années, trois je crois, on avait émis des timbres Jules Guesde et Jaurès et ces timbres n'avaient pas trouvé un empressement Particulier dans les fédérations, puisqu'il n'y avait que 4 ou 5 fédérations qui avaient fait des versements, j'en parle d'autant plus librement que notre fédération était parmi celles-là.

Il a été décidé par le Conseil national, je crois, que le Parti conserverait la ristourne qui devait aller aux fédérations jusqu'à ce que la dette qu'elles avaient contractée soit liquidée. Mais cette décision a été prise sur des effectifs qui, malheureusement, ne sont plus les effectifs actuels, si bien que des fédérations, comme la nôtre, qui devraient voir ristourner une somme assez importante, ne la voient pas.

Je voudrais bien que notre trésorier général nous indique quelle mesure il va pouvoir prendre pour ristourner aux fédérations la part qui leur revient sur les indemnités Parlementaires.

(Applaudissements)

Henri Provost

Je vais répondre à, l'intervention qui vient d'être faite par notre camarade Métayer, et, si j'en crois les applaudissements qu'il a recueillis, cette proposition reçoit une certaine audience.

Je rappelle qu'à plusieurs reprises, des Congrès nationaux, des Conseils nationaux, ont décidé l'application intégrale de la mesure qui voulait que chaque membre du Parti paie 60 frs, deux fois 30 frs, pour le timbre Guesde et pour le timbre Jaurès.

Nous avons insisté sur le caractère un peu Particulier de la mesure, puisqu'elle permettait, enfin, pour les fédérations et pour les sections, de réaliser en quelque

sorte cette cotisation sociale à laquelle on pense parfois et qui ne pourrait être réalisée, à mon sens, que si l'on était dans un état d'esprit différent de celui que j'ai rappelé tout à l'heure au sujet des timbres Particuliers.
C'était l'occasion pour les sections de faire payer les sympathisants et je connais des fédérations qui ont édité des cartes de sympathisants avec douze timbres Jaurès et Guesde ; c'était la possibilité pour nos fédérations et sections d'obtenir, par conséquent, les ressources qui leur manquent.
Cette innovation qui, je le répète, a été approuvée par plusieurs Congrès, n'a pas rencontré un très gros succès. Nos secrétaires fédéraux et de sections ont boudé notre formule, et il faudra attendre la fin de cette année pour qu'enfin les dettes des fédérations soient éteintes.
Nous liquidons ces dettes, car nous n'avons pas abandonné notre option, en prélevant de la cotisation des élus la part qui revient aux fédérations.
Nous sommes décidés, et c'est le mandat que vous nous avez donné, même si la mesure est impopulaire, à aller jusqu'au bout de l'application de cette tâche.

Dans la salle - Ce n'est pas possible...

Henri Provost - Même si ce n'est pas possible, tant qu'un Congrès n'aura pas décidé qu'il faut abandonner, je continuerai à prélever sur les cotisations Parlementaires la somme qui revient au Parti.
J'ai, personnellement, l'année passée, fait une proposition agréée par le Bureau, nous avons dit que les fédérations qui s'acquitteraient de leurs dettes avant le 1er octobre auraient une ristourne de 30 frs et les fédérations qui s'acquitteraient avant le 3l décembre une ristourne de l0. Je dois dire que cette formule a rencontré quelque succès, puisque nous avons pu, dans une certaine mesure, récupérer sur une cinquantaine de fédérations les sommes qu'elles nous devaient. Et à l'heure actuelle, vous ne pouvez pas, même si nous le désirions, annuler les dettes qui restent, parce qu'il faudrait alors que nous remboursions aux fédérations ce qu'elles nous ont déjà versé, et vous ne pouvez pas me demander à moi, trésorier national, de faire cet effort, car je n'ai pas les possibilités de le faire.
Dans ces conditions, mon cher Métayer, nous ne pouvons pas, à moins que le Congrès en décide autrement, prolonger l'attente au delà de laquelle il n'était plus possible de ristourner les dix ou vingt frs qui avaient été décidés par le Congrès national de l'an dernier.
Nous sommes tenus par notre propre décision et je vous en prie, lorsqu'il s'agit de respecter notre propre légalité, soyons les premiers à le faire. (Applaudissements)

Pierre Métayer - Je ferai une proposition à la Commission des résolutions.

Cnl Fondation Jean Jaurès

Le président - Quelqu'un demande la parole ? Godard, de la Loire-Inférieure.

Serge Godard

Camarades, je réponds, moi aussi, à, l'appel de notre ami Guy Mollet, non pas pour prolonger la discussion, mais pour proposer une motion que la fédération de la Loire-Inférieure a fait sienne : c'est la dissociation des différents rapports d'activité, en Particulier les rapports d'activité du groupe Parlementaire et du Comité directeur.

Cette décision peut paraître inopportune après les longues discussions dont a été le témoin le Congrès de l'an dernier, mais il nous apparaît que l'action de ces deux groupements n'est pas toujours tellement parallèle et que nous pourrions, en conséquence, dissocier las discussions et les votes.

En ce qui concerne le rapport de la Commission nationale des conflits, un cas Particulier dont nous avons été témoins, en Loire-Inférieure, l'an dernier, nous a montré que la Commission nationale des conflits avait jugé au vu de documents qui n'avaient pas été communiqués à la Commission fédérale des conflits, ni aux deux Parties intéressées, tout au moins à la Partie adverse. Nous voudrions que la Commission nationale des conflits reprenne son rôle de deux juridictions : juridiction d'appel dans le cas où elle pourrait juger sur des pièces communiquées déjà à la Commission fédérale des conflits, ou juridiction de cassation quand des documents n'auraient pas été communiqués aux Parties.

Le président – La parole est à Ligou, des Jeunesses Socialistes.

Daniel Ligou

Camarades, c'est une tradition aussi vieille que le Parti qu'à tous les Congrès, qu'il s'agisse de Congrès nationaux ou de Congrès fédéraux, un délégué du Mouvement des jeunesses Socialistes, soit appelé à s'expliquer à la tribune et à venir demander aux adultes leur appui et leur encouragement.

Si la fédération JS marche, ou si l'orateur est doué de quelque talent oratoire, ce qui peut arriver, on l'écoute poliment, s'il n'est doué d'aucun talent ou s'il n'existe pas de fédération J.S,, on ne l'écoute même pas, on l'applaudit ou on ne l'applaudit pas, et on se croit quitte avec sa conscience.

Camarades, si je commence mon intervention sur ce ton un petit peu ironique, c'est parce que je voudrais que mon salut ne soit pas le salut traditionnel qu'on écoute et après lequel on va en paix avec sa conscience, parce qu'on a écouté !

Voyez-vous, camarades, - et je voudrais maintenant commencer mon intervention sur un ton optimiste - aujourd'hui, pour la première fois sans doute depuis la scission de l947, le Mouvement des jeunesses Socialistes est en progrès et un mieux sensible se fait encore sentir.

Ce mieux sensible se manifeste dans le fait que huit fédérations qui n'existaient pas l'année dernière, au moment de notre Conférence nationale de Roubaix, ont été créées par le Bureau national depuis le début de cette année.
Ces huit fédérations ont certes encore des effectifs médiocres, mais il n'empêche que nous avons maintenant à peu près dans chaque département français, soit des fédérations en plein fonctionnement, soit des correspondants, des groupes isolés qui fonctionnent.
Ce mieux est dû tout d'abord au mieux de la politique générale du Parti, et tout à l'heure notre camarade du Calvados, intervenant dans un domaine qui m'est plus ou moins interdit, le domaine de la politique générale, le soulignait.
Ce mieux, nous le voyons dans tous les organismes de notre Parti et il se fait ressentir également dans l'action du Mouvement des jeunesses Socialistes.
Ce mieux est dû aussi à l'action constante, aux soins constants dont nous entourent nos camarades adultes des fédérations et nos camarades adultes du Comité directeur, et je suis heureux de féliciter publiquement et de remercier pour ce qu'ils ont fait pour nous, notre si sympathique délégué adulte auprès des Jeunesses, notre grand ami Malacrida qui exerce avec son sourire, parfois narquois, parfois ironique, mais toujours si gentil, sa tutelle tout à fait paternelle, notre camarade Brutelle qui s'occupe de nous avec tant d'affection, notre ami Guy Mollet et tous nos amis du Comité directeur à, la porte duquel nous ne frappons jamais en vain.
Je veux aussi remercier nos camarades secrétaires des fédérations qui ont reçu avec tant d'amitié et de sympathie le secrétaire national du Mouvement et les membres du Bureau et du Comité national qui ont été appelés, dans diverses fédérations, à rendre des visites.
Ce mieux, s'il est dû aux adultes, camarades, est dû également aux jeunes eux-mêmes. Pour la première fois depuis longtemps, et malgré la dispersion géographique du Bureau national, on a, cette année, dans tout, le Mouvement, l'impression qu'il forme réellement une équipe désireuse de travailler d'un commun accord dans la joie, dans l'enthousiasme, au développement du Mouvement et à l'avenir du Socialisme.
Camarades, mon intervention sera brève, rassurez-vous le rapport de Malacrida vous montre avec beaucoup de netteté et de précision ce qu'a été notre action. Cette action, cette année, nous avons voulu la placer sous l'égide d'un de ces morts immortels dont parlait tout à l'heure notre camarade Labrousse. Notre action au sein du Mouvement des jeunesses Socialistes, cette année, a été dirigée surtout par le fait que nous devons célébrer le dixième anniversaire de la mort de celui qui fut un des chefs et un des guides de notre Mouvement, notre regretté camarade Léo Lagrange, qui a montré par sa mort héroïque qu'on pouvait être à la fois un jeune épris de sport, de loisir et en même temps un héros capable de mourir pour son pays et la défense de la liberté. (Applaudissements)

C’est autour de la mémoire de Léo Lagrange, de cet homme qui s’est levé avant le jour, pour employer l’épithète de Jaurès, que nous avons essayé de grouper nos activités cette année, et le mois prochain les cérémonies que nous voulons émouvantes et que nous voulons simples à la mémoire de Léo Lagrange rappelleront dans tous les départements de notre beau pays, tout d’abord qu’il existe un Mouvement de jeunesses Socialistes, ensuite que ce Mouvement des jeunesses Socialistes a des traditions de courage, d’héroïsme et de vertu qu’il n’est pas disposé à laisser périr.
Camarades adultes, en vous adressant cet appel, je voudrais aussi vous rappeler que vous avez une fonction : là où il n’existe pas de groupe, créez des groupes ; là où il n’existe pas de fédération, aidez-nous à en créer. Rendez vous compte qu’en travaillant pour notre Mouvement, vous préparer ceux qui seront demain les meilleurs militants de notre Parti, parce qu’ils auront été éduqués à penser les problèmes, et non pas à penser la politique quotidienne, politique souvent pleine d’aléas, et pleine, hélas, vous le savez, de compromissions.
Pensez, camarades, que quelques-uns des plus purs de notre Parti, que quelques-uns de ceux qui pensent le mieux aujourd’hui la doctrine Socialiste, sont sortis des rangs de cette jeunesse Socialiste dans lesquels ils ont lutté avec courage, foi et désintéressement.
Et puis, camarades, souvenez-vous qu’un jour viendra où vous ne pourrez plus tenir les guides de votre fédération ou des sections que vous représentez, et vous serez heureux à ce moment-là, qu’un jeune vienne prendre votre place, parce que, voyez-vous, comme des coureurs de relai se passent le témoin, il faut que les jeunes générations reprennent le flambeau, comme vous l’avez repris des générations qui vous ont précédés, car nous croyons, nous, à cette grande solidarité humaine qui fait notre grande tradition démocratique et révolutionnaire, et c’est à ce relai que je vous demande de penser, c’est à cette tradition que vous ne devez pas laisser mourir que je vous demande de réfléchir, et notre Mouvement des jeunesses Socialistes sera toujours plus grand, plus fort, plus florissant si vous nous aidez ; c’est ce que je vous demande au nom du Bureau national. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Haguenau (?), de la fédération du Doubs.

M. Haguenau

Camarades, au nom de la fédération du Doubs, je dois intervenir pour demander à notre camarade Provost de faire un geste si possible. Les fédérations sont pauvres et nous demandons à ce que la dette concernant les timbres Guesde et Jaurès soit annulée, si possible.
Je ne parle pas en mon nom personnel, car alors je demanderai le contraire, je pense, en effet, que trop de militants cherchent la facilité financière de leur porte-

monnaie au détriment du Parti. Je vous avoue qu'en ce qui me concerne, de grandes difficultés m'assaillent, je ne suis qu'un ouvrier, eh bien, j'ai résolu la question : j'ai supprimé le paquet de tabac que je fumais tous les jours et avec cette somme, je paie mes cotisations, et encore plus …(Applaudissements)… Je ne demanderai pas à tout le monde de m'imiter, puisqu'il parait que tout le monde ne peut pas le faire… Il y a des maladies inguérissables que l'on doit subir jusqu'à sa mort ! Mais je pense quand même que la maladie pourrait être atténuée et que, faisant un petit sacrifice dans ce domaine, il serait peut-être possible à une grande Partie des militants d'acquitter ce que j'appellerai leur dette envers le Parti.
Un Parti ne peut vivre que s'il a des finances saines. Et bien, pour que les finances soient saines, il faut que chacun fasse le geste nécessaire et apporte sa contribution volontaire.
D'autre part, j'ai une observation à présenter en ce qui concerne le rapport d'activité du groupe Parlementaire.
Dans notre fédération, on s'est un peu ému du nombre d'absences quelque peu exagéré, pour nous, de certains Parlementaires. Ce n'est pas que nous soyons systématiquement pour la critique des Parlementaires, mais nous aurions tout au moins aimé que dans le rapport d'activité, il y ait des motifs d'absence qui soient indiqués, car il est possible que certaines fois, les Parlementaires ne puissent assister aux séances, mais nous pensons tout de même que lorsque, sur 22 séances, un Parlementaire n'assiste qu'à 2 ou 3, il ne doit pas toujours avoir une excuse valable.
Dans ce sens, notre fédération présente une motion que je dépose au Bureau, demandant à ce que les Parlementaires soient astreints à assister plus souvent aux séances, ou au moins que dans les rapports, on fasse valoir les excuses invoquées. (Applaudissements)

Le président - camarades, personne ne demande plus la parole dans ce débat ?

Un délégué - S'il n'y a pas d'orateur inscrit, ne pourrait-on pas clore maintenant le débat sur les projets statutaires ? Cela nous éviterait la séance de nuit.

Guy Mollet - Je suis d'accord avec cette proposition sous une double réserve : tout d'abord, un camarade avait demandé à être inscrit dans la discussion et n'est pas arrivé ; le Congrès peut passer outre...

Dans la salle - Bien sûr !

Le président - N'oublions pas que l'ordre du jour du Congrès prévoyait pour cet après-midi la fin de la discussion, par conséquent, un certain nombre de camarades

qui voulaient intervenir dans ce débat pouvaient penser être autorisés à le faire cet après-midi, en raison même de la rédaction de l'ordre du jour.

Dans la salle - Le Congrès est souverain !

Le président - Oui, mais je voulais vous mettre devant les faits.

Guy Mollet - La deuxième observation est la suivante : si l'on doit clore la discussion, j'aimerais que le problème du Populaire soit réglé avant la fin de la discussion.

Le président - Alors, camarades, si vous voulez bien, nous pourrons peut-être décider que nous en terminerons ce matin avec ce débat et arriver à une clôture.
Il n'y a pas d'opposition.
Il en est ainsi décidé

Le président - Je donne la parole à notre camarade Naegelen, sur le rapport du "Populaire".

Marcel-Edmont Naegelen

Mes chers camarades, vous avez lu, je l'espère, dans les documents que le secrétariat du Parti a publié pour ce 42ème Congrès, le rapport d'administration du "Populaire" et du "Populaire-Dimanche".
On vous disait que nous avons poursuivi trois objectifs : l'assainissement financier de la Société du "Populaire" quotidien, le maintien de la parution de notre petit journal quotidien, et le développement du "Populaire-Dimanche", enfin la préparation d'un grand journal Socialiste d'information pour la rentrée d'octobre, en tenant la promesse que nous avons faite au printemps et que Léon Blum a faite dans le numéro du 20 janvier l950.
Cet après-midi, une Commission vérifiera les comptes du "Populaire", l'administrateur vous dira en deux mots que l'année prochaine l'assainissement financier sera réalisé, que le passif du journal aura à peu près totalement disparu.
Le " Populaire-Dimanche " continue de se développer magnifiquement, les résultats de la vente sont affichés à notre stand. Ces résultats sont prometteurs, car nous savons, d'ores et déjà, qu'au mois d'octobre, de nouvelles fusions seront réalisées qui porteront la diffusion de notre hebdomadaire national à plus de l50 000 exemplaires. (Applaudissements)
Nous continuons dans ce sens, Rosenfeld qui est le réalisateur hebdomadaire du " Populaire-Dimanche " sait bien qu'il n'a qu'à continuer dans la voie qu'il a lui-même tracée, puisque nous ne recevons que des félicitations et des éloges pour la

Collection Jean Jaurès

rédaction du " Populaire-Dimanche ", une absence absolue de critiques, ce qui est remarquable dans un Parti qui a l'habitude de ne pas être tendre pour ses publications.
(Applaudissements)
Je dois vous dire cependant que si nous avons réalisé des bénéfices substantiels dans les six premiers mois d'exploitation du " Populaire-Dimanche ", et nous espérons ainsi venir en aide au frère aine quotidien, ces bénéfices ont disparu, ils ont même été, dans une certaine mesure, absorbés, parce qu'au lieu de paraître sur douze pages, depuis le mois de juin l949, nous paraissons sur seize pages, parce que nous avons subi les augmentations du coût de l'impression de l'ordre de 23 à 24 et que ces deux facteurs représentent un million de dépenses supplémentaires par mois pour la fabrication de notre journal.
D'autre part, les fusions gênent actuellement la trésorerie du journal. Voyez-vous, lorsque, au mois de janvier, avant les fusions, nous plafonnions à 65 000 abonnés, l'exemplaire du journal nous revenait exactement à 7 frs 70, alors que nous le vendions exactement 7 frs 70 par l'abonnement trimestriel à l00 frs. Et maintenant nous cédons cet exemplaire, qui nous revient 7 frs 70, au prix de 4 frs aux fédérations, franco de port.
Cette opération peut vous paraître effroyablement déficitaire. Or, elle est gênante pour la trésorerie, mais elle n'est pas déficitaire, et je vous dirai pourquoi elle est gênante pour la trésorerie.
En réalisant 36 fusions dans 36 fédérations, nous avons perdu l6 000 abonnés qui nous payaient chaque exemplaire 7 frs 70, mais en place de ces l6 000 abonnés, nous livrons 65 000 exemplaires à 4 frs, ce qui représente un gain de diffusion de 50 000 exemplaires par diffusion. Et comme nous n'avons plus, au-dessus de 65 000 exemplaires, que le prix du payer et que les frais d'impression, nous considérons que le journal ne nous revient plus à Partir d'un tel chiffre qu'à 3 frs et qu'en le vendant 4 frs, nous réalisons encore un franc de bénéfice ou un franc pour permettre de payer les frais d'impression.
Cependant, si l'opération en soi n'est pas déficitaire, elle est gênante pour la trésorerie, car nos abonnés nous apportaient de l'argent d'avance, tandis que cet argent, nous le créditons aux fédérations qui ont fait la fusion et pendant des mois - d'autant que nous livrons pendant cinq semaines des numéros à 3 frs - nous ne recevons rien des fédérations qui épuisent le crédit qu'elles ont chez nous.
Mais je dois, en passant, rendre hommage aux fédérations ; je sais bien que c'est très dur la fusion, camarades - je m'adresse à ceux qui l'ont réalisée - je sais que cela pose des problèmes difficiles, que cela exige du labeur, du dévouement, de la foi ; je sais aussi que partout où les camarades s'en sont donné la peine, des résultats substantiels sont obtenus, et je veux rendre hommage aux fédérations voilà plus de cinq mois que nous avons organisé nos fusions, cela marche bien, cela n'a

pas compromis la situation du " Populaire-Dimanche " et je suis assuré que ces fédérations ne regrettent par l'effort fourni pour la diffusion de l'hebdomadaire.
J'en ai fini pour le " Populaire-Dimanche " et je vais aborder maintenant la question la plus difficile, car c'est notre pain blanc le " Populaire-Dimanche ", le quotidien, c'est notre pain noir !
Là, nous avons réduit le format, parce que nous voulions maintenir la présence de la parole Socialiste dans le pays chaque matin ; nos adversaires peuvent rire de la faiblesse de notre diffusion, je suis au jour le jour la vente des journaux et je m'aperçois que bien des concurrents, bien des journaux politiques connaissent maintenant les difficultés que nous avons connues et assistent à un véritable drame que nous avons vécu : c'est la baisse permanente, lente et sure dans ce pays, de tous les journaux d'opinion.
Certes, notre tirage, notre diffusion sont limités, mais je constate que depuis le mois d'octobre, alors que tous les confrères voient de semaine en semaine leur chiffre de vente baisser, nous maintenons le nôtre à son chiffre modeste, mais nous le maintenons depuis octobre l949.
Et je n'ai pas besoin de plaider devant le Parti que tout de même la radio diffuse la parole émise par le " Populaire ", que les journaux à grand tirage reproduisent certains de nos articles, que notre journal a des résonances, que son audience est amplifiée. Ce que je voudrais vous dire, camarades, c'est que moi je lis chaque matin très attentivement notre journal, que je le trouve bien rédigé, et que je considère que le Socialiste qui n'achèterait que le journal du Parti, à sa lecture, serait très largement et très honnêtement renseigné sur tous les événements nationaux et internationaux.
Vous savez, les camarades de la rédaction du " Populaire " finissent par avoir la peau dure, depuis tant d'années, les uns comme Louis Lévy, depuis trente ans, n'entendent que des critiques, ils ont travaillé, eux aussi, dans des conditions extrêmement difficiles, quelquefois pas payés, toujours mal payés, car nous appliquons strictement le tarif syndical, et ne sachant souvent pas s'ils auraient encore leur emploi, qui est leur gagne-pain, la semaine suivante ou le mois suivant. Eh bien, ils ont tout de même travaillé de bon cœur, ils se sont ressaisis et je me permets de vous dire que notre quotidien rend de grands services. Dans une affaire toute récente, il a rendu à la fois des services au Parti et au pays, c'est dans cette fameuse affaire des Généraux, dans cette machination qu'on avait montée contre le Parti Socialiste, contre nos hommes et contre nous pour nous atteindre et nous faire du mal. C'est parce que nous avons eu le Populaire qui, tout de suite, avec vigueur, a dénoncé les manœuvres dirigées contre le Parti, obligé les autorités qui sont à la tête de ce pays à sortir des témoignages qu'on voulait laisser dans l'obscurité, c'est parce que nous avons été là, ardents, que l'opinion publique a compris qu'il n'y avait pas d'affaire du Parti Socialiste dans l'affaire des Généraux, et la presse elle-

même a été obligée de tenir compte de ce que nous avancions, de ce que nous apportions.
Je pourrais encore citer d'autres exemples pour vous montrer qu'en certaines occasions, le " Populaire " a été à l'avant-garde des informations, et lorsque le Général de Gaulle a prononcé ces paroles qui ont fait quelque bruit, elles étaient tout d'abord passé inaperçues, c'est le " Populaire " qui les a soulignées, et les confrères les ont reprises le lendemain.
Voilà ce que je voulais dire pour le quotidien, et je voudrais aussi dire un mot de la promesse que nous avons faite.
Oh ! bien sûr, camarades, nous avions fait de beaux projets, on peut nous en faire le reproche, nous avions rêvé d'un très grand journal d'information Socialiste, le journal du pays républicain, le journal qui, en même temps qu'il serait le journal du Parti, aurait été le journal de tous les républicains dans ce pays, nous avions estimé qu'il nous fallait un certain nombre de millions, nous vous les avons réclamés avec insistance et avec ténacité, peut-être même avec mauvais goût, mais nous n'avons pas trouvé la somme dont nous avions besoin.
Et je dois vous dire maintenant que s'ils étaient là les 25 ou les 30 millions dont nous avions parlé l'année dernière pour faire un journal sur huit pages, cette somme serait insuffisante, parce que les événements vont vite, les événements vont plus vite que nous et pour concurrencer les grands journaux d'information de la bourgeoisie, ce n'est plus huit pages qu'il faut tirer, c'est dix, c'est douze pages et, au mois d'octobre, ce sera peut-être l4 ou l6 pages. Nous n'en avons pas les moyens.
Mais vous entendez bien que nous n'allons pas vous laisser à la veille des batailles que nous aurons à livrer, les uns et les autres partout, avec ce journal dont le format est ridicule, vous nous avez apporté pas mal d'argent, nous avons l6 millions qui sont maintenant bloqués à la BNCI, nous les utiliserons. Nous avons déjà pour ce nouveau journal prospecté de la publicité. Excusez-moi, en passant, de vous dire encore un mot du " Populaire-Dimanche ", mais jusqu'à maintenant nous n'avions obtenu que des résultats dérisoires dans la recherche de la publicité, nous avions subi des échecs, or, nous nous sommes remis à la tâche, et, au mois d'avril, le " Populaire-Dimanche " qui faisait, bon mois, mauvais mois, 50 000 frs de publicité, a fait 480 000 frs !
Nous espérons pour le nouveau journal obtenir des résultats substantiels, et je vous demande de mandater ce Comité directeur qui va être désigné, je crois, dimanche, pour organiser une commission du nouveau quotidien. Cette commission, désignée par le Comité directeur, et qui était hier composée de camarades instruits des questions journalistiques et qui sera demain encore composée de camarades connaissant ces problèmes, étudiera la formule du nouveau journal.
Je ne veux pas vous dire que nous le ferons sur 4 pages, sur 6 pages ou sur 8 pages.

Nous le ferons avec les moyens dont nous disposerons, mais nous le ferons et j'en prends l'engagement formel. Nous n'essayerons, pas, bien sûr, de faire sur 4 ou sur 6 pages ce que les autres font sur 8, l0 ou l2 pages, mais nous vous ferons pour le moins un grand journal d'opinion, dont vous aurez, mes camarades, le droit d'être fiers, et qui sera pour vous une œuvre utile de propagande, une feuille qui vous donnera les arguments qui doivent servir autour le jour dans la bataille quotidienne.
Voilà, camarades, les quelques réflexions que l'administrateur du " Populaire " et du " Populaire-Dimanche " pouvait vous apporter. Je m'excuse, nous vous avions promis un journal pour le l3 février, la tâche a dépassé les faibles moyens dont nous pouvions disposer, je voudrais simplement vous dire qu'il règne à l'intérieur de cette maison du " Populaire " et du " Populaire-Dimanche " un excellent esprit et que les uns et les autres, du cycliste à Robert Verdier, des rédacteurs aux camarades de l'administration, tous, nous travaillons de grand cœur et nous sommes pleins d'espoir pour le mois d'octobre l950.
(Applaudissements)

Guy Mollet

Camarades, ma tâche va donc être très simple ce matin pour répondre aux différentes questions, et je m'en félicite.
Le premier camarade qui est intervenu a manifesté un désir qui n'a encore été qu'en Partie satisfait, c'est celui de reprendre les contacts plus sérieux entre certains milieux intellectuels et le Parti.
Je me félicite personnellement que ce problème ait été soulevé à la tribune du Congrès, car il y a là quelque chose de très réel, il y a incontestablement, à l'heure actuelle, dans les milieux intellectuels, un courant de sympathie très marqué en faveur du Socialisme, je ne dis pas du Parti Socialiste encore, mais en faveur du Socialisme et je suis convaincu que quand nous aurons demain ou après-demain à envisager les tâches d'avenir, nous saurons trouver les formules qui parleront au cœur et à l'esprit de ces intellectuels.
J'ai entendu deux propositions que je demanderai au Congrès de ne pas retenir : l'une de la Haute-Vienne, tendant à demander le retour de ce qui existait autrefois, la séparation du rapport moral de l'ensemble du rapport d'activité. Je suis, au contraire, convaincu, et je pense que le Congrès doit l'être aussi, que le système adopté depuis deux ans nous permet de consacrer aux tâches d'avenir un temps qui était malheureusement consacré à une discussion souvent stérile.
(Applaudissements)
Une autre proposition vient, je crois, de la Haute-Loire, et tend à dire qu'un semblable rapport d'ensemble a un inconvénient, c'est qu'il empêche de voter par discrimination sur différents problèmes. C'est inexact. La décision prise lors de l'établissement de l'actuel rapport d'activité comporte bien une décision annexe, à

Collection Jean Jaurès

savoir qu'à la demande du Congrès, des votes différents pourraient être émis sur telle Partie du rapport, par exemple la Partie Parlementaire qu'évoquait notre camarade.
Je me félicite de ce qu'aujourd'hui personne n'ait fait semblable proposition, ce qui prouve bien que depuis un an, l'action du Parti a été une action unique dans laquelle on n'a pas différencié l'action des Parlementaires en tant que tels de celle du Comité directeur en tant que tel.
J'ai entendu l'appel des jeunes, comme on l'entend chaque année. Je n'ai pas besoin de vous dire que dans l'avenir les organismes dirigeants du Parti continueront à agir de la même manière. Je lance cependant un appel aux camarades des fédérations pour qu'ils le transmettent : trop souvent, l'aide des adultes manque à nos jeunes et il faut absolument intensifier la propagande, mais je voudrais aussi dire aux jeunes combien cette année, ils ont le droit d'être fiers, non pas seulement de l'effort qu'ils ont fait et des résultats acquis, mais d'une victoire morale absolument remarquable. On discutera demain d'une demande de réintégration qui, pour les jeunes comme pour le Parti, est la plus belle satisfaction morale.
Quelle que soit la sanction apportée demain à la demande faite, que l'un des jeunes qui, il y a quelques années, a porté la responsabilité du trouille dans les mouvements de Jeunesse Socialiste, aujourd'hui vous rende à vous les jeunes, et à nous tous, le Parti, cet hommage de reconnaître son erreur et de demander sa réintégration, je dis que vous avez le droit d'en être fiers et que c'est pour vous un premier succès.
Il y a un point sur lequel je voudrais attirer l'attention du Congrès et sur lequel je souhaiterais une décision, c'est la question financière. Hier, camarades, j'assistais pendant toute la matinée au début de la discussion du rapport des élus cantonaux, municipaux, du Parti, et j'ai entendu des critiques justifiées. D'une part, on demandait d'avoir à la disposition pour cette Association plus de moyens, par exemple, il existe actuellement un contentieux dont on nous a dit qu'il pouvait répondre, sans exception à toutes les questions que peuvent lui poser les élus cantonaux, mais il n'a pas les moyens matériels de fonctionnement et l'on Voudrait que le Parti puisse l'aider.
On a essayé de trouver une solution qui était de faire une cotisation pour l'élu. Vous savez que depuis que les élus municipaux, maires et adjoints, ont la possibilité que, malheureusement, s'associant à je ne sais quelle démagogie, certains d'entre eux ne font pas jouer, d'avoir des indemnités de représentation, la cotisation est proportionnelle à cela et plusieurs camarades ont fait une observation, je la transmets parce que je la trouve justifiée ; on demande à un maire, dans une petite commune, ou à un adjoint qui parfois a dû renoncer à tout ou Partie de l'exercice de sa profession, qui a une indemnité de l5 à 20 000 frs, une cotisation

proportionnelle à cette indemnité de fonction, de représentation, alors que dans le même temps, des militants du Parti, dont certains parfois doivent leur situation au Parti, se contentent d'une cotisation uniforme, ou que d'autres encore qui ont dans la vie une situation leur permettant un effort supérieur ne se voient pas demander un effort plus grand.

En conséquence, je reviens sur un vieux dada pour certains d'entre nous, je demande au Parti, non pas de décider, mais de faire étudier dans les sections et fédérations, le principe d'une cotisation sociale proportionnelle. Les modalités seraient à étudier, mais on arriverait ainsi à ce que l'effort en faveur du Parti soit vraiment proportionnel aux possibilités de chacun.

Je voudrais qu'une proposition soit faite, afin qu'une décision soit prise pour l'année prochaine. Le Parti, s'il veut vous apporter l'aide utile dans l'immense bataille de l'année prochaine, a besoin de ressources supérieures à celles de cette année. D'ailleurs, même pour continuer sa vie réduite de cette année, il aurait besoin de ressources supplémentaires. Il faut donc qu'une décision intervienne avant la fin de l'année ; je vous demande donc de donner mandat au Conseil national de décider sur rapport précis et sur étude établie par le Comité directeur, après étude préalable dans les sections et fédérations.

Je suis sûr que l'on doit trouver une solution qui, loin de ralentir le recrutement, permette des cotisations moins élevées pour les camarades qui, à l'heure actuelle, ont des difficultés, parce que travailleurs manuels, ou parce que leur femme est aussi du Parti et que deux cotisations, c'est lourd, et qui, au contraire, demande un effort supplémentaire à ceux qui, dans le Parti, et il y en a, qui peuvent le faire.

Je vous propose donc qu'un prochain Conseil national soit habilité à trancher cette question.

J'en ai terminé, j'ai l'impression d'avoir répondu à ce qui a été dit, il n'y a pas eu de reproche d'exprimé, à l'égard du Parti. L'appel que je lisais ce matin a été entendu spontanément dans nos sections et fédérations, je m'en félicite, et puisque, en quelque sorte, c'est l'adoption de l'action de tout le Parti, je voudrais reporter ces félicitations sur ceux qui les ont méritées, sur les groupes Parlementaires dont l'action a été souvent beaucoup plus profitable qu'il n'est apparu, il y a quelquefois de l'injustice à ne pas dire ce qu'ont été les résultats obtenus depuis l'année dernière jusqu'à ce jour, depuis notre dernier Congrès, par l'action de nos camarades Parlementaires ; sur les animateurs de la presse Socialiste, et je ferai, bien sûr, un sort Particulier à ceux qui ont le plus gagné, à nos camarades qui ont été les animateurs du " Populaire-Dimanche ", c'est un véritable succès ; sur quelques-uns dont on parle rarement dans le Parti, et qui pourtant y jouent un grand rôle, nos camarades qui animent toutes les grandes Commissions du Parti. Il y a un certain nombre de Commissions qui ont fait un travail très sérieux au cours de l'année et je voudrais que la sérénité des débats de ce matin comporte pour eux

aussi des remerciements et, enfin, vous me permettrez d'associer quelques uns de ceux qui, dans ce travail quotidien le plus ingrat, le plus difficile, ont fait tous leurs efforts, ces camarades du Secrétariat du Parti, de la Cité Malesherbes dont on a exigé depuis un an, après avoir réduit leurs effectifs, un effort absolument invraisemblable et que je remercie Provost d'avoir salués dans le rapport qu'il a établi.
Maintenant, camarades, nous allons avoir sanctionné le passé, nous nous mettrons demain à l'analyse de la situation présente et après demain aux tâches d'avenir.
(Applaudissements)

Le président

Le Congrès va donc avoir à statuer sur les rapports commentés par Guy Mollet ; le vote qui va intervenir vaudra évidemment, et pour le texte qui vous aura été soumis, et pour les commentaires entendus. Mais, préalablement, il m'apparaît utile de disjoindre la proposition présentée par Guy Mollet, relative au Conseil national qui devra être saisi de la question des cotisations.
Pas d'opposition ?
Adopté.
Est-ce que sur les observations présentées par Guy Mollet, quelqu'un demande la parole ?
Nous allons donc, si vous voulez bien, camarades, procéder au vote sur le rapport d'activité. Nous sommes saisis d'un texte de la fédération de la Haute-Vienne dont je vais vous redonner lecture :
" La fédération de la Haute-Vienne, regrette la suppression du rapport moral, etc.
(Lecture) ".
Si vous voulez bien, nous allons voter tout d'abord sur les rapports présentés, puis sur la proposition de la Haute-Vienne ?
Pas d'opposition ? Il en est ainsi décidé.

Un délégué - Je regrette, mais beaucoup de camarades sont absents, un certain nombre d'entre eux, certainement, auraient demandé le vote par mandat ; et si l'on vote par mandat maintenant, il y a de nombreuses fédérations qui n'ont plus de représentants dans la salle.

Dans la salle - Ils ont tort !

Le délégué - Non, puisqu'il était prévu à l'ordre du jour que ce débat se continuerait cet après-midi.

Le président - Est-ce que le vote par mandat est demandé ?

Fondation Jean Jaurès

Dans la salle - Non !

Le président - Alors, je mets aux voix tout d'abord le rapport général d'activité. Que ceux qui sont Partisans de l'adopter, veuillent bien le manifester en levant la main ?
Le rapport général d'activité est adopté à l'unanimité moins quatre abstentions.
Vous avez maintenant à statuer sur la proposition de la fédération de la Haute-Vienne que je vous ai rappelée.
Est-ce que sur ce texte quelqu'un demande le vote par mandat ?

Dans la salle - Non.

Le président - Alors, je vais consulter le Congrès. Que ceux qui sont Partisans d'adopter le texte présenté par la Haute-Vienne veuillent bien le manifester en levant la main ?
Avis contraires ?
A l'unanimité moins quatre abstentions, la proposition de la fédération de la Haute-Vienne est rejetée.
Je mets maintenant aux voix le rapport de la Commission nationale des conflits. Que ceux qui sont Partisans de l'adoption veuillent bien le manifester en levant la main ?
Le rapport est adopté à l'unanimité moins quatre abstentions.
Nous mettons maintenant aux voix le rapport de la Commission nationale de contrôle.
Que ceux qui sont Partisans de l'adopter, veuillent bien le manifester en levant la main ?
A l'unanimité moins quatre abstentions, le rapport est adopté.
Alors, camarades, notre séance est terminée, nous aurons cet après-midi le rapport de la Commission de vérification des mandats et l'ordre du jour de la séance de nuit.
La prochaine séance aura lieu à l5 heures. La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
43ème Congrès national des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Séance du vendredi 26 mai 1950 (après-midi)

Coll. Fondation Jean-Jaurès

Pierre Commin - Camarades, le Bureau, pour la séance de cette après-midi est ainsi constitué :
président, notre camarade Labrousse, Assesseurs, Cormier (Maine-&-Loire), Sylvandre, Delorme (Etudiants Socialistes), et Colette Morillon (Gironde).
J'invite ces camarades à prendre place au Bureau.

Le président - Camarades, la séance est ouverte.
Le Congrès, camarades, adresse ses meilleurs vœux de rétablissement à notre camarade Marcel Chomet, victime, comme vous le savez, d'un grave accident d'automobile.
J'ai également à vous faire une communication : la fédération du Parti Socialiste unitaire italien résidant en France nous envoie son salut fraternel et nous souhaite du bon travail pour la paix et pour le Socialisme international.
Je rappelle, camarades, avant d'ouvrir les débats de cet après-midi que les orateurs qui désirent Participer à la discussion sur la politique générale et sur le programme, discussion bloquée comme vous le savez, doivent se faire inscrire et transmettre leur nom sur une fiche avec mention de leur fédération.
La parole est à Lancel, au nom de la Commission de vérification des mandats.

Ghislain Lancel - camarades, voici le rapport de la Commission de la vérification des mandats.
" La Commission ayant pris connaissance des dispositions..... Etc. (Lecture) ".

Le président - Pas d'observations ?
…
Le rapport est adopté.
L'ordre du jour appelle les modifications statutaires délégation mixte. La parole est à Lussy.

Charles Lussy

Camarades, la question dont le Congrès a, maintenant, à connaître n'est pas nouvelle, il s'agit des rapports du groupe Parlementaire et du Comité directeur. A plusieurs reprises déjà, des débats se sont ouverts à ce sujet devant le Parti et je ne veux pas y revenir longuement.
Une première fois un protocole a été décidé qui, à l'expérience, s'est avéré impraticable. On a alors voulu modifier les statuts et créer la délégation mixte, plus connue sous le nom de délégation des 45.
Nous avons combattu cette thèse en affirmant que le groupe Parlementaire, par sa composition, par son esprit, par sa situation même au centre des événements politiques, par le fait que ses membres sont toujours présents pour le suivre - ce qui

Fondation Jean Jaurès

ne peut pas être le cas pour les membres du Comité directeur - était parfaitement habilité, sous le contrôle, bien entendu, du Parti, pour respecter, interpréter, comprendre et exécuter les décisions du Congrès.

Au dernier Congrès extraordinaire, nous avons cependant accepté, dans un esprit de conciliation, et plus encore dans un esprit, dans un désir d'expérimentation, d'adhérer à la formule nouvelle qui nous était proposée, à sa voix qu'en période de crise, dans les occasions graves où le Parti a à se prononcer sur le programme d'un gouvernement, ou sur la Participation à ce gouvernement, nous avons accepté, dis-je, provisoirement, qu'un organisme nouveau fut constitué, comprenant le Comité directeur et un certain nombre de représentants des groupes Parlementaires. Le texte alors adopté, et dont il fut bien entendu qu'il n'avait qu'un caractère provisoire jusqu'à ce qu'un Congrès prochain l'ait inséré dans les statuts du Parti, ce texte prévoyait que le nombre des Parlementaires, compte tenu des Parlementaires faisant Partie du Comité directeur, était fixé à 25.

L'expérience a été faite, elle ne nous a satisfait ni sur le plan moral, ni sur le plan politique.

Sur le plan moral, elle a été mauvaise en ce sens qu'elle a créé au sein du groupe Parlementaire cette division entre deux catégories de députés, ceux qui faisaient Partie de la délégation et ceux qui n'en faisaient point Partie, ce qui avait, forcément, chez ceux qui n'en faisaient pas Partie, une certaine tendance à les faire se désintéresser de la situation, de ses conséquences et de décisions qu'ils n'avaient plus qu'à entériner une fois prises.

Sur le plan politique, je peux dire que, toutes les décisions prises - on peut évidemment soutenir qu'elles ont démontré l'excellence du système puisqu'il n'y a jamais eu de heurt entre le groupe Parlementaire et le Comité directeur - mais la vérité, qui peut-être facilement démontrée, et que je pourrais démontrer si je voulais entrer dans l'examen détaillé des faits, la vérité c'est qu'il n'y a jamais eu conflit parce que presque chaque fois c'est le groupe Parlementaire qui a pris l'initiative des positions et des décisions à prendre, et que l'unanimité a pu être, à quelques exceptions près, d'autant plus facilement obtenue que le groupe Parlementaire tout seul aurait décidé exactement dans le même sens.

Nous pensons maintenant, au moment où il s'agit d'insérer ces dispositions dans les statuts, que le moment est venu pour le Parti de prendre position en se rendant bien compte que si le texte qui lui est proposé figurait désormais dans nos statuts, il y aurait fixé pour de longues années et que nous serions dans une situation, qui dans certaines occasions, pourrait être gravement préjudiciable à l'intérêt du Parti,

Nous sommes un certain nombre - et nos fédérations ont généralement partagé notre point de vue - qui pensons que ce serait vraiment méconnaître les difficultés et les circonstances d'une crise que de supposer qu'on pourra maintenir ce régime de la délégation des " 45 " qui fausse la vie des groupes Parlementaires sans que

pour autant l'intérêt du groupe soit protégé.
J'ai dit que je n'entrerai pas dans les détails, j'y reviendrai peut-être si d'autres orateurs m'y obligeaient, mais pour l'instant, je veux simplement, devant le Congrès, préciser notre position sur laquelle nous vous demanderons de vous prononcer.
Alors que le texte proposé précise que le Comité directeur ayant fixé et fait connaître au groupe Parlementaire l'orientation générale du Parti, les délibérations ayant ensuite eu lieu en commun, la décision est prise par la délégation mixte, nous demandons que soit substitué, et nous déposons en ce sens un amendement, un deuxième paragraphe ainsi rédigé :
" Les délibérations ont lieu en commun entre le Comité directeur et le groupe Parlementaire, les décisions sont prises dans les mômes conditions ; en cas de circonstances graves, un Conseil national pourra être convoqué à la demande, soit du groupe Parlementaire, soit du Comité directeur ".
Je ne cacherai pas une seconde que l'état d'esprit qui nous dicte est le suivant : nous pensons qu'il, y a deux organismes représentatifs, sur des plans différents, du Parti : le Comité directeur et le groupe Parlementaire, soumis tous deux au contrôle du Parti, seul souverain.
J'ai déjà indiqué dans de précédentes interventions qu'il y a eu de telles circonstances où le Comité directeur s'étant prononcé dans un sens st le groupe Parlementaire dans l'autre, c'est l'opinion du groupe Parlementaire que, finalement, le Parti a fait sienne. Il y aurait, par conséquent, danger à ce que soit considéré comme définitive une solution qui, qu'on le veuille ou non, accorde une priorité évidente aux 3l membres du Comité directeur, désignée jusqu'à présent uniquement en vertu de leurs qualités de militants, alors que les l50 membres du groupe Parlementaire n'auraient, eux, que 35 représentants au sein de la délégation mixte, alors que personne ne peut contester, cependant, leur qualité de militant, leur expérience de la vie Socialiste, le contact qu'ils ont plus directement avec leur fédération, ce qui les qualifie tout autant, sinon davantage, pour apprécier dans une période difficile où est l'intérêt du Parti,
Si le Parti veut bien nous suivre, et nous pensons que là serait la sagesse, nous faisons remarquer l'effort de conciliation, au lieu de soutenir cette thèse qui nous parait, en réalité, la plus rationnelle et la plus raisonnable, à savoir que le groupe Parlementaire pourrait seul prendre des décisions, comme cela se faisait dans le passé, nous admettons parce que le Comité directeur d'aujourd'hui a évidemment une prééminence que n'avait pas la CAP d'autrefois, nous admettons et nous souhaitons la délibération en commun, le vote en commun, les députés et sénateurs et les membres du Comité directeur, tous également militants du Parti à des titres divers, mais sans qu'aucun puisse prétendre l'être plus que les autres, ayant la même qualité dans le vote, c'est-à-dire le vote personnel intervenant pour

déterminer la majorité et la minorité.
J'indique tout de suite, après avoir souhaité que le Congrès suive notre opinion, que nous pensons utile à l'intérêt général du Parti qu'il en soit ainsi ; s'il en était autrement, nous serions obligés, comme je l'ai déjà indiqué, de demander alors au Congrès - mais c'est l'objet d'un second débat - de modifier le mode d'élection actuel du Comité directeur et de le faire sur les bases de la proportionnelle, car s'il s'agit uniquement d'interpréter les décisions des Congrès, le groupe Parlementaire est majeur et capable de le faire, surtout avec des délibérations et des votes pris en commun ; s'il s'agissait de fixer des positions sur lesquelles le Parti ne se serait pas, par avance prononcé, et non pas d'interpréter sa pensée, mais de dire la loi en son nom, alors nous pensons que le Comité directeur devrait être la représentation presque photographique des divers courants qui existent au sein du Parti et dès lors la proportionnelle, pour laquelle pourtant, on le sait, je n'ai aucun attachement, nous parait être le meilleur moyen d'assurer au Comité directeur cette représentation exacte des intérêts du Parti.
Si nous avons, dans le dernier Congrès, fait la concession à laquelle j'ai fait allusion tout a l'heure, cela a été pour deux raisons : la première je l'ai déjà dit, c'est que nous voulions faire une expérience, la seconde, c'est ce que nous ne voulions qu'à aucun degré le vote qui interviendrait puisse apparaître comme un arbitrage du Parti entre le Comité directeur et le groupe parlementaire,
Nous sommes actuellement dans une position un peu différente, car personne dans ce Congrès ne s'est élevé jusqu'à présent contre l'attitude du groupe parlementaire dont je pense, au contraire, qu'au cours des derniers mois, il a montré par ses interventions, par son activité et par son action qu'il ne perdait pas une seconde de vue les intérêts du Parti et de sa propagande ; il a actuellement, j'en suis convaincu, la confiance entière du Parti,
C'est pourquoi la question peut se poser aujourd'hui dans une atmosphère rassérénée, plus calme : il ne s'agit pas de choisir entre le Comité directeur et le groupe Parlementaire, il s'agit de choisir pour le Parti dont les deux organismes sont sous son contrôle la meilleure méthode pour assurer la vie du Socialisme à travers l'action parlementaire.
Je dépose mon texte et j'indique, dès à présent, au Congrès que dans mon esprit, dans notre esprit, c'est une position définitive sur laquelle nous demanderons au Congrès de se prononcer, car nous ne reviendrons pas là-dessus. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaugard (?) de la fédération du Nord.

Gaugard

"L’expérience a été faite", vient de nous dire notre camarade Lussy, il faut pourtant rappeler deux choses :

La première, c’est que le Conseil national de février a estimé que l’expérience telle qu’elle avait été menée jusqu’alors ne s’était pas développée d’une façon suffisamment concluante pour qu’une insertion comportant les dispositions correspondant à la délégation des 45 pût être effectuée dans les statuts du Parti.

La seconde observation qu’il convient de faire, c’est que depuis cette décision, prise à une forte majorité par le Conseil national de février, il n’y a pas eu de faits nouveaux, car s’il est vrai qu’en février, le nombre des réunions tenues par la délégation mixte avait été réduit et s’il est vrai que lors de sa dernière réunion, cette délégation a travaillé dans les conditions quelque peu incertaines, quelque peu indécises, il n’est pas moins vrai qu’elle ne s’est pas réunie depuis.

Par conséquent, ce qui a paru valable, ce qui a paru raisonnable au Conseil national de février, selon l’avis de la fédération du Nord, continue, nous le regrettons certes, à être valable pour le présent Congrès national.

Nous ne sommes pas du tout insensibles aux arguments développés par notre camarade Lussy, nous y sommes d’autant moins insensibles que nous avions été passablement hésitants quand, au Congrès national extraordinaire de décembre, la proposition avait été faite par le secrétaire général du Parti d’instituer la délégation mixte ou Comité des 46.

Nos hésitations ont été très fortes, mais nous avons pensé qu’il était scabreux, fâcheux, de soumettre au Parti trois positions sur la question de savoir si ce Comité directeur devrait gouverner seul, et d’une façon souveraine, sur la question de savoir si le groupe Parlementaire aurait sa sphère d’action propre, ce que nous considérions comme juste, le Comité directeur ayant la sienne et, éventuellement, faisant appel à un Conseil national, sur la question de savoir s’il convenait de constituer, comme Guy Mollet le proposait, un organisme unique.

C’est la délégation mixte qui, en définitive, a été créée, je ne dis pas dans un esprit de compromis et de transaction, mais dans un esprit de conciliation fraternelle et amicale. Nous nous sommes ralliés, moyennant certaines mises au point, certains assouplissements, à la proposition qui était faite de créer l’organisme unique, dit des 46, justement pour que l’expérience fut loyalement tentée, mais, j’y insiste, tentée complètement et tentée jusqu’à son terme.

Or, quoi qu’en dise notre camarade Lussy, il ne nous apparaît pas que l’expérience a été tentée complètement et jusqu’à son terme.

C’est pourquoi la fédération du Nord, elle le regrette, elle le regrette car elle aurait préféré que la décision fut prise dès à présent, mais elle estime qu’il est raisonnable de ne pas agir autrement, étant donné les complications extrêmes soulevées par des changements dans les statuts du Parti.

La fédération du Nord estime qua ce n'est pas encore le présent Congrès national qui peut prendre a ce sujet une décision définitive et elle propose le texte suivant qu'elle dépose sur le Bureau du Congrès.
"Le Congrès, constatant que l'organisme dit de délégation mixte, n'a pas eu à fonctionner dans des conditions permettant de tirer de cette expérience des conclusions absolument probantes, décide de reconduire cet organisme pour un an.
"Les dispositions régissant actuellement le fonctionnement de la délégation mixte sont maintenues pendant cette période avec la valeur d'un règlement intérieur du Parti.
"Le Congrès ordinaire de 1951 jugera si l'expérience a été suffisamment concluante et pourra charger un Conseil national de prendre à ce sujet des décisions d'ordre statutaire."
Ce n'est pas notre habitude, camarades, de proposer des mesures dilatoires, mais nous estimons qu'en l'espèce une décision dilatoire correspond à l'intérêt du Parti, et nous espérons fermement que si la décision est reportée à l'année prochaine, non seulement d'ici là l'expérience aura pu s'effectuer dans des conditions plus nettes et plus probantes, mais encore que l'esprit de fraternité, de collaboration étroite, l'esprit Socialiste en un mot, aura pu faire en sorte que la solution la plus conforme a l'intérêt du Parti soit reconnue et soit appliquée. (Applaudissements).

Le président - La parole est à notre camarade Roger Clair, de la fédération de la Seine.

Roger Clair

Camarades, en ce qui concerne la question soulevée par notre camarade Lussy, je crois qu'il y a un certain principe qu'il y a lieu de rappeler, c'est que la fraction Parlementaire Socialiste n'existe qu'en fonction de l'existence d'un Parti Socialiste et que, par conséquent, elle est redevable de sa souveraineté ; c'est au Parti et à ses Congrès nationaux qu'il incombe d'imprimer et de contrôler l'activité politique de la fraction Parlementaire.
Je sais que l'on a souvent invoqué le fait qu'une fraction Parlementaire était l'expression directe d'une volonté du corps électoral, mais je rappelle encore une fois que malgré la manifestation du corps électoral, la fraction Socialiste n'existe qu'en fonction de l'existence du Parti.
Il est donc absolument élémentaire que la fraction Socialiste soit sous le contrôle, comme tous les autres organismes politiques, du Parti …(applaudissements)… sous le contrôle des Congrès nationaux, et, entre deux Congrès nationaux, c'est au Comité directeur, élu par eux, qu'il appartient de décider.
Bien entendu, on est à la recherche d'un organisme sur lequel on a déjà discuté et je crois qu'à cet égard, la proposition de la fédération du Nord, qui est adroite et

souple, est une formule heureuse. Seulement, la chose sur laquelle j'attire votre attention, c'est qu'il faut mettre fin à ce principe qui tend à pénétrer notre Parti et qui le mènerait à considérer qu'il est normal que la fraction Parlementaire est seule qualité de décider d'actes politiques qui engagent tout le Parti, sous sa seule responsabilité.
Je me bornerai donc à répéter que le seul organisme qui a qualité pour décider en ce qui concerne l'orientation du Parti, même dans les questions prévues, spécifiées et propres à l'organisme des 46 membres, cette décision, en dernière analyse, doit appartenir à l'organisme qui est nommé et qui, seul, a qualité pour décider, parce qu'il est élu par un Congrès national qui est souverain, en vertu même de nos statuts.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Andrée Viennot.

Andrée Viennot

J'ai demandé la parole, camarades, pour poser à Lussy une question à laquelle je voudrais le voir répondre publiquement.
En effet, la fédération des Ardennes a voté une motion qui est en somme la motion défendue par notre camarade Charles Lussy. Cette motion a été défendue devant la fédération par notre camarade Desaux (?) qui, malheureusement, n'est pas encore arrivé et a été défendue, je dirai, dans un éclairage un peu différent que celui qui ressort de l'exposé de Lussy.
D'après l'exposé qui nous en a été fait, l'élément essentiel de la motion devait être Justement l'appel au Conseil national qui, en cas de désaccord entre le groupe Parlementaire et le Comité directeur, devait être pour ainsi dire la procédure normale à la diligence de la Commission, à la diligence du Comité directeur.
Je voudrais que Lussy nous dise s'il considère qu'en cas de désaccord entre les deux organismes, l'appel au Conseil national doit être, non seulement de droit, mais doit être la procédure normale, s'il considère que la conséquence normale de sa motion est cet appel au Conseil national dès qu'il y a désaccord entre les deux organismes ?
Si Lussy, d'une façon très nette, nous donne une réponse affirmative, nous voterons sa motion à l'unanimité de la fédération des Ardennes.
(Applaudissements)

Charles Lussy - Je peux répondre tout de suite à Andrée Viennot, et ma réponse sera d'autant plus claire que je ne me contente pas de le dire, je l'ai écrit, il est écrit en toutes lettres dans le texte dont je viens de donner lecture qu'en cas de circonstances graves - or, un désaccord entre le Comité directeur et le groupe

Parlementaire ce serait une circonstance grave - le Conseil national pourrait être réuni soit à la demande du groupe Parlementaire, soit à la demande du Comité directeur, et je ne pourrai pas dire autre chose, puisque ma thèse repose essentiellement sur cette idée qu'il y a deux organismes qui sont tous les deux sous le contrôle du Parti seul souverain. Par conséquent, il est évident que l'appel au Conseil national est non seulement, dans mon esprit, mais dans le texte que j'ai déposé.

Andrée Viennot - Il me semble que la formule " circonstances graves " est un peu ambiguë et donne justement un caractère assez exceptionnel à l'appel …(applaudissements)… alors qu'il devrait être de règle en cas de désaccord.

Charles Lussy - J'accepterais d'ajouter : " et notamment en cas de désaccord entre le groupe Parlementaire et le Comité directeur ", car je veux calmer les appréhensions de mon amie Andrée Viennot. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Bracke. (Vifs applaudissements)

Alexandre Bracke

Camarades, la réflexion qui m'est venue maintenant, c'est qu'on n'entend parler que de malheur ! On pense toujours au moment où on ne sera pas d'accord, etc. nous avons passé notre temps à essayer de nous mettre d'accord, et quand on ne réussit pas, les désaccordés s'arrangent, voilà tout, il n'y a rien de plus facile, vous savez, les arbitrages, les arrangements préparés d'avance ne sont rien du tout, il faut surtout penser à une chose, c'est que pour se mettre d'accord, il faut qu'il n'y ait pas d'avance une majorité, car s'il y a une majorité numérique, d'un coté ou de l'autre, ce n'est pas la peine de se réunir, on sait d'avance qu'on sera battu.

Une proposition de la fédération du Nord dit : " Voyons si on peut s'arranger autrement et attendre en tous cas que ce qu'on a fait apporte ou satisfaction ou une insatisfaction assez grande pour qu'on éprouve le besoin de changer complètement ce qui a été fait ", mais je voudrais vous dire que je suis un vieux proportionnaliste et que c'est pourquoi je suis absolument contre tout vote qui se fera pour nommer des comités dans le Parti à une proportionnelle qui, en réalité, ne repose jamais que sur le jugement de ceux qui croient qu'ils sont minoritaires et qui essaient de trouver un " truc " pour pouvoir, de temps en temps, faire Partie d'une majorité d'occasion !

Croyez-en celui qui a passé à peu près par tous les procédés qu'on a cherché, trouvé, mis sur le papier, appliqués ou pas appliqués, rien ne nous a fait plus de mal que la représentation proportionnelle dans le Parti.

La proportionnelle pour nous, pour le Parti Socialiste, pour le Parti depuis qu'il

Collection Jean-Jaurès

existe, pour le Parti Socialiste international - car vous ne trouverez jamais une réunion internationale depuis l866 où l'on n'ait pas demandé que pour les élections politiques, c'est-à-dire pour la bataille, pour la bataille de classes, pour la bataille entre classes, pour la bataille où le Parti Socialiste veut amener les masses a être avec lui et à lui donner la victoire, vous ne trouverez jamais, dis-je, un seul Congrès qui n'ait pas réclamé la représentation proportionnelle - quand on l'a essayée au nom d'une tendance, on s'est aperçu que les circonstances qui avaient amené cette tendance à voter dans un sens ou dans un autre, ne se retrouvait pas pendant toute l'année, et que le Comité qui sortait de cet arrangement n'avait jamais l'occasion de prouver qu'on avait eu raison de faire ainsi.

On a baptisé tendance, on a baptisé orientation, on a baptisé de tous les noms possibles un fait qui est pourtant très naturel : deux membres du Parti pris au hasard, des gens ayant travaillé ensemble pendant très longtemps, et mis en face de toutes les questions qui peuvent se présenter ne seront pas forcément du même avis sur la question " A " et sur la question " Y ", alors que pendant tout le reste de l'alphabet, ils se trouveront d'accord.

Si vous voulez que tous les genres d'opinions soient représentés, vous n'avez qu'à voter pour des camarades qui les représentent, cela vous est extrêmement facile, et c'est bien meilleur pour le Parti que de faire croire, à tort ou à raison - je dis à raison parce que je connais des cas où l'on a fait des motions uniquement parce qu'on désirait faire entrer celui-ci, faire entrer celui-là, dans un Comité - qu'il y a des positions figées. Nous avons parfois avant guerre assisté à des spectacles terribles qui ont failli tuer le Parti, c'est ça la représentation proportionnelle, c'est une espèce de fixation entre des gens qui n'auraient demandé qu'à voir quels étaient les points d'accord et qui se sont trouvés forcés, par une espèce d'arithmétique absurde, à être regardés comme des gens tenus à avoir leur part, leur part, comme s'il s'agissait d'un gâteau à distribuer qu'on allait manger. Et bien, en fait de manger, on s'est mangé les uns les autres, et si j'essayais de me rappeler quelques unes des discussions qui sont restées dans mon esprit comme dramatiques dans la CAP d'avant l939, je vous dirais qu'alors que le Parti était dans une position extrêmement difficile, et sentait qu'il n'avait plus de cohésion, il y avait souvent le cas de camarades qui votaient avec moi par exemple - alors que j'appartenais à un des camps sous le nom de " tendance " - et dont après cela la voix, quand il fallait compter se trouvait contre, et réciproquement.

Je crois, camarades, que la proportionnelle est une chose que l'on peut réclamer pour batailler, à armes aussi égalée que possible, contre ceux que l'on rencontrera dans toute la vie du Parti contre soi, mais dans le Parti, il n'y a qu'à chercher ensemble comment l'on s'entendra, ou, ce qui est très simple aussi, à accepter que le Parti, puisqu'il ne peut pas faire " bien ", fasse " un peu moins mal ", parce qu'on l'aidera à faire une chose pour laquelle on n'était pas tout à fait acquis d'avance.

Je vous prie de croire que je vous parle avec expérience et je vous mets en garde pour l'année prochaine, si vous remettez à un an ce que vous voulez probablement ajourner aujourd'hui ; même alors, je vous mettrai encore en garde et je continuerai à vous mettre au courant de l'expérience qui a été faite et à rappeler à ceux qui sont trop jeunes pour le savoir qu'il faut se tourner vers le passé pour voir un peu comment les choses arrivent. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je ne vais pas revenir bien longtemps sur cette question, je pense qu'après trois Assemblées nationales qui ont consacré des heures à la discuter, tous les camarades du Parti sont maintenant avertis.

Je voudrais plutôt en faire un résumé et dire dans quel esprit le secrétariat du Parti avait été amené à faire une proposition.

Je voudrais d'abord qu'il soit très clair dans l'esprit de tous que si cette proposition a été faite, elle a eu comme raison essentielle, non pas de permettre de trancher un éventuel désaccord, qui est le mot employé par tout le monde, entre le Comité directeur et le groupe Parlementaire, mais d'interdire l'apparence de ce désaccord.

C'est là-dessus que j'insiste, parce que c'est cela l'esprit même de la proposition, faute de quoi elle n'a pas d'intérêt et c'est parce que secrétaire général du Parti que je l'ai faite, ce n'est pas une position personnelle.

Si je vous confie d'un mot ce que serait ma préférence personnelle, je le dis tout de suite, je pense que sur un problème de caractère politique, engageant l'avenir du Parti, il n'y a qu'un organisme et un seul qui, normalement, devrait avoir le droit de donner une décision définitive, le Comité directeur, ou bien, c'est qu'il n'est pas digne de son nom…

(Applaudissements)

Qu'on le modifie, qu'on en change les Participants, qu'on en transforme le mode d'élection, tout cela est à voir ensuite, mais si un Comité directeur ne devait pas avoir une semblable fonction, c'est qu'il ne serait pas un Comité directeur.

Mais le secrétaire général du Parti a eu un souci, celui de l'unité, et ce à quoi il a cherché à porter remède après tant d'autres, car Bracke avait raison, c'est un problème vieux comme le Parti, et Bracke avait raison d'évoquer l939 et l940, c'est d'empêcher qu'il y ait deux décisions, empêcher qu'il y ait une décision du groupe Parlementaire, puis du Comité directeur, ou du Comité directeur, puis du groupe Parlementaire, décisions qui dans le cas où elles sont contradictoires, sont, pour nos adversaires, le meilleur des aliments.

Il faut donc qu'il n'y en ait qu'une, et ce n'est donc pas une proposition de conciliation, de transaction, ou d'amitié qui a été faite, c'est une proposition d'unité

Fondation Jean Jaurès

dans la décision.
Et, alors, dans ce cas là, qui doit décider ?
Il faut le dire : le Parti, c'est-à-dire le Conseil national …(Applaudissements)… et non pas si c'est grave ou s'il y a désaccord, simplement si c'est possible. Voilà comment il faut répondre à la question.
S'il y a possibilité matérielle, dans le cas où un problème grave est posé, de convoquer un Conseil national, ce doit être le Conseil national qui tranche le problème.
Et j'insiste sur une différence, je ne dis pas " s'il y a désaccord ", on ne doit pas avoir à constater de désaccord, mais seulement " si c'est possible ".
Deuxième cas, et c'est le seul où il faut vraiment intervenir : si ce n'est pas possible, s'il y a une telle urgence qu'il faille une décision rapide ou si la crise éventuelle dure des jours ou des semaines et qu'il faille la suivre et qu'on ne puisse pas maintenir en permanence un Conseil national, alors à qui la décision dans ce cas ?
Il y a seulement trois propositions possibles et pas plus : celle qui tend à dire qu'en fin de compte, la décision reviendra au groupe Parlementaire, c'est celle qui est au fond du cœur de Lussy, il ne nous l'a pas caché et qu'il propose comme une conciliation, en adjoignant les 35 membres non Parlementaires du Comité directeur aux l30 Parlementaires.
Je voudrais là qu'il soit très clair dans l'esprit de tous qu'il n'est pas du tout de notre intention de faire une différence fondamentale entre quelqu'un qui est un élu et quelqu'un qui ne l'est pas, mais c'est un fait, une situation de fait que les préoccupations des uns et des autres, les responsabilités des uns et des autres ne sont pas les mêmes.
Le Comité directeur est responsable devant le Parti et uniquement devant le Parti, alors que la responsabilité des membres du groupe est au moins double, ils ont une responsabilité devant le Parti en ce sens que leur rapport est inscrit dans le rapport d'activité générale, mais ils ont aussi la responsabilité devant les électeurs. C'est donc quelque chose de différent.
Or, l'assimilation de 35 membres uniquement responsables devant le Parti, à l30 membres ou l40, ou l60, ou l70, selon qu'on met un ou deux groupes, c'est en fait la prise de décision, qu'on le veuille ou non, par le groupe Parlementaire
Il y a une autre proposition : la prise de décision uniquement par le Comité directeur. Je l'ai dit, c'est celle qui, juridiquement, normalement, devrait répondre à l'espoir du Parti, mais elle a un très grand danger quant à l'unité du Parti, elle perpétue cette différence - qui est souvent moins vraie qu'on veut bien le dire - qu'il y aurait entre les Parlementaires et les non Parlementaires.
C'est la raison pour laquelle j'ai été amené, secrétaire du Parti, à vous faire une proposition et je suis heureux d'avoir vu, à la suite l'un de l'autre, le camarade qui

représentait le Nord vous dire qu'au fond il aurait été presque plus tenté d'accepter cette pensée que les camarades Parlementaires devaient avoir plus de responsabilités, puis le camarade Clair vous dire, lui, au contraire, qu'au fond de son cœur, il aurait été plus tenté de décider que ce devait être le Comité directeur seul, mais tous deux vous ont dit : la proposition qui vous est faite n'est pas une de ces propositions dont on puisse juger dans l'absolu qu'elle était inutile, c'est une proposition qu'il faut essayer et qu'il faut voir à l'œuvre.
Je suis d'accord avec eux, on ne l'a pas vue à l'œuvre, car depuis la dernière décision du Conseil national ayant pouvoir de Congrès, elle ne s'est pas réunie une seule fois. Or, à une immense majorité, vous avez décidé la dernière fois qu'on verrait comment cela fonctionnait avant de l'inclure dans les statuts, et moi-même qui avais souhaité cela, je vous demande d'attendre qu'on l'ait vu fonctionner pour l'inscrire, car si à l'usage, on devait s'apercevoir de fautes ou d'erreurs dans sa composition, il serait normal de porter des corrections.
C'est la raison pour laquelle dans le même souci d'unité qui m'avait animé quand j'ai fait la proposition au Congrès, je vous demande de retenir la proposition faite par la fédération du Nord, appuyée ensuite par certains camarades de la Seine, c'est-à-dire de décider que d'ici le prochain Congrès national ordinaire, nous maintiendrons le statu quo décidé par un Congrès, mais que l'inscription dans les statuts ne se fera que le jour où l'on aura vu fonctionner l'organisme en question. (Applaudissements)

Le président (Georges Labrousse)

Quelqu'un demande t-il la parole dans ce débat, camarades ? Personne ?
…
Alors, le Congrès se trouve en présence de plusieurs motions :
- une motion confirmative de la fédération du Nord, ainsi conçue, je vous la relis :
" Le Congrès constatant que l'organisme, dit de délégation mixte, n'a pas eu à fonctionner dans des conditions permettant de tirer de cette expérience des conclusions absolument probantes, décide de reconduire cet organisme pour un an,
" Les dispositions régissant actuellement le fonctionnement de la délégation mixte sont maintenues pendant cette période avec la valeur d'un règlement intérieur du Parti,
" Le Congrès ordinaire de 1951 jugera si l'expérience a été suffisamment concluante et pourra charger un Conseil national de prendre à ce sujet les décisions d'ordre statutaire ".
Telle est la motion présentée par le Nord.
Vous avez maintenant deux motions modificatives, une des Ardennes et une de Lussy, au nom du groupe Parlementaire.
Si vous voulez bien, nous allons d'abord mettre aux voix la motion confirmative.

Vous allez décider s'il y a lieu, oui ou non, d'apporter une modification ?

Un membre - Il y a dans ce Congrès de nombreux camarades qui sont pour donner au Comité directeur toute autorité nécessaire et ils veulent se prononcer sur une résolution, je demande que le vote soit fait dans ce sens.

Le président - Nous ne pouvons instituer un vote que sur les motions parvenues au Bureau.

Charles Lussy - J'ai déposé un amendement au nom du Vaucluse dont je suis le délégué dans ce Congrès et non au nom du groupe Parlementaire.

Le président - Cette question a son importance, nous nous trouvons donc en présence de trois motions : une du Nord, une du Vaucluse, une des Ardennes.
Par conséquent, c'est sur la motion confirmative du Nord que le Congrès va d'abord se prononcer, et le vote par mandats a été demandé.

Pierre Métayer - camarades, je m'excuse, mais j'ai l'impression qu'il n'y aura pas suffisamment de clarté dans le vote, car, en fin de compte, il y a trois positions dans le Parti : les uns veulent conserver la délégation mixte, les autres veulent donner, comme c'est prévu par l'article 3l des statuts, toute autorité au Comité directeur et les autres, suivant notre camarade Lussy, veulent, en donnant le même pouvoir au Comité directeur et au groupe Parlementaire, essayer de faire trancher les désaccords possibles par un appel au Conseil national.
Il devrait donc y avoir un vote sur trois résolutions et la fédération de Seine-et-Oise dépose alors la motion qui a été votée par la majorité de ses membres.

Le président - Nous avons à voter sur les motions et non sur les tendances ; aucune motion ne fait mention de la tendance dont Métayer se fait l'interprète, nous n'en sommes pas saisis.

Guy Mollet

Métayer a raison et j'ai eu l'occasion de le dire en bien des circonstances : il y a trois possibilités dans le Parti : il y a la position qui consiste à dire, sous une forme plus ou moins nuancée, c'est le Comité directeur tout seul, ou en lui assurant une majorité suffisante pour qu'il l'emporte ; il y a la position qui consiste à dire, c'est le groupe Parlementaire tout seul, ou en lui assurant une majorité suffisante pour qu'il l'emporte, et puis il y en a une troisième qui est celle qui consiste à dire, on a essayé une solution d'unité qui s'appelle la délégation mixte, on vous demande de la maintenir pendant un an et dans un an, on jugera.

Fondation Jean-Jaurès

Je pense que cette troisième position ne doit pas s'insérer dans les deux autres, mais qu'elle est une motion préjudicielle sur laquelle il faut voter avant que l'on mette les deux autres en présence.
Si l'on écartait celle-ci, s'il y avait dans le Congrès une majorité pour dire : " Et bien, non, on n'accepte pas cette solution transactionnelle d'unité ", à ce moment-là dans le Congrès, il n'y aura pas trois propositions, il n'en restera que deux.
Je propose donc au Congrès d'accepter le mode de votation suivant : on vote sur la proposition faite par le Nord, à laquelle, personnellement, au nom du secrétariat du Parti, je demande au Congrès de se rallier, parce que je crois qu'elle représente la solution d'unité. Si elle est retenue, il n'y a plus lieu à aucun autre vote. Si elle est repoussée, on aura en face deux propositions : la proposition Lussy, la proposition Métayer.

Le président - Nous allons procéder au vote par mandats ; c'est donc la proposition modificative qui est mise aux voix : la proposition de statu quo de la fédération du Nord.

(On procède à l'appel des fédérations pour le vote par mandats).

Le président - Voici, camarades, les résultats du scrutin :
- Pour, c'est-à-dire pour l'adoption de la motion de statuquo présentée par la fédération du Nord : 2 323 mandats.
- Contre : l 37l.
- Abstentions : 3l6.
- Etaient absentes les fédérations représentant 83 mandats.
L'ordre du jour appelle maintenant la question du mode d'élection au Comité directeur. Qui demande la parole ? La parole est à Coquart.

Armand Coquart

Camarades, je serai bref. Je crois traduire le sentiment de nombreux congressistes en souhaitant que le débat sur le mode d'élection du Comité directeur soit bref. C'est eu vérité une question ancienne et qui a été déjà amplement débattue dans le Parti, Tous les arguments dans un sens ou dans l'autre ont été développés au cours de nos assises.
Peut-être, étant donné que le hasard fait que je sois le premier orateur inscrit, peut-être tout à l'heure des camarades chercheront-ils à établir un lien entre les résultats du vote qui vient d'être acquis touchant la délégation mixte et le mode d'élection du Comité directeur, mais je tiens à le déclarer dès maintenant, cela ne pourrait être qu'un lien au fond factice. Voici longtemps, en effet, que des propositions ont été faites de modifier le mode d'élection du Comité directeur sur la base de la

proportionnelle et j'ai sous les yeux des propositions figurant dans des motions déposées dans des congrès antérieurs.
Mais au fond, peu importe, notre camarade Bracke tout à l'heure, avec une double autorité : l'autorité de l'expérience et l'autorité d'un homme qui est Partisan de la représentation proportionnelle quand il s'agit des élections politiques, mais qui est opposé à ce système quand il s'agit de composer l'organisme directeur du Parti, notre camarade Bracke a développé des arguments qui, dans leur totalité, nous paraissent valables.
A nos yeux, quand nous faisons la balance entre les inconvénients et les avantages de la répartition proportionnelle, s'il est vrai qu'une certaine logique extérieure - si j'étais sévère je dirai plutôt administrative et bureaucratique - puisse aller dans le sens d'une RP pour l'élection du Comité directeur, il nous apparaît qu'il y a au moins deux inconvénients qui ne permettent pas d'hésiter.
Le premier, c'est qu'à tout prix, si la proportionnelle doit être appliquée, il faudra que nous nous comptions chaque année lors du Congrès ordinaire, il faudra que, quoi qu'il arrive, à tout prix, en toutes circonstances, il y ait des thèses qui s'affrontent pour qu'il y ait des mandats qui se portent de part et d'autre.
C'est là à nos yeux une raison amplement suffisante car elle porte atteinte à la vitalité même du Parti, à son unité, à sa cohésion, il y a là un argument suffisant pour que nous repoussions énergiquement la RP.
Sur le plan pratique, camarades, il y a un fait sur lequel j'attire votre attention : les militants qui seraient désignés pour figurer au Comité directeur a la suite d'un vote par mandats sur des motions de politique générale, ne refléteraient pas si fidèlement que cela les sentiments réels du Parti, et feraient figure, au fond, dans une large mesure, de cooptés plutôt que d'élus.
Nous savons comment les choses se passent, nous avons eu l'expérience d'avant-guerre, au temps de la CAP, nous savons bien que les fractions, car à ce moment-là il faut prononcer le mot, elles existent, elles se cristallisent. Nous savons bien que les fractions, chacune pour son compte, examinent entre elles, sur la base du nombre de sièges obtenus qui on peut mettre et, ensuite, que le Congrès procède à une ratification de ce qui a d'abord été décidé par les diverses tendances ou fractions.
Par conséquent, nous n'aurions pas vraiment, avec la RP, cette traduction fidèle des sentiments du Parti qu'on met en avant comme le motif décisif pour changer le mode d'élection du Comité directeur.
Ce n'est pas, camarades, que nous interprétions, que nous concevions et que nous jugions bon de concevoir le mode d'élection actuel comme un mode majoritaire pur et simple avec la brutalité que cela comporte, mais, camarades, ici et là, au pied de la tribune, l'année dernière, sur les tableaux de chaque côté, on a pu voir des listes établies par ceux qui se réclamaient de certaines affinités et sur ces listes il y avait

des noms identiques pour une part importante. Tel était le camarade représentatif d'un courant d'opinion du Parti et figurait sur des listes proposées par d'autres camarades séparés de lui par un certain nombre de pensées ou d'opinions divergentes.
Par conséquent, il n'y a pas d'obstacles, si on a l'esprit Socialiste, à une représentation équitable des courants d'opinion, je dirai également qu'il ne devrait pas y avoir d'obstacles à une certaine représentation géographique minimum, et, par exemple, quand il s'agit de nos fédérations d'Outremer, il est normal, il est souhaitable que les délégués, quand ils établissent leur vote, ne désignent pas uniquement des représentants de fédérations métropolitaines, mais votent aussi pour des camarades qui appartiennent à des fédérations d'Outremer, et cela se fait camarades.
Par conséquent, nous ne voyons pas d'avantages aux innovations proposées, nous y voyons plutôt des inconvénients graves et dangereux, et, dans cet esprit, nous déposons sur le bureau du Congrès la simple et brève motion suivante :
" Mode d'élection du Comité directeur : le système en vigueur pour l'élection du Comité directeur est maintenu.
" Le Congrès souligne qu'il n'est nullement contraire à ce système et qu'il est conforme à l'esprit de fraternité Socialiste que le vote soit pratiqué de manière à assurer une représentation équitable aux principaux courants d'opinion qui peuvent se manifester au nom du Parti ".
Tel est le texte déposé par la fédération du Nord.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Luguel, de la Creuse.

Luguel

Camarades, c'est sur un plan tout à fait différent que je me propose, au nom de la fédération que je représente ici, et de quatre fédérations qui ont pu être contactées, de parler du mode d'élection au comité directeur.
Nous reprenons les propositions faites au Congrès extraordinaire en vue d'une représentation plus harmonieuse des diverses fédérations au sein du Comité directeur. La base de la représentation serait la représentation par régions.
Dans ce but, la fédération de la Creuse, et quelques autres fédérations contactées, à savoir : la Corrèze, la Haute-Vienne, l'Aude et quelques autres encore vous proposent les modifications suivantes aux articles 3l, 32, 34 :
" Art.3l - le Comité directeur se compose de 3l membres comprenant l5 délégués des fédérations françaises élus par les délégués de chaque fédération et l6 membres élus par le Congrès national.
" Art.32 - les l6 candidats élus au Conseil national, (le reste sans changement).

" Art.34 - tout membre du Comité directeur, décédé ou démissionnaire, serait remplacé par un vote de la région ou par le candidat qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages... (le reste sans changement).
Je ne défendrai pas cette motion qui se défend d'elle-même ; elle a simplement pour but de faire que le Comité directeur soit une représentation plus exacte de la carte politique du Parti dans le pays, elle a pour but de faciliter la liaison, la propagande et les renseignements entre l'organisme national et les diverses fédérations.

Le président - La parole est à la fédération des Alpes-Maritimes.

Un délégué - Ma fédération exprime quatre vœux : d'abord, elle ne désire pas qu'on revienne au système de la représentation proportionnelle pour l'élection au Comité directeur. Bracke a dit des choses excellentes, je pense qu'il est inutile de faire le procès des tendances, Il s'est fait lui-même et nous pensons qu'à ces tendances il faut mettre fin de manière définitive et de la façon la plus radicale.
Pour cela, il faut supprimer le système des motions publiées préalablement au Congrès, répandues dans les sections et fédérations, motions par lesquelles ces tendances s'expriment, motions dont on peut constater qu'elles font double emploi, parce qu'elles sont voisines les unes des autres.
Nous suggérons que ces motions soient remplacées par un plan de travail qui serait dressé par le Comité directeur suivant les modalités que voici :
- un projet de plan de travail sous forme de questionnaire détaillé sur toutes les grandes questions politiques d'actualité serait dressé par le Comité directeur et porté, dans un délai assez long, à la connaissance des fédérations et des sections.
Ces dernières auraient la possibilité de demander des adjonctions et le texte définitif du plan de travail serait adressé aux sections au moins un mois avant le Congrès.
Un numéro spécial du bulletin intérieur serait mis à la disposition des camarades qui, individuellement, ou collectivement, seraient désireux de faire connaître à l'ensemble des sections ou fédérations les réponses qu'ils entendent faire à tout ou Partie des questions posées par le plan de travail.
Ainsi, les courants d'opinions auraient la possibilité de se manifester et les candidats au Comité directeur pourraient faire connaître leur pensée et éclairer sur leur propre personne les camarades appelés à voter,
Nous émettons un autre vœu, c'est que chaque année, le Congrès national ordinaire arrête les questions de doctrine qui seront soumises à l'étude des sections et débattues au Congrès ordinaire suivant, ainsi la doctrine ne serait plus quelque chose de figé, mais quelque chose de vivant adapté aux évolutions des conditions économiques, sociales, culturelles.

Cercle Fondation Jean Jaurès

Nous serions tenus de faire l'éducation de nos nouveaux adhérents, en Particulier de nos jeunes, éducation que les circonstances nous ont contraints à trop négliger depuis la libération.
Enfin, un dernier vœu consiste à demander qu'au cours de nos Congrès, on accentue le travail en commissions et que les fédérations, lorsqu'elles communiquent le nom de leurs délégués au Congrès, fassent en même temps connaître les Commissions au sein desquelles les délégués entendent travailler.
La majorité de la fédération des Alpes-Maritimes estime que l'adoption de ces vœux contribuerait à renforcer l'unité du Parti et à rendre plus efficace, plus ordonnés, plus vivants les travaux du Congrès.

Le président - La parole est à Boussol (?), Haute-Garonne.

Boussol - La fédération de la Haute-Garonne partage le point de vue émis tout à l'heure par la fédération du Nord et la fédération de la Creuse. Elle estime, en effet, que tout doit être tenté pour que le Comité directeur ait des racines réelles, effectives, qui se traduisent dans la pratique, avec les fédérations de France et des colonies.
En conséquence, elle dépose la motion suivante : étant donné que les membres simplement militants du Comité directeur sont plus facilement à leur travail, à leur poste s'ils sont dans la capitale, qu'on réserve au moins la représentation Parlementaire au sein du Comité directeur aux Parlementaires de province.

Le président - Je n'ai plus d'orateurs inscrits sur la question. Je donne la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je vois que le Congrès ne s'est pas passionné pour ce problème et je pense que la solution doit intervenir rapidement.
En effet, les propositions de modifications qui sont faites tendent à deux buts : l'un à améliorer la représentation régionale. Elle existe la représentation régionale, vous pouvez l'améliorer, il ne tient qu'à vous de le faire quand vous votez, mais ce qu'il faut surtout prendre en considération, c'est qu'un Comité directeur est un organisme qui doit être un organisme politique et non pas un organisme régional. Le Parti a toujours choisi ceux qu'il estime être les plus qualifiés, et jusqu'à présent il n'y a pas manqué.
C'est avec le même argument que je voudrais dire pourquoi je considérerai très dangereux, pour la santé du Parti, pour l'unité du Parti, l'adoption du principe de la proportionnelle.
Je suis un vieux proportionnaliste, dans la mesure où je suis vieux, j'ai toujours été

proportionnaliste, moi aussi, quand il s'agissait d'élections politiques, mais proportionnaliste jusqu'à un certain stade, jusqu'au stade de l'exécutif. Il faut la proportionnelle dans tous les organismes représentatifs du Parti, et vous l'avez, vous l'avez dans vos sections, vous l'avez dans vos fédérations, ici vous êtes la représentation proportionnelle du Parti, un Congrès, dans sa forme actuelle, c'est vraiment l'assemblée nationale du Parti, mais à Partir de l'instant où vous voulez vous donner un exécutif, alors c'est une autre chose, on ne bâtit pas des exécutifs à la proportionnelle, et, hélas, s'il fallait se référer à ce que cela a donné sur le plan municipal, on n'aurait peut-être pas lieu de se féliciter.

Il faut donc dire que ce n'est pas à retenir, et puis vous avez une raison plus importante encore : supposons que nous soyons d'accord sur le principe, nous sommes proportionnalistes, nous voudrions un Comité directeur élu à la proportionnelle, mais proportionnel à quoi ? C'est ça le problème qu'il faut poser ; proportionnel à quel grand courant de pensée ?

Il y a de grands courants de pensée dans le Parti ; je fais appel à ceux qui ont été ou qui sont encore jusqu'à demain soir du Comité directeur, vous avez vu dans l'attitude des membres au Comité directeur, à quelque moment que ce soit, une sorte de fixité dans les modes de votation ou dans la votation ? Ce n'est pas vrai. Tels qui s'étaient battus pendant les Congrès, occasionnellement, sur un point de vue, se retrouvaient quinze jours après, dans le Comité directeur, parfaitement divisés, et heureusement d'ailleurs, c'est cela le rôle des membres du Comité directeur, c'est d'apprécier la proposition qui leur est faite, et de prendre la décision en fonction de leur propre conscience, mais pas du tout en fonction de je ne sais quel pseudo courant de pensée qui se serait déclaré sur un point précis trois mois avant.

Il faudrait qu'on arrive à cette notion, c'est un vœu : un membre du Comité directeur, c'est un administrateur du Parti, il n'est pas le représentant de telle fédération ou de telle région, il n'est pas le représentant de tel courant d'idée, il est un homme investi de la confiance du Parti, chargé de faire respecter les décisions de Congrès jusqu'au Congrès suivant.

Il m'est arrivé très souvent dans le Comité directeur - ce n'est pas arrivé qu'à moi - de dire à tel camarade, à tel bon camarade qui disait : " Je parle su nom de telle fédération, je reviens de ma fédération, elle a pris telle décision, elle m'a donné le mandat de voter au Comité directeur dans tel sens... ", " Tu n'as pas le droit, tu n'es pas ici le représentant de ta fédération, tu es le représentant du Congrès, tu n'as pas été élu, parce que membre de telle fédération, tu as été élu par le Congrès tout entier, choisi par le Congrès tout entier ". Et de la même façon, quand, j'entendais un camarade me dire : " J'ai été élu sur telle liste, j'appartenais à tel courant de pensée ", je lui réponds : " Mais, ce n'est pas vrai, tu n'as pas la droit de dire cela, car le problème qui t'est posé aujourd'hui ne l'était pas le jour de ton élection, tu

n’as reçu aucun mandat là-dessus, le seul mandat qu’on t’ait donné, c’est d’être le représentant du Parti et c’est devant le Congrès, et non pas devant ta tendance ou devant ta fédération, que tu auras à rendre compte de l’exécution de ton mandat. "
Camarades, vous avez une formule qui n’est pas parfaite ; rien de ce que nous avons bâti n’est parfait, tout est perfectible, mais celle que vous avez est la moins mauvaise. Avec nos camarades du Nord et d’ailleurs, je vous demande, pour préserver l’unité, l’amitié dans le Parti, de ne rien faire qui puisse permettre de clicher, non pas des tendances, il n’y en a pas, mais des pseudo-tendances. Cela n’existe pas dans le Parti, ne permettez jamais qu’on en crée. (Applaudissements)

Le président - camarades, nous allons procéder au vote. Le texte très court de la fédération du Nord qu’a présenté Coquart au Congrès a un caractère préjudiciel et c’est lui qui doit être mis au vote de préférence à d’autres qui portent modification aux statuts et devraient être renvoyés à l’examen des fédérations.
Voici donc le; texte déposé par le Nord :
" Le système en vigueur pour l’élection du Comité directeur est maintenu ; le Congrès souligne qu’il n’est nullement contraire à ce système et qu’il est conforme à l’esprit de fraternité Socialiste que le vote soit pratiqué de manière à assurer une représentation équitable aux principaux courants d’opinion qui peuvent se manifester au sein du Parti. "
Voilà le texte qui, je le répète, a un caractère préjudiciel et s’oppose à la modification du mode d’élection au Comité directeur, et surtout à l’instauration du système proportionnaliste. Je vais donc le mettre aux voix.

Daniel Mayer - Je demanderai au président si la motion du Nord doit être mise aux voix avec un caractère préjudiciel, de lui enlever son dernier paragraphe, car en tant que décision, si nous l’adoptions seul, le premier paragraphe peut avoir une valeur de décision. Le deuxième paragraphe est une explication, un commentaire, je le fais mien, mais il ne peut pas être adopté par le Congrès en tant que décision, il est eu quelque sorte l’exposé des motifs du 1er paragraphe.
Je demande, en conséquence de ne mettre aux voix que le premier paragraphe.

Le président - Je relis le 1er paragraphe : " Le système en vigueur, etc." (Lecture)

Pierre Métayer - Je voudrais demander au Congrès si après le vote sur le mode d’élection au Comité directeur, il entend ouvrir un débat sur la composition même du Comité directeur ou s’il entend porter cette question à l’ordre du jour d’une prochaine Assemblée, car il y a deux questions différentes : d’une part, le mode d’élection et d’autre part la composition par le nombre de membres qui peuvent, par exemple, appartenir à une fédération, ou même un groupe Parlementaire.

Le président - Si je comprends bien, c'est une modification aux statuts, mon cher Métayer, déposez alors une proposition et le Congrès examinera, mais pas maintenant, ce n'est pas possible.

Dans la salle - C'est impossible, ce n'est pas a l'ordre du jour.

Le président - Il n'était pas question à l'ordre du jour de la composition du Comité directeur, mais de son mode d'élection, personne n'a posé le problème autrement.

Pierre Métayer - Je voudrais alors demander au Bureau du Parti et au Bureau du Congrès à quel moment et dans quelles circonstances, on peut mettre cette question à l'ordre du jour.

Le président - La parole est au secrétariat.

Georges Brutelle - Mon cher Métayer, c'est très simple, quand on a décidé les modifications, on a dit que toute modification aux statuts devrait être donnée au Congrès pour être examinée l'année suivante, si donc tu poses la question de la composition du Comité directeur, tu dois faire une proposition au Congrès, afin que le Congrès de l'an prochain puisse statuer.

Pierre Métayer - Alors, je le demande au Congrès.

Le président - Donnez-nous un texte !

Pierre Métayer - C'est très simple, le Congrès national décide de mettre à l'ordre du jour du prochain Congrès l'article 3l, je crois, des statuts qui fixe la composition du Comité directeur.

Le président - Bien, mais ceci n'empêche pas que nous pouvons procéder au vote.

Pierre Métayer - Mais je demande un vote sur ma proposition.

Le président - Après, Métayer. Je mets au vote maintenant la motion préjudicielle du Nord que je relis une fois pour toutes :
" Le système en vigueur pour l'élection du Comité directeur est maintenu ".
Après ce vote, nous voterons sur la proposition Métayer. Nous allons procéder par mandats.

Fondation Jean-Jaurès

Un délégué - A bulletins secrets !

Le président - Est-ce que le Congrès accepte de voter par mandats sur la proposition du Nord ?

Dans la salle - Oui.

Le président - On va procéder à l'appel des fédérations pour le vote par mandats.
Pendant le dépouillement du vote, je vais donner la parole à Guy Mollet sur la proposition de Métayer.

Guy Mollet - Camarades, un mot seulement en ce qui concerne la proposition faite par la fédération de Seine-et-Oise. Je crois qu'il n'y a aucun inconvénient à mettre à l'étude du Comité directeur pour rapport devant le Congrès prochain, cette proposition dont je ne connais d'ailleurs pas le contenu et toute proposition tendant à une modification de structure éventuelle du Comité directeur. Ce n'est pas la peine que nous passionnions le débat là-dessus : le Comité directeur dira si oui ou non il y a modification à apporter. Il est possible que pour faire une association meilleure des territoires d'Outremer et de la métropole, il y ait effectivement des propositions à faire l'année prochaine.
En conséquence, si vous en êtes d'accord, sans débat, nous déciderons que la question viendra à l'ordre du jour du Congrès l'an prochain.

Pierre Métayer - Bon, j'accepte.

Le président - Y a-t-il quelqu'un qui demande la parole sur la proposition Guy Mollet, acceptent la proposition Métayer, et par la même le Congrès accepterait celle déposée par la motion de la Haute-Garonne et de la Creuse, visant au même objet : composition du Comité directeur, modification du Comité directeur. (La proposition est adoptée.)
La parole est à Guy Mollet.

Guy Mollet - Camarades, nous en sommes arrivés au moment où le Congrès, d'après son ordre du jour, doit commencer à étudier les problèmes d'avenir.
Il faudra d'abord analyser la situation présente sur le plan national et international, puis préparer un programme pour l'avenir.
Plusieurs camarades nous font observer qu'étant donnée l'heure, étant donné le souci d'organiser le débat, il vaudrait mieux que maintenant soit proclamé la clôture des inscriptions de tous ceux qui veulent prendre part à ce débat, en invitant les camarades à se faire inscrire très vite. Comme on vous l'a dit, ce débat sera un

Fondation Jean Jaurès

débat unique de politique générale et de programme. Puis, le bureau du Congrès, tel qu'il est défini dans le règlement que vous avez sur vos tables, se réunirait pour mettre au point ce débat.
La seule question que vous ayez à trancher maintenant est celle de savoir si l'on commencera demain matin ou, au contraire, si vous désirez tenir ce soir une séance de nuit.
La proposition est faite par beaucoup de vous libérer ce soir, laissant le soin à une ou deux commissions de commencer leur travail. Si vous êtes d'accord, j'invite les membres du Bureau à se réunir pour grouper toutes les inscriptions qui se sont fait connaître et celles qui vont se faire connaître avec l'indication du temps de parole demandé de façon à organiser le débat à Partir de demain matin.

Le président - Ferra a demandé la parole.

M. Ferra - Je demande que les camarades qui veulent se faire inscrire pour le débat de politique générale mettent à côté de leur nom, sur le bulletin envoyé au secrétariat, la nature générale de leur intervention : politique intérieure, politique générale, etc. de façon qu'on puisse les classer par groupe, que les orateurs sur un même sujet se succèdent et que leurs exposés ne soient pas coupés par des orateurs qui viendraient traiter de sujets complètement différents.

Le président - Je remercie Ferra de faciliter la tâche du président !

Guy Mollet - camarades, je vous demande encore une seconde d'attention : demain matin, nous aurons une matinée de travail, puis vous savez que l'après-midi, nous rendons hommage a Léon Blum ; nous aurons demain soir une séance de nuit, nous siégerons en plus dimanche matin et dimanche après-midi. Ceci donne quatre séances pour la politique générale et le programme ; cela peut paraître beaucoup, c'est moins qu'il ne semble. Si vous êtes d'accord, demain à 9 h l/2 précises, on ouvrira la séance et ceux des orateurs qui seront absents au moment de l'appel de leur nom verront leur tour de parole supprimé. Vous êtes d'accord ?

Dans la salle - Oui.

Le président - Voici maintenant le résultat du scrutin :
Pour : 3 890 mandats,
Contre : l 065 mandats,
Abstentions : 3l mandats,
La séance est levée.

Cnl Fondation Jean-Jaurès

PARTI SOCIALISTE - SFIO
42ème Congrès national des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Séance du samedi 27 mai l950 (matinée)

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Gazier, du Comité directeur, assisté de Ya Doumbia (Sénégal), Lucienne Borchiot (Var) et Jacques Bienmiller (Jura).

Le président (Albert Gazier)

Camarades, la séance est ouverte.
Je vais vous indiquer dans quelles conditions se déroulera le débat de politique générale qui va s'ouvrir dans quelques instants.
Des demandes de parole, émanant de 50 camarades, ont été déposées sur le bureau. Il a fallu, pour rester dans le cadre prévu, réduire les temps de parole demandés. C'est dire que chaque camarade sera forcément peu satisfait du temps qui lui a été finalement attribué.
Contrairement à ce qui avait été demandé, certains camarades n'ont pas indiqué le temps de parole qu'ils voulaient se voir réserver. Dans ces conditions, il a été nécessaire de leur attribuer dix minutes à chacun.
Un tableau a été affiché qui indique, à la fois, l'ordre des orateurs et le temps de parole assigné à chacun d'eux. Vous pourrez le consulter pour savoir à quel moment vous interviendrez. Néanmoins, ce tableau est tel qu'il dépasse encore un peu les limites prévues ; c'est dire que si certains camarades veulent renoncer à la parole, nous ne verrons aucun inconvénient à leur donner satisfaction.
J'indique également que les présidents seront obligés de faire respecter strictement le temps prévu.
Je donne tout de suite la parole à Jean-Raymond Guyon de la Gironde, qui est inscrit pour l5 minutes.

Jean-Raymond Guyon

Camarades, l'examen de la situation politique, l'élaboration du programme du Parti pour la prochaine législature ne sauraient être sérieusement étudiés sans que soient examinées et notre situation financière et notre situation économique.
Contrairement à l'opinion souvent répandue, nos finances, condamnées par l'apparence, sont, en effet, satisfaisantes, la conjoncture économique, apparemment favorable, ne laisse pas, cependant, d'être assez inquiétante. Notre situation

Coll. Fondation Jean-Jaurès

financière est, en effet, relativement saine.
Certes, la trésorerie de l'Etat ne jouit pas d'une aisance remarquable et l'équilibre budgétaire n'est que péniblement et approximativement réalisé, néanmoins, lorsqu'on jette un regard sur le chemin parcouru depuis la Libération, les résultats de la politique d'assainissement financier, inaugurée par Félix Gouin, lorsqu'il a pris la lourde succession du Général de Gaulle, se concrétisent aujourd'hui par la disparition presque totale du déficit budgétaire, lequel atteignait, en l945, 247 milliards. Cette année, telles qu'elles sont prévues par la loi de Finances de l'exercice, les recettes et les dépenses du budget ordinaire s'équilibrent aux environs de l 500 milliards.
A ce sujet, il convient de noter que les dépenses militaires, qui ne dépassent pas 420 milliards, ont été ramenées à un niveau compatible avec les ressources financières et économiques de la Nation.
Les dépenses de reconstruction qui atteindront 350 milliards, les dépenses d'investissement qui sont fixées à 400 milliards sont financées, à concurrence de 260 milliards, par l'impôt, et de 470 milliards, par la contrepartie de l'Aide Marshall et les ressources du Trésor, dont l30 milliards doivent provenir de l'emprunt.
Dans l'état actuel des choses, le budget se trouve ainsi équilibré, théoriquement, et pour l'instant tout au moins. Ainsi, cette inflation par moment galopante que nous connaissons depuis l0 ans, est-elle actuellement résorbée sur le plan budgétaire.
En matière monétaire, l'amélioration est aussi sensible, sinon plus spectaculaire. Malgré l'accroissement de la circulation des billets, les avances de la Banque de France à l'Etat sont demeurées stationnaires depuis plusieurs mois. Le franc s'est raffermi sur les marchés étrangers, et malgré les dévaluations, l'or vaut aujourd'hui exactement la moitié de ce qu'il valait au départ du Général de Gaulle.
Tels sont les signes, mes chers camarades, d'une situation financière que l'on pourrait qualifier de brillante, si ce n'était les sacrifices qu'elle a exigés, si ce n'était aussi son extrême fragilité.
De tels résultats n'ont pu être obtenus que par un effort constant et sans relâche, qui a porté, à la fois, sur les recettes fiscales, sur les dépenses et dans le domaine du crédit. Cet effort, auquel le Parti a entièrement Participé, soit avec ses ministres, soit avec son groupe Parlementaire, représente une action impopulaire entre toutes, car, aveuglé par une démagogie ou d'extrême droite ou de prétendue extrême gauche, le français apprécie difficilement l'importance du résultat acquis. S'il est contribuable, il ne pense qu'aux impôts qui sont incontestablement trop lourds et qui sont d'autant plus lourds que la fraude et l'injustice fiscale en déplacent irrégulièrement le poids ; s'il est fonctionnaire, il ne songe qu'aux compressions d'effectifs qui le menacent. S'il est industriel ou commerçant, il est obsédé par les réductions de crédit. Chaque français ne juge pas ainsi avec suffisamment

d'objectivité. L'on ne doit pas comparer ce qui est avec ce qui devrait être, mais avec ce qui aurait pu être. …(Applaudissements)…
Que serait-il advenu, camarades, si nous avions laissé la monnaie s'effriter avec une cadence accélérée ? Si nous avions laissé se dérouler la spirale de l'inflation ? Où en serait le contribuable ? Où en seraient le fonctionnaire et le commerçant ? Ils auraient, les uns et les autres, perdu non seulement leurs biens matériels, mais aussi ce bien essentiel qui est la liberté, et peut-être aussi la vie. …(Applaudissements)…
En Allemagne, l'inflation galopante avant amené Hitler. En France, nous aurions eu Staline et, comme les Etats-Unis auraient sans doute réagi, nous aurions eu aussi une troisième guerre mondiale.
Je ne veux, mes chers camarades, ni enjoliver, ni noircir ce qui aurait pu être, mais avant de trop critiquer l'action du groupe Parlementaire et la politique suivie ces dernières années par le Parti, il faut prendre conscience des dangers que nous avons évités, avant de regretter les buts que nous n'avons pas atteints.
Certes, je n'en disconviens pas, les responsabilités qui ont été prises et assumées sont lourdes, mais cela n'est qu'un détail pour nous si l'avenir prochain ne les rend pas inutiles. Or, nous sommes aujourd'hui, mes chers camarades, en présence de menaces qui pèsent à la fois sur l'équilibre financier et sur l'avenir économique du pays.
Sur l'équilibre financier, il y a tout d'abord l'accroissement des dépenses d'ordre militaire qui risquent de résulter de la mise en vigueur de l'acte Atlantique et du réarmement général auquel nous assistons, et aussi de cette impasse d'Indochine qui peut nous réserver, à d'autres titres, d'amères surprises.
Il y a aussi tout un ensemble de faits qui vont peser sur les dépenses de l'exercice, et je pense, en Particulier, à la situation de la Société nationale des chemins de fer qui, financièrement, est sérieuse et qui, à d'autres égards, est singulièrement dramatique pour notre Parti.
D'un autre coté, alors que les dépenses sont susceptibles de s'accroître, les ressources de l'Etat risquent de se réduire. Il n'est pas encore sûr que les l30 milliards d'emprunt escomptés puissent être couverts, et il ne faut pas oublier que le Plan Marshall sera réduit l'an prochain, pour disparaître en l952.
Mais ce qui est plus grave, c'est que les recettes d'impôts risquent d'être affectées par la crise économique dont on perçoit aujourd'hui les prémices. Tout l'équilibre savamment établi risque de s'effondrer comme château de cartes au premier souffle de la crise.
Comment, en effet, camarades, établir les prévisions budgétaires quand le chômage risque de s'accroître, quand le chômage risque d'accroître les dépenses de l'Etat, alors que le marasme des affaires ralentit le rendement de l'impôt ?
Mais je ne m'arrêterai pas à ce seul point de vue où la déformation professionnelle m'autoriserait cependant à demeurer. Le problème est bien plus grave, qui dépasse

le cadre de la comptabilité budgétaire. Le problème est d'une gravité extrême pour d'autres raisons : deux motifs essentiels.

Le premier, c'est la crise économique qui pose, en sens inverse, les mêmes dangers que nous avons pu éviter avec l'inflation. Le second, c'est qu'elle pose, au-delà de la fausse querelle du dirigisme et du libéralisme, le problème du régime économique.

La crise qui vient en même temps que s'effacent les grandes pénuries, apparaît dans le ralentissement des affaires, généralement observé. Deux signes irréfutables le dénoncent : l'accroissement du chômage et la pléthore qui apparaît dans certaines productions.

Le chômage, en effet, s'accroît, sans doute insensiblement et beaucoup moins qu'en Belgique et en Italie, par exemple, mais d'une façon incontestable. Depuis 6 mois, le nombre des chômeurs marque, en effet, une progression constante que n'expliquent pas, à elles seules, les causes saisonnières. Or, le chômage, c'est la misère qui pénètre dans les foyers des chômeurs, c'est aussi la crainte du licenciement chez les salariés qui, sous l'effet de ce complexe, sont prêts à toutes les capitulations devant un patronat qui, en France, fait la preuve de son inintelligence de la situation économique et aussi d'une égoïste compréhension de ce qu'il croit être ses intérêts immédiats

C'est une baisse du niveau de vie de toute la classe ouvrière, une chute du pouvoir d'achat de la Nation, le marasme dans l'agriculture, et le marasme aussi dans l'industrie.

Sur le plan économique, il y a une spirale du chômage, comme une spirale de l'inflation sur le plan politique ; les résultats sont identiques. Nous risquons des désordres sociaux, une recrudescence du Parti Communiste dont l'essor est aujourd'hui arrêté. Nous risquons la perte de nos libertés, la stalinisation et, par voie de conséquences, un nouveau conflit mondial.

Au surplus, cette menace de chômage se double d'une menace de généralisation de ces pléthores qui existent déjà dans certains secteurs. Nous sommes à la veille, sinon au jour, d'une surabondance d'alcool, de lait, de blé, de vin. Nous risquons, dans le secteur agricole, des effondrements de cours, avec tout ce que cela peut représenter de conséquences économiques et sociales. Le passé, bien que d'avant cette guerre, est encore présent à notre mémoire. Nous risquons bientôt, si nous n'y veillons pas, de nous trouver, dans le domaine agricole, et aussi dans le domaine industriel, en présence de mesurée de malthusianisme dont il n'est d'ailleurs pas sûr qu'elles n'existent pas dans certaines branches de la grande industrie.

Nous touchons ici les vices et du libéralisme et du capitalisme, ces vices de constitution contre lesquels le Parti Socialiste est la vivante protestation. Ces vices apparaissent dans ces contradictions et paradoxes que l'on peut, dès aujourd'hui, apercevoir. En période de pénurie et d'inflation, le rythme économique est

satisfaisant et c'est le plein emploi ; en période d'abondance et de stabilité, c'est le marasme économique et c'est aussi le chômage. Dans l'un et l'autre cas, c'est la misère pour l'ouvrier, la misère dans le travail en période de pénurie, la misère dans le chômage en période d'abondance. Demain, à l'instant même où on refusera à la classe ouvrière l'accroissement de son pouvoir d'achat, on détruira les denrées des produits pour en maintenir les cours.
(Applaudissements)

Le président - Je suis désolé d'être très strict, mais si au début même de cette séance, des dépassements excessifs ont lieu - et déjà Guyon a dépassé son temps de parole - il sera impossible de faire parler les camarades inscrits.

Dans la salle - Continuez, continuez.

Le président - Je regrette.
La parole est à Grumbach, pour 20 minutes.

Salomon Grumbach

Camarades, menacé, dans vingt minutes, de la même guillotine, je demanderai au Congrès de me faciliter cette intervention qui, pour moi, sera trop brève.
Parler, comme nous l'avons décidé hier soir, de la politique extérieure en préface de ce débat, exigerait d'abord le temps nécessaire pour traiter, non seulement les questions européennes qui, naturellement, sont pour nous les plus proches, mais aussi l'ensemble des problèmes qui se posent dans le monde.
Tout de suite, je veux dire en guise d'introduction que je veux insister Particulièrement sur la situation en Europe, sur la question franco-allemande, sur ce qu'on appelle le Plan Schuman-Monnet.

Le président - camarades, un peu de silence. Les camarades qui parlent sont obligés de restreindre au maximum leurs interventions ; ils doivent parler dans le silence le plus complet.

Salomon Grumbach - Camarades, je reviens d'un grand Congrès, celui de Hambourg, au cours duquel il n'y a eu aucune conversation privée, mais uniquement attention concentrée, quel que fut l'orateur à la tribune. Je me sens attristé, à certains moments, de voir l'aspect qu'offre notre Congrès ; je vous le dis en toute franchise.
Je n'oublierai, à aucun moment, que l'équilibre en Europe ne suffirait pas pour assurer la paix du monde, si l'équilibre mondial ne pouvait pas être rétabli ou établi. Je n'oublie pas que les éléments nazis sont infiniment plus nombreux qu'on

Fondation Jean-Jaurès

pourrait le penser. Si nous sommes obligés de nous occuper de nos soucis immédiats, de nos problèmes français, des problèmes franco-allemands, des problèmes européens, nous devons nous occuper aussi - nous commettrions une grande faute, en tant que Socialistes, de l'oublier - du problème de l'organisation mondiale. Les Nations-Unies traversent une crise, tout comme l'ancienne Société des nations. Il est indispensable de redonner aux Nations-Unies la possibilité de vivre, d'agir, c'est-à-dire de trouver la base sur laquelle deux systèmes profondément différents, comme celui qui est représenté avant tout par la Russie Soviétique, et l'autre par la grande puissance des Etats-Unis, puissent trouver un terrain d'équilibre, de confiance. Nous parviendrions ainsi à chasser la peur qui pèse sur le monde tout entier, la peur des petits, la peur des moyens, mais avant tout la peur des géants.

Cette même peur, nous la constatons lorsque nous examinons la situation en Europe même. Il ne suffit pas de dire que l'Europe doit s'organiser pour que le monde soit assuré et rassuré. Il ne suffit pas qu'il y ait une solution du problème franco-allemand pour que la question européenne ait trouvé sa solution.

L'Allemagne continue à être une énigme pour elle-même. Vouloir analyser ce qu'elle est exactement, actuellement, ce serait bien difficile si l'on ne veut pas se perdre dans des analyses plus ou moins problématiques.

Dire que l'Allemagne hitlérienne a disparu, dire que le nationalisme a disparu, est impossible. Dire qu'il regagne d'une façon dangereuse le terrain intérieur, je ne pense pas qu'on le puisse. Dire que la social-démocratie qui a eu une politique extérieure dont je parlerai tout de suite, ne constitue pas le barrage essentiel contre le nationalisme, contre l'hitlérisme, qui pourrait renaître, ce serait injuste.

Immédiatement, je déclare que je considère le Parti social démocrate allemand, important par ses voix électorales, par l'ensemble de l'organisation, par la liaison étroite qui existe entre ce Parti et la puissante CGT qui comprend 5 à 6 millions de membres et dont un des représentants essentiels a pris la parole au Congrès de Hambourg, je déclare que ce Parti constitue la base essentielle de tous nos espoirs de demain. Sans la Social-démocratie, je perdrais ma confiance dans la possibilité d'une Allemagne démocratique, républicaine, avec laquelle les autres peuples pourraient de nouveau, après les années de crise hitlérienne, entrer en confiante collaboration.

C'est dans cette atmosphère qu'est tombé ce qu'on appelle le Plan Schuman-Monnet. D'autres, après moi, en parleront. Le Plan est venu comme une grosse surprise. Les Partis, les Parlements n'en savaient rien. N'examinons pas les raisons ; efforçons-nous même de comprendre qu'on a voulu produire un effet do surprise.

Il y a deux choses qu'il faut examiner en en parlant, la substance elle-même de ce projet, de cette proposition de négociation plus exactement. On le fera ; je me garderai bien d'entrer dans les détails. Il y a l'effet de choc qui a été produit dans le

monde tout entier, car deux effets contradictoires ont été provoqués par la publication des propositions Schuman-Monnet : une immense vague d'espoir dans tous les pays, et une immense vague de méfiance.
D'un côté, la France peut avoir la crainte d'être trompée par l'Allemagne ; d'un autre côté, l'Allemagne peut avoir la crainte, et a la crainte d'être trompée par la France ; par ailleurs l'Angleterre a la crainte d'être contournée par l'Allemagne et la France. C'est dans cette atmosphère que l'on s'apprête à examiner cette proposition.
Le Parti Socialiste, en présence de ce projet non défini, l'a approuvé dans le principe, parce que son principe répond à tout ce que nous avons demandé depuis de longues années, nous, qui avons été le seul Parti en France, depuis la libération, à suivre une seule ligne sur le plan de la politique internationale et sur le plan de la politique allemande, tandis que les gouvernements ont eu des politiques contradictoires. Aujourd'hui l'on pourrait montrer que le Plan Schuman-Monnet vient après tant d'autres propositions, notamment celle faite, en Avril l947, par le ministre des Affaires Etrangères d'alors, Monsieur Bidault, à Moscou, demandant le détachement politique de la Ruhr de l'Allemagne.
Le projet Schuman-Monnet est donc la négation d'une politique que l'on a faite il y a quelques années, ce qui veut dire que, durant des années, la politique internationale, et surtout la politique de la France et de l'Allemagne a été sans boussole. Actuellement, on a l'impression qu'il y a une boussole ; actuellement, on a l'impression qu'il y a une proposition concrète, une proposition qui a rompu une chaîne et c'est pour cela que je pense que le Comité directeur a eu raison, après mûres réflexions, d'approuver, en principe, cette proposition, mais d'ajouter une série de considérations qui ne sont pas des conditions, mais qui sont les éléments qu'il faut réaliser si l'on veut assurer l'efficacité de cette proposition.
Actuellement, soyez-en bien sûrs, le Socialisme international, et surtout les Socialistes de France, d'Allemagne et d'Angleterre pourraient craindre que, finalement, cette proposition soit utilisée pour établir le pouvoir du capitalisme international, pas seulement les pouvoirs des anciens magnats de la Ruhr, mais du capitalisme international au centre même de l'Europe, dans la Ruhr. Nous devons désirer, au contraire, que cette grande occasion soit saisie pour rendre les peuples propriétaires de ces richesses.
C'est pour cela que je me suis promis, ayant eu l'honneur d'être le délégué de la France au Congrès du Parti Social-démocrate à Hambourg, la semaine passée, de déclarer devant tout le Congrès que, si nous étions un désaccord sur plusieurs points de la politique extérieure avec la Social-démocratie, avec le Docteur Schumacher, auquel je l'ai dit face à face, cependant sur le plan de la lutte à mener pour empêcher le retour ou l'installation du capitalisme dans la Ruhr, les

Socialistes et les ouvriers français seraient à côté des Socialistes et des ouvriers allemands.
(Applaudissements)
À ce Congrès de Hambourg dont je suis obligé de parler, j'ai assisté à un spectacle étonnant : un Parti puissant, un Parti magnifiquement organisé, où il y a toute une génération de jeunes, a examiné, sous l'inspiration du Docteur Schumacher, la politique extérieure.
Ce que vous avez pu en lire dans les journaux était très incomplet. Ce fut un scandale, il n'y avait presque pas de journalistes français et l'Agence France-Presse s'était contentée d'envoyer un tout jeune homme pour assister aux débats du Congrès du Parti le plus fort, qui peut avoir le pouvoir, demain. Les comptes-rendus ne permettent à personne de savoir ce qui s'est passé.
A ce Congrès, j'ai donc assisté à un débat sur la politique extérieure et je n'ai pas été le seul à avoir la réaction que je vais vous traduire. Le Docteur Schumacher a une très grande valeur morale, et je le déclare, le Parti Social-démocrate allemand peut se féliciter d'avoir un homme comme lui, actuellement à sa tête. Cependant, en matière de politique extérieure, je crois qu'il fait fausse route. Il a eu tort d'amener le Congrès à voter contre l'entrée de l'Allemagne au Conseil de l'Europe. Il a eu tort de tirer cette conclusion que si l'Allemagne, demain, était représentée à Strasbourg, cela constituerait pour elle, d'emblée, la reconnaissance définitive du statut de la Sarre. Il a eu tort d'en conclure que ce fait constituerait la reconnaissance de l'état de choses que les russes et les polonais ont créé, en annexant définitivement les Partis de l'est de l'Allemagne et en chassant des millions d'allemands. Il a eu tort de mettre sur le même plan la situation de la Sarre et la situation à l'Est. Il a eu tort de dire que si l'Allemagne allait à Strasbourg, cela voulait dire qu'elle allait obligatoirement être englobée dans ce qu'on appelle le Pacte Atlantique et obligatoirement obligée de remilitariser, car, soulignez-le bien, tout le Congrès, à l'unanimité, s'est prononcé contre toute remilitarisation, et j'espère qu'à Washington on comprendra la signification de cette attitude.
Pour une fois, pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne moderne, il y a en Allemagne, un véritable courant de démilitarisation et l'un des plus grands Partis se prononce contre toute forme de remilitarisation. J'espère que les plans des Etats-majors et des Généraux américains, britanniques, français, ou autres n'aboutiront pas à l'invitation adressée finalement à l'Allemagne pour remilitariser, car cela serait un malheur, et pour la paix de l'Europe et pour la démocratie allemande.
Je pense que, nous français, nous avons eu raison d'insister auprès des allemands, pour que, malgré la situation diminuée dans laquelle l'Allemagne se trouve à la suite de la guerre, à la suite d'Hitler, à la suite de toutes les responsabilités qui pèsent sur elle et que le monde ne peut pas oublier, l'Allemagne vienne à Strasbourg, parce que s'il y a seulement les représentants du Chancelier Adenauer,

l'Allemagne ne sera pas représentée pour sa Partie la plus importante. Je n'imagine pas une délégation allemande à Strasbourg où la Social-démocratie et les ouvriers ne seraient pas représentés.
Oui, je sais, elle ne serait là que comme Etat associé, mais que nos camarades n'oublient pas que la guerre n'a eu lieu qu'il y a 5 ans. Il y a quatre hommes qui l'ont rappelé au Congrès de Hambourg. Parmi ces quatre hommes, je n'en citerai que deux, le premier bourgmestre de Hambourg, et l'ancien président du Reichstag, avec ses 72 ans. Il a dit : " N'oubliez pas qu'il n'y a que 5 ans que la guerre est terminée ? Qu'est-ce que cela peut nous faire d'aller là-bas sans avoir tous les droits ? Cela viendra, on nous les donnera dans la mesure où nous montrerons que nous sommes capables de travailler avec les autres pour la paix du monde ".
J'ai tenu à dire cela, comme je l'avais annoncé à mon ami Schumacher à Hambourg, n'ayant pas eu l'occasion de pouvoir lui répondre là-bas. Je le regrette, mais nous ne sommes pas encore au stade où un grand orateur d'un autre Parti, comme Schumacher ; pourrait parler ici, où un représentant d'un autre Parti pourrait parler dans le Congrès d'un autre Parti. J'espère que cela viendra pour que l'on puisse s'expliquer directement.
Je vois mon ami Llopis qui était avec moi à tous ces débats. A certains moments, les délégués étrangers auraient eu le désir de me voir prendre la parole. Je leur ai dit : " C'est impossible actuellement, mais je répondrai amicalement, mais franchement et nettement à la tribune de notre Congrès national ".
Encore une fois, le problème franco-allemand exige une solution. Il n'a plus la même importance qu'autrefois. Au commencement de ce siècle, quand Jaurès a demandé à aller à Berlin parler devant la classe ouvrière berlinoise - le gouvernement de Prusse le lui a refusé - il aurait suffi qu'il y ait une entente de collaboration entre la France et l'Allemagne pour assurer la paix en Europe.
Aujourd'hui, le problème s'est singulièrement et redoutablement élargi. Certes, la collaboration de la France et de l'Allemagne reste pièce maîtresse de toute construction européenne et c'est pour cela que le Plan Schuman-Monnet peut prendre comme point de départ un effort franco-allemand. Mais s'il n'était pas placé dans le cadre du problème européen, s'il n'était pas placé sur un plan où l'Angleterre doit trouver sa place, dans la mesure où sa structure spéciale le lui permet, alors je ne sais pas si un accord franco-allemand exclusif serait heureux pour la paix de l'Europe.
Nous le sentons bien, il y a des courants différents. Là-bas, en Allemagne, les uns craignent qu'on donne à l'industrie française, sur ce plan, et par ce plan, une supériorité. Les autres espèrent qu'ils auront la supériorité. Chez nous, en France il peut y avoir des amis qui se disent : " Qu'allons-nous faire avec notre dynamisme moindre, avec une Allemagne dont le dynamisme de travail, de tout temps, a été formidable et qui l'est redevenue malgré les villes en ruines ? "

Aujourd'hui, nous Socialistes, nous devons dire " oui " aux principes contenus dans le Plan Schuman-Monnet. Nous devons ajouter tout ce que nous avons déjà inscrit dans la motion publiée dans le numéro du Populaire du " l3-l4 " mai, pas pour nous y opposer, mais pour empêcher que ce nouvel espoir ne devienne une désillusion.
Aujourd'hui, nous devons rappeler en même temps que, si l'Allemagne, notre voisine, qui a vis-à-vis de nous des responsabilités si écrasantes sur tous les plans, peut être une démocratie, avec l'Allemagne et tous les pays du Benelux, avec l'Angleterre, nous pourrons construire une Partie de l'Europe. Nous voulons une Europe - pas une Europe sans l'Angleterre, pas une Europe contre l'Angleterre - qui ne soit pas livrée aux plans Capitalistes, quels que soient les grands plans que l'on nous soumette.
A cet égard, je dirai à cette tribune que l'arrivée - c'était sans doute une coïncidence - de Monsieur Paul Raynaud en Allemagne, à Bonn et à Berlin, au moment où l'on a commencé la grande discussion, a provoqué une grande méfiance. Comme je le lui ai dit moi-même : " Vous êtes le symbole d'une internation Capitaliste, et on tirera tout de suite la conclusion que, puisque vous venez, c'est pour essayer de refaire les constructions des Capitalistes, comme après l'autre guerre".
Chers amis, déjà la sonnette s'est fait entendre. Je ne veux pas être victime d'une interdiction brutale. Mais permettez-moi à la fin de cette trop brève intervention de vous dire quelque chose : le Socialisme, la paix se trouvent dans des impasses. Si nous nous demandons pourquoi nous sommes si loin de la certitude de la paix, alors j'ai une vision dont j'ai déjà parlé et qui concerne le passé et l'avenir.
Où serions-nous si, en 1917, la révolution russe - que je ne confonds pas avec l'expression que lui a donnée le bolchevisme - qui a créé des œuvres impérissables, avait pris le chemin du Socialisme démocratique ? Toute la classe ouvrière du monde aurait été derrière elle. L'Europe serait près du Socialisme. L'Amérique pourrait se targuer de capitalisme, mais la classe ouvrière aurait pris conscience de ce qui est possible sur le plan démocratique, chez nous, et nous ne nous trouverions peut-être pas encore dans une paix définitivement assise, mais nous pourrions, au bord d'un lac de certitude de paix, continuer l'œuvre de paix, tandis que maintenant, en raison même de cette scission avec la classe ouvrière dont Lénine a pris la responsabilité consciente, les conséquences en sont incalculables. Je l'entends dire, en l900, comme si c'était hier : " Il faut faire la scission de l'Internationale ". Et je lui réponds : " Lénine, vous ne dites pas : " Elle est inévitable " ; vous dites : " Il faut la faire ". Les conséquences sont incalculables ". J'étais infiniment plus jeune qu'aujourd'hui, mais je ne me suis pas trompé. Sans la scission de la classe ouvrière, la paix serait là. Nous ne forgerions pas les abîmes des incertitudes, des dangers que nous connaissons.
Au Parti Socialiste de défendre la paix en Europe, la collaboration de la France et

de l'Allemagne, sans oublier que le but suprême, c'est la paix mondiale qui trouve, malgré ses faiblesses, malgré sa paralysie, son expression, son mécanisme le plus perfectionné, quoique saboté, dans les Nations-Unies de Lake Success.
Le Parti Socialiste, à aucun moment, ne doit se borner à voir ce qui est immédiat. A tous moments, il doit essayer de voir dans la perspective que notre action exige. Je suis sûr que ce Congrès, après un examen de tous ces problèmes, montrera à tous les délégués, lorsqu'ils rentreront chez eux, le chemin du devoir.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Cotereau pour 25 minutes.

Cotereau

Camarades, quand je me suis fait inscrire hier pour cette séance, le camarade Jules Moch, sachant fort tien que j'allais parler de la laïcité, a fait remarquer que la séance était consacrée à la politique extérieure. Si je suis à cette tribune, c'est que je vais vous parler, certes, de la laïcité, mais de la laïcité, non seulement nationale, mais encore internationale.
Car je suis, pour une fois, d'accord avec le journal " La Croix " qui, demain, dans la presse, caricaturera mon intervention, pour estimer que le problème de la liberté de l'enseignement est le problème-clé du drame actuel du monde.
Mais je vais me placer tout d'abord sur le plan national, puisque je ne peux pas parler demain à cette tribune.
L'école laïque a été fondée par la bourgeoisie victorieuse pour affirmer son triomphe sur les classes privilégiées de son époque. Elle s'y était mise à deux fois, après chaque révolution, et par deux fois la réaction lui avait fait renier et détruire son œuvre. Ce fut une des gloires de la IIIème République de la réaliser et de l'asseoir.
Mais cette école réalisée par la bourgeoisie allait aider à l'émancipation du prolétariat, et comme au temps de la loi Falloux, cette même bourgeoisie affolée veut se hâter de remettre son enfant sous la tutelle de la vieille tutrice de l'Occident, je parle de l'Eglise catholique.
Il est donc normal que ce soit à nous, Parti prolétarien, qu'il incombe de sauver une institution initialement bourgeoise. Nous relevons l'école bourgeoise comme, sous la Libération, nous avons relevé le républicanisme bourgeois et le patriotisme bourgeois. Que dis-je ? Nous reprenons l'héritage de la Commune, cet héritage noyé dans le sang des fédérés, car, ne l'oublions pas, un des premiers actes des communards ce fut la création de l'instruction publique et laïque à laquelle se rattache le nom d'Edouard Vaillant.
Aujourd'hui, le capitalisme national et international aussi veut saper l'école laïque pour se remettre à l'abri de l'école libre, car, proclamait déjà Montalembert à la

Fondation Jean-Jaurès

tribune de l'Assemblée Législative, il y a l00 ans, " tous les remèdes au Socialisme montant ne servent de rien si l'on n'attaque pas le mal à la racine, en rendant la religion à l'éducation par la liberté de l'enseignement ".
Voilà le but bien avoué. Il s'agit de remettre l'école, non pas en liberté, comme on le prétend, mais sous la coupé de l'Eglise. Je demande au Congrès si nous, Parti Socialiste, nous allons permettre ce calcul. Je le répète : outre que ce serait renier l'héritage de la bourgeoisie défaillante nous a transmis, ce serait aussi renier l'héritage des morts de la Commune, à la défaite de laquelle l'Archevêque de Paris a célébré un Te Deum. Nous n'opposerons pas à la menace d'une école cléricale, nous, une école de notre cléricalisme sous le nom d'école laïque. Nous nous opposons aux deux blocs scolaires, comme sur le plan international, nous nous opposerons aux deux blocs.
Contre les établissements où l'on inculque, par cœur, des catéchismes, nous n'attendons notre triomphe que du triomphe de la raison. Nous voulons maintenir les établissements où l'on apprend à raisonner juste. Voilà pourquoi nous sommes les seuls en l950, à défendre sans arrière-pensée l'école laïque.
En face de nous, qui trouvons-nous ? L'expression politique de cette même bourgeoisie qui, pour assurer son triomphe sur les classes, fonda, il y a 80 ans, l'école laïque, avec le Parti opportuniste, ensuite avec le Parti radical et qui, maintenant, pour passer à sa gauche, veut saboter cette même école avec le MRP.
Je connais les bons prétextes que, docile à la hiérarchie catholique, ce Mouvement n'a cessé de mettre en avant : la liberté d'enseignement, le droit des parents.
Nous pouvons répondre qu'à la liberté de l'enseignement, nous opposons la véritable liberté de choix idéologique pour l'enfant devenu adulte, qu'au droit des parents à maintenir, nous nous opposons le droit de l'enfant à rejeter, si cela lui plaît.
Mais vous permettrez à un spécialiste de la question de se faire l'écho d'un article paru dans le " Populaire ", grâce à Binaud : " L'Eglise ne se soucie que de sa propre liberté. Ce qu'elle défend en France, elle le dénonce en Espagne ". Qu'importe à nous la rectitude de la marche d'une tour sur un échiquier, quand nous savons que le joueur d'échecs animé d'un certain machiavélisme, fait jouer à ses différentes pièces des jeux tout à l'ait différents ? Nous défendrons la laïcité au nom de nos principes à nous, non de sectarisme, mais de tolérance, sachant que c'est la seule école de tolérance.
Le progrès de l'humanité, ne l'oublions pas, s'est fait dans le sens d'une laïcisation progressive des institutions du droit, de la science, de l'état civil, de l'art. L'école est le suprême bastion du dogmatisme. Ce n'est pas à la croyance que nous nous attachons, à la croyance libre et respectable. C'est à ce dogmatisme-là.
Une société nouvelle est sans doute en train de mûrir sous les orages et les tempêtes. Vous ne voudrez pas qu'un ver, le ver de la vieille intolérance

théologique s'étant mis dans le fruit ou bien ne coupe son pédoncule pour le faire tomber sur le sol, ou bien ne s'y incruste à jamais pour le gâter définitivement.
Ne vous faites pas d'illusions. Le vote d'une représentation proportionnelle scolaire, c'est l'équilibre actuel compromis au profit de l'école libre, déjà bénéficiaire, à la fois, de subventions Capitalistes et de pressions diverses.
Comme hier sous Pétain, comme aujourd'hui d'ailleurs sous Léopold III, c'est l'agonie de l'école laïque. Comme hier, dans la France de l'occupation, aujourd'hui dans la Belgique du plébiscite, à la faveur de deux écoles, c'est le pays divisé en deux.
Dimanche, en son Congrès de Nantes, révélant son aspect chouan, le MRP a pris des décisions dont toute la France attend qu'un Parti comme le notre donne une réplique juste. Il ne s'agit pas de lui opposer seulement des résolutions platoniques compensées par une retraite résignée. Ce n'est pas nous, c'est le président Bidault qui a posé le problème de la majorité, et je vous prie d'écouter les paroles qu'il a prononcées : " Nous allons voter, a-t-il dit, d'une part le texte en faveur d'une amélioration de la situation scolaire, et d'autre part, il est réclamé de vous, et il sera certainement obtenu de vous, un texte en faveur de grandes améliorations sociales. A la place où je suis, je suis simplement obligé de mentionner devant vous qu'il est absolument exclu que les concours à obtenir pour la réalisation de ces deux projets puissent être identiques ".
Vous avez posé les termes ? " Nous allons voter ", " Il sera obtenu de vous". Dans le premier cas, il s'agit d'une initiative du Mouvement. Dans le second, d'une autre initiative, et de qui ? Pas des radicaux, pour sûr. Serait-ce alors de notre Parti ? Est-ce que, par un échange de quelques palliatifs d'ordre social, dont le Mouvement républicain populaire profiterait lui aussi, sur le plan démagogique, et qu'aurait vite annulés l'augmentation croissante de la vie, on ne nous demanderait pas l'euthanasie de l'école laïque, c'est-à-dire de la République, compte tenu surtout - le passé le prouve - qu'une loi cléricale ne se rapporte pas de si tôt.
J'ose espérer que, personne dans le Parti, n'a envisagé le marché de dupe, dans quelque négociation que ce fut, à Paris ou au Vatican, et je demande au Congrès de formuler à cet égard un non possumus catégorique.
Le texte de Monsieur Bidault annonce aussi, nettement, l'acceptation d'une majorité de rechange. Se rend-il compte qu'il y a pourtant rupture d'un contrat ? J'ai entendu moi-même, à un Comité d'Organisation de la Troisième force, un délégué du MRP attester le maintien du statu quo scolaire. Je sais qu'il y a de beaux prétextes ; je sais que certains serments ne résistent pas au droit de Dieu, mais ce serait une sinistre duperie que cette satisfaction donnée, en fin de législature d'une majorité que nous avons maintenu vivante, par notre Participation d'abord, par notre soutien ensuite, que cette satisfaction à une agitation de quatre ans que nous avons un peu trop tolérée.

Profitant de notre concours, on nous donnerait congé, on se retournerait vers la réaction, on irait au RPF. Comme casuistiques jésuites, vraiment on ne fait pas mieux.
Notre devoir est tracé, évidemment, à la Chambre, nous ne saurions que reconstituer le bloc laïc. Et ici, pas d'échappatoire, quelques réserves qui puissent être faites sur le sens donné par les uns et par les autres aux termes enseignement laïc et défense laïque, nous défendrons cet enseignement avec tous ceux qui déclarent s'associer à cette défense.
Ici encore, le Congrès de Nantes nous donne une bonne leçon. Un certain monsieur Jeannot a déclaré : " Qu'on ne nous dise pas que, pour maintenir le principe de la représentation proportionnelle électorale, il faudra voter une loi avec les Communistes ". " Si la loi est juste, il faut la voter avec n'importe qui et contre n'importe qui, avec les excommuniés, c'est-à-dire avec le diable ".
Et bien, la loi de la laïcité, nous la voterons nous aussi, avec n'importe qui, même avec le diable s'il le faut.
Cela ne doit pas suffire. Nous devons déclarer d'avance que, si le président du Conseil se rend à la décision de son Parti, le nôtre lui réitère purement et simplement, d'une façon systématique, son soutien sur le plan gouvernemental. En effet, le moment où nous devons comprendre le sens de cette politique de soutien arrive. Substituée à celle de Participation, elle nous permet d'agir du dehors en subordonnant notre appui à l'octroi de certains apaisements ; et nous n'avons jamais eu, que je sache, besoin de pareils apaisements.
Quel que soit le sort réservé à la proposition lancée à Nantes, cela va être, à travers le pays, s'il lui est donné suite, la plus grande des agitations. Si on le veut, qu'on le dise, nous sommes prêts à y entrer, et ce n'est peut-être pas en fin de compte, l'école laïque qui en sortira vaincue. Mais qu'on en mesure les risques et qu'on n'évoque pas, une fois de plus, le péril stalinien ou le péril gaulliste. Ce n'est pas nous qui aurons commencé. Comme l'a écrit Rémy Roure, dans le Monde, il y a 3 ans, " une fois de plus, les cléricaux auront commencé ".
Et puis, l'abandon par la France de la laïcité, c'est pour la République qui est la nôtre, une fin aussi assurée, quoique plus hypocrite, que l'instauration d'une dictature que nous craignons un peu trop exclusivement. Si je ne veux pas que la France devienne une seconde Tchécoslovaquie, ni une seconde Espagne, je ne veux pas qu'elle devienne non plus un second Portugal, ni une seconde Italie, Républiques encore de nom, mais Républiques sous la tutelle romaine, semi-République semi-démocratie. Car pour un catholique, ne l'oublions pas, comme l'écrivait Monsieur Paul Claudel, " l'Eglise à qui je dois tout est ma véritable patrie ".
Ce qui se passe sur le plan scolaire - comment pourrait-il en être autrement aux yeux de marxistes conséquents ? - n'est que la traduction pure et simple de ce qui

se passe sur le plan international. L'univers Capitaliste de l950 a, comme la France Capitaliste de l848, eu peur de voir monter à l'horizon international aujourd'hui, hier national, un formidable nouveau-venu sur le plan social et économique. Et le fait que ce nouveau venu a pris un nouveau visage, qu'il s'est cléricalisé, caporalisé, qu'il n'est plus nous-mêmes comme il y a l00 ans, ne change rien ni à la peur des bien pensants, ni aux procédés rétrogrades auxquels ils recourent.

C'est l'Occident tout entier qui, comme la France de Monsieur Thiers, il y a exactement l00 ans, se jette dans les bras des évêques.

Qu'on nous pose l'ultimatum, à nous, Socialistes. Comme l'écrit Monsieur Maritain, " le monde en a fini avec la neutralité. Bon gré, mal gré, les Etats seront obligés de choisir pour ou contre l'Evangile. Ils seront formés par l'esprit totalitaire ou par l'esprit chrétien ".

Et bien, je me refuse à ce dilemme. Comme au l6ème siècle, un Rabelais, un Montaigne, un Michel de l'Hospital refusaient de se rallier soit au fanatisme catholique, soit au sectarisme protestant, je prétends que le Socialisme n'a pas à se résigner à l'un des termes posés. Ce n'est pas que j'ai horreur du mot " chrétien ", sachant la part de l'Evangile dans notre civilisation laïque, mais je sais que, pour ces Messieurs, trop souvent le vrai Christianisme est le Christianisme romain, et j'affirme la validité, entre le totalitarisme spirituel et le totalitarisme matérialiste, d'un humanisme laïc qui est notre idéal à nous. C'est le sens de la véritable troisième force, d'une troisième force plutôt latente que vivante, plutôt à créer qu'à exploiter, car ce dilemme idéologique ne traduit ni plus ni moins, qu'un dilemme impérialiste.

C'est entre deux blocs qu'on nous demande de choisir. Notre politique nationale n'est que le reflet de la politique internationale, et la menace sur l'école laïque ne traduit que l'ombre de la Croix au sommet de l'impérialisme occidental.

J'en suis arrivé ainsi au texte d'une motion que nous sommes peu nombreux à défendre à ce Congrès, mais cela importe peu à notre amour-propre, si cela nous peine pour nôtre souci d'efficacité.

Nous dégager des deux blocs, c'est affirmer la réalité d'un troisième monde laïc entre deux mondes impérialistes. Comme nous l'affirmions tout à l'heure, la viabilité d'une école laïque est entre deux enseignements plus ou moins nettement mystiques. Il faut être aveugle pour nier la collusion entre le Vatican et le capitalisme américain. Le Père Riquet a pris soin de nous en avertir : " Tout humanisme athée e- le nôtre aussi bien que l'idéologie stalinienne - est haï par le totalitarisme romain, et nous en ferons les frais, un jour ou l'autre, si nous ne nous défendons pas ".

Et c'est pour cela, mes chers amis, que lorsque je vois Monsieur Robert Schuman proposer un pacte sur lequel notre ami Grumbach a dit tout à l'heure d'excellentes choses, si je suis très heureux de cet effort de réajustement économique et politique

franco-allemand, je suis un peu inquiet par la personnalité de celui qui l'a lancé, qui est, à la fois, notre nonce occulte et l'ancien coulissier de Monsieur de Wendel.
Le sens de la motion nationale dont je suis un des signataires a été mal interprété. Il ne s'agit pas, loi, d'une réduction de l'ancienne bataille Socialiste. Dans un texte souligné par la fédération de la Seine, j'ai bien déclaré, avec mes amis que nous n'étions pas des cryptocommunistes d'une manière ou d'une autre. Si nous avons pris position, nettement, contre un des blocs, c'est simplement parce que nous y adhérons, et ce n'est pas par faveur pour l'autre. Si vous me permettez cette comparaison brutale, ce serait reprocher à un médecin de ne pas appliquer à un malade de la peste, le remède du choléra.
Qu'on ne nous accuse pas, non plus, d'ingratitude à l'égard des américains. Nous n'avons pas oublié la part prise par l'Amérique à la Libération et au relèvement de la France. Notre formule explicitée a parlé de coopération, et rejeté le terme " vassalisation ", qu'on le prononce ou qu'on ne le prononce pas.
Ce contre quoi nous protestons, c'est non pas contre le concours généreux et humain que les meilleurs fils des USA veulent donner à l'Europe pour la construction du monde. C'est une soumission possible sous l'égide de ce concours, à l'impérialisme des trusts américains qui, qu'on le veuille ou non, jouent encore un grand rôle dans la grande cité Outre-Atlantique.
Si l'on proclame l'égalité, nous posons la reconnaissance appuyée sur l'indépendance, liais nous considérerions que ce serait manquer de véritable reconnaissance que de répondre à des distributions de dollars par une sorte de soumission achetée.
Un autre orateur vous exposera nos positions précises sur le Pacte Atlantique, au point de vue militaire, économique. Je lui laisse le développement du problème international et je me hâte de conclure sur le plan du problème national.
La politique anti-laïque qui se poursuit, traduit et double une politique antisociale. Quelle que soit la sincérité de certains MRPistes, nous notons que le discours de Monsieur Bidault et sa déclaration contre l'habitude démoralisante de la revendication contradictoire et continuelle, sont des échos aux principes de la résignation chrétienne et traduisent l'impuissance foncière de l'Eglise à résoudre le problème social.
Mais, cette politique antisociale, à quoi tient-elle ? A un effort militaire, même sur le plan colonial, qui empêche la France épuisée de réaliser sa reconstruction sur le plan civil et qui fait, dès lors, peser sur la classe ouvrière l'essentiel du fardeau d'une guerre qu'elle n'a pourtant rien fait pour lancer, et dont elle n'a pas profité, comme une certaine bourgeoisie collaborationniste. De telle sorte que le Pacte Atlantique aboutit, indirectement, à mécontenter le prolétariat français, à le tourner vers ceux qui lui promettent un autre monde sur cette terre. Ainsi, on aboutit à cristalliser contre la politique Atlantique de la majorité du pays, une menaçante,

pouvait-il compter sur une nation quelconque ? Il comptait sur la force ouvrière, il comptait sur l'international il comptait sur le syndicalisme international. Et bien, devons-nous carrément faire l'aveu de l'impuissance de ces forces qui sont nos forces à nous ? Alors, je vous le répète, il n'y a qu'une solution, abandonner nos espérances et laisser le monde rouler à un des deux blocs où il trouvera sa fin.
Je vous ai parlé tout à l'heure du dilemme que nous a posé Monsieur Maritain. Cette intervention a pour but de préciser un refus total à ce dilemme. Quand on nous dit : " De deux choses, l'une... ", Nous répondons : " Non, une troisième ". Cette troisième, c'est la création, au-delà de toutes les inféodations Capitalistes, confessionnelles, ou impérialistes, c'est la fondation, non seulement d'une Europe, mais d'une humanité toute entière qui sera vraiment républicaine, sociale et laïque, c'est-à-dire Socialiste, au sens où nous entendons ce mot.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Le Bail, pour 25 Minutes.

Dans la salle - L'orateur renonce à la parole.

Le président – Merci.
La parole est à André Philip pour 45 minutes.

André Philip

Chers camarades. Je voudrais présenter au Congrès quelques observations centrées surtout sur le problème international qui me parait le plus important et le plus sérieux à l'heure présente.
L'année dernière, lorsque nous nous sommes réunis en Congrès, nous avions, en la matière, une grande espérance. L'idée européenne avait été lancée. Le Conseil de l'Europe, l'Assemblée de Strasbourg avaient été créés et l'on pouvait espérer que les peuples, las des misères et des fatigues de la guerre, feraient enfin un effort pour se rapprocher.
Je dois constater que, depuis un an, d'une part, sur tous les plans, on a piétiné à peu près sans résultat, et que, d'autre part, la situation s'est aggravée et que de nouveaux problèmes s'exposent qui, plus que lus anciens encore, sont insolubles sur un plan national.
On a piétiné, sur le plan monétaire, sur le plan commercial, sur le plan politique. Sur le plan monétaire où il apparaît bien que, pour essayer d'organiser l'Europe, il faut avoir un langage économique commun ; on discute d'une Union Monétaire des Paiements. Peut-être là-dessus, quelques progrès vont-ils se trouver réalisés, mais nous savons très bien que, quel qu'accord monétaire de paiement que ce soit, quelle que forme internationale de paiement qui soit constituée, même avec une Partie de

Fondation Jean-Jaurès

l'aide du Plan Marshall derrière lui, rien ne pourra fonctionner de façon permanente, si l'on n'organise pas, en même temps, une coordination politique de crédit des banques centrales et, d'une façon générale, de la politique économique et monétaire des différents pays.

Or, actuellement, les principaux pays d'Europe ont des politiques monétaires divergentes, allant de la Grande-Bretagne qui sacrifie tout à une politique de plein emploi et de stabilisation économique, à l'autre extrême de la politique économique française actuelle qui, sous prétexte d'économie, détruit petit à petit la structure administrative de la nation, assure la réapparition du chômage et fait que le problème du plein emploi, qui n'avait pas existé. Jusqu'ici, recommence pour la première fois, à être posé dans notre pays.

Et bien, nous ne pourrons avoir une union monétaire fonctionnant de façon efficace que si l'on se met d'accord, je ne dis pas pour unifier, mais tout de même pour établir une coordination minima entre la politique des différents pays. Si elle est contradictoire, si l'on ne parvient pas à définir, sur le plan européen, une politique générale d'expansion économique pour résoudre les nouveaux problèmes, il est évident que tout ce que l'on aura fait dans le cadre d'une union des paiements sera inefficace.

On a piétiné dans le domaine de la libération des échanges qui est, en effet, une des conditions de l'élargissement d'un marché, mais dès qu'on a voulu faire quelque chose, on a buté devant deux problèmes réels, pratiques. D'une part, lorsqu'on met en concurrence des économies différentes, il y a un problème de délai, un problème de transition où, normalement, dans un régime de concurrence rétablie, les entreprises à prix de revient élevé se trouvent éliminées plus vite que ne peuvent se développer les entreprises les plus favorables, car les unes sont gênées par la concurrence, et les autres, pour accroître leur production, ont besoin d'acheter de l'outillage nouveau, ont besoin d'accroître leurs usines. Et il y a une période de transition pendant laquelle le premier résultat est une diminution de la production générale avec une menace de chômage.

Autrement dit, il y a un problème posé d'organisation, auquel, jusqu'ici, personne n'a essayé de faire face.

Alors, on a buté devant l'autre problème : les économies d'Europe, aujourd'hui, reposent sur des structures sociales extrêmement différentes, sur des niveaux de vie extrêmement variables, et les mettre simplement en communication, alors que, dans certains pays, les salaires réels sont infiniment plus faibles que d'autres, ce peut être une prime donnée à ceux qui exploitent davantage leur classe ouvrière, et une gêne pour ceux, au contraire, qui sont à l'étude du progrès social.

Alors, on a heurté ici des difficultés, et devant le freinage de la libération des échanges, on a essayé de faire des accords régionaux. On a parlé de l'accord douanier franco-italien, on a parlé de Filibel, on a lancé une foule d'idées dont

aucune jusqu'ici, hélas n'a abouti, parce que, là encore, on s'est heurtés à des difficultés réelles. Je dois dire pour ma part, que je ne crois pas à la constitution d'une Europe progressive, d'une Europe en habit d'Arlequin, avec des pièces et des morceaux rapiécés, ajoutés les uns aux autres. Je crois que lorsqu'on essaie de faire des accords limités à quelques pays, on a le minimum d'avantages et le maximum de difficultés à accorder les compensations nécessaires. On est obligés de prendre des mesures transitoires d'adaptation qui, le jour où l'on essaiera de les élargir avec d'autres, exigeront d'autres mesures d'adaptation différentes et même contraires à celles que l'on a prises au début.

Par conséquent, je ne crois pas que ce soit la voie d'unions douanières limitées que l'on puisse progresser. Que l'on prenne d'accord, entre quelques uns, quelques initiatives sur des points limités pour servir d'exemple et déclencher un mouvement ? Oui. Mais pour le reste les tentatives faites jusqu'ici, montrent que ce n'est pas une voie qui permet vraiment de progresser.

Piétiner sur le plan monétaire, piétiner sur le plan commercial, piétiner, hélas, aussi, sur le plan politique.

L'Assemblée de Strasbourg, certes a bien travaillé. Elle a montré le sens de ses responsabilités. Elle a fait, à la fin d'août dernier, une série de propositions réelles, efficaces, et constructives, mais nous devons reconnaître qu'hélas le Comité des ministres s'est dépêché de renvoyer tout cela aux oubliettes. Et si ce n'était si grave, nous pourrions dire que c'est même risible.

J'avais, à Strasbourg, déposé une proposition demandant un accord intereuropéen pour créer une institution européenne de contrôle des cartels. Le Comité des ministres l'a renvoyée à l'avis des experts de la Commission des intérimaires de l'Organisation internationale du commerce. Et comme je suis, dans cette organisation, président de la délégation française, on me demande maintenant de donner, comme expert, l'avis sur la proposition que, comme député, j'avais présentée à Strasbourg.

Nous avions présenté à Strasbourg un projet véritablement élaboré, précis, de convention intereuropéenne des droits de l'Homme, avec création d'une cour de Justice européenne pour protéger les libertés fondamentales. On a renvoyé cela à des experts. Les experts ont présenté, eux, quatre projets de convention, correspondant à quatre choix politiques, à la suite de quoi le Comité des ministres a renvoyé à d'autres experts le soin d'harmoniser les quatre projets des premiers experts. Nous en aurons sans doute seize la prochaine fois.

Ce que je critique là-dedans, ce n'est pas que le Comité des ministres se soit opposé à ce que nous avons proposé. Il en a le droit. C'est qu'il ait refusé de prendre aucune décision, c'est qu'il ait refusé de prendre aucune responsabilité. Ce que nous trouvons là, comme dans d'autres domaines, le mal dont nous souffrons partout, y compris chez nous – je le montrerai tout à l'heure – c'est l'aboulie, c'est

la crainte de courir un risque, c'est la crainte de prendre une responsabilité, c'est le fait de s'abriter derrière des renvois à des à des experts, et puis d'autres experts, c'est le refus de prendre une décision politique, quelle qu'elle soit, mais enfin une décision pour qu'on y voit clair. …(Applaudissements)…

Le Comité des ministres, en réalité, a servi d'écran à l'Assemblée de Strasbourg et les parlements nationaux. Il a empêché que les propositions de Strasbourg atteignent l'opinion publique ; il a empêché qu'il y ait des débats réels et efficaces sur les propositions que nous avions faites, et il me semble qu'une des toutes premières mesures que nous devions réclamer d'urgence, sur ce plan-là, c'est d'abord que l'on échange la structure du Comité des ministres, c'est qu'au lieu du ministère des Affaires étrangères – puisque notre but, c'est que désormais, justement, les questions européennes ne soient plus étrangères – on y mette des ministres spécialisés pour coordonner l'ensemble des affaires européennes, c'est qu'il soit entendu que, pour la prochaine réunion de l'Assemblée de Strasbourg, les résolutions que nous présenteront soient discutées immédiatement dans le Comité des ministres. Celui-ci, à la majorité simple, devrait décider de la question de savoir s'il les soumet aux parlements nationaux et dans les trois mois, dans tous les parlements nationaux, un débat devrait avoir lieu, soit sur les propositions de l'Assemblée de Strasbourg, transmises par le Comité des ministres, soit sur les raisons pour lesquelles le Comité des ministres a refusé de faire cette transmission, pour que, de toute façon, l'opinion publique puisse se trouver saisie.

Mais en réalité, nous le sentons bien, tout cela, en effet est maintenant dépassé. Le problème est maintenant posé et j'essaierai tout à l'heure d'élaborer un peu les raisons pratiques, posées, de la création d'une véritable autorité politique européenne, avec des fonctions limitées certes, mais des pouvoirs réels dans les limites de ces fonctions.

L'Assemblée de Strasbourg d'août prochain va être décisive. Ou l'on transformera la structure, ou l'on commencera à marcher vers la voie de la création d'une autorité politique, ou, si c'est de nouveau une société de débats et de conférences sans responsabilité et sans possibilité de décision, on se rendra compte que c'est une comédie qui aura, en réalité, fait beaucoup plus de mal que de bien.

On a piétiné, sur le plan monétaire, piétiné sur le plan commercial, piétiné sur le plan politique, mais, je l'ai dit, pendant ce temps, la situation s'est aggravée, non pas peut-être de façon absolue car le relèvement économique s'est poursuivi, mais en ce sens qu'une multitude de problèmes nouveaux sont apparus qui, de par leur nature, ne peuvent plus être résolus sur le plan national.

Et cette aggravation, je la vois d'une façon très nette dans le problème de l'acier, dans le problème allemand, dans le problème militaire, dans le problème surtout de l'aggravation générale de la crise de la démocratie.

Problème de l'acier d'abord : j'ai déjà évoqué, dans le dernier Congrès, ce rapport

de la Section de l'acier de la Commission économique de Genève, indiquant que, d'après ce qui est en train de se préparer maintenant, nous allons, dans deux ans, avoir une production de 69 millions de tonnes d'acier, alors que les exportations et consommations intérieures réunies atteindront à grand-peine 6l millions de tonnes. Est-ce à dire qu'il y aura trop d'acier ? Certes, non. Il n'y a pas de surproduction d'acier. Il n'y a jamais de surproduction de rien du tout tant qu'il y a, dans le monde, des milliers d'hommes mal nourris, mal logés, mal habillés. …(Applaudissement)…

Mais, s'il n'y a pas de surproduction, il y a des déséquilibres dans la structure économique, qui se manifestent surtout dans les industries de base par le fait qu'une industrie part en avance, que les autres industries sont en retard. Et quand nous disons que nous aurons de l'acier dont nous ne saurons pas comment l'écouler, cela veut dire qu'actuellement, non seulement en France, mais dans tous les pays d'Europe, on ne prend pas les mesures nécessaires pour accroître les investissements dans les industries consommatrices d'acier, et en premier lieu dans l'industrie du bâtiment qui devrait devenir vraiment le mot d'ordre de la politique économique. …(Applaudissements)…

Le slogan que le Parti devra, je pense, sortir de ce Congrès, c'est qu'il faut maintenant concentrer nos efforts sur le développement des industries consommatrices d'acier, spécialement sur le logement. Notre mot d'ordre, pour les années qui viennent, c'est : plus de maisons, plus d'écoles, plus d'hôpitaux. Le nécessaire doit être fait, dans quelque condition que ce soit, pour accroître les investissements dans les trois lignes que nous aurons ainsi définies.

Mais en attendant, il y a actuellement une crise de l'acier. Il y a, dès maintenant, dans cette industrie de l'acier, un début de chômage qui commence à apparaître. Il y a dès maintenant une concurrence acharnée entre les différents pays d'Europe, et sur le marché européen, et sur le marché d'exportation, et en cette présence, dès maintenant, les négociations commencent à être engagées.

Les contacts commencent à être pris sous une forme qui n'est encore que de vagues conversations qui sont la préparation de la renaissance d'un cartel international de l'acier. Je voudrais le préciser pour que les camarades, pour la suite de la discussion, posent le problème d'une façon véritablement claire et précise. Nous allons, pour les industries du charbon et de l'acier, vers une surproduction relative. Nous allons vers une concurrence acharnée entraînant, comme conséquences, ou bien des fermetures, demain, d'usines, de celles qui sont dans les circonstances les moins favorables, et cela dans le désordre, dans l'anarchie de la concurrence Capitaliste, ou bien nous allons vers un cartel patronal, une restriction organisée, systématique de la production, c'est-à-dire alors vers un chômage plus généralisé et s'étendant à l'ensemble de la classe ouvrière. Voilà la réalité actuelle, la réalité qui est en train de se préparer sous nos yeux.

Et cette réalité, elle est aggravée par l'importance d'un autre problème qui est le problème allemand. Grumbach, tout à l'heure, en a parlé et je ne reviendrai pas, pour ma part, sur les aspects politiques de ce problème. Je voudrais oublier tout sentimentalisme. Je voudrais oublier tout le passé et procéder simplement à une analyse marxiste de la situation économique de l'Allemagne, montrer ce qui ne peut pas ne pas se passer, que les Allemands soient bons ou mauvais, nationalistes ou pacifistes, parce que c'est inscrit dans les faits et qu'il y a une évolution qui ne peut pas se trouver évitée.

L'Allemagne occidentale a une population analogue à celle de l'avant-guerre, même plus avec les dizaines de millions de réfugiés. Elle a aujourd'hui 2 millions de chômeurs. Elle a, cette année, des importations de plus de 2 milliards de dollars, des exportations d'1 milliard seulement. Il lui faut, pour que sa situation déjà grave ne s'aggrave pas jusqu'à la catastrophe, doubler rapidement, sinon tripler ses exportations. Et nous voyons apparaître déjà un peu partout, une concurrence de l'industrie allemande, dans des conditions qui soulèvent, chez nous, parfois, de légitimes inquiétudes.

Comme le revenu national est terriblement bas, les salaires, eux aussi, sont extrêmement bas. La Sécurité Sociale n'y est pas organisée, et dans ces conditions, les concurrences allemandes arrivent à se faire avec des prix de revient plus faibles, par suite d'une plus faible rémunération des travailleurs. C'est, par ailleurs, une politique de discrimination sur les prix des matières premières qui fait que la concurrence allemande, dans les circonstances actuelles, se présente souvent sous les aspects d'un véritable dumping.

Que va-t-il se passer ? L'Allemagne va exporter de plus en plus, inévitablement. Si on laisse faire, sous un régime de concurrence Capitaliste, dans ces conditions, devant le problème de l'acier que j'ai déjà analysé, devant le caractère de la concurrence allemande, c'est une situation pour nous de plus en plus grave : ce sont les fermetures de mines, ce sont les fermetures d'usines effectuées dans des conditions qui soulèveront la misère ouvrière et la colère de la population française. Devant cette réaction inévitablement, nous répondrons par un nouveau protectionnisme. On abandonnera le peu qui a été tenté dans la voie de la libération des échanges, on le remplacera par une augmentation nouvelle des droits de douane, dont le seul résultat, surtout si elle porte sur des matières premières comme le charbon, l'acier ou des produits mi-finis, sera d'augmenter la prix de revient des industries de transformation françaises, de rendre nos exportations plus difficiles, de généraliser alors le chômage à l'ensemble de l'industrie et non pas seulement à quelques industries de base.

Si, par ailleurs, on crée ainsi des difficultés aux exportations allemandes vers l'ouest, ce sera inévitablement l'orientation de la vie économique allemande vers l'est.

Vous savez, camarades, que, moi, je suis Partisan des développements des négociations commerciales entre l'est et l'ouest de l'Europe, que je l'ai toujours défendu à la Commission économique européenne de Genève et que, lundi, je repars pour Genève, pendant quinze jours, nous allons essayer de voir encore s'il n'est pas possible de mettre sur pied des échanges coordonnés et d'organiser des échanges de céréales secondaires d'une part, contre des produits fabriqués de l'autre, pour essayer de mettre sur pied, malgré toutes les difficultés économiques, politiques, des échanges coordonnés entre l'est et l'ouest.

Mais dans un Est qui est unifié, sous la tutelle et la domination soviétique, de telles négociations ne peuvent être engagées qu'avec un Ouest déjà lui-même en voie d'intégration rapide. Et si les pays le font individuellement, si l'Allemagne est contrainte, par les difficultés qu'elle rencontre du côté de l'Ouest, d'aller chercher des débouchés vers l'Est, je dis que, tôt ou tard, elle deviendra un nouveau satellite de l'Union soviétique et que nous trouverons les troupes russes sur le Rhin. Nous verrons alors ce que cela signifie pour nous.

Problème général de l'acier, problème spécial de l'Allemagne, et aussi problème militaire qui est maintenant posé et qu'il est nécessaire de voir franchement face à face.

N'ayons pas, je vous en supplie, camarades, sur cette question, d'illusions. N'ayons pas l'illusion de croire que la France, ou même une Europe unifiée, pourrait aujourd'hui, dans un conflit international, poursuivre une politique de neutralité. Ici, les faits en montrent l'impossibilité. La production américaine de charbon, d'acier et de pétrole atteint respectivement : 540 millions de tonnes, 92 millions et 80 millions de gallons ; celle de la Russie : 250, 32 et l8.

En cas de conflit international, les Etats-Unis sont assez forts pour respecter une neutralité de l'ouest. La Russie, en cas de conflit international, ne le peut pas, car si elle ne met pas tout de suite la main sur le charbon et l'acier, elle est perdue, dès les premiers jours d'un conflit. En cas de conflit, par conséquent, il est impossible, impensable à la Russie quoiqu'elle veuille - cela ne dépend pas des hommes, c'est inscrit dans la réalité économique - de respecter une neutralité, car elle ne pourrait avoir une chance minime de succès qu'à condition tout de suite de mettre la main sur l'ouest.

Mais, par contre, les mêmes chiffres me semblent indiquer qu'à l'heure actuelle, la Russie ne peut pas encore déclencher un conflit militaire. En réalité, tant qu'elle se trouve avec 35 millions de tonnes d'acier contre 92 - on peut raconter tout ce qu'on veut sur telle ou telle bombe, c'est l'acier qui crée la force - la Russie ne peut pas se livrer à une véritable attaque militaire avec une chance quelconque de succès. Il faut qu'elle attende d'avoir développé considérablement sa production des industries de base, avec l'espoir qu'en même temps, par suite des difficultés économiques rencontrées, on aura freiné, ralenti, limité cette production, pour des

raisons économiques et sociales, dans l'ensemble des autres pays.
Et je dis que la politique russe, animée par des marxistes, des mauvais marxistes mais des marxistes quand même, qui analysent la situation économique, c'est de faire, aujourd'hui, la campagne de la peur. C'est, aujourd'hui, de nous amener, par peur, à accroître encore nos charges militaires, à détruire, par là même, les possibilités de relèvement économique, persuadés qu'automatiquement, de par les contradictions internes du système, les pays de l'Europe occidentale tomberont l'un après l'autre, sans guerre, sous la domination russe, comme certains l'ont déjà fait.
(Applaudissements)
Et bien, je dis, camarades, qu'il ne faut pas tomber dans le piège. Je ne sais pas très bien ce qui vient de se passer à Londres, mais dans le communiqué, il y a un mot qui m'a un peu inquiété, où il est dit " que l'on pense que l'Europe occidentale sera en état de parvenir, à la fois, à accroître des dépenses militaires et à maintenir son niveau de vie actuel ".
Est-ce que c'est cela le but du gouvernement français, maintenir le niveau de vie actuel, maintenir l'état de misère alors que nous sommes à un moment où il y a des possibilités, tout de même, si on le veut, d'accroître et d'introduire un peu de justice sociale.
(Applaudissements)
Je tiens ici à le dire d'une façon très précise, car je crois que le Parti doit prendre, là-dessus, une responsabilité. Maintenant que nous sommes arrivés à avoir un budget militaire qui atteint à peu près 20% de l'ensemble des dépenses du budget, ce qui est à peu près raisonnable, nous devons dire que nous n'accepterons à aucun prix, sous n'importe quel prétexte, une augmentation dans le budget de l'année prochaine, des dépenses des crédits militaires. Il faut le dire à l'avance pour que les responsables gouvernementaux sachent véritablement à quoi s'en tenir.
Car autant il faut coordonner sur le plan militaire, autant il faut abandonner les petites armées nationales, et faire la spécialisation la plus poussée de toutes. Cette coordination doit se faire dans le cadre des crédits qui existent à l'heure actuelle, sans augmenter maintenant ces dépenses militaires. Ce n'est pas accroître notre sécurité que d'augmenter ces dépenses ; c'est la diminuer par l'aggravation des difficultés économiques et sociales.
(Applaudissements)
Et voyez-vous, à l'heure présente, ce n'est pas, pour ma part, la bombe atomique, la bombe hydrogène qui me fait peur, c'est la bombe de la misère ouvrière, avec toutes les conséquences qui peuvent en résulter.
(Applaudissements)
Voilà, camarades, l'analyse de la situation que je voulais faire, analyse qui, pour une fois, est pessimiste. On ne pourra pas reprendre la formule stéréotypée : " Je ne partage pas l'optimisme de Philip ". Je crois que nous allons, au contraire, vers une

situation, à l'heure actuelle, très grave. Je dis que les russes, si nous ne faisons pas quelque chose de nouveau, vont gagner sans guerre, et que par le déséquilibre économique, par les menaces d'augmentation de dépenses militaires : par le chômage qui augmente, par la concurrence généralisée ou par la constitution d'un cartel patronal de l'acier, nous allons aller, petit à petit, vers des contradictions économiques belles que nous allons jouer le jeu du Parti Communiste, et lui permettre, petit à petit, de renforcer sa position.
(Applaudissements)
Alors, que faut-il faire ? Nous l'avons dit dans le passé, nous ne l'avons peut-être pas dit avec assez d'énergie, assez de force. Il faut faire l'Europe. Il faut coordonner l'ensemble des milieux économiques aujourd'hui séparés, dressés les uns contre lus autres. Il ne faut pas faire n'importe quelle Europe libérale, car une Europe libérale du libre jeu du capitalisme conduirait à une crise analogue à celle de l929.
Il faut organiser les industries de base, il faut coordonner les investissements, il faut dire que le problème du plein emploi se pose maintenant sur le plan européen, que c'est sur le plan européen qu'il faut une coordination générale des investissements, une organisation d'ensemble des grandes industries de base, en commençant par celles qui sont les plus importantes, celles du charbon et de l'acier.
Et j'en arrive ici à la proposition qui a été faite, récemment, par le gouvernement français, à Londres, ce qu'on a appelé la " bombe Schuman ".
J'avoue que je n'aime pas beaucoup les bombes, sauf quand elles sont glacées, mais tout de même, lorsque je regarde cette proposition, je ne veux pas me demander d'où elle vient. Qu'elle tombe du ciel, qu'elle vienne de Dieu, du Pape ou du Diable, cela m'est égal, elle est là, et nous devons, nous, ici comme Socialistes, dire ce que nous en pensons et quelle va être notre attitude.
Et bien, je précise que, pour une fois, tout de même, le gouvernement français a pris une initiative. Une fois n'est pas coutume. Au lieu de dire " non ", au lieu de rechigner, d'être toujours à la traîne, la France a pris enfin une initiative qui, il faut le reconnaître, a soulevé dans le monde un certain nombre d'espoirs. Il faut constater que cette initiative a le mérite de poser, pour la première fois, le vrai problème, d'aller dans le sens que nous avons toujours revendiqué. Les accords monétaires, les unions commerciales, les libérations des échanges, tout cela, ce sont des hors-d'œuvre que l'on peut aimer plus ou moins, mais ce ne sont que des hors-d'œuvre. Si l'on veut faire quelque chose, c'est l'organisation des industries de base et la coordination des investissements. C'est là qu'est le problème, c'est là qu'il faut se " colleter " avec la réalité. La proposition Schuman va dans ce sens-là.
Maintenant, peut-être n'a-t-elle pas énormément de contenu jusqu'ici. Le vague de ce contenu, il est tel qu'elle peut être tournée suivant l'issue ultérieure des négociations, dans deux sens différents : ou bien une véritable autorité disposant de

pouvoir effectif, ou bien une sorte de chapeau très vague derrière lequel, et à l'abri duquel se reconstituerait le cartel patronal. C'est à nous d'entrer dans la bataille pour réaliser l'un et pour empêcher l'autre. C'est à nous de faire une série de propositions précises et concrètes pour que ce soit sur la base de nos propositions que les négociations soient obligées de s'engager.

Très rapidement, je précise certaines idées que nous pourrions peut-être présenter :

l°) Il faut créer une véritable autorité européenne. Il faut la créer en évitant, autant que possible, un simple tête-à-tête entre la France et l'Allemagne, sans dire cependant que si tout le monde ne marche pas, nous ne ferons rien. Le droit de veto est aussi déplorable en Europe qu'à Lake Success. Il faut annoncer que l'on marchera avec ceux qui sont disposés à agir, mais en restant toujours sous le contrôle de l'ONU, et surtout en faisant techniquement les propositions permettant d'attirer ceux qui sont quelque peu hésitants.

A la Commission de la production industrielle de l'Assemblée de Strasbourg, nous avons fait une proposition : créer la Haute Autorité, avec deux tiroirs : une section d'études qui aurait le pouvoir d'établir un plan comptable pour les industries, de calculer les prix de revient et de faire des recommandations sur les réorganisations nécessaires, et une section d'action qui mettrait au point les mécanismes d'adaptation indispensables. Certains pourraient adhérer d'abord à la section d'études et retarder quelque peu leur adhésion à la section d'action.

Un autre problème est posé, c'est celui de la nomination du personnel directeur de cette Haute Autorité dont on a dit qu'il ne devrait avoir aucun lien avec les gouvernements nationaux, mais non plus, n'est-ce pas, aucun lien jamais dans le passé avec les industries qu'il aura à contrôler.

Parmi ce personnel, il faudra choisir des représentants des organisations syndicales ouvrières. A coté d'eux, il faudra un organisme consultatif avec des représentants du personnel de la Direction des syndicats ouvriers et de l'ensemble des consommateurs.

Enfin, le projet Schuman lui-même prévoit une sorte de voie de recours qui ne pourra pas être jurisprudentielle, lorsqu'il s'agira de prendre des décisions sur des investissements nouveaux, mais qui devra être politique et qui ne peut être qu'entre les mains du Conseil de l'Europe.

Le projet du gouvernement français, inévitablement, pose le problème de la création d'une autorité politique européenne dont il faut commencer à définir les premières fonctions : recours contre les décisions d'autorité.

Enfin, il faut mettre au point les mécanismes techniques permettant à l'autorité de fonctionner, mécanismes qui devront être variables suivant les régimes de propriété et de direction existant dans les différents pays, car là où les industries sont nationalisées ou non nationalisées, mais soumises à une planification générale poussée, il suffira que la Haute Autorité fasse des recommandations, et les

gouvernements eux-mêmes auront les moyens d'en assurer l'exécution.
Mais là où on se trouvera en présence d'entreprises qui restent sous un régime privé, sous un régime libéral, la Haute Autorité devra avoir à sa disposition des moyens techniques de sanction et d'amende pour s'assurer que ses directives seront véritablement appliquées, - je ne rentre pas dans les détails - fonds de péréquation des salaires, fonds de péréquation fiscale, organismes de façon à rapprocher les prix les uns des autres, rationalisation de la production faite en tenant compte, non pas de la situation actuelle, mais des nécessités et des possibilités géographiques pour orienter, à l'avenir, les futurs investissements, là où, géographiquement, ils apparaîtront les plus rentables ; principe de plein emploi au sein des industries considérées.
J'indique simplement que, comme il s'agira de trouver les débouchés, en même temps que d'organiser les industries de bases, la proposition implique que soit immédiatement examinée et discutée de façon précise, une politique européenne générale d'expansion économique. Si l'on continue les politiques suivies, dans certains pays et Particulièrement en France, où, par les économies, on aboutit à créer artificiellement, actuellement, du chômage et à susciter un déséquilibre économique, il est bien évident que l'ensemble de l'organisation prévue ne pourra pas fonctionner.
Voilà, camarades, les quelques observations positives que je voulais présenter. Ici, peut-être, certains camarades viendront dire : " Philip a commencé par être pessimiste, mais tout de même, lorsqu'il s'agit de l'action, il redevient l'optimiste impénitent que nous connaissons ".
Non, camarades, ce n'est pas de l'optimisme. Je ne garantis absolument rien ; j'ai essayé de dresser un plan de bataille pour que, sur ce plan de bataille, nous autres Socialistes, nous allions au combat. Je ne suis pas sûr que l'on gagne. On ne peut pas donner de garanties quand on se lance dans une bataille, mais ce que je dis, parce que j'en ai la certitude, c'est que si l'on continue dans lu statuquo, nous allons tout droit à la catastrophe et à la Russie prenant d'abord l'Italie, puis l'Allemagne occidentale, puis la France, chaque pays l'un après l'autre, comme conséquence de la misère qui vient, comme conséquence du déséquilibre économique qui est en train de se préparer.
Je voudrais réussir à vous faire partager mon angoisse, mon angoisse profonde devant la situation dans laquelle nous sommes aujourd'hui, mon angoisse devant le caractère urgent des mesures qui sont nécessaires, et aux camarades qui se disent réalistes et qui, au nom du réalisme à la petite semaine, disent : " Attendons, commençons, allons doucement ", je dis : " Prenez garde ; au nom du réalisme, vous discuterez de l'organisation de l'Europe, dans deux ans, dans des camps de concentration russes, parce que c'est à cela que l'on va aujourd'hui ".
(Applaudissements)

Alors, enfin, il y a une proposition qui ouvre une voie nouvelle. Dans cette proposition, on va se battre. Si on est battu, il y aura un vague chapeau et derrière, un cartel Capitaliste. Je dis que, même si on est battu, le cartel Capitaliste faisant un minimum d'organisation sera moins catastrophique que la situation présente, que l'abîme vers lequel, sans nous un rendre compte, nous sommes en train de rouler.
Mais il n'y a aucune raison pour que nous soyons battus.
Il n'y a aucune raison pour que nous ne parvenions pas, par notre action et notre lutte, à arriver nous-mêmes à faire créer une véritable autorité politique qui ait des pouvoirs de décision, qui puisse organiser les industries de base et éviter, par là même, le déséquilibre économique, la disproportion entre les différentes nations et le chômage menaçant.
Seulement, pour cela, il faut que nous ayons vraiment le courage d'agir.
Je veux terminer en disant ce qui m'a frappé et ce qui m'a peiné dans l'attitude et la réaction qui s'exprimera sans doute tout à l'heure, d'un certain nombre de camarades. Un certain nombre de camarades ont dit : " Oui, c'est bien, en principe ; on ne peut pas faire autrement, mais qu'est-ce qui nous garantit que... ? " Rien, rien ne garantit jamais rien. Votre volonté seule est une garantie possible.
D'autres disent : " Moi, j'ai peur, je crains que..., je suis inquiet de...", et à entendre certains de ces camarades que je respecte et que j'aime beaucoup, parler de peur, de crainte, je me suis dit : " Si on ne les connaissait pas, on pourrait croire qu'ils sont craintifs et peureux, ce qui n'est absolument pas le cas ". Mais cette réaction est dangereuse. C'est peut-être, moi, la seule chose dont j'ai peur, que les Partis Socialistes, à l'heure actuelle où nous avons une grande occasion de marcher vers un début d'organisation positive de l'Europe, ne soient point à la hauteur de leurs responsabilités et cela pour deux raisons que j'analyse brièvement dans ma conclusion :
Il y a, aujourd'hui, une crise de la doctrine et de la pensée Socialiste. Il y a une crise parce que les Socialistes sont arrivés au pouvoir au lendemain de la Libération, dans un grand nombre de pas, dans le cadre national, au moment même où l'analyse marxiste nous montre que le cadre national en Europe est dépassé par l'évolution présente des forces productives et qu'en réalisant même des réformes Socialistes importantes, essentielles, souhaitables, dans un cadre qui est maintenant un cadre dépassé, les Partis Socialistes sont devenus des forces conservatrices, se liant au passé.
(Applaudissements)
Et bien, il faut qu'on en prenne conscience, qu'on prenne conscience de ce danger réel, car le Socialisme est internationaliste d'abord et avant tout, et cela, nous devons le rappeler, nous devons le préciser. Nous-mêmes, nous avons peut-être un peu trop souvent, un sentiment de faiblesse, un sentiment de fatigue.
Non, camarades. Aujourd'hui, ce qui va se passer dépend de nous. Il y a un certain

nombre de problèmes qui sont posés, où il ne s'agit pas d'être sages, prudents et d'attendre. Nous avons été sages, prudents dans l'affaire d'Indochine. Si, peut-être, nous avions davantage combattu pour ce que nous pensions être la vérité, nous ne serions pas, à l'heure actuelle, dans l'impasse où le pays se trouve.
(Applaudissements)
D'autres problèmes se posent, et j'en invoque simplement un en passant, celui de la Tunisie que Bidet développera sans doute, où, à l'heure présente, le résident vient de venir avec un plan de réforme qu'il reconnaît comme absolument indispensable et pour lequel il est question que le gouvernement refuse ce plan de réforme et remplace Mons (?). Il faut que nous fassions savoir que remplacer Mons et refuser son plan de réforme, ce serait une agression contre le Parti Socialiste qui en tirerait immédiatement les conséquences politiques.
Nous sommes, pour l'instant, hors du gouvernement et je m'en réjouis. Mais le fait de ne plus être au gouvernement ne doit pas être un lâche soulagement, mais plutôt l'occasion, sur un des problèmes posés, problème de l'Europe, problème de l'Union française, de nous définir avec plus de précision, avec plus de courage.
camarades, j'ai conscience que, maintenant, l'heure d'une action Socialiste a sonné. Ne la laissons pas passer par nos incertitudes et nos hésitations. Partons pour la bataille et avec notre courage et notre foi, je suis sûr que nous la gagnerons.
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Jouve, pour 5 minutes.

Géraud Jouve

Camarades, l'exposé d'André Philip sur le pool franco-allemand ou européen de l'acier et du charbon me dispensa de longs développements. Je ne veux pas analyser devant vous les mérites ou les dangers du projet Schuman. Je veux me borner à quelques remarques et à une proposition.
Il est évident, il est manifeste que nous ne pouvons pas rejeter d'emblée le projet Schuman-Monnet. Il est non moins évident et manifeste qu'il suscite de notre part, des craintes et des réserves. Ces craintes, ces dangers sont déjà exploités par les staliniens ; après tous les méfaits du Plan Marshall, abondamment dénoncés, nous allons connaître les méfaits du Plan Schuman-Monnet. Ne lui impute-t-on pas déjà la fermeture annoncée de quelques mines, dans le Nord et dans le Centre ?
La vérité, camarades, c'est que ces mines, comme l'a déjà montré Philip, sont plus directement menacées par le libéralisme triomphant, par la concurrence internationale illimitée que par l'entente qui est proposée dans le projet Schuman-Monnet sur le plan européen.
Cela, les Socialistes doivent le voir et doivent le dire, et ne doivent pas se laisser coincer par lus arguments staliniens.

Allons-nous, après avoir tiré notre révérence au projet Schuman - et nous ne pouvons pas faire moins - allons-nous, après avoir constaté qu'il allait dans le sens de nos préoccupations constantes un vue d'une planification européenne et internationale, allons-nous le rejeter en bloc, ou pire, l'effeuiller, et à force du réserves, de critiques, de précautions, le rendre impossible ou inopérant ?
Les précautions ? Oui, il en faut. Des réserves ? Aussi. Je ne suis pas d'avis, quant à moi, que le Congrès se prononce dès aujourd'hui.
Voilà un plan qui comble nos aspirations, qui va dans le sens de notre action, qui constitue une étape importante dans la voie de la planification. Et nous nous prononcerions, nous Socialistes, nous internationalistes de toujours, sans avoir consulté les autres Partis Socialistes, également intéressés à cette affaire ? Comment pouvez-vous concevoir une pareille démarche, un tel manquement à la cohésion, à la solidarité Socialiste qui doit être la règle de notre action ?
Ce que je propose, par-delà les exposés intéressants que nous avons pu entendre ou que nous entendrons encore sur ce sujet, par-delà les arguments qui peuvent être invoqués pour ou contre, par-delà les précautions qui peuvent être définies ou énumérées, par-delà toutes les modalités que l'on pourra concevoir et avancer pour la réalisation pratique de ce projet c'est :
l°) que le Congrès évite aujourd'hui de se prononcer, formellement, sur le contenu de la proposition Schuman-Monnet, et
2°) que le Congrès, par contre, prenne l'initiative de proposer à tous les Partis intéressés, à tous les Partis Socialistes intéressés par cette initiative, de tenir une conférence commune, à une date rapprochée, dans le but d'examiner tous les aspects du problème, d'arrêter ensemble une ligne d'action Socialiste, afin d'aborder la discussion qui va s'engager, avec les meilleures chances de faire triompher les solutions Socialistes dans une affaire où - tout le monde en convient ici - aucun Socialiste ne peut dire simplement : " Non ".
(Applaudissements)

Jules Moch

Camarades, les problèmes qui nous assaillent sont si complexes, le vide laissé par la disparition de Léon Blum nous plonge dans un tel désarroi que nous avons le droit de dire nos hésitations et nos irrésolutions.
Je voudrais cependant, au commencement, indiquer qu'à mon avis, ma conviction profonde, est que la situation du Parti est bonne et qu'elle le restera à deux conditions, d'abord que nous en prenions conscience, que nous nous forgions une mentalité de vainqueur et non pas de résigné, et ensuite que nous resserrions entre nous des liens de fraternité, d'amitié confiante qui, seuls, peuvent très Partiellement suppléer à la perte que nous venons de subir. …(Applaudissements)…
Prendre conscience de la situation réelle est ainsi notre première tâche. Dans ce but,

je crois qu'il faut sérier les problèmes qui se groupent logiquement en trois domaines, celui de la doctrine, de la stratégie et de la tactique, la doctrine qui constitue le fond même de notre pensée et notre raison d'être, mais est-elle immuable ? Non, car elle est fondée sur l'analyse de la vie économique et sociale, laquelle varie en fonction des progrès de la technique, mais de telles variations sont lentes par rapport à la durée de la vie humaine, en sorte que les écarts entre l'état de faits résultant des progrès continuels, mais chaque jour imperceptibles de la technique, et la doctrine déjà vieille de nombreuses décades, n'apparaissent que lentement, comme sur mer ou dans l'air, il faut de temps en temps faire le point pour voir si la route que l'on a suivie est effectivement celle que l'on a cru suivre.
Quant à la stratégie c'est l'application de la doctrine durant une période suffisamment longue pour marquer la continuité de la pensée Socialiste, mais suffisamment courte pour que, durant ce laps de temps, l'infrastructure sociale et technique puisse être considérée comme immuable, pour que, reprenant l'image du pilote de tout à l'heure, il ne soit pas nécessaire de faire le point durant cette période.
La tactique enfin est l'application de la vie quotidienne de la stratégie ainsi fixée, d'où les trois questions qui, selon moi, dominent toutes les autres :
l°) Avons-nous sensiblement dérivé du fait du fait des modifications techniques et sociales intervenues depuis qu'a été établie la doctrine ? Ne faut-il pas, en d'autres termes, la repenser, ce qui ne signifie nullement ressusciter un révisionnisme, à la façon des Bernstein ou des anciens néo, mais simplement appliquer rigoureusement les méthodes marxistes à la situation actuelle, au lieu de témoigner de cette paresse intellectuelle qui consiste à répéter ce qu'on nous a appris, qui était exact il y a cinquante ans, mais qui peut n'être qu'approché aujourd'hui.
2°) Une fois cette correction de dérive effectuée, il y a d'autant plus lieu de fixer notre stratégie que nous sommes à un an d'élections, c'est-à-dire qu'il nous faut établir, non plus pour 20 ou 50 ans, mais pour une législature, le programme Socialiste, dont nous affirmons que nous le réaliserions intégralement si, comme en Angleterre, ou en Scandinavie, nous avions la majorité.
3°) Enfin, reste la tactique, l'adaptation à la vie quotidienne, de notre stratégie. Elle comporte, certes, des problèmes importants, l'attitude du groupe Parlementaire vis-à-vis des gouvernements successifs, la Participation ou la non-participation, mais je les crois secondaires par rapport aux premiers, à condition que les premiers soient clairement posés.
Et j'aborde donc immédiatement, en m'en excusant auprès du Congrès, mais je suis assez précis pour me tenir dans les délais, surtout qu'ils sont généreux, j'aborde donc immédiatement la première Partie, celle de la doctrine.
Je n'ai pas la prétention de la traiter complètement ici. Elle nécessiterait des développements supérieurs au temps dont je dispose ; elle nécessiterait surtout des

moyens supérieurs à ceux d'un seul militant. Je veux donc me borner à poser quelques points d'interrogation, à fournir quelques sujets de réflexion, tout en disant tout d'abord ma peine et mes hésitations. Ce sont des sujets que j'avais abordés dans une période où des opérations maritimes manquées, l942, m'avaient obligé à me cloîtrer dans la région marseillaise, que j'ai abandonnée ensuite, lorsque de l943 à l950, j'ai été dans l'action en mer d'abord, au gouvernement ensuite, et auquel je songe à nouveau depuis 3 mois.

J'avais, en février l950, envoyé à Léon Blum, un résumé de ces pensées, et j'éprouvais plus que jamais le besoin de recevoir ces conseils. J'avais dans ce but pris rendez-vous avec lui, le dimanche qui précédait sa mort.

La présence d'un autre camarade que je vois ici, tout plein d'un sujet d'actualité, nous a empêchés d'en parler, et, après mon départ, il était fatigué. Nous avons pris rendez vous pour la fin de la semaine, pour le vendredi, et il est mort le jeudi. Dans la douleur j'avais pensé à abandonner tous ces sujets, puis je me suis dit que, malgré l'absence de ce conseil dont j'avais la joie de bénéficier durant toute ma vie de militant, c'était vis-à-vis de sa mémoire, un devoir que de vous faire part de ces réflexions.

Le fondement de notre doctrine, je n'y reviens pas. C'est le matérialisme historique, la constatation que les facteurs économiques et sociaux, constituent l'infrastructure de la société, que le régime de propriété domine, les rapports juridiques et politiques d'où l'on déduit que la concentration des entreprises découlant de la nécessité des investissements, accroît la baisse du taux de la plus-value, la prolétarisation croissante des masses, et l'antagonisme croissant des classes qui aboutit à la révolution sociale élaborée dans le cadre de la société condamnée et qui n'éclate que le jour où celle-ci à épuisé toutes ses possibilités de progrès.

Tout ceci s'est avéré exact au cours du l9è siècle, mais le 20è présente deux caractéristiques nouvelles. C'est, d'une part, une accélération prodigieuse du progrès technique qui nous fait apercevoir maintenant des zones de saturation qui nous apercevoir maintenant des zones de saturation relative des besoins, et même quelque fois de saturation absolue, c'est-à-dire en fonction des possibilités physiques et non plus des ressources financières.

C'est, en second lieu, que cette période a été une période de guerre ininterrompue, puisque de l900 à l950, on compte 42 ans de guerre mondiale ou nationale et locale, contre 8 ans seulement de paix universelle.

Ces deux facteurs donneront, avec le recul de l'Histoire à cette période, le caractère d'un immense bouleversement, analogue à ceux de la naissance du christianisme et de l'effondrement de l'Empire romain qui substitua le servage à l'esclavage, à ceux de la réforme et des grandes découvertes qui permirent à l'homme d'exercer son libre arbitre et améliora sa condition, à celui enfin de la révolution et du début du

capitalisme qui fit triompher la liberté politique et substitua le salariat au servage.
Le progrès technique a quintuplé le rendement horaire en 75 ans. Voilà le fait brutal, et ce qui le complique, ce qui en complique l'analyse, c'est que ce progrès technique évolue par saccades. Il varie suivant les branches d'industrie, suivant les pays, suivant les époques.
Divers économistes, Fourastier notamment, dont Léon Blum recommandait la lecture de l'ouvrage aux militants, ont constaté que les industries où le progrès technique a été le plus grand, c'est-à-dire celles qui ont été le plus concentrées, présentent aujourd'hui une tendance à la déconcentration, à une diminution d'importance relative, par rapport aux autres. Ainsi, aux Etats-Unis, elles ont réalisé l9% du volume de la production de l850, 30% en l900, au maximum de la concentration, 25% seulement maintenant, et leur main-d'œuvre a subi des fluctuations analogues que je ne cite pas pour aller très vite.
Cette déconcentration relative, imprévisible du temps de Marx, s'explique par deux sortes de raisons. D'une part, l'accélération du progrès technique permet d'arriver je l'ai dit tout à l'heure – dans certains domaines, soit à la saturation relative, c'est-à-dire à la limitation des achats faute de ressources, soit à la saturation absolue, c'est-à-dire à la limitation, parce-que les besoins sont satisfaits. Il y aurait une saturation absolue de la France, si notre récolte de blé cette année atteignait l30 millions ou l50 millions de quintaux par exemple. Il y a saturation relative – c'est à quoi Philip faisait allusion tout à l'heure – lorsque les prix sont trop élevés pour que des nouvelles couches sociales puissent acquérir un surcroît de production. Mais le deuxième facteur, le plus important, c'est que des formes nouvelles d'énergie sont mises à la disposition de l'homme. Au temps de Marx, c'était la machine à vapeur qui, par définition, est lourde, doit être puissante, coûteuse, pousse aux sociétés anonymes, aux investissements massifs, à la concentration. Aujourd'hui, c'est le moteur électrique, c'est le moteur à essence. Taylor - ce qui est intéressant - a étudié pour nous Socialistes, - et je ne suis pas si loin de la vie quotidienne que j'en ai l'air - d'une part la puissance totale disponible par travailleur, ce qui est, en quelque sorte, la mesure du degré de civilisation technique d'un pays, et d'autre part, la mesure de la déconcentration car, si la puissance moyenne de la machine diminue, c'est qu'il y a vraiment un phénomène de déconcentration.
Et bien prenons quelques exemples.
Aux Etats-Unis, dans les sociétés ayant un chiffre d'affaires de 5 000 dollars par an, c'est-à-dire les principales sociétés seules et les moyennes, ma machine à vapeur vérifie encore la loi de Marx. En l909, on comptait l48 000 ayant une puissance individuelle de 93 CV. En l939, on n'en comptait plus de 55 000 ayant une puissance individuelle de 320 CV, moins de machines, mais plus de puissance, et le total faisait à peu près l5 millions de CV.
Mais voici qu'intervient le moteur électrique qui évolue en sens inverse. En l909,

375 000 moteurs, d'une puissance individuelle de l2 CV. En l939, 5 362 000 moteurs électriques, d'une puissance individuelle de 9 CV. Elle baisse, c'est la déconcentration.
La résultante de ces deux évolutions en sens contraire, avec l5 millions de CV à vapeur et 55 millions de CV électriques, la résultante est une diminution de la puissance moyenne des machines, puisque le nombre total des moteurs, moteurs à essence, à vapeur, à gaz, à eau, à électricité, moteurs de toutes sortes, disponible à triplé en trente ans, aux Etats-Unis – trois fois plus de possibilités entre les mains des hommes – mais que dans la même période, le nombre total des moteurs a décuplé, en sorte que leur puissance individuelle a été divisée par 3. C'est un facteur qui a l'air d'être secondaire, mais qui, au fond, commande toute l'évolution actuelle et une grande partie des difficultés que rencontre le Socialisme international.
Il y a des résultats analogues au Canada - je vous les épargne pour gagner du temps. On en trouve, malgré l'imperfection de nos statistiques, en France, lorsqu'on étudie les usines qui souscrivent des contrats de puissance électrique, et l'on constate partout cette tendance à la déconcentration. Elle pose de problèmes. Voyez ce problème insoluble actuellement, en France, de la coordination des transports, c'est-à-dire d'une entente entre une branché concentrée dénationalisée et une branche déconcentrée mais en pleine vie, et qui comprend des milliers et des milliers de petits entrepreneurs.
Mais, un deuxième facteur intervient, que je m'efforce d'étudier actuellement qui est le suivant :
- des industries très concentrées donnent naissance à des industries artisanales connexes, dispersées, employant beaucoup plus d'ouvriers que les premières. Ainsi, l'industrie automobile occupait, en l936, 96 000 ouvriers dans 69 entreprises dont 84 000, c'est-à-dire presque les 9/l0è dans l7 grandes usines que la concentration a réduites à une demi-douzaine depuis lors.
Aujourd'hui, à côté de ce prolétariat qui, lui, a évolué selon les lois anciennes, on note - ou du moins en l936 - chez les fabricants d'accessoires, les mécaniciens, les stations-services de tout genres, la présence de l06 000 ouvriers, dans 22 000 entreprises. Et alors, la concentration Capitaliste, les 95 000 ouvriers dans six grandes sociétés d'automobiles, est contrebalancé par le développement de l06 000 ouvriers dans 22 000 entreprises car ceux-là n'ont pas la même conscience de classe, ceux-là ont l'espoir de devenir à leur tour, des petits garagistes, ils ont une mentalité petits bourgeois et ils sont plus près d'adhérer au Gaullisme qu'au Communisme. …(Applaudissements)…
Il y a là un facteur dont il faut tenir compte car ce que je dis de l'automobile, je pourrais le répéter pour les deux industries de l'électricité, l'industrie concentrée qui fabrique des moteurs et des lampes, l'industrie dispersée des réparateurs-

monteurs électriciens de toutes sortes ; je pourrai le dire aussi pour les deux industries de la radio, etc.
D'où cette première constatation : il existe une limite fixe ou hautement variable à la concentration des entreprises et à la prolétarisation des masses.
Les forces en présence ont, pendant cinquante ans, évolué selon la loi prévue mais, depuis le développement du moteur électrique, évoluent différemment.
L'étude des prix-salaires et profits, en régime Capitaliste, aboutit à des conclusions, elles aussi à méditer.
l°) Observé pendant une longue période, le capitalisme a considérablement augmenté la puissance d'achat des salaires. C'est un fait incontestable, sur lequel je n'insiste pas ;
2°) le capitalisme se dévalorise par rapport aux revenus et aux salaires.
Un menuisier de village doit, aujourd'hui, travailler moins d'heures pour acheter une scie électrique moderne, née il y a cinquante ans, que son grand-père aurait dû travailler pour acheter une scie à main, dont le modèle avait peu évolué au cours du millénaire écoulé.
Autrement dit, il est plus facile, ou il est moins difficile – il est plutôt moins difficile que plus facile – pour l'ouvrier de devenir petit prolétaire.
En Partie en raison des guerres, presque ininterrompues, dont je parlais tout à l'heure, et des crises cycliques, le capitalisme a été, lui, de son côté, contraint à renoncer à ses principes fondamentaux qui se résumaient en deux mots : risque et liberté. Il est passé de la concurrence au monopole dans les branches concentrées, du libre-échange au protectionnisme, de l'accroissement de production au malthusianisme, de la liberté de transaction à la conquête des débouchés, de la responsabilité, par la non-intervention de l'Etat, à l'irresponsabilité par les renflouements et la socialisation des pertes, de la loi d'airain des salaires aux lois sociales imposées par les Travailleurs et, ainsi de suite, il a admis une planification qui n'est pas la nôtre, certes, mais qui, jointe à cet ensemble d'évolutions nous permet de dire qu'il nous a emprunté certaines de nos méthodes.
Il a été affaibli par nos nationalisations, mais il avait au préalable, mis en péril les démocraties dans presque tous les pays du monde, et au cours des dernières crises dites cycliques, très différentes des précédentes, il a eu l'impudence de s'appuyer sur les états, jusqu'à faire crouler leur monnaie plutôt que de consentir des baisses de prix qui étaient la solution de crises classiques.
A ces méthodes nouvelles de résistance, nous devons opposer des méthodes nouvelles d'action, de propagande ; comprendre notamment que dans tout la mesure où se développe un prolétariat dispersé, il n'a pas cette conscience de classe dont je parlais tout à l'heure, et que ce qui l'intéresse le plus, c'est de devenir prolétaire et non pas de voir nationaliser sa petite entreprise, et qu'il sera souvent d'accord avec son patron et que l'on verra souvent cette conjonction de ce

prolétariat dispersé avec le petit patronat.
D'où cette première conclusion que nous devons les amener à nous et non pas les écarter.
D'où cet effort d'organisation de la Participation à la gestion des travailleurs, d'organisation coopérative des producteurs dans le cadre d'un plan général qu'il nous faudrait promouvoir avec cette conséquence que durant la période temporaire que nous vivons peuvent coexister dans une même branche un secteur nationalisé, un secteur organisé en coopérative de petits producteurs et un secteur libre.
Trois autres considérations doctrinales, encore, que je me borne, rassurez-vous, à énumérer, qui sont les suivantes :
1°) A l'inverse du l8è siècle, les mœurs sont, aujourd'hui en retard sur les lois.
Nous sommes dans une période révolutionnaire quand les mœurs sont en avance sur les lois ; c'était le cas au l8è siècle, quand les encyclopédéens se dressaient face à une monarchie absolue, plusieurs fois centenaires. Aujourd'hui, au contraire, les mœurs sont en retard ; les exemples abondent : les Comités d'entreprise n'ont pat joué leur véritable rôle parce que ni les patrons, ni les ouvriers n'étaient, murs pour cette promotion ouvrière au contrôle !… (Applaudissements)... puis à la gestion ; la Sécurité Sociale n'a pas limité les dépenses d'assistance, ni freiné l'absentéisme dans certaines professions, les allocations familiales ne sont pas toujours réservées aux enfants, et ainsi de suite.
(Applaudissements)
2°) Les horreurs de la deuxième guerre mondiale, les transplantations humaines ont engendré un certain nationalisme chez les travailleurs qui, très nombreux, oubliaient la formule qui est inscrite derrière moi : " Prolétaires de tous les pays unissez-vous ". La crainte du chômage crée la xénophobie, l'action politique d'Agents Communistes réfugiés espagnols ou de polonais immigrés exaspère les travailleurs français et les dresse contre tous les étrangers. Il y a là un facteur extrêmement dangereux qu'il faut surveiller de près. …(Applaudissements)…
3°) L'effort de propagande est d'autant plus nécessaire que nos maîtres de jadis ne pouvaient imaginer qu'il existerait un jour un Parti ouvrier fondé sur deux principes essentiellement anti-ouvriers, à savoir : le recours systématique, continu, au mensonge comme arme de propagande, avec comme conséquence la dépravation de l'homme et l'abolition de sons sens critique, d'une part ; la substitution à l'internationalisme étranger, la création d'une 5è colonne au service de cet étranger.
(Applaudissements)
La persistance de la puissance Communiste dans deux des pays libre – et dans deux seulement, car dans les autres pays libres le communisme a disparu – la persistance Communiste en France et en Italie pose de problèmes redoutables : économiques, sociaux, politiques, militaires, détourne les réformes de leur véritable but, de leur but essentiel, oblige les mouvements ouvriers à des alliances avec des éléments

bourgeois, bref trouble foncièrement notre section.
Mais j'ai hâte d'en arriver à la stratégie, c'est-à-dire, cette année, à l'élaboration du programme que nous réaliserions si nous formions le gouvernement, si nous avions la majorité. Je ne crois pas qu'il puisse être mis au point totalement dans un Congrès ; je pense que ce Congrès ne peut que dégager les lignes générales et charger ensuite une ou plusieurs commissions de les fouiller, de les mettre au point et, qu'ensuite un Congrès extraordinaire ou un Conseil national ayant pouvoir de Congrès devra adopter un manifeste important qui sera le Manifeste du Parti au peuple.
(Applaudissements)
Ce document, à mon avis, doit répondre à deux caractéristiques, il contiendra ce que nous ferions, seuls, ce que nous proposerions au pays, en indiquant que, bien entendu, il s'agit là de l'hypothèse du succès total des Socialistes, mais que le problème est autre s'il s'agit du soutien à un gouvernement non Socialiste.
Ce texte, dès qu'il sortira de nos délibérations, doit être raisonnable, c'est-à-dire réalisable, car il faut que cela reste notre fierté que, dans le soutien ou dans l'opposition, nous proposions des solutions que nous soyons prêts à réaliser au pouvoir.
(Applaudissements)
Sur ces bases, voici les 10 ou 11 points que je crois essentiels et qu'il faudrait que contienne ce manifeste.
1er point - le plus important de tous pour moi :
" La législature 1951/1956 doit être celle de l'amélioration de la condition humaine et non pas celle du maintien du standard de vie actuel.
En effet, la situation générale peut se résumer ainsi – le budget minimum vital du manœuvre est passé, je crois, à Paris, de l2 700 frs, en septembre l948, a l6 400 ou l6 500 frs actuellement. Ou, si l'on préfère, pour la propagande, une image plus frappante, en voici une :
- On peut dire qu'à Lyon, en mars l950, le salaire direct non compris les allocations, le salaire direct d'un manœuvre célibataire est, par rapport à l938, au coefficient 11, tandis que ses dépenses obligatoires sont au coefficient l8. Sa puissance d'achat est donc les 6/l0è d'avant-guerre.
Pour le manœuvre marié, avec deux enfants, la salaire est au coefficient l3 ½, les allocations familiales ayant été majorées, et comme dans le budget tout n'est pas multiplié par 4, notamment le loyer, les dépenses sont au coefficient l6 ½ ; en sorte que sa puissance d'achat est les 8/l0è de son camarade marié, père de deux enfants, d'avant-guerre.
La revendication ouvrière est donc pleinement justifiée. Les salaires totaux, directs et indirects, versés par les patrons sont au coefficient l5, je parle du total, les salaires indirects sont au coefficient 25, mais ils font Partie des salaires directs : la

moyenne est l5, alors que les prix de vente s'échelonne entre 5,8 pour les loyers, artificiellement maintenus, 8 pour les transports urbains, l2 pour le pain - ce sont les produits qui ont été protégés - l3 l/2 pour le beefsteak, l7 pour le charbon domestique, 2l pour le vin, 29 pour les vêtements de travail, 29 pour les chemises et chaussures, 33 pour la blanchisserie, 42 pour les serviettes de toilette, ce qui est un record et la démonstration de la malfaisance des trusts. Salaires : l5, prix de vente allant jusqu'à 42 !

Enfin, les revenus sont à l'indice 20, alors que les impôts sont à l'indice 30. En sorte que le contribuable supporte une charge moitié plus forte qu'avant guerre, ce qui est évidemment normal puisqu'il faut payer les frais de la guerre !

L'amélioration de la condition humaine est donc une nécessité. Cela signifie :

l°) La fixation d'un minimum vital raisonnable, correspondant à la réalité ;

2°)L'augmentation à ce minimum de tous les salaires inférieurs à lui, la hiérarchie en souffrir et être momentanément comprimée. ...(Applaudissements)...

Il est impensable qu'en période de disette, quand on donne 3 000 frs à un manœuvre, on doive donner 25 000 frs à son directeur !

(Applaudissements)

L’augmentation des salaires dans les entreprises bénéficiaires. Là, nous avons à opter entre deux solutions, ou les négociations nationales qui régleront, c’est l’un des derniers articles de Léon Blum et l'un des plus frappants, qui régleront le problème des salaires sur la situation des entreprises économiquement faibles, de celles qui sont à la veille de la faillite, et alors vous aurez l'injustice en faveur du patronat bien outillée ou, au contraire, des négociations plus dispersées aboutissant à cette autre injustice que de deux ajusteurs, par exemple, celui qui, dans une maison travaille bien et qui a un carnet de commande garni, aura une situation meilleure, à qualification égale, que son camarade dont la maison est à la veille de la faillite, mais je crois que l’injustice en faveur de certains ouvriers doits être préférée par nous à l’injustice en faveur de certains patrons.

Enfin, cela signifie encore l'amélioration proportionnelle de la situation des économiquement faibles, des vieux, des pensionnés de guerre - je dis pensionnée seulement - et du travail et, surtout, cela signifie, et c'est une des grandes choses que nous devrions mettre en exergue l'égalisation relative des revenus des citoyens, par une progression plus équitable de l'impôt général, assorti d'un contrôle plus sérieux afin de réduire pratiquement l'écart actuel entre la misère et l'opulence.

(Applaudissements)

Deuxième point : la législature 1951/1956 doit être celle du plein emploi, et, en particulier, celle d'une immense extension de l'industrie du bâtiment. Je rejoins ici André Philip, je ne le rejoindrai pas tout le temps, mais je veux indiquer que nous avons construit 45 000 logements en l949, c'est-à-dire à peine plus que la petite Hollande, moins que l'Etat d'Israël, qui ne compte que 1 200 000 habitants et six

fois moins que l'Angleterre travailliste.
Il nous en manque des centaines de milliers et il nous manque aussi 20 000 écoles. Uniquement pour loger le million d'enfants supplémentaires, nés depuis la guerre, nous devons donc prévoir au minimum l00 milliards supplémentaires à cinq ans pour les constructions scolaires autant pour la part de l0% de l'Etat dans 250 000 logements sains, c'est-à-dire au total 200 milliards échelonnés sur plusieurs années quand le budget d'une année est de 2 300 milliards.
C'est là quelque chose de faisable et qu'il faudra avoir la sagesse de faire. L'essentiel, c'est de dépenser en cinq ans pour avoir 250 000 logements sains, à 1 000 milliards, c'est à dire ce que nous a coûté en cinq ans notre armée de l'air pour ne disposer d'aucun avion. Entre les deux je préfère les logements.
(Applaudissements)
Et, développant un mot de Philip auquel j'avais songé aussi, je voudrais que nous lancions ce slogan : " l00 milliards d'écoles, 1 000 milliards de logements ".
Troisième point : la législature 1951/1956 doit être celle d'une expansion de crédits planifiés que commence à réclamer le Conseil national du crédit, mais à laquelle les finances semblent encore hostiles.
Les disponibilités monétaires ont augmenté en l949 de 535 milliards dont 308 en billets de banque. C'est insuffisant pour animer nos économies et ne constitue pas un danger d'inflation en période de prix stables et de progression croissante de l'industrie.
Les crédits bancaires sont passés à l 084 milliards à la fin de l949 contre 762 à la fin de l942, mais leur accroissement s'est réduit de trimestre en trimestre. Ces restrictions étaient nécessaires pour freiner la hausse des prix aboutir à la pré-stabilisation. Elles deviendraient pénibles, néfastes, si par une déflation du type Laval, elles engendraient le chômage qui est déjà menaçant.
Le Parti doit donc réclamer cette expansion planifiée, c'est-à-dire servant à moderniser des entreprises utiles, petites, moyennes ou grandes, acceptant de se soumettre à un contrôle de leurs investissements et de leurs prix, mais non pas à permettre la survie d'entreprises inutiles ou moribondes ou la conservation de stocks en prévision de hausse futures.
(Applaudissements)
Par une politique nationale du crédit, par des différentiels éventuellement consentis en fonction de l'intérêt de l'entreprise, par les établissements nationalisés, nous pouvons réaliser cette coordination souple et efficace de l'économie qui n'est pas le dirigisme ancien et aussi une extension nécessaire de notre production, sans risquer l'inflation.
Quatrième point : la législature 1951/1956 doit être celle de la réalisation tant différée, de la réforme fiscale. Unité des régimes et du contrôle et réforme administrative comportant simplification et déconcentration. Mais j'insiste,

camarades, si l'Assemblée prochaine n'a pas une majorité cohérente, unie, disciplinée, rien ne sera fait, car tout ne peut être fait que si l'on revient au principe de l936, la Chambre votant des lois de principe, courte et claires, en trois ou quatre articles, et faisant confiance au gouvernement pour réglementer, par règlement d'administration publique.
Si l'on continue à envoyer à la Commission des finances, des textes de l50 articles sur chacun desquels s'engage une discussion et des amendements, tout restera dans les oubliettes des Commissions, rien ne sera réalisé et le régime démocratique sera menacé.
(Applaudissements)
Cinquième point : la législature 1951/1956 débutera par un budget relativement déséquilibré. Je voudrais dire à Guyon avec quel intérêt j'ai écouté son remarquable exposé ce matin, et combien je regrette, personnellement, qu'il n'ait pas pu, dans les délais impartis… (Applaudissements)... lire sa conclusion. Je souhaite arriver cinq minutes avant mon temps à en finir, pour qu'il puisse au moins nous lire ses conclusions... (Applaudissements)...
Guyon a eu raison de dire que le budget était en équilibre, mais que cet équilibre était d'une extrême fragilité. Du fait, il manquera en 1951, à mon avis, au bas mot 200 à 250 milliards et je doute que cette Chambre qui a fait preuve de peu de courage, ait le courage dans les derniers mois de son mandat de voter 200 ou 250 milliards d'impôts nouveaux. Cela, nous devons le marquer dès à présent, ce n'est pas nous qui en serons responsables.
Sixième point : la législature 1951/1956 doit être celle de la stabilisation définitive des prix et des salaires totaux, directs et indirects, à un même niveau par rapport à l938 et, vraisemblablement, aux environs du coefficient l3 ou 20. C'est une étude à faire par les techniciens.
Un gouvernement que nous animerions proclamerait sa volonté de réaliser le planisme dans la liberté, il utiliserait dans ce but des moyens très divers, dont je me borne à examiner, à énumérer, quelques-uns : contrôle des marges, notamment par la double étiquette de fameuse mémoire ; action des coopératives ; retour à des magasins témoins ; acquisition des stocks par des sociétés nationales ou des coopératives spécialisées, warrantages, blocages et déblocages exportations et importations, contrôle fiscal, retour à la fabrication de produits d'utilité national, maniement souple au crédit, lois anti-trust, accélération des procédures en cas de délit économique, etc. constituent autant d'armes entre les mains d'un gouvernement décidé à s'en servir et qui, au demeurant, bénéficierait, de l'appui de l'opinion publique, des consommateurs, qui saurait provoquer autour de lui des stabilisations à l'indice moyen raisonnable.
Encore faut-il qu'un ministre n'opère pas l'avenir comme vient de le faire celui de l'Agriculture en proclamant, si j'en crois la Presse, il y a vingt-quatre heures, qu'en

aucun cas le prix du blé ne serait baissé cette année. Je m'en excuse auprès des camarades qui produisent du blé, mais
si la récolte est très abondante, la question se posera de savoir si nous n'allons pas aller à la baisse du blé et du pain.
(Applaudissements)
C'est une question de volume de la récolte, de prix social, et non pas une question de principe, et il me parait étrange que l'on puisse affirmer, aujourd'hui où l'on ne connaît pas le volume de la récolte, qu'en aucun cas il n'y aura de baisse de prix.
Septième point : la législature 1951/1956 doit-elle être celle de nouvelles nationalisations ? Je demande au Parti de réfléchir sérieusement, surtout près les explications de Philip, à l'intérêt, dans les circonstances présentes, de restituer à la Nation les mines de fer et la grosse sidérurgie, soit au total 140 établissements dont 50 mines employant 138 000 ouvriers, la quasi totalité de la main-d'œuvre de cette spécialité. Le maintien entre des mains privées des mines de fer, des hauts fourneaux, des fours Martin et des Laminoirs, risque de restituer une redoutable puissance au capitalisme international.
Mais en dehors de cette branche, en dehors des améliorations à faire à d'autres nationalisations, je pense que nous devons proclamer que durant ces cinq ans, si nous avions la majorité, nous n'en ferions aucune autre, et que nous nous bornerions à étudier ce problème de l'organisation coopérative avec avantages fiscaux ou autres, en échange d'un contrôle consenti sur les investissements et les prix.
Huitième point : je rejoins ici notre ami Cotereau. La législature 1951/1956 doit être celle de la défense de la laïcité dé l'état. Vous m'excuserez ici, de citer deux phrases de ma déclaration ministérielle du gouvernement mort-né du mois d'octobre. Je disais, en accord avec le groupe, ceci : " Je crois qu'un jour viendra - et je parle gravement, écartant toute pensée de discussion politique ou philosophique - où il faudra que se traite, entre hommes de bonne volonté, l'ensemble des problèmes " - . Je vous demande de noter ces mots " l'ensemble des problèmes ", vous verrez pourquoi dans un instant " l'ensemble des problèmes qui sont posés depuis le début de ce siècle. A ce moment, des concessions devront être faites de part et d'autres. Je pense que les esprits ne sont pas mûrs actuellement pour cette solution d'ensemble, que, de part et d'autre, il y aurait de telles protestations qu'on n'aboutirait à rien, à rien d'autre qu'à disloquer une majorité dont la cohésion me parait indispensable au salut du régime et au salut de la République ".
Cette phrase a subi de bien curieuses transformations.
Le Père Bessière, dans " la Croix ", du 24 novembre, a remplacé les mots " l'ensemble des problèmes ", par les mots " problèmes scolaires ", ce qui n'est pas du tout la même chose, car là ils sont demandeurs, mais en d'autre matière,

notamment en matière de lois laïques en Alsace, c’est nous qui sommes demandeurs... (Applaudissements)... Et quand je disais " l’ensemble des problèmes ", je visais la négociation d’ensemble et non pas les problèmes scolaires seuls.
Et depuis lors, toutes les Semaines Religieuses ont repris la formule. Celle de Rennes, au 26 novembre, me faisait dire, en mettant entre guillemets, comme si je l’avais vraiment prononcé : " il faudra que se traite», entre hommes de bonne volonté, l’ensemble des problèmes scolaires ".
Je reste sur ma position, et je crois que le Parti doit soutenir, ou le statuquo avec l’application intégrale des lois en vigueur, ou une négociation d'ensemble portant à la fois sur les écoles, les congrégations, les missions, l’introduction du régime français en Alsace. Mais en aucun cas, nous ne devons admettre, ni des empiétements clandestins en matière de subvention, comme ceux que l’on constate depuis notre départ du ministère, ni la revendication que je regrette vivement voir formulée par le MRP de la négociation sur le seul problème scolaire.
Négociation totale, générale, si elle est possible, oui, sinon, statu quo intégral et, je crois que nous devons être d’autant plus fermes que la diplomatie vaticane marque des points actuellement, dispose d’atouts puissants du fait que cinq au moins des gouvernements d'Europe sont sous son influence ; je n'insiste pas.
(Applaudissements)
Neuvième point : Dans l'ordre international, la législature 1951/56 peut être celle où se constituera l’Europe. C'est ici que je voudrais répondre à mon jeune et ancien ami Philip. N'ayons pas d'espoirs exagérés. Il ne suffit pas que des Parlementaires désignés par leur assemblée se soient réunis. Certes, l'effort Socialiste, ici, a commencé a porté ses fruits, mais ne compromettons pas le résultat par un excès d'enthousiasme auquel les faits ne correspondraient pas.
N'esquivons surtout pas la difficulté en proclamant - personne ne l'a fait jusqu'à présent, mais on a senti cette tendance à de certains moments - notre volonté de réaliser une Europe politique unie, même unilatérale plutôt que de persévérer dans la voie d'une Europe planifiée. Ceci serait une catastrophe pour le Socialisme et entraînerait l'absence de la Grande-Bretagne fédérée... (applaudissements)... des Etats parvenus à un même stade de développement économique et politique.
Cela est Particulièrement aisé, l'exemple des treize colonies de l'Amérique du Nord, le prouve, nous nous heurtons à deux difficultés : l'inégalité de développement économique - voyez la tempête qu'a soulevé le projet d'union douanière franco-italienne, et non pas seulement chez les producteurs de fruits et de vins, mais aussi chez leurs ouvriers qui sont, sur ce point, d’accord avec eux.
C’est un fait dont les hommes politiques, les hommes d'Etat ont le devoir de tenir compte. Le problème se pose d’une façon générale. Ainsi, si le même objet coûte l00 à produire en France où les charges sociales sont de 35, c'est-à-dire coûte l35, et s’il coûte 30 dans un autre pays où les charges sociales ne sont que de l5% c’est-à-

dire 92 en tout, et bien il faut nécessairement, tant que les 92 ne sont pas devenus l35, que le standing à l35 soit protégé contre l'inflation à 92 si vous ne voulez pas transposer le chômage.
(Applaudissements)
L'Europe intégrale ne pourra donc résulter que d'une longue et lente évolution ; j'avais noté cette phrase, c'est ce que Philip traduit par " l'habit d'Arlequin " Excusez-moi, Philip, moi je veux le possible ! S'il est possible d'avancer en un point, je préfère cette avance, ce commencement d'habit d'Arlequin à la grande conception éloquemment présentée, mais qui ne se réalise pas.
(Applaudissements)
Les difficultés d'évolution politique créent une deuxième difficulté. Si on vous demandait d'intégrer l'Espagne de Franco dans l'Europe, je suis sur que vous refuseriez, malgré l'intérêt économique et militaire que cela présenterait, car elle n'est pas une démocratie. Mais l'Allemagne, admettez-vous qu'elle le soit soudain totalement revenue ? J'ai dit mes craintes, il y a quelques mois, à Sète, rien ne les a dissipées depuis.
Le Chancelier catholique a laissé jouer l'hymne impérial " La garde au Rhin " devant les hauts-commissaires alliés !... (applaudissements)... Le référendum d'un journal a attribué à une forte majorité le titre de " plus grand allemand ", non pas à Goethe, ni à Einstein mais à Bismarck, au Chancelier de Fer, précurseur de Guillaume II et de Hitler. La social-démocratie pose des conditions à l'entrée de l'Allemagne au Conseil de Strasbourg. Le statut de la Sarre est contesté, la victoire presque aussi.
Un de nos amis étrangers qui est à cette tribune, pourquoi ne le nommerais-je pas, c'est Llopis, me disait qu'on avait vu des papiers demandés par un agent de pollen qui avait arrêté quelques années auparavant l'homme à qui il demandait ces papiers, et qui l'avait arrêté sa qualité d'agent de la Gestapo. On nous dit aussi que les instituteurs comptent une énorme proportion d'instituteurs nazis. Combien y a-t-il d'ex-nazis militants dans les Partis de gauche allemands ? Certes, la Social-démocratie compte des hommes qui, sortis des camps de concentration, comme Schumacher, ont droit au respect du à tout persécuté, mais elle en compte d'autres, et non des moindres qui n'ont pas eu la même attitude. Parmi l'un de ses chefs figure un homme qui a été un fonctionnaire de la Justice militaire nazie
à Lille, ce que nous ne pouvons pas oublier.
(Applaudissements)
Nous devons, certes, intégrer l'Allemagne dans l'économie européenne qui n'existerait pas sans elle, à condition, et c'est pour moi une condition formelle, à condition que nous ne soyons pas en tête à tête sans que l'Angleterre s'y intègre aussi pour éviter la prédominance d'une industrie allemande relativement intacte et modernisée, pour que toutes mesures soient prises en vue d'éviter le transfert en

France de 2 millions de chômeurs car cela, c’est un risque, et un risque évident.
Il faut aussi admettre l’entrée de l'Allemagne au Conseil de Strasbourg, il faut l'admettre parce qu’il est précisé qu’elle y entre comme associée, sans siège au Conseil des ministres, sans abandon d’une occupation qui doit être jusqu’à ce que nous ayons des preuves tangibles, indiscutables, que la nouvelle génération a renoncé au culte de Bismarck et de la force.
Mais, là aussi, je redoute de nouveaux abandons.
Nous devons rester intraitables sur un point et, sur ce point je suis d’accord avec la Social-démocratie allemande. Nous ne devons tolérer, sous aucune forme et sous aucun prétexte, aucun réarmement de l'Allemagne.
La diplomatie alliée, camarades, a fait en Allemagne d'immenses sottises. La pire, je crois, fut de créer cet Etat occidental artificiel qui a entraîné la création d’une République populaire d’Allemagne orientale pour la surenchère entre alliés, chacun s'efforçant de rallier "ses" allemands pour le seul profit de toute l'Allemagne.
camarades, nous avons le devoir d'être prudents, plus que ne le sont les catholiques français, avec les chrétiens-sociaux au pouvoir en Allemagne.
Je ne rends certes pas les dirigeants actuels de l'Allemagne responsables de tout ce qui nous oppresse toujours, mais trop de chambres à gaz, trop de fours crématoires demeurent présents dans nos souvenirs et dans nos peines !
(Applaudissements)
Trop de stèles le long de nos routes évoquent des vieillards, des femmes, des bébés déportés et systématiquement assassinés et qui se terminent souvent par ces mots lugubres : " Souvenez-vous ".
Je vous dis, moi Socialiste, même si certains d'entre vous comme Philip, s'efforcent d'oublier pour bâtir une paix durable : " Souvenez-vous que l'Europe de demain ne doit pas être à nouveau dominée par l'Allemagne ".
De l'Allemagne, ma pensée va logiquement vers le plan Schuman, ou Monnet, dont je ne parlerai pas avec la même éloquence qu'André Philip. Je suis sans doute un de ces " peureux " dont il a parlé, mais je veux dire les raisons, non pas de ma peur, mais du sang-froid que je m'efforce de garder en présence de cette bombe tombée du ciel.
J'y vois en effet des risques. Le premier c'est celui inhérent à tout coup de théâtre, qui provoque et déçoit de trop vastes espoirs.
Nous avons eu le projet de " Comité atlantique ".
Bidault ayant fait son petit " coup de théâtre " que ses collègues, selon les mauvaises langues, ont appris par la presse, M. Schuman a-t-il voulu lui rendre la pareille ? Je l'ignore, mais moi, je préfère tout de même les cheminements plus discrets, les déclarations plus fouillées qui ne risquent pas de décevoir.
Sur un point je suis complètement d'accord avec Philip et les autres orateurs : il n'est pas question de nous opposer au plan Schuman. Il n'en est pas question parce

que c'est ce que nous avons toujours demandé, c'est le commencement de l'organisation de l'Europe, mais précisément parce qu'il n'y a qu'un cadre très sommairement tracé, il faut mesurer avec soin les risques et voir ce que nous pouvons mettre dans ce cadre, pour éviter que se réalisent ces risques.
Ces risques, selon moi, les voici :
- D'abord, on peut ressusciter ainsi les accords Loucheur-Stinnes, ou de Wendel-Krupp, entre grandes industries françaises ou allemandes et restituer aux industriels Partiellement expropriés leur puissance d'antan.
Ce serait un rêve, dans ce cas, par une organisation internationale, de vouloir maîtriser de tels consortiums.
On peut vouloir uniformiser les prix par les subventions de l'industrie allemande, et Philip y a fait allusion, je crois que c'est un rêve aussi. La péréquation des prix ne sera jamais durable : il faudrait de 700 à 800 milliards pour moderniser notre sidérurgie, sans compter la différence de rendement entre nos ouvriers et les ouvriers allemands actuels.
Ce qui risque d'être durable, ce sont les fermetures de mines et d'usines françaises, sur l'ordre d'une autorité où l'Allemagne aurait la part la plus grande ; le déclassement de Dunkerque, par exemple, au profit d'Anvers, le chômage transporté d'Allemagne ou bien en notre main-d'œuvre casanière contrainte de se transplanter.
Je n'accepte pas, moi, ce risque d'un cœur léger. Je veux avoir le temps d'y réfléchir pour le parer.
Si c'est là être peureux, oui, je suis peureux !
II y a le risque encore que l'autorité de la Ruhr, qui n'est pas encore née, soit mort-née, reste un fœtus et qu'en fait l'Allemagne retrouve dans la Sarre et dans la Ruhr ce qu'elle a perdu par l'Armistice.
Et vous savez, en régime Capitaliste, les réorganisations d'industries dues à la surproduction relative, dont parlait Philip, sont toujours douloureuses, même quand elles sont lentes et progressive, mais elles seraient odieuses et insupportables à la classe ouvrière si elles étaient rapides et, surtout, si elles étaient ordonnées par une autorité internationale aux ordres du capitalisme franco-allemand. Je ne souhaite pas que notre Parti y endosse un tel risque et fournisse une telle arme aux Communistes car c'est là, beaucoup plus que dans l'hypothèse inverse que le Communisme peut gagner, selon moi.
(Applaudissements)
Je n'accepte donc de votre plan, Philip, et je le dis tout net, que la Section d'études, mais non pas encore la Section d'action.
Il y a d'ailleurs une contradiction singulière entre la création simultanée d'une Section d'études et d'une Section d'action car, ou bien les études sont nécessaires et alors il faut attendre, pour agir, que ces études soient terminées, il faut faire la

Section d'études " avant " la Section d'action, ou bien, on peut agir tout de suite et, alors, les études sont inutiles et servent simplement à nous dorer la pilule.
Je veux bien que nous nous engagions dans la voie des études mais à condition que nous ayons une position nette du genre de celle qu'a marqué le Comité directeur - et Guy Mollet m'excusera de le dire : peut-être avec un peu de timidité, parce que le sujet était neuf, qu'on ne voyait pas très bien comment on pouvait réagir en présence de l'enthousiasme, mais ces conditions, à mon avis sont les suivantes...
Guy Mollet me souffle - et comme je n'ai rien de caché pour le Congrès, je le répète : " que la timidité n'était pas son fait ", et j'en suis bien sûr aussi.
D'autre part, et je m'excuse, au risque d'être un peu plus long, voici des déclarations d'industriels allemands à Paris :
" Ils sont très heureux, ils espèrent pouvoir, à la faveur du plan Schuman développer considérablement leur champ d'expansion. Ils se trouvent actuellement bridés par le fait que le marché occidental leur est en grande Partie fermé par la concurrence américaine et ils vont pouvoir ainsi entrer en force dans ce marché. Ils pensent surtout aux Colonies françaises pour laquelle, ils espèrent obtenir un plan de mise en valeur en commun avec la France. "
Ce sont là des déclarations d'industriels allemands !
Je disais que les conditions à mettre sont les suivantes :
- Il faut d'abord que l'Angleterre y adhère. C'est pour moi une différence importante avec Philip, je n'envisage pas la possibilité de laisser l'industrie française en tête à tête avec l'industrie allemande !... (Applaudissements)... Et je pense que si le Parti partage cet avis, il devra le dire clairement.
Cela est fondamental : noua n'accepterons pas de Participer à je ne sais quelle machine de guerre économique antibritannique, ni à un simple accord franco-allemand où nous risquerons d'être vite écrasés.
(Applaudissements)
Deuxièmement, il faut ensuite éviter que se constitue, avec l'appui des gouvernements libéraux et catholiques d'Europe - et si je dis " catholiques ", c'est parce qu'il y a au loin un chef d'orchestre - un trust international privé plus puissant que ses prédécesseurs, trust dont ces gouvernements seraient vite les jouets conscients ou non, d'où selon moi la nécessité de nationaliser préalablement tous les éléments français ou allemands de ce combinat et de les apporter ensuite à uns organisation internationale.
Enfin, troisième condition : l'augmentation de la production allemande de l'acier qui est, pour moi, la conséquence la plus tangible et, dans certaines hypothèses, la plus redoutable du plan Schuman, ne doit entraîner ni l'attribution à l'Allemagne de tonnages non strictement contrôlés, ni une possibilité de réarmement, ni un droit à réclamer la fin de l'occupation ou l'égalité politique.
Voilà, camarades ce que je voulais dire sur cette question et vous voyons que le

différend est plutôt dans les codes de travail que sur le principe sur lequel, je pense, nous sommes tous d'accord.
En ce qui concerne nos autres rapports internationaux, je suppose que le Congrès tout entier est d'accord et je veux essayer de tenir la promesse de ne pas épuiser son temps et j'arrive alors, sautant le neuvième, au dixième point :
- " La Législature 1951/1956 doit être celle de la réalisation d'une véritable Union française accordant à chaque peuple le maximum de droits compatibles avec son évolution sans que nous laissions nulle part certains colons imposer même sous une forme atténuée, une politique de discrimination raciale dont l'Afrique du Sud nous offre, aujourd'hui, un exemple... (applaudissements)... et un exemple, hélas, directement inspiré d'Hitler.
En ce qui concerne l'Indochine, il faudra reprendre notre notion due, je crois, à Defferre.
Pour la Tunisie, je suis d'accord avec ce qu'a dit Philip : les traités de Protectorat sont une forme passée ; tout notre effort doit consister à promouvoir les réformes permettant, plus encore en Tunisie qu'au Maroc, la promotion au Statut d'état associé. N'oubliez pas que dans deux ans la Lybie, qui est de cinq siècles de retard sur la Tunisie, sera un Etat indépendant et, par conséquent la Tunisie ne restera pas sous le régime actuel où, même le simple facteur rural est un français et non pas un Tunisien.
Donc, d'immenses réformes doivent être accomplies et nous devons soutenir le président général, qui est humain et qui a compris la nécessité de ces réformes.
Enfin, l'Algérie. Pour l'Algérie, je crois qu'il faut chercher la solution dans la voie d'une assimilation progressive qui suppose de nombreuses réformes difficilement réalisables avec l'Assemblée actuelle, qui supposent la création de nouveaux départements. Je n'insiste pas sur ce sujet.
- 99 -
Et j'arrive au dernier point de la Partie doctrinale - car il y a encore une petite Partie tactique.
Dernier point : La législature 1951/1956 devra prouver que démocratie et autorité ne s'opposent pas.
Il faut à la France un gouvernement démocratique, mais fort, c'est-à-dire qui :
l°) suive une politique cohérente ;
2°) ne s'en détourne pas sous la pression d'intérêts Particuliers, si légitimes soient-ils ;
3°) agisse vite, avec continuité, en donnant à ses fonctionnaires des instructions claires et précises, mais en exigeant d'eux qu'ils les appliquent sans hésitations ;
(Applaudissements)
4°) qui, en plein accord avec la majorité, répartisse les tâches : le Parlement votant, comme je l'ai dit, des lois simples, le gouvernement les appliquant par décrets

d'Administration publique.
Tout cela peut être réalisé, ce dernier point, mais ne l'a guère été dans cette législature. Notre propagande doit souligner notre volonté d'action énergique, cohérente et rapide ; c'est ce que le pays souhaite le plus parce qu'il en a été le plus privé.
Et j'arrive brièvement à la tactique.
Je ne m'attarderai pas, maintenant, au problème rétrospectif de savoir si nous avons eu raison ou tort de quitter le gouvernement en février. Je crois, personnellement, que nous avons eu tort, mais qu'il fallait le faire, que nous avons eu tort par ce que nous avons perdu des leviers de commande importants, que nous avons laissé faire depuis lors des nominations qui ne se seraient pas faites, qu'il a été porté des atteintes aux lois laïques, qu'il n'y a pas eu de contrepoids en matière de politique étrangère, en matière d'action sur le patronat, etc. mais je crois qu'il fallait le faire parce qu'il y avait un courant dans le Parti dans ce sens et qu'il eut été mauvais de nous diviser sur cette question comme jadis. Je ne suis pas homme à vouloir rester au gouvernement appuyé par 55 ou 60% des voix ; un ministre Socialiste ne peut agir que s'il a tout le Parti ou l'immense majorité d'accord avec lui !
(Applaudissements)
Nous voici donc, deuxième point, hors du gouvernement mais, il faut y insister, non pas hors de la majorité.
Je souhaite que la politique de soutien, non contractuel, puisse durer, quoique vous puissiez penser du gouvernement ; mieux vaut le garder que de multiplier des crises dont profiteraient seuls Communistes et Gaullistes.
La réforme électorale ! Des centaines de milliards à trouver pour 1951 constitueront, certes, des caps redoutables. Nous tâcherons de l'infléchir vers notre position, de manière à pouvoir apporter notre soutien à ce gouvernement.
Troisième point : si la crise éclate, devrons-nous rentrer au gouvernement ? Impossible de répondre, cela ne dépend pas de nous mais de l'homme qui sera désigné. A certains nous refuserons, parce que nous savons, par expérience, ne pas pouvoir nous entendre durablement avec eux sur tel ou tel grand problème, mais alors notre devoir sera de le dire franchement avant le scrutin sur l'Investiture et non pas après, pour ne pas faire durer les crises. A d'autres, nous répondrons " que cela dépendra du programme " et nous mettrons, j'imagine, au premier plan, ce que j'ai mis moi-même au premier plan de cette esquisse de programme, à savoir l'amélioration de la condition ouvrière, la politique des logements et des Ecoles.
Mais en tout cas, nous ne nous donnerons pas le ridicule de rentrer sans rien obtenir, après être Parti, sur une divergence en apparence minime et qui, en réalité était la divergence sur la condition ouvrière elle-même.
Le plus important, c'est le dernier point, selon moi, est d'utiliser la période actuelle à un effort de propagande rénovée à la fois dans l'organisation et dans la mentalité.

Dans l’organisation, d’abord : il faut préparer minutieusement et non pas improviser les réunions publiques ; n’en faire que lorsqu’on est surs d'être assez fort pour n’y tolérer aucun tumulte. Sinon, mieux vaut remplir, par invitations, les salles les plus vastes des ville.
J’opte ainsi personnellement pour un ensemble de réunions de sections élargies ou l’on explique ce que sera la grande manifestation publique sur la voie publique,... (applaudissements)... couronnée par d'immenses meetings sur les places publiques, ce qui suppose l'établissement de plan des lieux, la division en secteurs, leur occupation par un service d'ordre massif, discipliné et ayant des consignes précises !
(Mouvements divers)
Mais oui, mais oui, et c'est très important, car une réunion qu'on a sabotée fait du mal !
(Applaudissements)
Je viens d'en faire l'expérience. Je viens, en treize jours de parcourir 80 communes de mon département où les Communistes avaient déclaré que plus jamais je n'ouvrirais la bouche. J'ai fait de nombreuses réunions privées, d'abord, publiques ensuite, pour terminer à Sète où ils ont 48% des voix sur 20 000 électeurs, où j'ai groupé des milliers d'auditeurs, 7 à 8 000 semble-t-il, avec un service d'ordre de 1 000 militants, si puissant que les Communistes se sont, si j'ose dire, dégonflés, qu'ils ne sont pas venus, qu'ils n'ont pu qu'organiser, à l'autre bout de la ville, une contre-manifestation qui a réuni exactement 231 auditeurs, y compris le camarade Sérieux... (applaudissements)... envoyé pour les compter !
Et nous avons terminé par un défilé à travers toute la ville : le maire, le président du Conseil général et moi suivis de ces milliers d’hommes, et l’on applaudissait partout, parce que l’on sentait partout que cette ville, qui a vécu sous la terreur Communiste, était heureuse de voir dissipée cette atmosphère de violence et de brutalité que le Parti Communiste avait répandue sur elle.
(Applaudissements)
Mais il faut aussi que notre propagande soit rénovée dans sa mentalité.
Soyez assurés, camarades, que les Amis de l’Aude, qui nous ont prêté main forte à Sète et qui ont accru de 800 leurs voix à l’Election municipale de Carcassonne, que ceux de l’Hérault, qui ont constaté la grande peur du Communisme Sétois, ont des mentalités de vainqueurs et non pas de résignés !
Il n’est pas vrai que nous ayons à rougir de notre action durant ces années ; nous pouvons la développer avec fierté !
(Applaudissements)
Il n'est pas vrai que nous soyons condamnés à reculer. La preuve en est apportée partout où l’on s'est donné la peine de faire un effort solide, vigoureux.
Il n’est pas vrai que nous devions respirer l'atmosphère empoisonnée propagée par

le Parti Communiste ; nous la dissipons lorsque nous sommes assez forts pour dire la vérité, pour affirmer hautement la vérité, face aux mensonges, en luttant contre les deux autoritarismes : le Stalinisme et le Gaullisme.
Mais nos efforts, camarades, ne porteront pleinement leurs fruits que s'ils se développent dans une atmosphère de franchise et d'amitié totale, plus nécessaire encore après notre deuil.
Il y a mille petits faits qu'il faudrait citer, si l'on en avait le temps ; les militants ne doivent pas hésiter, par exemple, quand un slogan injurieux est inscrit sur un mur, à l'effacer, spontanément, tout de suite !... (Applaudissements)... et de préférence en plein jour.
Quand un camarade est calomnié, sali, ils ne doivent pas hésiter, ils ne doivent pas demander des explications, il leur suffit de répondre au Communiste qu'il ment, ils sont sûrs alors d'être dans le droit chemin.
Atmosphère d'amitié, enfin, à tous les degrés.
Nul ne remplacera Léon Blum, sinon le Parti tout entier, Labrousse l'a dit hier, dans cette merveilleuse et douloureuse improvisation qu'il a faite !
La perte, oui est irréparable ; nous ne pourrons que l'atténuer en nous resserrant fraternellement entre nous, pour nous efforcer de moins laisser apparaître le vide créé en nous.
C'est à cette action énergique, ardente, enflammée, dans l'amitié totale que je vous convie camarades, en vue de la victoire.
(Vifs applaudissements)

Le président - Camarades, Pierre Commin va vous donner des indications sur les cérémonies de cet après-midi.

Pierre Commin - Donne des indications pratiques aux congressistes.

Le président - La prochaine séance du Congrès aura lieu ce soir à 2l heures.
Les deux premiers orateurs inscrits sont Llopis et Baranton. La séance sera présidée par Bidet de la Tunisie, assisté de Diop Babalar, du Sénégal, de Chariton des Jeunesses Socialistes, de la camarade Merle, de la camarade Lallemant et du camarade Loiseau.
La séance est levée.
(La séance est levée à l2 h 35)

PARTI SOCIALISTE - SFIO
42ème Congrès national des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Séance du samedi 27 mai 1950 (soir)

La séance est ouverte à 2l heures 30, sous la présidence de M. Bidet, ayant comme assesseurs : MM. Diop. Babakar (Sénégal) – Chariton (J.S.) - Merle (Saône-et-Loire) -et Mme Aimée Lallement (Marne).

Le président (André Bidet)

Camarades, la séance est ouverte.
Je donne immédiatement la parole à notre camarade Labie, pour l0 minutes.

M. Labie

Camarades, après l'après-midi que nous avons passé ici, où nous avons senti passer un frisson non seulement de sympathie, mais de communauté d'action entre Socialistes, ce qui n'est pas rare, mais qui, dans des occasions comme celle-ci, mérite d'être retenu, après ces moments émouvants, nous reprenons notre travail. Nous sommes fidèles en cela aux enseignements de celui dont nous avons vu l'image sur cet écran et dont nous avons entendu les paroles. Nous sommes fidèles aussi à ce grand mouvement qui a été évoqué aux mêmes heures, et dont Léon Blum s'est montré le chef, sympathique, si pathétique et si ardent. Aujourd'hui, nous reprenons donc la discussion abandonnée ce matin, la discussion générale.
Je ne sais pas si la politique actuelle du Parti Socialiste doit s'appeler une politique de soutien absolu ou de soutien à éclipse, ou si elle doit s'appeler une politique de majorité qui, de temps en temps, ne serait pas dans la majorité.
Je crois qu'il serait plus franc de l'appeler une politique d'opposition, car nous sommes nous, Socialistes, en principe, dans l'opposition, mais nous voulons, étant en démocratie, que cette opposition ait une valeur de contribution, une valeur de construction, c'est-à-dire que, sur les points essentiels - et comme Jules Moch l'a fait en revenant à nos origines et à notre doctrine - on juge les actes du gouvernement ou ses propositions par rapport à cette doctrine. Chaque fois que nous pourrons insuffler du Socialisme dans les propositions du gouvernement, faisons-le ; votons alors pour lui ; nous en avons eu des exemples non seulement pour la loi sur les conventions collectives, mais pour les résolutions qui ont été prises pour les Anciens combattants où, en face d'un projet gouvernemental et d'un projet Communiste, c'est le projet Socialiste qui a remporté la victoire.
Ce soir, camarades, c'est sur deux préoccupations de la politique française que je voudrais attirer l'attention du Congrès, que je voudrais lui demander de prendre des positions constructives : l'une de ces préoccupations touche la politique internationale et Particulièrement l'Allemagne avec le projet Schuman, l'autre touche la politique de l'Union française et plus spécialement la Tunisie.

Fondation Jean-Jaurès

Ce matin, vous avez entendu deux larges exposés, l'un de Philip, avec toute sa flamme, toute sa fougue et son expériences des Commissions internationales, en Particulier de la Commission de l'industrie du Conseil de l'Europe, l'autre de Jules Moch, avec toute sa précision, sa netteté, sa conscience prenante, son sens pratique et sa volonté de voir aboutir quelque chose dans l'ordre du Socialisme. Je ne vais pas, dans les quelques minutes qui me sont accordées, vous développer des arguments aussi larges et aussi longs. Je vous demanderai de réfléchir non seulement à la proposition dite Schuman de pool des industries principales entre la France, l'Allemagne et d'autres pays, mais aux conditions dans lesquelles et au moment où cette proposition vient.

Une fois de plus, depuis l'armistice, nous nous trouvons devant un effort nouveau de construction de la paix, mais les efforts précédents n'avaient guère été couronnés de succès. Le traité de paix, lui-même, n'est pas signé. A qui la faute ? Aux russes, mais les réparations n'ont été obtenues que dans une certaine mesure ; étant donné notre absence à Yalta et à Postdam, nous n'avons pas obtenu les réparations en nature prévues et le résultat, paradoxal et peu souvent révélé mais qu'il faut que vous sachiez, c'est qu'en réalité, les réparations en nature ne sont pas payées par l'Allemagne, mais par l'Amérique car, en fait, le Plan Marshall, c'est un service de réparations en nature. Le vainqueur le plus riche pale les alliés ruinés par leur combat, le vaincu étant épuisé.

Et nous nous trouvons maintenant devant un nouvel effort de faire l'Europe. Cet effort lui-même donne beaucoup de désillusions au point de vue politique. On propose - et c'est le ministère MRP, à direction MRP, actuel qui nous le propose - on propose quelque chose de nouveau, quelque chose qui paraissait invraisemblable : la mise en commun de matières essentielles, à commencer par l'acier et par le charbon, à commencer par la France et par l'Allemagne.

Faut-il, nous Socialistes, dire oui ? ou non ? ou faut-il dire " oui ", avec des conditions ?

Voilà la question que je pose.

Si vous me permettez de rappeler quelques souvenirs de travail des Socialistes, je crois profondément que nous ne pouvons pas dire non, parce qu'au fond même de nos aspirations et de notre doctrine, nous avons la mise en commun des matières premières essentielles. Mais pour cette raison même que nous avons toujours demandé, au bénéfice de l'humanité entière, la mise en commun des matières premières essentielles détenues par les Capitalistes, pour cette raison même, il faut d'abord qu'il n'y ait pas de tête-à-tête entre la France et l'Allemagne, qu'il n'y ait pas de combinat Ruhr-Lorraine, que ce soit étendu au plus grand nombre de pays possible, à commencer surtout par les pays Socialistes et par le pays où, même si le gouvernement n'était pas travailliste, il y aurait une large majorité Socialiste et en tout cas des réalisations Socialistes, c'est-à-dire l'Angleterre.

Deuxième condition essentielle : que la Ruhr soit constamment et pendant longtemps soumise à l'autorité internationale. Je vous ferai même une confidence. En l945, la guerre n'étant pas finie, ce sont des Socialistes qui, au sein de la Commission des affaires étrangères, présidée par Vincent Auriol, avec Philip, Jules Moch et moi-même, ont proposé l'autorité internationale de la Ruhr. Cela paraissait extravagant, extraordinaire, impossible, et nous le demandions comme une amorce de quelque chose de futur, le pas vers la mise en commun des matières premières essentielles. Quand nous parlions, à l'époque, aux syndicalistes anglais, aux travaillistes anglais, de cette autorité internationale de la Ruhr, ils nous disaient : mais cela ne marchera jamais, cela ne peut pas se faire.

Et quand nous disions : il faudra mettre en commun les possibilités de matières premières de l'ensemble de l'Europe, à ce moment-là, ils nous disaient : mais vous ne voudriez pas que, nous, anglais, nous entrions jamais dans cette formule ?

La proposition Schuman est donc, en réalité, la suite de cette proposition du commencement ; l'autorité internationale est maintenant fondée ; elle est entrée dans les lois et dans les traités, mais la proposition Schuman ne peut tenir et n'aura de valeur que dans la mesure où cette clé qu'est l'autorité internationale de la Ruhr restera et demeurera.

Or, sur ce point, nous devons avoir des inquiétudes, au moment où la déclaration a paru dans la presse, et où quelques jours après, le Haut-commissaire français en Allemagne, M. François Poncet, a fait une déclaration d'autant plus importante qu'elle a été suivie d'un démenti de lui-même, démenti dans lequel il disait que ce n'était qu'une conversation privée ; cette déclaration précisait que l'autorité de la Ruhr se fondrait dans l'organisation prévue par le président Schuman. Or, même au sein de la Commission des affaires étrangères, jamais le président Schuman n'a voulu démentir intégralement ce qui avait été dit par le Haut-commissaire François Poncet ; par conséquent, notre attention doit être attirée sur cette affaire de la Ruhr, afin de la maintenir comme un élément essentiel de contrôle et de sécurité de l'Allemagne, mais aussi comme une sorte d'application d'antériorités sur les traités de paix, mais surtout :

l°) parce que, pour nous, c'est d'abord la garantie que l'ensemble des mines et des aciéries non seulement de la Ruhr mais de l'Allemagne de l'Ouest seront soumis à un contrôle des alliés,

2°) parce que ce contrôle s'exercera pour la sécurité contre le réarmement de l'Allemagne, mais aussi pour qu'il n'y ait pas retour de ces industries au capitalisme privé, à ces magnats de la Ruhr qui nous ont fait la guerre et contre lesquels nous devons faire la paix.

Sur ce point-là aussi, nous devons être extrêmement vigilants parce que, sans entrer dans trop de détails, nous avons perdu, nous français, la possibilité de revendiquer, dans les discussions avec les alliés, abolition du capitalisme privé - c'est la question

du préambule de l’ordonnance appelée 75, où les anglais et les américains nous ont battus et où, par conséquent, notre veto est désormais tombé.
Par conséquent, la première condition pour accepter le programme Schuman, c’est la mise en commun des matières premières essentielles, la deuxième condition étant de ne pas se trouver en tête-à-tête France-Allemagne, mais que tous les pays d'Europe se trouvent associés.
Ceci dit, nous nous trouvons devant une proposition qui, bien que n’étant pas faite par un Socialiste, a néanmoins tous les aspects d’un problème Socialiste. C’est à nous, membres Socialistes du Parlement, d’introduire autant de Socialistes dans la proposition Schuman qu’il est possible et, à ces conditions seulement, nous pourrons l’accepter et la faire valoir et à ces conditions seulement, ce sera un instrument de reconstruction de l’Europe.
Je vois que le président me fait signe et qu’il va me falloir quitter cette tribune. Je n’insisterai donc pas sur la deuxième Partie de mon exposé, la question tunisienne, mais je veux dire tout de même avant de descendre, que c’est aussi à des Socialistes qu’est due, en grande Partie, la rupture de la notion d’empire ; ce sont des Socialistes qui ont lancé - et je vois Goin qui me regarde et qui était présent à ces discussions à l’Assemblée consultative - cette idée de l'Union française, dont l’ultime but est une fédération de républiques Socialistes. La Constitution a prévu des degrés avec les territoires associés et les états associés qui doivent y entrer librement, mais c’est un cadre dans lequel il nous faut construire. Et bien, je vous le dis, pour la Tunisie, il faut construire maintenant. Il ne s’agit pas de se soumettre à une pression intérieur d'où elle vienne, ni à une pression extérieure, ni même à l’exemple de la Lybie qui, par une décision de l'ONU, va être rendue libre et indépendante d’ici deux ans. C’est une solution de justice qui doit intervenir, maintenant que l’on sait ce qu’est un état associé, au sein de l’Union française, en raison des différents contrats qui sont maintenant des contrats-type qui ont été passés avec les états du Viêt-Nam, du Cambodge et du Laos. On n’est pas obligé de faire pareil, mais on peut proposer quelque chose du marne genre, parce que, de l’autre côté, du côté des autorités tunisiennes, on sait dans quel sens sera comprise l’indépendance, la souveraineté. Nous, nous savons qu’il s’agit d’intégrer dans la communauté humaine qu’est l’Union française, un pays libre et indépendant, en réservant non pas nos droits, mais les nécessités communes de défense nationale, d'intérêts intellectuels, économique et autres. En faisant cela et en le faisant maintenant, vous penserez Socialiste. Nous ferons quelque chose de Socialiste car s'il n’y a pas de Socialisme - comme je le disais tout à l’heure - sans mise en commun des matières premières d’ordre Capitaliste, il n’y a pas non plus de Socialisme sans l’affranchissement des peuples et la libération des hommes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Baranton, pour 25 Minutes.

Raymond Baranton

Camarades, je voudrais, dans le temps qui m'est imparti, vous demander la permission de vous exposer le sentiment des signataires de la motion retour à la lutte de classes.

Nous avons entendu ce matin des exposés de nos camarades les plus talentueux, sur la politique que le Parti Socialiste devrait suivre, notamment en matière internationale et en les écoutant, j'avais le sentiment douloureux du caractère précaire, du caractère chimérique pourrais-je dire, de ces plans que nous dressons, alors que nous n'avons pas derrière nous les larges couches ouvrières qui nous permettraient d'avoir la force nécessaire pour les mettre à exécution. Pour nous, pas de réalisations nettement Socialistes sans la classe ouvrière ; pour nous, pas de construction possible du Socialisme sans la classe ouvrière.

Le problème essentiel, urgent, est de regagner la majorité de la classe ouvrière. Pour nous encore, il n'y a pas d'autre moyen de redevenir le Parti de la classe ouvrière qu'en reflétant très exactement ses sentiments, ses colères et ses espoirs.

Par l'exploitation abominable qui pèse sur elle, la classe ouvrière est naturellement, par principe, par instinct, sans même y réfléchir, en état d'opposition permanente au régime social dont elle est la victime, au régime social qui la blesse. Tant que l'exploitation de l'homme par l'homme durera, le Parti Socialiste doit donc manifester une opposition de classes envers toutes les majorités qui font durer cette exploitation.

La politique de 1936 nous a fait, nous en avons la conviction, beaucoup de mal, en nous éloignant des masses Socialistes qui, jusque-là, nous avaient été fidèles. Le peuple des travailleurs est heureusement d'un esprit sain, comme son cœur est grand et simple. A Partir du moment où on a parlé, nous n'avons pas compris, dans les bureaux, dans les usines, dans les magasins, dans les ateliers, comment on peut être l'adversaire d'un régime et être en même temps le gérant loyal de ce régime. Nous n'avons pas compris comment le directeur d'un Parti...

Dans la salle - Non ! non !

Raymond Baranton - ... peut recommander à ses adhérents de participer à une grève, alors que le ministère ayant à sa tête un ministre Socialiste organise des services des transports pour briser cette grève.

Je ne multiplierai pas, camarades, les cas où nous avons trouvé en opposition la conscience Socialiste et les nécessités gouvernementales de la gestion du régime bourgeois.

Pour regagner la classe ouvrière, il faut comprendre pourquoi nous l'avons perdue.

Ce n’est pas elle qui nous a quittés ; elle nous est restée fidèle tant que nous avons nous-mêmes été fidèles à notre propre histoire. C’est le Parti Socialiste qui s’est séparé d’elle. Souvenez-vous, mes camarades... Ecoutez au fond de vous les paroles que vous avez entendues dans votre enfance des propagandistes que vous aviez écoutés. C’est nous qui avons détaché la classe ouvrière des bourgeois de gauche, en lui inculquant une conscience de classe ; c’est nous qui lui avons dit qu’elle était une classe distincte des autres ; c’est nous qui lui avons appris que la libération de la classe ouvrière, la dernière classe exploitée, serait la libération de toute l’humanité ; c’est nous qui avons fait pour elle, et pendant cent ans, le procès de la propriété privée et de l’état bourgeois qui perpétuent l’injustice sociale.
Nous ne pouvons donc pas nous étonner, si elle est restée fidèle aux principes que nous lui avons inculqués, nous ne pouvons pas nous étonner qu’elle ne nous ait pas suivis lorsque nous avons pris la décision en l936 de tourner le dos à nos principes, à notre histoire et à notre destin.
Au moment où les crises Capitalistes atteignent leur point culminant, entraînant misère, guerre, chômage, souffrances, s’est acquis une folie incompréhensible de lier le sort du Socialisme au sort de la bourgeoisie agonisante.
Ainsi que nous l’avons dit maintes fois, les ministres Socialistes ne pouvaient être, quelle que soit leur valeur, quelle que soit leur volonté, Participant à un gouvernement avec un Parti bourgeois, que des otages, et on nous renvoie, on nous a renvoyés partout dès que la classe bourgeoise n’a plus eu besoin de notre caution, exemple Belgique, Allemagne et France en ce moment.
En gérant le régime d'exploitation au moment où il devient le plus nocif, comment les victimes ne rendraient-elles pas tous les gouvernants responsables, en bloc, 7 compris les gouvernants Socialistes ? La politique d’opposition de classes, pratiquée par Jaurès et Guesde, jusqu’en 1914, avait toujours empêché la formation d’un groupement dissident. Jusqu’en 1936, le Parti bolchevik était réduit aux dimensions d’une petite secte. C’est la politique de collaboration de classes qui a séparé le Parti Socialiste de la classe ouvrière, qui a rendu la classe ouvrière orpheline, privée du Parti de classes, de son Parti de classes, privée de son guide naturel, à la merci de toutes les aventures. Et naturellement, les staliniens ont pris immédiatement la place que le Parti SFIO venait d’abandonner. Partisans d’un régime qui, comme le soviétique, exploite à fond les ouvriers et leur enlève toutes les libertés, ils ont presque partout maintenant en France la majorité de la classe ouvrière. Partisans d’un régime qui a enlevé la terre aux paysans et en fait des salariés, ils sont maintenant en possession d’une influence incontestable dans les campagnes. Partisans d’un régime qui veut faire de chaque écrivain et de chaque artiste un larbin au service du gouvernement, ils ont occupé dans les milieux intellectuels la place que nous y occupions auparavant.
camarades, il faut reconnaître l'erreur commise. Même si nous devions perdre

quelques adhérents des classes moyennes en redevenant le Parti de la classe ouvrière, notre devoir impératif, notre objectif immédiat, est de reprendre le contact le plus étroit avec la classe ouvrière, en renonçant à la politique de collaboration de classes qui nous a détachés d'elle. La grande majorité des électeurs et des sympathisants du Parti Communiste représentent une masse sincèrement démocratique et pacifique ; ce sont les anciens électeurs de notre Parti, ou les fils des anciens électeurs de notre Parti. Abandonner plus longtemps ces masses au Stalinisme international, c'est trahir le Socialisme, car le Socialisme ne pourra jamais se réaliser sans elles. C'est trahir aussi la démocratie ouvrière en laissant courir le risque totalitaire. C'est aussi trahir la paix, mes camarades et j'y insiste, c'est aussi trahir la paix, car seul le Parti Socialiste peut les arracher à la 5ème colonne où on veut les embrigader.

Pour regagner la classe ouvrière, il faut faire une politique de paix d'abord en Indochine, en disant nettement que nous cesserons tout soutien au gouvernement réactionnaire de M. Bidault s'il entend continuer le carnage. Le Parti ne se sent à aucun degré responsable des exactions et des crimes de la République bourgeoise. Jaurès - et nous avons encore dans les oreilles et dans le cœur ses objurgations - Jaurès a protesté dès le début contre les sanglantes rapines impérialistes et nous n'acceptons pas un état de fait qui a été créé malgré lui et contre nous. C'est le brigandage impérialiste initial qui est la cause du sang versé ensuite. Nous sommes, vous le savez bien, les annonciateurs d'une nouvelle morale nationale et internationale et nous ne pouvons pas ruiner la radieuse promesse du Socialisme en nous faisant, même occasionnellement, les complices de régime bourgeois. Nous devons nous prononcer nettement pour le recours immédiat au Conseil de sécurité de l'ONU, en acceptant à l'avance sa décision sur les conditions de la paix immédiate en Indochine. Nous devons reprendre sous cette forme la motion préjudicielle qui a été présentée au Parlement par notre camarade Gaston Defferre et qui a vu se réaliser contre la position Socialiste la majorité exacte de la Chambre des députés, la majorité bourgeoise que nous n'avions jamais cessé de stigmatiser, qui va des MRP jusqu'à la Droite gaulliste.

Il ne suffit pas d'ailleurs d'essayer d'imposer immédiatement la trêve, puis la paix en Indochine. Mes camarades, nous avons un devoir plus pressant. Nous avons le devoir de prévoir que ce qui se passe en Indochine peut se passer demain ailleurs, pour éviter des révoltes dans les autres territoires. Nous devons cesser de considérer ces territoires comme des colonies et nous devons donner mission à notre groupe Parlementaire de déposer avec demande de discussion immédiate un projet de réforme du caractère et de l'institution de l'Union française, sur des bases strictement fédératives, c'est-à-dire comportant une exacte et fraternelle égalité de droits entre les peuples unis et associés.

Si nous avions su imposer cela il y a quelques années, il est hors de doute qu'à

l'heure actuelle, l'Indochine serait un état indépendant dans le sein de l'Union française. Demain, la question se posera pour la Tunisie, pour l'Algérie et peut-être pour Madagascar. En offrant nous-mêmes, spontanément, de considérer ces peuples comme des peuples libres, fraternellement associés à nous sur une base d'égalité, les Socialistes se montreront encore une fois non seulement des Partisans de la paix, mais les meilleurs patriotes de ce pays. Il faut aussi que le Parti Socialiste s'oppose à la politique des deux blocs. Il faut aller résolument vers un gouvernement des Etats-Unis d'Europe. Il faut limiter les autarcies exiger la limitation du droit de veto et de la souveraineté nationale.

Voilà les conditions essentielles de la politique extérieure Socialiste qui rendent possible la transformation de l'ONU en un gouvernement mondial, capable de gérer les intérêts communs de l'humanité, dans le respect des autonomies légitimes de chaque pays.

Nous devons nous opposer à la fois à la sujétion économique des peuples par le capitalisme américain et à l'impérialisme du Capitalisme d'état stalinien. Contre l'un et contre l'autre de ces dangers, la meilleure défense doit être poursuivie, comme nous le recommandait Jaurès à la veille même de 1914, dans l'organisation d'une force ouvrière internationale, groupant la nouvelle internationale syndicale et l'IOS reconstituée, entraînant les états de l'Europe dans la voie du Socialisme et, d'autre part, dans chaque état par une équitable redistribution de la richesse nationale.

S'il s'oriente vers cette politique hautement pacifique, le Parti verra affluer - nous en avons la certitude - vers lui, toutes les volontés qui ont toujours soutenu Jaurès dans son action contre la guerre.

Pour regagner la classe ouvrière, il faut entrer aussi en lutte immédiatement contre le gouvernement réactionnaire de M. Bidault. L'état de classes, libéré des Socialistes, commence à s'attaquer à l'école et, Particulièrement, aux crédits de l'enseignement technique et des centres d'apprentissage ; sous prétexte d'économies, on vise à porter un coup aux centres d'apprentissages, afin que ces moyens dé formation professionnelle soient repris par le patronat.

Nous avons dit souvent dans nos congrès : Nos adversaires ne sont pas des enfants. Lorsque la bourgeoisie a une majorité dans un Parlement, elle sait s'en servir et si elle vous propose quelque poste de ministre, c'est immédiatement pour vous faire la caution d'une politique qui n'est pas la nôtre et, en fait, vous ne serez que des otages. Les Partis bourgeois et démocrates chrétiens peuvent maintenant se passer de notre caution et ils reviennent à leur politique normale de classes. Aux demandes justifiées de la classe ouvrière, patronat et état de classes répondent en invoquant le souci de ne pas porter atteinte à une stabilité économique péniblement acquise. Le masque MRP est enfin tombé. Cette réponse pourrait sembler une plaisanterie, si la stabilité économique n'avait été péniblement acquise sur le dos

des travailleurs. Jamais un gouvernement n'a agi avec autant de désinvolture et de mépris à leur égard. Le gouvernement de classes retarde de plus en plus les réunions de la Commission supérieure des conventions collectives, chargée d'étudier un budget type pour la détermination du salaire minimum garanti, mais quand cette Commission aura étudié, cela se réglera encore sur le plan gouvernement et nous demandons au Parti s'il est prêt à seconder de toutes ses forces l'action des syndicats libres.

Le résultat de cette politique de liberté dés prix et de compression des salaires, c'est la baisse constante du pouvoir d'achat des travailleurs.

En 1936, un manœuvre de Paris achetait 1 kg de beurre avec 4 h 35 de travail. Aujourd'hui, il lui faut 10 h 20.

Il achetait l litre de vin en 1936 avec 32 minutes de travail ; aujourd'hui, il lui faut 59 minutes.

Un complet veston représentait en 1936 75 h 30 de travail ; aujourd'hui, il représente 150 heures de travail.

Une chemise représente à l'heure actuelle 15 h de travail, contre 4 heures en 1936.

Notre camarade Moch, ce matin, au cours de son beau discours, a reconnu donc que, depuis la politique de collaboration de classes du Parti Socialiste de 1936, la classe ouvrière a vu réduire son pouvoir d'achat aux 7/10èmes de ce qu'il était en 1936. Je ne pense pas que, dans l'esprit de Moch, il se soit agi d'un mea culpa. Je vois d'ici sa réponse. Moch rappellera les efforts de Blum, pour la baisse du coût de la vie et les efforts de Daniel Mayer pour essayer d'augmenter nos salaires, mais il dira - et c'est l'argument certainement de nos camarades participationnistes - il dira : le pouvoir d'achat a baissé de 3/10èmes depuis 1936, mais si nous n'avions pas été au gouvernement, il aurait baissé davantage.

Et c'est là, mes camarades, le nœud de la question. C'est là le point crucial du drame qui a consacré le divorce du Parti Socialiste et de la majorité de la classe ouvrière. C'est que nous sommes plus exigeants que cela de notre Parti Socialiste. Nous ne voulons pas qu'il soit seulement l'artisan d'un moindre mal et si jamais un exemple devrait être cité, je prendrais celui de la résistance, souvenez-vous. Quelques cruelles qu'elles soient, les déportations commises par un allemand ne nous heurtaient pas, mais ce qui nous blessait profondément, c'était quand un Laval envoyait notamment nos enfants en Allemagne. Le mal n'est pas un mal en soi d'une valeur absolue ; il prend des proportions plus douloureuses quand il est commis par un homme qui devrait normalement être un frère.

Or, nous savons, je crois - j'en suis persuadé - que la présence de nos camarades a limité les dégâts, que nos salaires qui ont formidablement baissé auraient baissé davantage si nos camarades n'avaient pas été au ministère. Mais nous disons que nous préférons recevoir 4 coups de bâton de la bourgeoisie parce que cela n'empêche pas notre espoir de la vaincre un jour, alors que nous sommes

douloureusement meurtris lorsque le Parti Socialiste nous donne 3 coups de bâton seulement, parce que c'est tout l'espoir d'une rédemption future qui risque de s'évanouir.
Mes chers camarades, avec les quelques minutes qui me restent, je voudrais vous dire que la conséquence de tout cela, la conclusion pourrais-je dire, c'est que nous devons présenter aux prochaines élections un programme qui soit réellement le programme du Parti Socialiste. Il faut vous rappeler le pathétique appel de Jaurès, de Vaillant, de Guesde, au cours des années qui vont de 1902 à 1919. Il suffit de relire ces programmes électoraux pour se sentir immédiatement dans la foi, dans l'enthousiasme et dans la joie qu'ils savaient inspirer. Eh bien, il faut recommencer à diffuser largement le programme électoral Socialiste, en demandant nettement au pays une majorité pour le réaliser.
Il faut que nous demandions à nouveau la socialisation des moyens de production et d'échange. Il faut qu'un tel programme soit pour regrouper une merveilleuse jeunesse et des militants combatifs. Il est indispensable pour recréer la mystique du Socialisme ; il est aussi le tuteur intérieur qui maintient les hommes la tête haute à la hauteur de leurs buts. Un Parti sans programme est un Parti sans épine dorsale, il est disponible pour toutes les combinaisons, pour toutes les petitesses. C'est par son programme qu'un Parti s'affirme. camarades, ne restons pas dans la position de cet aviateur qui regardait au loin, qui cherchait la cathédrale qui était déjà sous ses pieds. Oui, maisons préfabriquées, énergie thermique des mers et la formidable révolution de l'énergie atomique... Ne sentez-vous pas que c'est le Socialisme qui se lève ? Tout ce que nous voyons autour de nous crie Socialisme ! Au moment où les crises capitalistes atteignent leur point culminant, c'est notre devoir le plus élémentaire de diffuser avec foi, avec courage, le programme de nos devanciers. Il ne manque que des volontés pour le réaliser. Ils ont attendu des années le Socialisme. Maintenant, c'est le Socialisme qui nous attend.
Pour terminer, je voudrais rappeler un mot de Léon Blum, après une campagne électorale. Notre grand camarade disait :
" Le combat s'est livré sans nous ! "
Et bien, si le Parti reprend son programme Socialiste, il sentira de nouveau autour de lui la haine bienfaisante des possédants, qui auréolait Guesde et Jaurès. Que le Socialisme reprenne sa physionomie de jadis, qui n'est ni le visage anémique de la social-démocratie, ni le masque barbare du Stalinisme. Entre les pourrissements de la république bourgeoise, les faiblesses de la social-démocratie et le Stalinisme oppresseur, il y a place pour un grand Parti Socialiste révolutionnaire, qui unira le respect de l'homme aux nécessités d'une production collective, et conduira la classe ouvrière vers la république Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Ramadier, pour 50 minutes.

Paul Ramadier

Mes chers camarades,

Je ne crois pas qu'en dehors des journaux Communistes, personne ces jours derniers ait offert au Parti Socialiste de Participer au gouvernement. Aussi bien est-ce la sagesse même que ce sujet d'habitude brûlant n'ait, pour ainsi dire, tenu aucune place dans nos débats actuels et je crois, pour ma part, que ce serait une erreur grave, dans la résolution du Congrès, de prendre Parti sur une Participation, soit pour la réclamer, soit pour la refuser.

Le problème n'est pas actuel et tout le monde a répété depuis bien des réunions du Parti que le problème de la participation était un problème d'opportunité, que nous ne rejetions aucune arme et notamment pas celle-là, mais que nous nous réservions, le moment de l'employer et la manière de nous en servir.

Ainsi donc, pas de problème pressant, pas de décision à prendre et je dirai, de ce fait, nécessité de garder le silence. Il ne faut ni solliciter, sous une forme directe en demandant, ni solliciter sous une forme indirecte en refusant. Cela, pour autant, ne fait pas disparaître le problème de fond. Le Parti a décidé de quitter le gouvernement, mais il s'est tout de même trouvé en présence du problème de la majorité et il n'y a pas de différence de nature entre le problème de la Participation et le problème de la majorité. En vérité, nous avons été, dans ces quelques mois qui se sont écoulés depuis le départ de nos ministres du gouvernement, dans la nécessité de continuer notre participation à la majorité, d'apporter notre soutien à un gouvernement auquel nous n'appartenions plus.

Je crois, quoiqu'on fasse et quoiqu'on dise, que cette nécessité ne disparaîtra pas pendant cette législature et qu'elle ne pourrait disparaître que si les résultats des élections prochaines étaient essentiellement différents des résultats des élections de l946.

Il est, bien entendu, trop tôt pour les apprécier, mais il n'est pas trop tôt pour dire qu'à l'heure actuelle, si nous retirons nos votes, le gouvernement tombe à 230 et quelques voix et qu'il a contre lui l'opposition Communiste, l'opposition Gaulliste et qu'il suffit d'un souffle, d'un rien pour le renverser. Notre abstention peut créer l'instabilité ministérielle. Notre opposition la crée sûrement et nous nous trouvons placés dans cette situation singulière, mais à laquelle je vous appelle à réfléchir, que si nous entrons dans une opposition nette, si nous provoquons la chute du gouvernement, nous sommes par un jeu pour ainsi dire automatique, amenés à voir l'un des nôtres appelé à constituer le gouvernement. Solliciter demain ceux qui, hier, nous sollicitaient, s'engager dans des négociations qui nous lient dans la mesure où nous obtenons des concessions et qui, en définitive, nous ramènent dans le circuit dont nous aurions voulu sortir. Il y a donc une nécessité, imposée par les

chiffres, contre tout ce que nous voudrions, et nous ne pourrions y échapper qu'en acceptant de gaieté de cœur, en faisant pour ainsi dire de nos nains, une majorité réactionnaire, à laquelle seraient intégrés les Gaullistes, dont nous porterions la responsabilité dans le pays.
Je crois que, dans l'opposition, ayant fait cela, ayant sur notre gauche la surenchère Communiste, l'opération serait singulièrement dangereuse pour le Parti, et pour sa propagande, et pour les résultats des élections de demain.
En vérité, nous sommes liés à la IVème République. C'est nous qui l'avons faite. Nous avons nécessairement une influence considérable sur elle et sur son destin et si nous l'abandonnons, les périls qu'elle court et qui sont graves - et que nous avons dénoncés maintes fois - croîtraient alors dans une proportion qui engagerait lourdement notre responsabilité de Parti. Aussi bien, je ne me fais aucune illusion : nous sommes liés au soutien, et si demain, la question de la Participation se posait à nouveau, nous serions obligés de l'examiner d'une manière approfondie et je ne sais pas ce que nous déciderions, mais je sais qu'il y aurait, en tout cas, de très fortes et de très sérieuses raisons pour que nous l'acceptions. Seulement, voyez-vous - et je crois qu'il faut que nous prenions bien garde à cela - sachant que la Participation est dans notre destin, que nous sonnes liés à elle par une sorte de fatalité, même contre notre gré, et bien, il faut bien prendre garde à ne jamais prendre quelqu'une de ces attitudes qui paraissent faciles, mais qui, en définitive, affaiblissent notre position et nous amènent en dernier lieu à Participer dans des conditions plus mauvaises, avec une situation affaiblie.
Ce qu'il faut, c'est que, soutien ou Participation, notre Parti ait une position solide, une action incontestable sur le gouvernement et, par conséquent, qu'on sache où il va et que son but n'est pas une abstention négative, une espèce de carême prolongé, mais que c'est une action positive, constructive, qui a des buts et qui ne sacrifie qu'à ces buts, et que ces buts soient conformes à l'intérêt général, à l'intérêt républicain.
C'est pourquoi Jules Moch, ce matin, dans un discours que je regrette profondément de n'avoir pas entendu, mais j'étais pris ailleurs, a eu raison de diriger nos esprits vers les problèmes et vers les solutions. Il faut que ce soit non pas la recherche d'un programme, mais à la recherche d'un certain nombre d'idées positives, simples, et épousant les sinuosités de la situation présente que nous appliquions nos esprits, autant que j'aie pu en juger, il est certain que le cadre qu'indiquait Jules Moch était vraiment le cadre dans lequel nous devons nous placer. Un certain nombre de positions négatives que nous devons prendre et qui sont caractéristiques de notre attitude, nous devons dire : pas d'atteinte aux nationalisations, pas d'atteinte â la sécurité sociale, pas d'atteinte à la laïcité. Ce sont là trois choses essentielles, fondamentales pour nous. Celui qui va contre l'une de ces institutions, en réalité, nous sommes amenés à le considérer comme se

lançant dans une entreprise réactionnaire et nous ne pouvons pas l'aider dans son entreprise.
Je dirai, car il faut le faire, que nous devons en ce moment mettre l'accent sur la laïcité, non pas pour se lancer à l'offensive, nous savons bien que le moment n'est pas venu, mais par ailleurs, on attaque, et il faut bien que l'on comprenne qu'il y a là quelque chose pour nous d'essentiel, non pas seulement pour nous, mais pour une très large Partie de l'opinion française, et que ce soit sous la forme de subvention ou sous telle autre forme, il ne nous est pas possible de laisser passer la part cléricale.
(Applaudissements)
C'est l'intérêt de nos idées ; c'est aussi l'intérêt de la France et de la République, que ce problème ne soit pas soulevé. Comment ? au moment où tant de problèmes économiques ou internationaux, posent pour la France des questions majeures, des questions de vie ou de mort, est-ce qu'il serait concevable que nous nous abîmions dans une sorte de guerre religieuse, de grand conflit entre cléricaux et anticléricaux ?
Oui, nous savons bien que nous en sortirions vainqueurs, car chaque fois que les cléricaux ont soulevé le problème, ils ont été battus.
(Applaudissements)
Cela a pu durer plus ou moins longtemps, mais le résultat, c'est évident, s'est toujours produit inéluctablement. Seulement, pendant l'intervalle de cette grande querelle, ce seraient tous les intérêts nationaux, tous les intérêts sociaux qui seraient en souffrance et, en vérité, s'engager ainsi, ce serait méconnaître l'essentiel de notre œuvre.
Je veux penser qu'on le comprendra, mais je crois aussi qu'il est nécessaire que les orateurs qui parlent à cette tribune le disent avec assez de clarté, pour que l'on sente bien qu'il y a là quelque chose sur quoi il nous est absolument impossible de faire une concession de principe.
Mais il y a d'autres problèmes, sur lesquels je pense qu'il est nécessaire que nous réfléchissions, problèmes économiques. Il est sûr qu'aujourd'hui, nous avons franchi une étape importante, décisive. Il est sur que, grâce à la politique française, grâce à l'effort de production de la France entière, grâce au Plan Marshall, nous sommes parvenus à rétablir notre production et à rétablir l'équilibre intérieur, de telle sorte que les problèmes d'inflation se sont amenuisés, que l'équilibre budgétaire est, vaille que vaille, établi, que la hausse des prix a pu se trouver frétée.
Mais si l'on peut dire - comme le précisait Guyon ce matin - que ces résultats sont encore précaires, il faut aussi se rendre compte que, dans le moment présent, naissent des problèmes exactement contraires à ceux que nous rencontrions hier que la naissance de ces problèmes, issus de la déflation, montre que le résultat atteint est peut-être plus solide qu'on ne croit, et que ce qu'il faut redouter

aujourd'hui, c'est l'entrée dans une période de crise dont on dit, dont les économistes disent bien qu'elle n'est pas une grande crise majeure, mais dont je sais, moi, que les commencements sont déjà relativement sévères et qu'en définitive, les prophéties sont, en cette matière, souvent trompeuses. Alors, prenons garde et soumettons à une révision toute notre politique économique.

Aujourd'hui, survivent dans cette politique économique, la plupart des recettes, des prescriptions, des moyens de la politique de lutte contre l'inflation. Hé, mais, voyons ! nous sortons avec notre parapluie, alors que le soleil commence à piquer assez dur. Nous mettons notre pardessus alors qu'il commence à faire très chaud ! croyez-vous que ce soit raisonnable ? Peut-être est-ce, en effet, une conséquence de l'inertie des Institutions qu'elles ne sont exactement au point qu'au moment où elles ne servent plus à rien, mais ce n'est pas une raison de continuer à s'en servir. Il faut, à l'heure actuelle, que résolument, nous envisagions les nouveaux problèmes. Oh ! je sais bien qu'il faut encore être prudent et qu'il reste des germes d'inflation possible et que, peut-être, si nous agissions avec trop de hâte, on verrait repartir ces germes, on les verrait grandir, on verrait de nouveau la maladie nous gagner. C'est possible, mais cette crainte ne doit pas nous empêcher d'avoir l'autre crainte et qui est plus grave. On a restreint les crédits. J'aurais mauvaise grâce à dire qu'on a eu raison, car pour ma part, j'y ai une responsabilité. Je ne dis pas qu'il faille ouvrir toutes les vannes et lancer des billets de banque par trop grande éclusée, mais je crois que les normes en vigueur hier doivent être revues et élargies. Si une certaine prudence peut être raisonnable lorsqu'il s'agit de crédits à court terme, lorsqu'il s'agit de crédits à long terme, alors elle est déraisonnable et je crains, mais heureusement un peu que nous n'ayons pas de politique de crédits à long terme assez audacieuse et qu'il y a peut-être de ce côté-là quelque chose d'important à réaliser.

Il y a un résidu grave de la lutte contre l'inflation. C'est l'état des salaires. Cela a été un élément et un élément de première importance de la lutte contre l'inflation que la contrainte exercée sur les salaires. Nous avons demandé à la classe ouvrière, nous et tous les Partis, de consentir des sacrifices pour que les prix ne montent pas, et nous avons eu raison quand chaque augmentation, même faible, entraînait une poussée deux fois, trois fois, cinq fois plus grande des prix. Mais croyez-vous que cela puisse laisser un résidu éternel et que jusqu'à la consommation des siècles, parce qu'il a fallu à un certain moment freiner la hausse des salaires pour enrayer la hausse des prix, il soit possible de ne pas rétablir l'équilibre ?

C'est parce qu'il fallait le faire que nous avons demandé, que les Organisations syndicales ont demandé, que le gouvernement a fini par demander et que le Parlement a voté la loi sur la conciliation obligatoire et les conventions collectives. L'application reste encore lente et je crois que, de ce côté-là, il y a un problème majeur. Sans vouloir aller trop vite et trop loin, c'est un problème qu'il ne nous est

plus possible de négliger et qui doit être résolu, de même qu'il a fallu le résoudre en l936, à l'époque où aussi on avait non seulement arrêté l'augmentation des salaires, mais appliqué des baisses considérables, et où le mouvement économique reprenant, sa reprise elle-même était enrayée par cette diminution du pouvoir d'achat de la classe ouvrière, qui pesait sur les développements, plus exactement sur l'essor économique du pays. Nous sommes aujourd'hui dans un temps analogue. Les circonstances passées sont différentes. Les perspectives d'avenir ne sont pas les mêmes. Il n'y a peut-être pas de dénivellation aussi grave dans le sens de la baisse, mais le problème qui se pose est analogue à celui que l'accord Matignon a résolu, dont il a commencé la solution, et je crois qu'aujourd'hui, il est de toute nécessité que nous nous y appliquions et que le gouvernement s'y applique, et qu'il perçoive toutes opinions de cette nécessité à la fois pour la stabilité économique du pays, et pour sa stabilité politique.

Enfin, sans vouloir aborder tous les problèmes, il y en a un dernier, sur lequel je veux appeler l'attention du Congrès, c'est le problème européen. Nous avons toujours considéré qu'il y avait là une chose essentielle, fondamentale, une construction, sans laquelle la renaissance économique et la solidité politique ne seraient pas possibles. Nous voyons malheureusement que l'œuvre entreprise progresse trop lentement. Les pays ne renoncent pas à la plus petite part de leur souveraineté nationale. Autorité politique, européenne... c'est la réclamation de toutes les assemblées et de toutes les réunions ; ce n'est la réalisation d'aucune, et même les projets les plus adroits, les plus subtils, comme celui qu'a présenté Guy Mollet, au nom de la Commission des affaires générales de l'Assemblée de Strasbourg, piétinent assez longuement devant la porte, sans la franchir.

Mais voyez-vous, ce que je redoute le plus, c'est qu'à la faveur de cet immobilisme de l'Europe, de l'idée européenne, nous voyons se dessiner sous diverses formes des tendances issues parfois de la lassitude ou parfois de la méfiance. Tantôt, il noie l'idée européenne dans une idée plus vaste, et le Plan Marshall ou Pacte Atlantique, sert je ne dis pas ces manœuvres, mais à ces propositions qui ont pour effet, pas toujours voulu par leurs auteurs, de dissoudre l'idée européenne et d'y substituer des perspectives qui, à leur tour, se dissolvent dans d'autres perspectives plus étendues.

Cet espèce d'illusionnisme, en vérité, jamais le gouvernement américain n'en a été ni la dupe, ni le complice. Lorsque le général Marshall a présenté en trois lignes son fameux plan, son article 1er, c'était la constitution de l'Europe et son article 2, c'était l'aide américaine à l'Europe constituée.

Et permettez-moi de vous dire que, sur le plan de la défense, avec des nuances historiques, c'est au fond la même idée qui se présente de la même manière : une Europe qui est unie, qui a son institution, qui a sa volonté et qui vient devant l'Amérique, qui s'entend avec elle, qui négocie avec elle, d'où pour l'Amérique la

sécurité plus grande de traiter avec une contrepartie plus forte, d'où aussi sécurité plus grande pour l'Europe qui ne voit pas les diplomaties s'opposer les unes aux autres et les intrigues s'entrecroiser à concurrence de l'affaiblissement commun.
Parfois, c'est un amenuisement de l'idée et, mon Dieu, quand on lit certaines interprétations du Plan Schuman, on est amené à se demander si, pour certains, il n'y a pas une sorte de rétraction de l'Europe à l'Allemagne et à la France, à la sidérurgie allemande et à la sidérurgie française. Alors, évidemment, l'idée de l'Europe se transforme. Ce n'est plus cette idée grandiose que nous avons ensemble envisagée et dans nos Congrès et dans les réunions internationales, et qui, voici deux ans, paraissait si belle, si enthousiaste. Ce n'est plus qu'une espèce de remise au point de certains projets qui ont traîné aux époques les plus odieuses de notre histoire récente. Ce n'est assurément pas la pensée des auteurs du plan. Ils ont évidemment voulu autre chose. L'idée de l'accord franco-allemand, l'accord économique franco-allemand, est une idée grandiose et riche, en ce qu'elle permet non seulement de résoudre bien des problèmes allemands, dans un climat plus favorable, mais encore de donner une base solide, sérieuse, à une extension de l'idée à toute l'Europe, au moins dans des matières essentielles. Mais alors si l'idée est ramenée à ses proportions non seulement ridicules mais odieuses, l'idée européenne est perdue et la France ne peut rien espérer d'un accord qui, la laissant dans le tête-à-tête, ne finirait qu'à aboutir à des conséquences désastreuses pour elle.
Nous devons, en vérité, nous Socialistes, poser comme un principe que le Plan Schuman, que les relations avec l'Amérique doivent se traiter dans la perspective européenne et qu'elles doivent être non pas une arme, pour empêcher de vivre et de se réaliser l'accord entre les nations de l'Europe occidentale, mais au contraire un moyen pour faciliter cet accord.
Mon terrible et redoutable président m'informe que mon temps de parole est expressément terminé. Je ne dirai plus que deux mots. Bans le cadre de cette action, nous devons agir dans les semaines qui viennent, dans les mois qui viennent, et si notre position à l'heure actuelle reste un peu indécise, du fait du départ du gouvernement, du moins que l'on sache bien que nous acceptons toutes les responsabilités, mais que nous voulons aussi, acceptant toutes ces responsabilités, que la politique française soit, dans une certaine mesure, marquée du sceau de notre esprit. (Applaudissements)

Le président - La parole est à Gaston Defferre, pour 20 minutes.

Gaston Defferre

Camarades,
Tout à l'heure, avant que Ramadier ne prenne la parole, je lui ai demandé de me

céder son tour de parole, en lui disant :
- Toi, tu es sûr qu'on t'écoutera, tandis que moi, si je prends la parole après toi, j'ai la certitude que le Congrès qui t'aura écouté attentivement, sera distrait quand je monterai à la tribune et qu'on ne m'écoutera point.
Mais je ne regrette qu'à moitié que Ramadier ait parlé avant moi, parce que je voudrais avec toute l'estime et tout le respect que je lui porte, répondre à la première partie de son discours.
Ramadier, dans ses premières déclarations, nous a dit, en quelque sorte : nous sommes condamnée au soutien. Cette remarque m'a rappelé une déclaration faite par un président du Conseil, il y a quelques mois, et qui avait eu un certain retentissement, quand M. Queuille, je crois, un jour, s'adressant à la majorité qui le soutenait à l'Assemblée, lui a dit :
" Nous sommes condamnés à vivre ensemble " et pourtant, nous nous sommes quittés et nous ne sommes pas morts.
Les déclarations de Ramadier m'ont inspiré une deuxième remarque : ne pensez-tous pas si, dès maintenant, nous déclarons que nous sonnes décidés à maintenir notre soutien au gouvernement, que nous allons perdre toutes les chances que nous avons d'agir sur ce gouvernement, de lui imposer, dans certains cas, notre volonté, puisqu'il saura à l'avance que quoi qu'il fasse, même s'il fait des choses qui nous déplaisent, nous maintiendrons le soutien que nous lui avons accordé, pour ne pas risquer de déclencher une crise dont, une fois de plus, on nous dira qu'elle risque de mettre en péril les institutions républicaines.
Je sais que Ramadier n'est pas allé jusque-là et qu'il a déclaré qu'il y avait trois grands sujets auxquels nous ne devions pas laisser toucher, c'est je crois - si j'ai bien compris - les nationalisations acquises, la sécurité sociale et la laïcité.
Je pense qu'il est dangereux même de faire une déclaration de cette nature, car alors, il semble que cela nous interdise de retirer notre soutien au gouvernement, quand il s'agira d'autres questions, pourtant très importantes, comme celle des salaires, comme celle de la guerre d'Indochine, comme celle du Plan Schuman, à propos de laquelle nous avons vu qu'il y avait, dans le Congrès, des positions tout de même assez précises, et qui ne concordent pas exactement avec celles que semble prendre M. Schuman, comme celle des crédits militaires, ou môme comme celle de l'amnistie, car enfin, si pour avoir une majorité pour stable, le gouvernement essaie d'obtenir les voix de la droite en proposant une certaine forme d'amnistie, est-ce que vous pensez que notre Parti, après le rôle qu'il a joué dans la Résistance, peut accepter que certaines choses soient faites dans ce domaine ?
(Applaudissements)
Je veux faire à ce sujet une dernière remarque. Les événements vont vite en ce moment, plus vite même qu'on ne pourrait le prévoir. En février, quand nos ministres - je me permets de leur faire ce compliment, avec une discipline à

laquelle le Parti n'a peut-être pas rendu assez hommage - ont quitté le gouvernement, il semblait que ce n'était qu'un accident très provisoire, il semblait qu'après près de 5 ans de participation, nous étions voués à revenir tout de suite au gouvernement et dans l'opinion, il y avait une grande incrédulité dans la possibilité d'un gouvernement sans les Socialistes. Et pourtant, les mois ont passé et aujourd'hui, pour nous, la question qui se pose est beaucoup moins celle de la Participation que de savoir quelles sont les conditions que nous allons poser pour maintenir notre soutien au gouvernement.

Je pense, camarades, que dans ce congrès, nous devons définir ces conditions, car c'est la première de toutes les questions qui se posera pour les groupes Parlementaires quand nous reprendrons nos travaux. Il faudra, à ce moment-là, que nous sachions quelle est la volonté du Parti, quelle attitude nous devons adopter par rapport au gouvernement, sur certaines grandes questions.

Mon intention aujourd'hui n'est pas, à cette tribune, dans le temps de parole qui m'est imparti, d'examiner toutes ces questions ; mon intention n'est que de parler d'une seule, celle de l'Indochine, mais avant de le faire, je voudrais faire une dernière remarque sur l'aspect Particulier de la situation dans laquelle nous sommes, à savoir qu'il semble que, n'étant plus au gouvernement, nous sommes bien plus à notre aise pour poser des conditions, pour dire : nous ne soutiendrons le gouvernement qu'à telles et telles conditions. Il semble que nous sommes plus à notre aise qu'il y a quelques mois, quand nous étions présents au gouvernement. Or, nous savons que si nous avons le devoir de définir clairement et nettement un certain nombre de positions, un certain nombre de conditions, nous avons aussi le devoir de nous rendre compte qu'en déclenchant une crise, nous poserons de nouveau la question de la Participation qui, si elle n'est pas posée aujourd'hui, sera peut-être posée demain si une crise politique existe. Et notre fédération - celle au nom de laquelle je prends la parole aujourd'hui - des Bouches-du-Rhône a demandé dans son congrès que, dans ce cas, - est-ce parce qu'on a gardé quelques mauvais souvenirs, de la façon dont évoluaient certaines crises précédentes, ou de la façon dont elles ont été résolues - notre fédération a demandé, dans ce cas, qu'un Conseil national soit convoqué et qu'aucune Participation ne puisse être décidée sans que le Conseil national ait donné son avis.

Nous ne demandons pas qu'un Conseil national siège pendant toute la durée de la crise. Il n'en est pas question. Nous demandons simplement que si cette éventualité se produisait le Conseil national soit appelé à prendre des décisions de principe qui, ensuite, seront appelées à être appliquées par les instances régulières du pays.

Et maintenant, camarades, je veux en quelques mots définir non pas ma position - car je n'ai pas la prétention d'avoir une position personnelle - mais essayer de définir la position de quelques camarades avec qui j'ai pu avoir l'occasion de m'entretenir depuis longtemps et, plus Particulièrement, ces jours-ci du problème

de l’Indochine.
Je crois qu’il n’est pas inutile de faire un très bref rappel du passé.
Immédiatement après le déclenchement du conflit, dès le début de l’année l947, notre position a consisté à dire, vous vous le rappelez : il faut traiter avec Ho Chi Minh. A ce moment-là, nous nous sommes heurtés à la majorité de l’opinion publique et de l’opinion Parlementaire, qui pensait que cette affaire d’Indochine pouvait être résolue par la force, que bientôt la guerre d’Indochine serait terminée par une victoire française. Nous qui disions que ce n’était pas une méthode à employer et qu’en tout cas, même si on ne pensait pas comme nous sur ce point, la guerre ne mènerait à rien, nous nous attirions des sarcasmes et des ripostes telles que nous n’avons pas été écoutés.
Les mois ont passé. Le conflit d’Indochine a évolué et, aujourd’hui, nous nous apercevons que son caractère a considérablement changé.
Quand on a mis en avant la solution Bao-Daï, nous avons attiré l'attention de l’opinion sur les dangers de cette opération. Quand les Communistes chinois ont avancé vers la frontière de l’Indochine, nous avons jeté un nouveau cri d’alarme et je crois que c’est Rosenfeld qui, ici, a demandé que
l’on fasse un recours à l’ONU pour saisir les plus hautes instances internationales du conflit et essayer d’arrêter la guerre d’Indochine.
Nous n’avons pas davantage été entendus et je dois ici avoir la franchise de dire que si nous n’avons pas été entendus, c’est non seulement parce qu’une large Partie de l’opinion ne partageait pas notre façon de voir, mais c’est aussi parce que notre Parti n’a jamais fait de cette question une question de gouvernement. C’est parce que, chaque fois que la question s’est posée au Parlement, notre groupe, notre Comité directeur, notre Parti lui-même, nous ont donné mandat de faire des déclarations rappelant les positions du Congrès, mais ont décidé - dans des circonstances politiques intérieures qui le justifiaient, je le reconnais - de ne pas faire de ce problème un problème essentiel sur lequel on pouvait déclencher une crise. Il fallait que je le dise, car nous allons, maintenant que la situation en Indochine s’est encore aggravée, avoir à prendre des décisions dans ce Congrès. Nous voterons sans doute après-demain une motion qu’il s’agira pour le Congrès non seulement de voter sur un texte, mais de nous donner un mandat précis et de dire ce qu’il entend que nous fassions de ce texte, c’est-à-dire s'il doit être simplement un texte de propagande ou si, au contraire, ce doit être un mandat qui sera donné aux parlementaires de faire prévaloir ce texte, même au risque d’une crise ministérielle.
Je pose la question et je demanderai au Congrès de la résoudre avant de se séparer.
En ce qui concerne le fond du problème, aujourd’hui, tout le monde est d’accord pour reconnaître que cette guerre d'Indochine qui, hier, était une guerre à forme de guerre coloniale, qui était une guerre entre les troupes françaises et le Vietminh

révolté contre la France, est une guerre qui, du fait de la reconnaissance de Mao-Tsé-Tong, de la reconnaissance de Staline, de la position prise par les puissances occidentales, a pris le caractère d'un conflit international.
Désormais, le territoire de l'Indochine est un de ces points du globe sur lequel les deux blocs s'affrontent, non seulement dans le cadre de la guerre froide, mais ce qui est plus grave encore, les armes à la main. On sait comment cela commence. On annonce maintenant que des avions à réaction tusses survolent la frontière de Chine et font des essais en Indochine. C'est d'abord le matériel, puis ce sont les techniciens, puis ce sont les instructeurs qui arrivent sur le théâtre des opérations. Cela commence du côté de la Chine Communiste ; cela continuera du côté de l'Indochine française, avec les armes et les techniciens américains. Et nous savons aussi - si nous savons comment cela commence - comment cela peut finir !
(Applaudissements)
Si bien que nous disons, nous, que maintenant ce conflit dépasse le cadre du conflit franco-vietnamien, qu'il est entré dans le cadre du conflit mondial et que si on n'y prend garde, si on ne fait rien pour l'arrêter, le feu qui est allumé en Indochine peut être le commencement de l'incendie qui embrasera le monde entier.
La solution... Oh, je sais qu'elle n'est pas facile à trouver ; qu'il est plus facile de mettre un congrès en garde contre les dangers d'une guerre de cette nature que de lui apporter la solution qui éteindra l'Incendie.
La première chose que je veuille faire à cet égard, c'est de rappeler que si on nous avait écouté depuis 4 ans, sans doute, on n'en serait pas où on en est aujourd'hui et qu'il est facile de commettre toute une série d'erreurs, mais qu'il est peut-être moins facile de les réparer ensuite !
(Applaudissements)
La solution ? Les uns disent : retrait du corps expéditionnaire.
Eh bien, camarades, je déclare nettement qu'en ce qui me concerne, je n'approuve pas cette solution, parce qu'elle tourne le dos au but que nous nous sommes fixés.
Quel est le but que nous avons choisi, nous les Socialistes ?
Nous avons dit : nous voulons assurer l'indépendance du peuple vietnamien. Nous voulons lui permettre de choisir librement ses institutions et ses dirigeants et je me permets ici de faire une courte parenthèse.
Il y a un point sur lequel notre Congrès doit déclarer nettement son sentiment. Nous devons dire que nous, nous ne renonçons pas à ce but, parce que la guerre d'Indochine a pris le caractère d'un conflit international. Nous ne devons pas, sous prétexte qu'il faut lutter contre la Russie Soviétique, oublier pour autant les engagements que nous avons pris à l'égard du peuple vietnamien et lui faire supporter, à lui et à lui principalement, le poids de cette guerre, en maintenant le régime qui existe là-bas.
(Applaudissements)

Retrait du corps expéditionnaire... Est-ce que cela nous permettra d'atteindre les résultats que nous recherchons ? Est-ce que cela permettra de donner l'indépendance à ce peuple ? Non, nous le savons, même si le retrait du corps expéditionnaire était une solution possible et sur le plan matériel, - et il suffit de poser la question pour rappeler qu'elle est loin d'être résolue - même dans ce cas, si nous partions, nous savons que nous livrerions l'Indochine tout entière, pas seulement le Viêt-Nam, mais aussi le Laos, le Cambodge et aussi le Siam, à la puissance soviétique qui en ferait un pays satellite, comme ces pays d'Europe orientale. Alors, il ne serait plus question d'indépendance nationale pour l'Indochine. Quant aux libertés intérieures, aux possibilités de choisir ses institutions ou ses dirigeants, nous savons parfaitement que si le régime Communiste était établi là-bas, ces libertés n'existeraient pas.

Par conséquent, le retrait du corps expéditionnaire en plus de tous les inconvénients qu'il pourrait comporter dans la situation actuelle, ne nous permettrait pas d'atteindre le but que nous devons nous fixer dans cette affaire d'Indochine : indépendance du peuple vietnamien et liberté pour lui de choisir ses Institutions.

Poursuivre la guerre... Est-ce que c'est alors la seule solution qui nous reste ? Est-ce que nous sommes pris dans un dilemme à deux branches dont nous ne pouvons pas sortir ? Est-ce que nous devons dire, puisqu'on ne peut pas retirer le corps expéditionnaire, qu'il faut alors continuer la guerre ? Non, camarades, nous avons le devoir de dire au gouvernement qu'il y a autre chose à faire que cela. Hier, nous disions : il faut s'adresser à l'ONU pour que le Conseil de sécurité ou une autre instance internationale, désigne les médiateurs qui essaieront d'obtenir la cessation des hostilités et l'armistice établi, ensuite, de libre-sélections.

Aujourd'hui, ce stade est déjà dépassé. Non seulement nous avons le devoir de saisir les plus hautes instances internationales, mais nous devons, si nous voulons inspirer confiance aux nationalistes vietnamiens qui se battent, dans quelque camp qu'ils soient, non seulement prendre comme nous l'avons fait jusqu'à maintenant - et dans une forme meilleure que celle que nous avons choisie jusqu'à présent, car pour ma part, les engagements que nous avons pris vis-à-vis de Bao-Daï ne me paraissent pas donner au peuple vietnamien toutes les garanties qu'il a le droit de revendiquer - nous devons, dis-je, non seulement prendre des engagements vis-à-vis du peuple vietnamien, mais des engagements vis-à-vis de cette autorité internationale à laquelle nous nous adressons, et lui dire :

- Nous vous demandons de vous saisir de ce conflit et nous prenons l'engagement vis-à-vis de vous, nous français, le jour où la paix sera rétablie, de faire tout ce qu'il sera en notre pouvoir pour assurer véritablement l'indépendance de ce pays et lui permettre de choisir librement ses institutions.

Si nous prenons cet engagement vis-à-vis de l'ONU ou d'une autre instance internationale, il aura un retentissement, il aura une valeur beaucoup plus grande

que les engagements que nous avons ou prendre jusqu'à maintenant et il sera, j'en suis persuadé, entendu avec beaucoup plus de sérieux et beaucoup plus de crédulité, à juste titre, par le peuple vietnamien, qui - il faut le reconnaître - n'a peut-être pas lieu d'être satisfait de ce que nous avons fait jusqu'à aujourd'hui.
Voilà, camarades - car il ne me reste plus que deux ou trois minutes et il me faut terminer - je crois, la proposition qui devra sortir de notre Congrès. Oh ! je sais bien que nous ne sommes pas sûrs pour autant de rétablir la paix en Indochine ! Je sais bien que nous ne sommes pas maîtres des événements ! mais je crois qu'avec cette solution, nous avons une chance de sortir enfin de ce conflit atroce. Je crois qu'en agissant ainsi, nous faisons un geste qui sera compris non seulement de toutes les puissances internationales qui, à juste titre, à certain moment, ont critiqué notre attitude dans cette affaire, mais que nous serons compris aussi de ces peuples d'Asie - pas seulement du peuple vietnamien, mais de tous les peuples d'Asie pour lesquels la France, le jour où elle a déclaré qu'elle faisait l'Union française, a accompli un grand geste. Soyons fidèles, camarades, aux espérances que nous avons fait naître et nous pourrons alors penser que, peut-être, nous rétablirons la paix en Indochine. ...(Applaudissements)...

Le président - La parole est au camarade Gouin, pour 25 minutes.

Félix Gouin

Camarades, je voudrais appeler très rapidement l'attention du Congrès sur la nécessité qui s'impose à nous, non seulement de surmonter la crise d'effectifs que nous avons subie dans le cours de ces dernières années, mais de reconquérir au Socialisme une plus large audience des masses.
C'est là un problème grave, vital, qui dépasse de loin et de haut le cadre national, car malheureusement, il ne se pose pas seulement pour la France, mais il se pose encore pour l'ensemble des Partis Socialistes européens.
Quand on aborde un tel problème, une première question se présente naturellement à l'esprit : quelle a été la base, quel a été le fondement du rayonnement Socialiste au cours du l9ème siècle ?
Je dis, camarades, qu'il n'y a pas une seconde d'hésitation sur la réponse à faire : ce qui a fait le prestige, ce qui a fait la force et ce qui a déterminé par là l'essor du Socialisme, c'est l'analyse véritablement géniale du système capitaliste par Karl Marx.
C'est aussi sa méthode d'explication, de conception matérialiste de l'histoire, et c'est enfin sa vue réaliste et lucide des moyens d'action du prolétariat pour la transformation du monde.
C'est en effet - je crois que nous ne devons pas l'oublier - ce magnifique ensemble doctrinal et tactique qui, pendant près d'un siècle, a constitué - cela n'est pas

douteux - un pôle d'attraction incomparable pour les idées Socialistes.
Je dis, camarades, que ce que Karl Marx a fait au siècle dernier, nous devons, nous, le faire, à l'aurore du siècle nouveau et, en partant précisément de l'esprit d'analyse et en même temps de la dialectique Marxiste, je répète que nous avons le devoir urgent, impérieux, de repenser les problèmes que pose devant le Socialisme l'évolution tout à fait nouvelle du système capitaliste.
Voir clair dans cette évolution Capitaliste, essayer d'en dégager les lignes générales, essayer d'en démêler les raisons profondes, c'est là, à mon sens, la tâche essentielle du Socialisme à l'heure même où notre Congrès s'occupe de problèmes qui intéressent notre Parti.
Pourquoi cela, camarades ? Mais parce que ce n'est qu'en partant d'une telle analyse que nous pourrons dégager une politique nette, une politique claire, une politique efficiente, qui seule, peut noua permettre de reprendre notre marche ascendante et de reconquérir l'audience des masses, que nous dispute aujourd'hui, vous le savez, ce Marxisme frelaté que rapport, au temps où il était des nôtres, qualifiait si durement et si justement à la fois de " Socialisme à la sauce tartare ".
Tel est, camarades, le cadre général de mon intervention qui, je le pense, est au cœur des problèmes que nous devons agiter au cours de ce Congrès et qui, par conséquent, méritent, je le crois, examen et attention de notre part pendant quelques minutes.
Tout d'abord, je voudrais, camarades - comme le faisait ce matin avec tant de maîtrise et en même temps de précision, notre camarade Jules Moch - je voudrais tout d'abord indiquer où en est, à mon sens, le Capitalisme international. Est-ce qu'il est en voie d'extension comme certains le prétendent ? ou au contraire, glisse-t-il vers la décadence et le déclin ?
Je dis, camarades, que lorsqu'on pose cette double question, il est peut-être difficile de porter sur ce point ton jugement de valeur et de fond, mais ce que l'on peut dire, ce que l'on peut discerner, c'est que le capitalisme étant un état d'évolution et d'adaptation aux conditions tout à fait nouvelles que les deux guerres mondiales de 1914 et de 1940 lui ont imposées, car à côté des causes techniques, analysées ce matin par notre ami Jules Moch, il n'est pas douteux que le double conflit de 1914 et de 1940 ait bouleversé de façon prodigieuse la structure du Capitalisme international. Avant ce double conflit, il est certain que le capitalisme, en général, était en état d'extension, aussi bien en Amérique qu'en Europe, parce qu'il avait à sa disposition un immense marché, constitué à la fois par les continents peu évolués, comme l'Asie ou l'Afrique, et aussi par les nations insuffisamment équipées, comme la Russie, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Serbie.
La guerre de 1914 et surtout la guerre de 1940, a bouleversé et amenuisé considérablement ce marché mondial. Pour faire face à leurs besoins essentiels, ou pour participer elles-mêmes au conflit dans lequel elles ont été entraînées, la

plupart des nations. Jusqu'alors pauvrement industrialisées, ont fait un effort d'équipement prodigieux, telles par exemple, l'Australie, l'Inde, le Japon, la Tchécoslovaquie ou l'Italie. Cet équipement a durement atteint - c'est le point qu'il faut dégager - le capitalisme européen.

D'autres facteurs allaient, du reste, diminuer son emprise traditionnelle. Je veux les rappeler brièvement devant vous.

La révolution russe de 1917, qui a été suivie, après, en 1945, d'une série de révolutions qui se sont produites sous son égide, en Pologne, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Yougoslavie. Toutes ces révolutions-là ont abouti, en chacun de ces pays, à l'institution de vastes Capitalistes d'état, qui ont réduit d'autant la marge d'extension du capitalisme européen.

N'oublions pas enfin de souligner que, dans des nations démocratiques comme la France, l'Italie ou l'Angleterre, nous avons nationalisé de vastes secteurs autrefois générateurs de profits privés, aujourd'hui perdus pour le capitalisme européen.

Si nous poussons plus avant cette analyse - que je schématise volontairement - on s'aperçoit que d'autres causes d'affaiblissement du capitalisme européen se sont greffées sur la récente guerre de l940. L'outillage européen, par exemple, qui pendant plus d'un siècle avait bénéficié d'une primauté incontestable, a été ou bien détruit par la guerre, ou bien usé par le terrible conflit qui a affecté plus particulièrement les usines de notre ancien continent.

Ce n'est pas seulement l'outillage qui a souffert de la guerre, c'est aussi son dérivé, en l'espèce la primauté financière de l'ancien continent, qui avait été, en quelque sorte, le couronnement de longs siècles d'efforts. Nous avons été pendant longtemps, nous européens, un continent riche, une sorte de coffre-fort international, un vaste clearing, créditeur sur tous les postes essentiels. L'Europe est aujourd'hui en posture débitrice et j'ajoute dangereusement débitrice, et qui accentue son affaiblissement; ce qui risque de l'accélérer, c'est la coupure qui s'est faite entre les états européens de l'occident, ce qui a rompu les courants normaux d'échanges entre l'Est et l'Ouest.

Un seul chiffre, camarades, vous donnera la mesure impressionnante de cette chute de potentiel en l938, les échanges occidentaux avec les pays orientaux se montaient en valeur à 2 milliards de dollars environ ; aujourd'hui, ce volume d'échanges est tombé d'environ 50%, ce qui revient à dire, par conséquent, que le champ d'extension du capitalisme européen, rien que sur ce poste-là, s'est rétréci de façon sensible. Il a perdu la moitié de ses débouchés.

Je dis, camarades, qu'il faut tirer les enseignements de cette rapide analyse et en voir les conséquences. Il est clair, il est certain, que tous ces bouleversements ont sapé la primauté financière et industrielle du capitalisme européen, qui a perdu pour longtemps sans doute la puissance d'extension qui lui était propre et, du même coup, ceci devait être la conséquence de cela, on a vu apparaître dans le monde une

primauté nouvelle, celle du capitalisme américain.
Celui-ci n'a pas eu à subir, comme le nôtre, les destructions matérielles de la guerre. Il n'a souffert ni dans sa richesse humaine, ni dans ses sources de matières premières, ni dans son équipement collectif, miraculeusement épargné par le séisme dévastateur qui a ravagé l'Europe. Il a su perfectionner ses méthodes. lia amélioré considérablement ses techniques. Il a poussé à fond la recherche scientifique dans tous les domaines et, le résultat, c'est qu'au terme de l'affaissement et du déclin du capitalisme européen, le capitalisme américain s'est trouvé en pleine force ascensionnelle et, par là, ne l'oubliez pas, merveilleusement préparé à suppléer et au besoin, à remplacer dans toutes les branches d'activité le capitalisme européen, qui avait été autrefois son initiateur et son maître.
Certes, camarades - il faut le dire et le répéter - l'Europe aurait pu échapper à l'emprise américaine, si au lendemain de la guerre de l940, la Russie Soviétique avait compris son rôle et si elle avait rempli son devoir de politique qui s'offrit à elle au lendemain de la victoire à laquelle elle avait pris tant de part. Elle pouvait pratiquer une politique de générosité humaine, de compréhension européenne, de solidarité Socialiste. Devenue par la force même des choses une puissante nation militaire, la Russie Soviétique pouvait, d'un seul geste, obtenir l'éternelle reconnaissance des peuples, en prenant la tête du désarmement et de l'unification de l'Europe. Si elle avait ajouté à la grandeur d'un tel acte la mise en commun de ses immenses ressources et de celles des autres états, elle eût fondé, cela n'est pas douteux, une magnifique fédération des peuples européens qui, dans la lumière et dans la joie, aurait fait rayonner le Socialisme à travers le monde.
Malheureusement pour nous, malheureusement pour l'Europe, la Russie Soviétique a délibérément tourné le dos à cette politique de sagesse et de fraternité humaine. Enivrée de sa gloire militaire, elle s'est lancée d'abord seule parmi toutes les autres nations alliées, dans une politique d'annexion territoriale, dont elle n'avait cependant nul besoin, quand on dispose comme elle de la sixième partie de la superficie du globe. Grisée également par l'efficience de certaines de ses méthodes de gestion ou de ses procédés de gouvernement, elle les a imposés par la force aux états satellites dont elle a dirigé les premiers pas dans la voie du bolchevisme, mais ce qu'il y a de plus grave, c'est que pour satisfaire la volonté de puissance qui est en elle, la Russie en est arrivée à conclure avec les états associés à sa politique une série de contrats léonins, grâce auxquels elle tient aujourd'hui sous son joug économique les petites nations de l'Est européen qu'elle a délibérément coupées du reste du monde, en leur injectant de surcroît et à hautes doses, une xénophobie véritablement abjecte. La Russie des Soviets - nous ne le dirons jamais assez - a, par conséquent, affaibli l'Europe et a, du même coup, ouvert à l'expansionnisme américain un magnifique champ d'activités dont il s'est empressé de profiter, pour pousser ses avantages et centrer, en quelque sorte, axer sur lui le relèvement

économique de notre vieux continent.
Le Plan Marshall, camarades, le Pacte Atlantique, le Pacte d'assistance mutuelle, mais ce sont là les conséquences directes et tangibles des erreurs d'aiguillage funestes de la politique russe et autant de signe s concrets de l'affaiblissement du système Capitaliste européen, avec tout ce qu'il comporte d'instabilité monétaire, de variation des prix et des salaires, de difficultés de la vie ouvrière et, enfin, des menaces de chômage généralisées qui se font jour de façon menaçante en Italie avec près de 2 millions de chômeurs, en Allemagne, où il y en a 1 800 000, sans compter les l4 ou l5 millions de personnes déplacées qui sont soustraites à tout labeur utile et fécond.
Telle est camarades, en raccourci, l'analyse schématisée de l'Europe l950 qui, je le pense - comme le disait André Philip ce matin - court tout droit à la misère et au désespoir si le Socialisme ne prend pas rapidement conscience de la gravité de la situation, pour essayer d'y apporter et des solutions et des remèdes.
C'est ici, camarades, qu'apparaissent à mes yeux les nouvelles tâches que nous devons définir et que nous devons prendre en charge, pour arracher au national-socialisme russe les masses qu'il entraîne as a suite, et essayer de polariser autour de notre Parti une classe ouvrière sourdement inquiète et profondément désemparée, nous ne le savons malheureusement que trop.
Je dis que notre premier devoir, c'est d'abord et surtout d'enrayer, d'essayer d'enrayer la décadence européenne, et d'essayer de reconquérir sur le plan industriel une relative indépendance économique. Pour cela, il faut que les nations d'Europe s'équipent et se modernisent, et accroissent non seulement la production, mais encore leur productivité. Nous avons déjà souscrit largement à cet objectif, puisque c'est nous qui avons mis en marche le Plan Monnet, dont le Plan Marshall constitue la base essentielle, et en mime temps l'armature financière. Mais cela, je m'empresse de le dire, camarades, c'était la tâche d'hier et elle est dépassée aujourd'hui par les événements, car la tâche de l'heure, elle est maintenant d'essayer d'harmoniser, de coordonner les plans divers de chaque nation à édifier sans méthode, sans directives générales, sans se soucier des pays voisins, ce qui risque d'aboutir à un gaspillage de forces et à une anarchie dans la production, dont les effets commencent à apparaître dans les deux secteurs de base dont il a été si souvent question ici : le charbon et l'acier.
C'est, par conséquent, sur ce terrain que peut et que doit s'affirmer le rôle, l'action, de notre Parti qui, dans les circonstances présentes, a le devoir de renforcer une doctrine qui serve de base, de tremplin, à l'épanouissement de la pensée Socialiste.
Directive générale... elle est facile à définir. Il ne faut pas que la situation tragique de l'Europe paisse tourner à l'avantage d'un capitalisme en déclin et ne lui serve à reconquérir les positions qu'il a perdues. C'est pour cela, camarades, que nous devons coûte que coûte, reconstruire une véritable internationale Socialiste

...(Applaudissements)... où seront discutés les problèmes que je viens d'évoquer et où sera analysée la situation présente du capitalisme européen, nous avons dans toutes les nations des Socialistes clairvoyants qui peuvent merveilleusement faire cette analyse et repenser par conséquent les problèmes. Déjà, et dans tous les pays, les Socialistes sont à pied d'œuvre et ils ont tracé les grandes lignes de ce qui doit être notre impératif commun.

On ne sauvera l'Europe et ses libertés, on n'assurera le bien être de ses habitants que si on la reconstruit, non pas sur une base Capitaliste si libérale soit-elle, mais sur une base Socialiste en créant de grands services publics intra-européens, pour le charbon, le fer, l'électricité, les moyens de communication ou les investissements, et on ne fera vivre une telle organisation complexe que si on constitue véritablement, nous l'avons dit et il ne faut pas cesser de le répéter, une union européenne, un gouvernement européen, qui, groupant autour de lui 200 ou 250 millions de citoyens et de producteurs, pourra, par conséquent, à la fois équilibrer le bloc russe et le bloc américain.

Est-ce qu'il n'y a pas là, camarades, de grandes et nobles perspectives ? Est-ce qu'il n'y a pas le point d'appui, si je puis m'exprimer ainsi, la ligne de force d'une action dynamique, qu'une internationale reconstituée pourrait entreprendre à travers l'Europe et pendant que nous dégagerions ainsi les grands objectifs d'une politique internationale, capable d'intéresser, d'émouvoir, de susciter l'enthousiasme des français et des hommes d'action, je voudrais également voir le Parti Socialiste lié a cette campagne nos problèmes intérieurs, qui ne peuvent plus trouver de solution parfaite dans le cadre désormais trop étroit de nos frontières. Politique d'amélioration du sort de la classe ouvrière. Politique de plein emploi et lutte contre le chômage. Politique de desserrement de l'étau ou plutôt du carcan fiscal.

Mes camarades, qui ne voit et qui ne comprend désormais que de telles perspectives ne peuvent être atteintes si, en même temps que nous ferons plier les intérêts Capitalistes, devant la règle de faire l'intérêt général, nous n'essayions pas d'aménager rationnellement, intelligemment, le nouveau marche européen, incapable du reste de s'élargir jusqu'aux confins de l'Afrique et de l'Asie, pour donner essor et vie à ces continents encore insuffisamment évolués.

Tel est, à mon sens, camarades - et j'en termine -le rôle ambitieux que le Parti Socialiste doit avoir l'orgueil de jouer dans la conjoncture mondiale présente. Nous devons demain, si nous voulons survivre, si nous voulons reprendre la force qui est nécessaire à notre Parti, nous devons demain être les inspirateurs de cette grande politique et, forts d'une doctrine solide et rénovée, devenir les guides intellectuels et, en quelque sorte, les pilotes de la démocratie européenne.

Oh ! certes, nous aurons à affronter de rudes tempêtes ! Le vent des préjugés, de la routine, de la défiance, de la haine, soufflera sans doute en rafales sur nous et

rendra notre tâche difficile, parfois même peut-être dangereuse.
Raison de plus, camarades, pour agir et pour démontrer aux sceptiques, pour démontrer aux désabusés, que notre Parti reste le Parti du courage, parce qu'il est plus que jamais convaincu d'être pour l'Europe et pour le monde, le grand Parti de l'espérance humaine.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pineau, pour 55 minutes.

Christian Pineau

Mes chers camarades, bien que mon intention ait été primitivement de limiter mon intervention au problème essentiel de la politique économique du Parti, le débat qui a eu lieu ce matin entre nos camarades Philip et Moch, a revêtu une telle importance que je crois nécessaire de l'évoquer, tant les conséquences qu'il peut avoir sur notre politique intérieure peuvent être lourdes.
Bien entendu, dans un débat de cette nature, des hommes comme Philip et Moch, pour mieux se faire comprendre, ont sans doute un peu forcé leur pensée et l'opposition qui a pu se manifester ce matin est peut-être, en réalité, plus faite de nuances que de principes fondamentaux. Néanmoins, il est important de savoir quelle doit être la réaction générale, la tendance générale du Parti, devant la proposition Schuman, non point que qui que ce soit ait proposé de nous y opposer, non point que qui que ce soit ait proposé que nous l'acceptions sans aucune espèce de réticence, mais il y a incontestablement une attitude à prendre dont peut dépendre toute notre politique.
Je ne veux pas reprendre tous les arguments qui ont été évoqués ce matin de part et d'autre, mais un des arguments qui me semble le plus important, invoqué dans un sens par Philip, et dans l'autre par Moch, c'est celui de la concurrence allemande, telle qu'elle s'exercera demain sur les économies françaises dans le cadre européen. Là-dessus, je crois qu'il est nécessaire de prendre Parti.
Je suis d'accord avec Moch, sur toutes les réserves que l'on peut faire sur l'Allemagne, sur une dénazification insuffisante, sur les craintes que nous pouvons avoir demain de l'attitude politique de toute une Partie de l'Allemagne. Toutes ces réserves, je suis sûr qu'au fond de lui-même Philip en est d'accord, mais ce qui m'inquiète, c'est d'entendre dire - qu'à partir du moment où nous commençons, une organisation économique de l'Europe, menée par des états souverains et abandonnant pour ce faire une partie de leur souveraineté, l'économie française risque de se trouver menacée par la concurrence allemande.
En réalité, le problème n'est pas là car quelles que soient les solutions adoptées, nous aurons demain la concurrence allemande et le problème est de savoir quel est le cas de cette concurrence sera la moins redoutable pour nous, car quel est le choix

Fondation Jean Jaurès

politique que nous avons à faire dans la construction de l'Europe ?
C'est au fond de savoir si l'Allemagne se dirigera vers l'Est ou vers l'Ouest. C'est le problème fondamental de toute notre politique européenne et il n'y en a pas d'autre. Si nous refusons tout espèce d'accord économique avec l'Allemagne, ou si nous mettons à ces accords des conditions telles que nous les rendons irréalisables, il est bien évident que l'Allemagne aura une tendance de plus en plus nette à se diriger économiquement vers l'Est et, de ce fait, nous subirons tous les inconvénients d'ordre politique que peut comporter une alliance économique germano-russe.
Si, au contraire, l'Allemagne s'intègre à l'Ouest, c'est un grand pays dont on a pu dire à juste titre qu'elle faisait à l'heure actuelle une sorte de doping social particulièrement redoutable pour notre classe ouvrière et que nous aurons des inconvénients d'ordre économique incontestable et que personne ne peut nier ici.
Le choix est de savoir si nous devons craindre le plus l'inconvénient politique de l'alliance germano-russe, ou l'inconvénient économique d'une collaboration franco-allemande.
Voilà le véritable problème et il se pose d'autant plus sérieusement qu'en tout état de cause, s'il y a collaboration germano-russe, nous n'en serons pas pour autant délivrés de la concurrence allemande, qui pourra néanmoins s'exercer sur nos marchés extérieurs. Si nous nous disons au départ - et c'est le point fondamental - que nous allons protéger l'économie française par la suppression sur le plan mondial d'un certain nombre de concurrences, je dis que nous faisons à l'heure actuelle une tragique erreur, ou nous subissons une illusion, car nous ne sommes pas suffisamment maîtres du jeu pour empêcher demain la concurrence de quelque pays d'Europe que ce soit, et je crois que ce que nous devons faire, c'est nous adapter à cette concurrence possible et non pas nous protéger par des moyens artificiels, car quelles que soient les barrières que nous puissions faire, dans la situation actuelle, à la concurrence internationale, nous la subirons que nous le voulions ou non, d'un côté dans un cadre certainement Capitaliste, de loutre dans un cadre de collaboration entre nations, qui peut-être réservera au monde Capitaliste la possibilité d'offensive particulièrement dangereuse - j'en donne volontiers acte à Moch - mais qui sera moins dangereuse que des accords directs entre les Capitalistes européens ou des accords directs entre l'Allemagne et la Russie.
C'est pourquoi, je crois, nous devons mettre au premier rang des préoccupations du Parti - et c'est là où l'importance de cette discussion se présente sur le plan intérieur - l'équipement de notre pays, pour lutter contre une concurrence qu'il n'est pas en notre pouvoir politiquement de supprimer. C'est, à mon avis, la justification essentielle sur le plan européen de la politique d'équipement que nous avons poursuivie, mais de la politique d'équipement que le gouvernement actuel a

tendance à vouloir réduire, alors que l'heure serait, au contraire, venue de l'augmenter par des moyens nombreux, par tous les moyens possibles. Nous savons bien que notre outillage et que notre équipement sont insuffisants. Nous savons bien que l'outillage et que l'équipement de l'Union française sont également insuffisants et lorsque l'on dit que, demain, l'Allemagne pourra menacer les marchés de l'Union française, c'est parfaitement vrai, mais c'est parfaitement vrai parce que l'Union française n'est pas équipée pour faire face à cette invasion des produits allemands, et je crois que la meilleure défense que nous puissions faire, d'est l'équipement de l'Union française, dans le même cadre que l'équipement de la France.

D'autre part, nous savons aussi que nos prix de revient sont trop élevés et la comparaison la plus significative que nous puissions faire, c'est de comparer simplement nos salaires aux salaires américains, puisqu'aussi bien, les salaires américains moyens sont aujourd'hui trois fois supérieurs aux salaires français, alors que le prix de revient, dans la plupart des industries américaines, est encore inférieur au prix de revient français.

Ceci prouve quoi ? Que nous produisons dans des conditions telles que nous ne sommes pas capables, avec notre outillage et notre équipement actuels, de donner à nos ouvriers des salaires suffisants.

Enfin, l'équipement, sur le plan intérieur, est le seul moyen que nous ayons d'assurer le plein emploi de notre main d'œuvre, aussi bien par l'augmentation de la production qui peut en résulter que par la valeur des travaux, équipements qui sont susceptibles d'employer une main d'œuvre considérable et d'éviter le chômage qui menace à l'heure actuelle. Et ceci vaut de discuter maintenant - car nous aurons à le faire devant le Parlement, nous n'aurons peut-être pas à le faire contre le gouvernement - les objections qui ont été faites au Plan.

On nous dit que nous avons, dans le Plan Monnet, dans le plan d'équipement, donné des avantages trop importants au secteur national par rapport au secteur privé. Je voudrais ici donner simplement deux chiffres. Savez-vous combien de commandes passées en l949 dans les secteurs nationaux ont été rétrocédées sous forme de commandes à l'industrie privée ? Exactement 238 milliards de francs.

D'autre part, l'industrie privée s'est autofinancée pour 600 milliards de francs, ce qui veut dire qu'en l949, contrairement à tout ce que disent nos adversaires, l'industrie privée a été équipée pour les 3/4 grâce aux commandes d'investissement qui ont été passées dans le budget national.

Une deuxième objection, c'est qu'évidement, lorsque l'on fait un plan d'équipement et de grands travaux, on accable le pays de lourdes charges financières. On nous a reproché de financer notre équipement national par des impôts supplémentaires. Là encore, c'est une erreur, car pour l950, il y a 400 milliards de travaux d'équipement, mais 250 milliards sont fournis par le Plan

Marshall, 50 à l00 milliards résulteront d'emprunts qui seront placés dans le public, et les sommes qui, finalement, seront demandées à l'impôt, seront de l'ordre de 50, 60 ou 70 milliards au maximum, ce qui représente, par rapport à la totalité des impôts payés par les contribuables, une somme extrêmement faible.

Il est donc faux de dire que c'est la politique d'équipement du Parti Socialiste qui reste responsable du chiffre élevé des impôts actuels. D'ailleurs, n'oublions pas une chose, c'est que si, sous prétexte de dégrever l'ensemble des contribuables et, en particulier, le commerce et l'industrie, on diminue notre programme d'équipement, quelles en seraient les conséquences ?

La part de diminution d'impôts serait relativement faible, comme je l'ai montré tout à l'heure, mais la diminution de l'activité économique serait tellement plus forte que le chiffre d'affaires de l'industrie et du commerce diminuerait davantage que la diminution d'impôts dont nous pourrions les faire bénéficier. Ce qui veut dire qu'en définitive, si nous faisons le rapport impôts-chiffres d'affaires, qui est le seul qui compte dans la vie commerciale et industrielle d'une nation, finalement l'industrie et le commerce pâtiraient de la réduction des investissements.

Il faut le dire, parce que c'est la vérité et parce que c'est le seul moyen de répondre à la campagne de nos adversaires qui nous reprochent, à l'heure actuelle, de torpiller par les impôts le commerce et l'industrie français.

Ceci ne veut pas dire d'ailleurs, camarades, que dans le Plan, tel qu'il subsiste aujourd'hui et tel qu'il est applique, il n'y ait pas un certain nombre d'erreurs à redresser.

Au lendemain de la Libération, nous nous sommes délibérément tournés - nous avons eu raison à cette époque - vers l'équipement des grandes activités de base et nous avons - parce que nous ne pouvions pas à cette époque faire autrement - négligé dans une certaine mesure l'équipement des industries de transformation.

Je crois qu'il est temps maintenant de revoir le Plan sous cet aspect et je voudrais, là aussi, vous donner une indication qui me semble extrêmement intéressante. C'est que, pour l950, si nous comparons les chiffres de production du charbon, de l'électricité et des carburants, de l'acier, du ciment, des tracteurs et de l'azote, à ceux de l949, malgré les travaux d'équipement qui ont été faits, les chiffres ne sont pas en augmentation sur ceux de l949. Nous avons eu en mars un indice de production inférieur à l'indice de production de janvier et à celui de février, parce que nous sommes arrivés, sur le plan de la consommation industrielle, c'est-à-dire sur le plan de l'utilisation des produits semi-finis ou bruts, par les industries de transformation, au stade qui fait que ces industries ne sont plus suffisamment équipées pour pouvoir transformer tous les produits bruts qui leur sont livrés et comme d'autre part, le pouvoir d'achat des consommateurs est insuffisant, pour acheter les marchandises finies au détail, nous arrivons à un moment où le Plan d'équipement n'est pas trop élevé, mais où il est trop élevé par rapport à

l’équipement des industries de transformation et au pouvoir d’achat de la population.
Je crois que ce problème est absolument fondamental et que nous devons prévoir l’adaptation du Plan à des besoins nouveaux, en tenant compte que cette transformation ne peut pas se faire du jour au lendemain et qu’il est parfaitement ridicule, par exemple, d’entendre proposer au Sénat, alors que nous sommes à la fin du mois de mai, de diminuer de 6 milliards les crédits d’investissement de la SNCF, ou de milliards les crédits d’investissement de l’électricité, alors que les commandes sont passées, que les travaux sont en cours, que les usines tournent et que nous créerions ainsi des perturbations économiques impossibles à apaiser et un chômage extrêmement dangereux. Mais nous devons à l’avance indiquer la tendance vers laquelle nous devons nous diriger. Il est bien entendu que nous devons, camarades, ne jamais oublier de joindre - car le moment est venu de le faire - le problème de la reconstruction et de la construction au problème de l’équipement.
Nous avons été un certain nombre - et je sais que Philip est de cet avis - il y a quelques années à dire qu’il fallait faire l’équipement avant la reconstruction, car il ne servait à rien de construire des maisons si l’on n’avait pas le ciment, et le charbon, pour les fabriquer. Mais aujourd’hui,
nous avons le ciment et le charbon. C’est maintenant qu’il faut dire que la reconstruction doit être hâtée. C’est maintenant qu’il faut dire aussi que la construction doit être faite, car il ne suffit pas - et je reprends volontiers cette formule.
(Applaudissements)
Il ne suffit pas de redonner des maisons à ceux qui les ont perdues, mais d’en donner à ceux qui n’en ont jamais eues.
(Applaudissements)
Par conséquent, programme d’amélioration de l’habitat, urbain et rural, car n’oubliez jamais que la désertion des campagnes est très souvent un problème d’habitat, particulièrement pour les femmes.
Possibilité, par ce programme, d’assurer le plein emploi de la main d’œuvre et aussi à partir du moment où nous aurons résolu les problèmes de logement, possibilité de transporter la main d’œuvre d'un point à un autre du territoire, ce qu’il est impossible de faire tant qu’on ne peut pas loger la main d’œuvre là où l’on veut la transporter.
Par conséquent, il y a un lien direct entre le problème de l’habitat et le problème de la lutte contre le chômage et ceci, je pense que nous devons le souligner dans notre programme.
Mais alors, la véritable difficulté, le véritable danger qui se présente, c’est le danger du financement, car il est bien certain que nous pourrions avoir une certaine

tendance à retourner à une politique d'inflation et je ne voudrais pas que nous soyons trop imprudents sur ce point.
Tout à l'heure, j'ai vu avec l'émotion que vous avez tous manifestée, les films qui représentaient les débuts du Front populaire et j'ai éprouvé une sorte d'angoisse, en me disant : " Toute cette force, tout cet enthousiasme, toute cette volonté, ont été brisés par quelques manipulations monétaires de quelques banquiers ".
Eh bien, cela, c'est une chose que nous devons toujours craindre, tant que nous sommes dans un système Capitaliste - et nous y sommes encore. Par conséquent, ne nous lai s sois pas aller à une politique d'inflation dont nous ne serions pas les maîtres et qu'en réalité, le capitalisme international utiliserait contre nous, pour nous empêcher de poursuivre notre véritable politique économique. Par conséquent, ne négligeons pas l'idée d'équilibre budgétaire que nous avons si souvent défendue, mais faisons une part très nette, très distincte, entre l'équilibre du budget ordinaire et le financement de l'équipement. C'est là où nous devons poser le problème et c'est là où nous pouvons le résoudre. Les crédits d'équipement et de reconstruction peuvent être des crédits à court, à moyen ou à long terme - court terme, c'est presque impossible - mais le moyen est possible avec l'espoir qu'il se transformera dans une période meilleure en crédit à long terme. Par conséquent, nous ne pouvons financer cet équipement et cette reconstruction que par une politique d'extension de crédit, extrêmement large, mais qui présente un danger que nous devons nous-mêmes signaler, c'est que ces crédits doivent être donnés exclusivement à l'équipement et sous aucune forme au stockage et à la consommation car c'est par le circuit de l'équipement et non pas par le circuit du commerce que nous améliorerons le sort de la classe ouvrière. L'argent que nous donnerons à des ouvriers pour travailler à l'équipement, retournera dans le commerce, parce qu'à ce moment-là, ce sera du pouvoir d'achat donné à des travailleurs pour aller acheter les produits dont ils ont besoin chez le commerçant, mais ce n'est pas au commerçant lui-même, en premier ressort, que le crédit doit être accordé, car alors ce n'est plus la classe ouvrière qui en profite, mais ceux qui veulent stocker au stade du gros ou au stade du détail, pour jouer sur la monnaie.
(Applaudissements)
C'est donc en fonction non pas du crédit, mais de la masse des salaires distribués que nous pouvons fournir à la petite industrie et au petit commerce l'amélioration qu'ils demandent à l'heure actuelle, dans un sort dont nous devons reconnaître qu'il est particulièrement difficile.
D'ailleurs, en ce qui concerne l'augmentation des salaires - dont Ramadier a eu raison de dire qu'elle devait être nécessairement prudent, qu'elle ne pouvait être indéfinie celle-ci doit résulter pour une part très large de l'augmentation de la production par l'augmentation des travaux d'équipement et aussi de la constatation suivante, que le problème des salaires n'est pas le même en période de pénurie et

en période d'abondance. Il ne faut pas laisser dire que nous avons changé aujourd'hui de position sur le problème des salaires. En période de pénurie, nous avions raison de dire que l'augmentation des salaires ne signifiait rien, parce que, devant une masse très faible de marchandises, l'augmentation des salaires se traduisait automatiquement par une hausse exactement correspondante des prix et nous ne donnions rien de plus, au point de vue pouvoir d'achat, à la classe ouvrière, mais en période d'abondance même relative, le problème n'est plus le même, car le pouvoir d'achat s'applique alors à des produits qui ne seront pas vendus si nous ne distribuons pas ce pouvoir d'achat. Par conséquent, l'augmentation de salaires, à ce moment-là, se traduit par une augmentation générale de chiffres d'affaires des entreprises et par une amélioration réelle surtout de la classe ouvrière. Nous sommes donc parfaitement logiques avec nous-mêmes, lorsque nous disions il y a deux ans qu'il ne fallait pas augmenter les salaires et lorsque nous disons aujourd'hui que l'on peut les augmenter parce que la situation économique n'est plus la même.

(Applaudissements)

Bien sûr, l'inflation de crédits peut avoir pour résultat de retarder, dans une certaine mesure, la stabilisation de la monnaie et c'est certainement une des objections qui nous seront faites et l'on compare volontiers la situation actuelle avec celle qui résultait de l'expérience Poincaré. Mais je vous en prie, n'oublions jamais qu'il y a deux différences fondamentales entre la situation actuelle et la situation de l926/28, au moment où Poincaré a réalisé la stabilisation de la monnaie. La première, c'est qu'en 1928, la reconstruction était faite. Elle était financée et, par conséquent, le poids des emprunts futurs ne pesait pas sur le crédit public, alors qu'aujourd'hui, nous savons bien qu'une masse énorme de crédits nous est encore nécessaire, pèse par conséquent sur le marché financier, et que la stabilisation monétaire, dans ces conditions est infiniment moins sûre qu'elle ne pouvait l'être en l928.

Deuxième point. N'oubliez pas qu'en l928, pour faire la stabilisation - et dans les années qui ont suivi, pour la maintenir - on a sacrifié délibérément l'équipement de la France et, que pour assurer une stabilité monétaire de quelques années, on a mis notre pays dans une situation industrielle inférieure à ce qu'elle aurait été si nous avions stabilisé 5 ans plus tard et que, pendant 5 ans, nous avions eu un programme de grands travaux !

Par conséquent, une stabilisation prématurée peut développer une crise économique, crise économique que nous sentons tout de même venir à l'heure actuelle, dont nous ne savons pas encore quelle est la gravité, mais que la politique traditionnelle du ministère des finances laissera se développer jusqu'au bout, parce que l'on a encore, au monde Capitaliste, l'idée qu'une crise économique résout un certain nombre de problèmes, y compris et en particulier les problèmes de distribution. Finalement, si nous avons cette crise économique, avec une

reconstruction qui n'est pas faite, avec un équipement qui n'est pas terminé, elle se traduira par une telle baisse de notre activité économique qu'à ce moment-là la diminution des rentrées fiscales remettra en cause l'équilibre budgétaire proprement dit et que, finalement, nous aurons par la crise économique, une inflation monétaire beaucoup plus grave que l'inflation de crédits que nous pouvons redouter d'une politique d'équipement.

Nous avons donc le choix entre une déflation dont la conséquence finale sera une inflation monétaire aggravée, ou une inflation de crédits qui retardera peut-être la stabilisation du franc, mais qui, étant la source d'une augmentation de la production, permettra d'améliorer les budgets futurs et de lutter contre une inflation monétaire dans l'avenir.

Quelles sont les conséquences - et je crois que cela est particulièrement important sur le plan politique - de cette politique ?

D'une part, assurer notre équilibre économique et l'espoir que notre balance des comptes, sinon en l952, du moins dans un délai raisonnable, pourra être équilibrée. Possibilité de faire face à la concurrence économique internationale, non pas avec cet esprit de méfiance - peut-être justifiée, mais qui évite, en réalité, toutes les constructions positives - mais avec la certitude que, par nous-mêmes, nous pouvons lutter contre la concurrence d'autres pays, et par conséquent, donner à la classe ouvrière des garanties que nous ne lui donnerons par aucune espèce de protection.

Amélioration évidente du sort de la classe ouvrière par la masse même des salaires distribués, par les possibilités de pouvoir d'achat qui en résultent, et cette politique de plus hauts salaires peut se développer au cours des prochaines années ; c'est, en réalité, la seule arme réelle, la seule arme efficace que nous ayons politiquement pour lutter contre le Communisme. Nous savons, tout au fond de nous-mêmes, que le reste, c'est de la littérature.

Enfin, amélioration du sort de la classe agricole, à deux titres : d'une part, par l'augmentation du pouvoir d'achat qui résulte nécessairement de l'augmentation du pouvoir d'achat ouvrier. Je pense que, dans cette salle, il en est peu ou pas du tout même, qui considèrent comme une victoire un effondrement des cours des produits agricoles. Ce n'est pas une victoire, car ce que nous devons chercher, c'est la stabilité des prix agricoles et cette stabilité n'est possible, quels que soient les problèmes d'organisation que nous ayons à résoudre, que si la classe agricole trouve en face d'elle une classe ouvrière dont le pouvoir d'achat est suffisant pour assurer cette stabilité.

Enfin, la politique de grands travaux permet, en même temps, l'amélioration de l'habitat rural et, de ce fait, une augmentation normale de la production agricole, amélioration du sort du commerce, sous réserve de ce problème de l'organisation de la distribution qu'il faudra bien résoudre et qu'il serait trop long pour moi d'évoquer ce soir.

Amélioration de nos relations avec l'Union française puisqu'aussi bien, c'est uniquement par l'équipement de l'Union française que nous arriverons à assurer l'indépendance économique de nos nations associées et que nous arriverons à améliorer définitivement le pouvoir d'achat des populations d'Outremer.
Je crois que, demain, nous aurons à prendre position, peut-être devant le Parlement, peut-être devant les électeurs, nous n'en savons rien, sur l'ensemble de ces problèmes et nous aurons la tentation évidente de chercher à défendre tous les intérêts en présence. Nous parlerons de la défense de l'agriculture, de la défense des petites et moyennes entreprises, de la défense des coopératives agricoles, de l'organisation des marchés, de la réforme des allocations familiales. Nous évoquerons le problème des anciens combattants et victimes de la guerre, et nous aurons peut-être la tentation de vouloir résoudre ces problèmes un par un. Là, nous serons toujours battus, car nous trouverons toujours, aussi bien à notre droite qu'à notre gauche, des gens qui, à toutes ces catégories sociales, promettront davantage que nous. C'est pourquoi je crois que la défense de toutes ces catégories sociales ne peut être faite que dans le cadre d'un programme général, que si nous sommes animés d'une idée directrice et si cette idée directrice doit être fondamentale. Nous devons la placer à la tête de toutes nos préoccupations d'ordre économique. Equiper la France, faire un programme de grands travaux, faire un programme d'habitat pour résoudre au fond et non pas de simples palliatifs. Problème de l'amélioration du pouvoir d'achat de la population.
Et alors, le problème de nos relations européennes, le problème des relations franco-allemandes en particulier, prendra un sens différent, dans un pays où le pouvoir d'achat sera suffisant, parce que la production est suffisante, et parce qu'elle est organisée. Nous pourrons parler sur un autre ton avec l'Allemagne que si nous partons au départ dans les relations franco-allemandes sur l'idée que nous ne sommes pas capables a priori de subir la concurrence allemande, si nous partons de l'idée - que j'ai entendu développer hier par un camarade - que la France est un pays fatigué, qu'en conséquence, il faut la traiter comme telle, et la prémunir contre tous les dangers de toutes sortes qui peuvent venir de l'extérieur.
Je dis que, cela, c'est la pire politique car c'est celle qui mène un pays à avoir économiquement le sort de l'Espagne.
Je crois donc que, sous toutes les réserves que l'on peut faire et en ajoutant que, pour moi, l'organisation de l'Europe - comme pour Jules Moch - ne peut pas et ne doit pas se faire sans l'Angleterre, bien que je sache que Philip soit également de cet avis - je crois donc que, dans l'intérêt même de l'Europe unie, pour l'importance du rôle que nous voulons y jouer, il est indispensable de développer également cette politique d'équipement. C'est donc notre politique internationale et notre politique intérieure qui se rencontrent pour les mêmes objectifs et qui doivent, à notre avis, déterminer quelle doit être la ligne générale du Parti, soit pour les

prochaines discussions économiques, soit pour les prochaines élections. En tout état de cause, je ne vois pas, pour ma part, d'autres moyens d'assurer l'indépendance économique du pays et une collaboration internationale dans ces conditions féconde. Je pense que ce n'est pas par la restriction de la production qui résulterait nécessairement d'une autarcie, sous quelque forme que ce soit, que nous arriverons à organiser une Europe et encore moins, j'en suis certain, camarades, une Europe Socialiste.
(Applaudissements)

Le président - La parole est au camarade Begarra.

Joseph Beggara

Mes chers camarades, tenant compte de la fatigue que nous ressentons tous après minuit, je bornerai mon intervention â deux points :
-Le complot MTLD, dont la presse métropolitaine et la presse algérienne font état ces temps derniers,
- et l'allusion que notre camarade Jules Moch a bien voulu faire ce matin dans son remarquable exposé à l'Algérie.
Vous avez pu lire dans les journaux métropolitains qu'un complot MTLD, un complot monté par un mouvement nationaliste musulman, risque de mettre en danger la sécurité algérienne. La presse métropolitaine a été suivie par la presse algérienne, ce qui prouve que les gens qui sont sur place ne se sont pas rendu compte tout de suite du danger qui les menaçait. Cela prouve peut-être aussi que ce danger n'est pas aussi réel qu'on veut bien le faire croire.
En effet, de quoi s'agit-il jusqu'ici ? de quelques dizaines d'arrestations, de quelques fusils de guerre, si l'on veut, de quelques kilos d'explosifs trouvés chez certains militants du Mouvement du triomphe des libertés démocratiques.
Socialistes algériens, cela ne nous étonne pas, car le MTLD a pris la suite du PPA, Parti du peuple algérien, Parti interdit, condamné par conséquent à la clandestinité, s'organisant d'une manière secrète et clandestine à l'image du futur Parti Communiste français et du Parti Communiste algérien. Ne vous étonnez pas, par conséquent, si ce Parti nationaliste a adopté certaines pratiques, certaines méthodes, que nous avons connues sous la Résistance mais ces méthodes, ces pratiques mettent-elles réellement la sécurité algérienne en danger ? Les résultats sont là. Nous ne le pensons pas, mais nous croyons que le but poursuivi par la presse métropolitaine et par la presse algérienne à retardement, est tout autre. C'est celui de créer une certaine psychose de peur dans les milieux européens, parce que l'on sait que cet atmosphère de peur profite au Parti réactionnaire et c'est peut-être déjà une préparation électorale, en vue des élections de 1951. Cela se traduit également par une terreur exercée sur les populations musulmanes, terreur qui est assez

Collection Jean-Jaurès

justifiée, puisque l'on arrête un peu partout, en Algérie, des militants du MTLD, que l'on ignorait souvent jusque-là, des gens quelquefois timides, dont on ignorait tout à fait les activités clandestines.
Nous ne prenons pas Parti sur le fond. Il se peut qu'il y ait des responsables. S'ils existent, qu'on les poursuive, qu'on les traduise devant les tribunaux, mais pour que la justice soit efficace, il faut qu'elle soit rapide. En tout cas, il faut que cessent certaines méthodes policières contre lesquelles nous ne saurions nous élever avec assez d'énergie. En effet, certains des gens arrêtés sont gardés au secret pendant plus de 8 jours, isolés complètement de leurs familles. Il faut que, là encore, les règles ordinaires en vigueur en France soient appliquées, que l'on remette ces gens arrêtés dans les mains des juges d'instruction, après un délai de 48 heures et que la justice en soit saisie.
Voilà ce que nous demandons.
Et maintenant, j'en viendrai à l'allusion de notre camarade Jules Moch au problème algérien. Au terme d'un exposé remarquable et sans doute pressé par le temps, il a employé une formule qui nous a quelque peu émus. Jules Moch a présenté comme solution du problème algérien la formule suivante qu'il a résumée en deux mots : l'assimilation progressive.
Ce terme d'assimilation peut prêter à équivoque. Nous avons, nous, Socialistes, pendant un certain nombre d'années, préconisé en Algérie la politique d'assimilation.
Qu'est-ce que nous entendions par ce mot-là ?
Nous entendions une égalité complète entre les éléments musulmans et les éléments européens. Nous voulions leur accorder les mêmes droits, c'est-à-dire les droits accordés aux français d'Algérie, aux français de la métropole, mais malheureusement, nous n'avons pas été suivis.
En effet, les Partis musulmans, aussi bien que les Partis européens se sont détachés de cette politique, parce qu'elle a été sabotée, elle n'a jamais été appliquée avec loyauté. Les musulmans craignent que, par assimilation, l'on entende l'imposition d'une culture, l'obligation d'assimiler complètement l'organisation administrative, l'organisation économique de l'Algérie à l'organisation métropolitaine. Ils craignent que disparaisse la culture musulmane. Ils craignent que disparaissent la langue et peut-être la religion musulmanes.

Jules Moch - Je vous en prie, camarade.
Si vous permettez, Begarra, la question est assez importante pour que je précise que, dans un résumé forcément schématique, lorsque j'ai parlé d'assimilation progressive, il va sans dire que c'était dans le respect du statut personnel et de la culture musulmane, et que j'entendais par là qu'il fallait accélérer le passage des musulmans avec leur statut du Deuxième Collège dans le Premier, de manière à

arriver, aussi rapidement que le permettait la situation algérienne, à l'unicité de collèges, comme en France.

Joseph Begarra - Je vous remercie de cette précision. Je crois qu'elle était nécessaire, parce que je suis persuadé que la presse algérienne a, ou tout au moins fera, écho aux paroles que vous avez prononcées ce matin ; j'espère qu'elle rectifiera avec les précisions que vous venez de donner.
Ce problème de l'assimilation est largement dépassé aujourd'hui. Nous avons, il y a 4 ans, précisé notre position qui sera peut-être à reconsidérer et qui, pour nous, se résumait en ces mots : égalité immédiate et complète entre tous les éléments, quelle que soit leur origine, quelles que soient leurs conditions, quelle que soit leur religion. Nous voulons que leur titre de citoyens français, qui a été accordé à tous les musulmans d'Algérie, ne soit pas un vain mot, mais qu'il soit enrichi de toute la réalité, de toute la réalité française que nous lui connaissons dans la métropole.
Au lieu de cette campagne de presse poursuivie aujourd'hui dans la métropole et dans l'Algérie, je voudrais que l'on s'efforce là-bas comme ici de dissiper tous les malentendus, de créer un climat de confiance et de compréhension, et si nous réussissons à créer cette ambiance, nous aurons réalisé une des conditions essentielles pour trouver une solution au problème algérien.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Rabier.

Oran Rabier

Camarades, notre camarade Begarra vient de rappeler - et il a très bien fait - quelques problèmes essentiels qui nous préoccupent en Algérie. Pour ma part, je voudrais que mon intervention porte sur des points plus particuliers. Je voudrais attirer l'attention de notre Congrès sur des difficultés d'ordre pratique que nous rencontrons en Algérie. Je voudrais notamment vous entretenir d'un problème qui, en ce moment, préoccupe tout particulièrement les organisations syndicales d'Algérie, et en particulier les organisations que nous soutenons. Il s'agit notamment du problème d'Air-France.
Je sais bien que vous pourriez me faire le reproche de parler ce soir d'un problème trop particulier, alors que nos camarades se sont appliqués à débattre devant vous de problèmes généraux, mais j'estime malgré tout faire mon devoir de Socialiste. Je pense aussi que le Congrès doit s'intéresser à cette question, parce qu'Air-France est une organisation dans laquelle l'Etat est plus particulièrement responsable, en même temps que le gouvernement, et aussi parce que cette question d'Air-France soulève des problèmes d'intérêt général.
Nous avons appris brutalement, il y a quelques jours, que 300 ouvriers d'Air-France

qui travaillent dans les ateliers de Maison-Blanche seraient licenciés. 300 ouvriers, 300 familles, dans un pays peu industrialisé, où les possibilités de travail sont à peu près inexistantes.
Nous avons réagi, posant faire notre devoir, avec l'appui du groupe. Nous sommes allés trouver les responsables d'Air-France. Nous avons attiré l'attention de ces dirigeants sur les responsabilités qu'ils prenaient. Pour nous, nous plaçant sur le terrain humain et sur le terrain social, nous n'avons pas manqué d'indiquer à ces dirigeants que la politique qu'ils pratiquaient était une politique excessivement dangereuse. Ces licenciements, en effet, posent plusieurs problèmes.
Le premier, je vous l'ai signalé en débutant, c'est un problème d'ordre social et humain.
Le second serait un problème d'organisation administrative. Il nous apparaît quelque peu bizarre que l'on s'aperçoive brutalement que la suppression de l'Atelier de Maison-Blanche réglerait ou en tout cas particulièrement la situation difficile dans laquelle se débat cette compagnie.
Nous disons que nous ne pouvons pas croire cet argument et, en tout cas, qu'il est pour nous irrecevable, à cause même des conséquences qu'il entraîne.
Le troisième, est d'ordre pratique, d'ordre stratégique plus exactement et je veux bien le rappeler ici : nous ne comprenons pas qu'Air-France, sous prétexte de faire des économies, rassemble dans la région parisienne toute son organisation d'entretien et de réparation. Nous pensons, au contraire, qu'il serait de saine disposition d'essayer d'égayer non pas seulement dans la métropole, mais aussi dans les territoires d'Outremer, les différentes organisations d'entretien et de réparation. Mais nous disons aussi qu'il y a un problème d'ordre politique et je dois particulièrement le souligner devant le congrès car, pour ma part, je le dis en pesant mes mots, j'accuse le Conseil d'administration d'Air-France d'avoir pratiqué une politique trop facile, car il y a dans la région parisienne des ateliers de réparations et de construction, où se sont installées des organisations syndicales que l'on craint et, solution facile, on veut régler le problème sur le dos de l'Algérie.
Nous sommes allés dans ces conditions, en délégation des camarades du groupe Socialiste - je le répète, pendant malgré tout décider ces responsables à trouver une solution meilleure. Je dois dire que les propositions qu'on nous a faites ne sont pas des propositions que nous pouvons retenir. On nous propose, en effet, d'indiquer au personnel ainsi licencié qu'on le placera dans la métropole, étant bien entendu que ce personnel se débrouillera pour y vivre, c'est-à-dire pour y être logé !
Nous pensons qu'il serait - parce que nous connaissons les difficultés d'Air-France - de meilleure politique de régler le problème à l'échelle de l'ensemble du personnel. Il y a d'ailleurs des compressions à faire avant de les faire sur le personnel, dans les frais généraux de gestion, de représentation et de publicité. Mais en supposant même que cela soit insuffisant et s'il y a vraiment pléthore de

main d'œuvre - car cela est possible et nous ne voulons pas être des démagogues - nous disons que l'on doit opérer sur l'ensemble du personnel et que l'on ne doit pas essayer de frapper précisément ceux qui ont été parmi les plus dévoués parmi les plus fidèles à leur poste et qui, à une époque difficile de l'histoire de la France, ont su précisément se dévouer. Nous attirons l'attention du Congrès, non pas parce que nous avons l'intention ce soir de vous faire perdre quelques instants mais parce que nous avons, au contraire, la certitude que nous allons être entendus et que, d'un petit problème apparemment, vous ferez une question de principe, que vous nous aiderez à obtenir satisfaction pour tous ces travailleurs des régions algériennes, je le répète, des travailleurs demain sans pain, des familles subitement laissées sur le pavé.

Nous voulons souligner d'ailleurs que c'est de fort mauvais exemple, cette politique pratiquée par une société nationalisée, qui prend du personnel, qui l'embauche, qui l'emploie pendant quelque temps - que dis-je, pendant quelques années ! - et qui, ensuite, parce que, paraît-il, la politique économique nouvelle l'exige - met ce personnel sur le pavé.

Voilà les quelques réflexions que je voulais vous faire sur ce problème, mais comme il me reste encore quelques minutes, je voudrais en profiter pour vous parler d'un autre problème : celui de la sécurité sociale.

Les Socialistes, en Algérie, vous le savez, à travers d'ailleurs d'énormes difficultés, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour que nous ayons là-bas un régime de sécurité sociale. L'Assemblée algérienne nous a munis d'un régime de sécurité sociale. Notre camarade Jules Moch, dans une lettre qu'il a adressée au Gouverneur général et au président de l'Assemblée, a indiqué d'une façon fort judicieuse, les critiques que nous avons à faire à ce plan, mais on nous a manœuvres d'une telle façon que la situation récente aujourd'hui est la suivante : une décision de l'Assemblée algérienne, rendue exécutoire parce qu'elle est insérée au journal officiel de l'Algérie, met en place là-bas tout un tas de dispositifs et nous avons à voter le contentieux. Mais ce projet n'est pas encore venu devant l'Assemblée nationale. Les travailleurs d'Algérie attendent et le devoir des Socialistes d'Algérie était d'attirer l'attention sur ce problème du Congrès. Il faudra que notre Congrès, que notre Parti, que notre Comité directeur, disent au gouvernement qu'il y a urgence. Ce sera d'ailleurs l'occasion pour nous de faire des remarques essentielles sur ce plan de sécurité sociale que l'on veut nous imposer.

Et je ne quitterai pas cette tribune sans abuser encore un peu de vos instants - avec la permission de nos camarades des départements d'Outremer pour attirer l'attention de notre Congrès sur la situation des fonctionnaires des départements d'Outremer ...(Applaudissements)... Notre Parti - je le souligne ici avec plaisir - s'est battu à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, pour que soient enfin réglés les problèmes des fonctionnaires.

Les fonctionnaires étaient en grève pendant que nous discutions de leurs nouvelles conditions de rémunérations. Nous leur avons donné raison et satisfaction, mais nos camarades avaient fait la grève pendant un mois. Nous avons déposé une proposition de résolution, qui a été votée par l'Assemblée nationale, demandant au gouvernement de ne pas retenir à ces fonctionnaires - dont la situation matérielle est très tragique - le mois de traitement pendant lequel ils avaient fait la grève.
Or, nos camarades des départements d'Outremer nous ont appris ce soir que, malgré cette invite de l'Assemblée nationale, le gouvernement avait passé outre, et qu'il retenait à nos camarades fonctionnaires des Départements d'Outremer les salaires de ce mois de grève.
Là aussi, notre Parti doit faire son devoir.
Je m'excuse de vous avoir posé ces quelques questions, de vous avoir présenté ces quelques problèmes, mais comme notre Parti doit être partout et toujours vigilant, il devra les régler les uns et les autres. C'est l'appel que je lui lance. Je pense qu'il sera entendu et que, pour les questions que j'ai ce soir débattues devant vous, demain, le Congrès saura tirer des conclusions et agir pour que nos camarades aient, dans tous les cas, satisfaction.
(Applaudissements).

Le président - Camarades,
Nous devrions entendre maintenant notre camarade Féraz, s'il n'avait cédé son temps de parole à moi-même pour demain matin. Par conséquent, nous sommes arrivés au terme de notre travail.
La séance commencera demain matin, à 9h30 camarades.
La séance est levée.

PARTI SOCIALISTE - SFIO
42ème Congrès national des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Séance du dimanche 28 mai 1950 (Matin) (1ère partie)

La séance est ouverte à l0 heures, sous la présidence de Monsieur Augustin Laurent, assisté de M. Colin Gauthier et Madame Simone Lods.

Le président (Augustin Laurent)
Camarades, nous reprenons le débat sur la politique générale.
La parole est au camarade Fournier, de la fédération de l'Ardèche.

Coll. Fondation Jean Jaurès

Louis Fournier

Camarades, en prenant la parole au nom de la petite fédération de l'Ardèche, je déplore que jusqu'à maintenant peu de fédérations de cet ordre soient venues ici exprimer leurs idées et leur sentiment.

Je vous dirai que l'an dernier, lorsque nous avons constaté une baisse d'effectifs de l'ordre de 50 à 60%, nous avons été à la fois vexés et inquiets. Mais en recevant les rapports et en constatant que cette baisse - qui chez nous avait parue catastrophique - était en fait la moyenne de la baisse pour l'ensemble des fédérations de ce pays, nous n'avons plus été vexés, nous étions bien plus inquiets, car nous avons vu s'amenuiser cet instrument qu'est notre Parti.

Nous voudrions ici, au nom des militants de notre pays, dire à nos camarades qui occupent des postes de responsables, à nos camarades qui ont été ministres, à ceux qui le seront, à ceux qui occupent des postes de direction dans le Parti, dire ceci : quand demain, dans les Conseils du gouvernement où vous serez peut-être, ou quand demain vous irez voir le président du Conseil pour lui exprimer les décisions de notre Congrès, prenez garde que ces personnages éminents ne disent " vous venez parler, vous venez frapper du point sur la table, au nom de la classe ouvrière ? Mais, est-ce que vous en avez le droit ? La classe ouvrière, est-ce qu'elle est dans votre Parti ? Qui est dans votre Parti à l'heure actuelle, y a-t-il beaucoup d'ouvriers, y a-t-il beaucoup de travailleurs ? Combien y êtes-vous ? "

(Protestations)

Le président - Je vous en prie, écoutez notre camarade.

Louis Fournier - Je vous parle ici, camarades, comme vous parleront peut-être un jour des gens à qui vous vous adresserez. Si ce sont des camarades de grosses fédérations qui parlent, oui d'accord, mais je vous en prie, camarades.

Je dispose de très peu de temps et je voudrais dire tout ce que j'ai à dire.

Nous pensons nous qu'il y a peut-être dans le Parti trop de penseurs et pas assez d'hommes d'action.

Hier, camarades, nous avons eu plaisir à écouter certaines interventions, notamment celles de Philip et de Jules Moch, mais ne croyez-vous pas qu'il y a actuellement dans notre Parti trop de gens qui ont fait du vol à voile dans les nuages et qui, en atterrissant, sont parfois un peu tombés sur la tête. Il faut le dire, même si cela déplaît à certains.

Je déplore voyez-vous que certaines questions terre à terre, certaines questions pratiques, d'intérêt immédiat, n'aient pas encore été évoquées. Le seront-elles ? Peut-être, je n'en sais rien. En tous cas je voudrais vous en citer trois, pour vous ramener sur la terre.

On n'a pas encore parlé ici, je ne sais pas si on en parlera, du Mouvement qui se

développe dans le pays d'une façon dangereuse pour nous et que nos adversaires Communistes appellent " l'appel de Stockholm ".
Il y a actuellement dans tout le pays des gens qui vont de porte en porte pour faire signer ce fameux papier. Et bien, il ne faut pas minimiser cette action camarades, car elle est excessivement importante. Beaucoup de nos camarades sont embarrassés quand un Communiste vient leur présenter le papier, parce qu'ils n'ont pas les éléments pour se défendre, parce qu'ils ne sont pas, eux, des gens calés, capables de soutenir de grandes théories, et, lorsqu'on leur tient ce raisonnement : " si vous ne votez pas cela, c'est que vous êtes pour la bombe atomique et pour la guerre ", ils sont vraiment embarrassés.
Dans ma fédération j'ai demandé à tous mes camarades, lorsqu'ils se trouveront devant cette situation - et on les y mets, soyez tranquilles - qu'ils aient en réserve un autre petit papier reprenant ledit appel, mis y ajoutant simplement ces lignes : " non seulement nous condamnons la bombe atomique, mais nous condamnons aussi toute espèce d'armement et surtout nous condamnons tout esprit impérialiste, militariste aussi bien aux Etats-Unis qu'en URSS ". Et, lorsque le " coco " vient avec son appel de Stockholm vous dire " signe moi ça ",on lui dit " d'accord, mais signe moi ça toi ". Je vous garantis que ça en fait faire quelques-uns. Quand vous demanderez à un Communiste de condamner l'esprit impérialiste et militariste de l'URSS, je vous garantis que vous aurez alors un élément de propagande, quelques-uns s'y laissent prendre, mais très peu, et évidemment ils s'enfuient.
Un autre point important, dont on n'a peut-être pas assez parlé. Il est hors de doute qu'à l'heure actuelle le patronat mène une grande offensive contre les salariés on l'a assez dit, je n'insiste pas, mais il faudrait que notre Parti donne l'impression - je dis bien " donne l'impression " - qu'il n'est pas complice dans cette opération, comme la propagande adverse essaie de le faire croire. Je sais bien moi, évidemment, que nous ne sommes pas complices de l'opération, mais nous ne pouvons pas le dire assez
l'autre part, lorsqu'on a parlé de la laïcité, on a dit de belles choses, que nous savons d'ailleurs, que nous avons déjà entendues, que nous, entendrons encore malheureusement, mais on a oublié de souligner un point essentiel, on a oublié de souligner à quel point une action qui se développe actuellement en France est néfaste et dangereuse, c'est l'action des instituteurs Communistes à l'école laïque. À l'heure actuelle il y a 30% d'instituteurs Communistes, ces gens-là prennent l'école laïque pour une école politique, ils forment au sein même de l'école, une propagande Communiste, et écartent de cette école tous ceux qui, n'étant pas Communistes, ne veulent pas que leurs gosses soient traités de cette façon. J'en connais, je pourrais vous citer des noms dans mon pays, de gens qui prennent l'école pour une école Communiste. Il y a là un danger très grave et nous devons nous, Socialistes, lorsque nous parlons de la laïcité, le dénoncer, il faut au moins

que nous ayons le courage de le dire.
Evidemment vous me direz : nous n'avons pas les moyens de propager dans le pays ces quelques vérités évidentes, eh bien ce moyen, camarades, je vais vous le fournir, et je dirai même gratuitement.
Nous avons tout de même la chance d'avoir un journal qui s'appelle le " Populaire-Dimanche ", qui a un essor de plus en plus grand. Je sais que le budget ne nous permet pas dans notre Parti, comme au Parti Communiste, d'afficher sur les murs, tous les jours ou presque, de nouvelles affiches. Mais croyez-vous que, si une fois ou deux fois par mois, la page intermédiaire, la page du milieu du " Populaire-Dimanche " était rédigée en affiche, nos camarades ne pourraient pas avoir le courage de prendre cette affiche, que je souhaiterais, simple, claire et précise, pour aller l'apposer sur les murs de leur pays. Nous aurions ainsi l00 000 affiches chaque semaine, ou chaque quinzaine si vous voulez, qui pourraient nous permettre de porter dans le pays la parole, la vérité Socialiste.
(Applaudissements)
Je vous fais une proposition et je prends ici un engagement, si nos camarades du " Populaire-Dimanche " acceptent cette suggestion, si l'un des prochains numéros que je recevrai comporte cette affiche contrebattant l'appel de Stockholm, je m'engage ici, au nom de ma fédération, à aller la coller moi-même, entouré de camarades de ma section non pas à 11 heures du soir, comme un " péteux ", mais à 11 heures du matin, en plein marché, sur le tableau d'affichage le mieux placé de mon pays. Et je vous demande, camarades, si vous êtes des hommes, de prendre en votre conscience le même engagement que je prends ici formellement devant vous. Et, peut-être alors, l'année prochaine, le Parti sera-t-il plus fort.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Girault, de la Seine.

Jacques Girault

C'est comme Secrétaire national du Cercle Jean-Jaurès que je voudrais vous faire part de l'émotion et de l'indignation qui ont saisi dans ce pays, non seulement les membres de l'Enseignement, mais tous les camarades qui s'intéressent encore à l'école laïque, à la suite d'un certain nombre d'incidents qui se sont produits dans les derniers jours ou dans les dernières semaines qui viennent de s'écouler.
Je voudrais parler d'abord de ce sensationnel appel de M. Cazeau, Evêque de Luçon, qui a sans doute voulu, après avoir prêché la grève de l'impôt pour les Chouans de Vendée, porter la guerre scolaire à travers toute la France et réveiller des luttes que nous croyions éteintes. Et je trouve qu'il est regrettable que seule la plus haute autorité de la République ait trouvé un mot pour lui répondre, et que le gouvernement jusqu'à présent soit resté muet devant pareille provocation.

Je voudrais dire aussi toute l'émotion que nous avons ressentie lorsque nous avons lu la dernière motion du congrès du Mouvement républicain populaire, relative à la création d'un Service social de l'éducation, réclamant des subventions pour ce service social, alors que nous, Socialistes, nous continuons à penser que l'école laïque est la seule qui puisse grouper dans le respect des croyances de chacun et surtout dans le respect des droits de l'enfant, qui passent peut-être avant les droits du père de famille, dans le respect des consciences, tout les enfants de France.
Nous pensons que le Parti devra, dans la résolution finale, montrer l'attachement qu'il conserve - attachement sans aucune limite et sans aucune restriction - à la notion du service national de l'éducation, qui doit être organisé dans ce pays.
Emotion aussi lorsque nous avons vu une soi-disant Commission des économies s'attaquer brutalement, sous l'impulsion d'un certain nombre d'inspecteurs des Finances sortis sans doute des jésuitières, à l'organisation de l'enseignement public en France. Ce n'est pas la première attaque, c'est une attaque renouvelée, après ce 11e des Commissions de la Hache ou de la Guillotine ; nous voyons toujours la même volonté d'attaquer l'école publique en limitant les crédits, déjà insuffisants, qui lui sont accordés.
Emotion aussi lorsque nous voyons, dans un vote très récent du Parlement relatif aux subventions aux œuvres rurales, aux foyers ruraux, le groupe Socialiste se trouver pratiquement isolé au Parlement, puisque nous n'avons pu obtenir, sur une position laïque, dans les questions des foyers ruraux, que l08 voix sur 600 membres du Parlement.
Je crois que cette situation est très grave et que le Parti Socialiste doit aujourd'hui dire avec pleine mesure, mais aussi sans aucune équivoque, qu'il ne laissera pas toucher à l'édifice de l'éducation nationale qui a été construit par la IIIe République et que nous voulons embellir, agrandir, maintenant.
Mais, camarades, il ne s'agit pas uniquement de faire preuve d'émotion ou même d'indignation, il faut que le Parti, dans le programme qu'il va définir pour la prochaine législature ou pour les mois qui viennent, sache faire porter son effort sur un certain nombre de points précis sur lesquels il ne pourra transiger.
Je me bornerai à en énumérer trois.
Le premier c'est que nous pouvons déclarer que l'école publique accueillera tous les enfants de France que si elle est matériellement capable et nous considérons qu'à l'heure actuelle, dans le cadre de la politique de reconstruction ou de constructions nouvelles dont ont parlé certains camarades hier soir, il est essentiel de tenir compte du fait que, de l938 à l948, la natalité est passée de 611 000 à 860 000, c'est-à-dire que nous verrons arriver d'un seul coup dans les classes primaires de la France plus de 200 000 enfants supplémentaires.
C'est très beau de faire une politique de natalité, c'est très beau de faire une politique de lapinisme, mais encore faut-il donner aux enfants quand ils arrivent en

âge d'aller à l'école, les bâtiments, les constructions, les maîtres qui soient capables de les accueillir... (Applaudissements)...
Et je crois que, dans une politique de reconstruction du pays, c'est là un placement de père de famille et ce n'est pas de l'argent dépensé mal à propos.
D'autre part on nous parle à l'heure actuelle de menaces de chômage, on nous dit : il faut augmenter la production, il faut y augmenter la productivité, il faut que la production française soit une production de qualité. Comment réaliserez-vous cette production de qualité, comment accroîtrez-vous la productivité, si vous n'êtes pas capables de fournir les techniciens de toute espèce qui sont nécessaires à la production ?
Ne croyez-vous pas que c'est un scandale de voir attaquer les centres d'apprentissage ? Nous savons très bien quelles critiques on a pu faire au moment de la Libération, contre la politisation de ces Centres, mais ne pensez-vous pas qu'à l'heure actuelle, avec le redressement qui a été opéré, il faut que le Parti Socialiste préserve l'action des centres d'apprentissage, à la fois contre l'action cléricale, et aussi, ce qui est peut-être plus grave, contre la volonté du patronat de reprendre en mains l'apprentissage des enfants pour en faire, non pas des hommes, mais pour en faire des robots au service de l'apprentissage maison.
Je pense que le Parti Socialiste pour lutter contre le chômage devrait réclamer une nouvelle prolongation de la scolarité, comme on l'avait fait en l936, lors du premier gouvernement de Front Populaire. Je crois qu'il est plus intéressant pour la France d'avoir des enfants un an ou deux de plus dans les écoles, que d'avoir des centaines de milliers de chômeurs à la recherche de travail. Je crois que cette politique de prolongation de la scolarité pourrait s'intégrer parfaitement dans le projet de réforme de l'Enseignement, sur lequel le Parti Socialiste devrait se pencher, car c'est dans la mesure où l'on arrivera à réformer l'enseignement, dans la mesure où l'on fera un enseignement valable, que nous créerons des hommes libres qui sont nécessaires à la vie du Parti Socialiste et à la vie de la collectivité nationale.
Il faudrait aussi envisager en France la création d'un grand ministère de l'Education nationale.
Nous n'acceptons pas devoir les œuvres d'enseignement et d'éducation partagées, tiraillées, entre une série de ministères qui ont perdu complètement, s'ils l'ont jamais eue, toute notion de la neutralité, toute notion de la laïcité, et qui se servent des organismes d'éducation qu'ils détiennent dans des buts Partisans. Nous pensons qu'en dehors de l'Education nationale il y a trop d'organisations qui font semblant de se préoccuper d'éducation et qui se bornent uniquement à faire de la propagande, comme le disait le camarade qui m'a précédé, comme dans les écoles de Bobigny, ou bien encore comme dans des écoles qui défendent beaucoup plus des idées religieuses, idées religieuses le plus souvent comprises dans leur sens le plus étroit, plutôt que de s'efforcer de développer une jeunesse capable de raisonner

par elle-même et de prendre ses responsabilités.
Il est évident que le Parti Socialiste doit pour le présent, pour l'immédiat, et pour l'avenir, c'est-à-dire pour la législature prochaine, mettre au premier plan de ces préoccupations, cette idée que sans un ministère de l'Education nationale capable de gérer toutes les œuvres d'éducation et d'enseignement, sans un ministère de l'Education nationale disposant de crédits suffisants, il n'y aura rien de fait et l'avenir sera très sombre.
Et je voudrais que, comme suite à l'appel qui lui a été fait par l'ensemble; des organisations laïques réunies dans la Confédération générale de défense laïque, le Parti Socialiste réponde clairement, pour la défense de la laïcité, pour la défense de l'école publique, seule capable de réunir tous les enfants de France, le Parti Socialiste doit répondre " présent ".
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Deixonne.

Maurice Deixonne

Camarades, notre congrès s'ouvre devant une situation certainement aggravée du point de vue laïc, les causes en sont les suivantes :
D'abord, je vous l'ai déjà signalé, les besoins immenses de l'enseignement privé, que l'on peut chiffrer de 30 à 40 milliards par an.
D'autre part, l'approche des élections, car il n'est pas difficile de discerner sons certaines déclarations épiscopales qui manquent un peu de sérénité, des règlements de compte entre le MRP et ses ultras du PRL ou du RPF.
D'autre part, pourquoi ne pas l'avouer, c'est un des points sur lesquels la sortie des Socialistes du gouvernement joué une influence néfaste, actuellement il s'établit au ministère de l'Intérieur la division suivante du travail : Monsieur Queuille se réserve le problème électoral et Monsieur Colin la Direction des affaires cultuelles.
Enfin il faut bien reconnaître encore que la faiblesse des laïcs est pour quelque chose dans cette situation. Je n'en veux pour preuve, camarades, que le vote scandaleux intervenu le 25 mai, c'est-à-dire à la veille même de notre congrès : Tanguy-Prigent demandait la suppression de toute subvention aux activités culturelles de la jeunesse rurale, il ne s'est trouvé hélas que 107 voix pour voter l'amendement Tanguy-Prigent contre 265, et nous avons enregistré une fois de plus l'abstention du groupe Communiste.
Vous mesurez par conséquent l'influence désastreuse qu'exerce la division de la classe ouvrière, en même temps que l'avilissement des objectifs que lui propose le Parti Communiste.
Quels sont les signes, camarades, de cette aggravation de la situation du point de vue laïc ?

Fondation Jean-Jaurès

Bien entendu l’intervention de Monseigneur Cazeau prêchant la grève de l'impôt en est le signe le plus apparent, mais combien de choses aurais-je encore à vous dire ? Par exemple, l’affaire de la Prévière, où Monsieur Delbos soutient qu’il y a des élèves dans cette école angevine, où monsieur Bidault soutient qu’il n’y en a pas.
Ne serait-il pas très simple d'ouvrir l’école pendant 8 jours, pour en avoir le cœur net ? Et cela traîne depuis des mois.
Mais, pour en revenir à l’intervention de Monseigneur Cazeau, voulez-vous voir, camarades, ce que donne cette intervention dans les pays chouans ?
Voici un journal qui m’est envoyé de Maine-et-Loire, " Notre Clocher ", journal de Jumelle. Voici, sous la signature du curé Jean Brevet, des déclarations que je soumets à votre jugement.
" Ne versons plus un sou à l’Etat, jusqu’à ce qu'il nous donne notre du ", c’est la consigne précise que je vous transmets, mes paroissiens. Ce mouvement d’insurrection n’a rien de politique, ni de Partisan....
Et de rassurer ceux qui pourraient avoir quelque inquiétude.
" Quelques esprits craintifs diront " et les saisies " si votre cas était isolé, et encore. Je vous avoue que moi-même j’ai depuis 4 ans sur le dos cinq procès de kermesses qui dorment dans les dossiers de je ne sais quel bureau, que j’ai omis volontairement, depuis 4 ans aussi, toute déclaration de mes séances théâtrales et que les feuilles roses s’accumulent pour les impôts en retard, tout cela ne m’empêche pas de dormir, car je sais bien que s’il y avait saisie de quelque objet m’appartenant, un mouvement de masse se déclencherait aussitôt et qu’au jour et à l’heure dite, plusieurs centaines ou milliers de manifestants arriveraient à Jumelle pour intimider Monsieur l’huissier. Il en sera de même pour vous si le cas se présentait, ce qui n’est pas probable. "
Vous voyez par consentent que ce ne sont pas des déclarations platoniques. Voilà des consignes précises, données dans l’intention bien entendu qu’elles seront scrupuleusement suivies.
Et alors, comment ne pas se rappeler que ces mêmes évêques, je lis cela dans la lettre pastorale de l’Evêque de Nantes, déclaraient au temps de Pétain : " Quand un chef commande, le devoir des subordonné est d’obéir. "
Et, c’est le même Monseigneur Cazeau qui saluait en Pétain le chef miraculeux que la providence nous a donné.
Eh bien, voici l'Eglise catholique, qui avait accordé le denier de César à Néron, qui ne l’ avait pas refusé à Staline et à Hitler, et qui se trouve conduite à le refuser à un président du Conseil qui est, comme par hasard, un ministre catholique.
Ne soyez pas surpris, camarades, que nous ayons chargé notre ami Gorce d’interpeller le gouvernement par son attitude à la suite des déclarations scandaleuses de ces hautes autorités civiles ecclésiastiques.

(Applaudissements)
Mais, en attendant d'avoir pu obtenir la subvention directe à l'enseignement privé et la, proportionnelle scolaire, nos adversaires adoptent l'attitude suivante : - et je crains bien qu'elle ait trouvé sa formule la plus parfaite dans l'intervention de M. de Menthon au congrès du MRP, lorsqu'il demande une application aussi libérale que possible des textes légaux et règlements existant.
Oui, nous assistons en vérité à un exercice d'assouplissement des textes en vigueur, j'en vois la preuve dans ces consultations répétées du Conseil d'Etat que l'on tend à considérer de plus en plus comme une espèce de Cour suprême à la façon des Etats-Unis, et, étant donné la composition actuelle du Conseil d'Etat, je dois dire que les arrêts qu'il est amené à rendre, les avis qu'il formule, sont beaucoup moins favorables à la laïcité que ceux du Conseil d'Etat de l890 et des années ultérieures.
Le résultat, c'est qu'effectivement on obtient des secours de plus en plus étendus pour l'enseignement privé. Pour le second degré, c'est la loi Falloux, que l'on sort du sommeil où elle semblait reposer - loi vieille d'un siècle - pour en obtenir des applications de plus en plus nombreuses. Pour le premier degré, c'est le secours aux indigents, qui est la porte ouverte à une foule de pratiques, tantôt franchement illégales, tantôt en marge de la légalité.
A cet égard, camarades, laissez-moi vous dire que, tant que nous n'aurons pas obtenu que les commissions cantonales d'assistance soient seules appelées à distribuer ou plus exactement à discriminer ceux qui sont indigents de ceux qui ne le sont pas, nous pourrons nourrir les craintes les plus sérieuses sur les utilisations qui sont faites actuellement par les municipalités de droite, des textes en vigueur.
D'autre part, comment ne pas vous signaler la grosse affaire de cette réponse donnée par les Services de monsieur Petsch, sans intention mauvaise je veux le croire, mais dont l'application suscite l'enthousiasme dam certains départements, au point que les demandes environ sont arrivées au Préfet du Morbihan. Il s'agit pour un maire de désigner un mandataire chargé de distribuer aux pères de familles les secours qui leur sont alloués. Supposez que ce mandataire soit un homme de paille, ne craignez-vous pas que les fonds destinés aux familles besogneuses aillent atterrir dans la disse des écoles privées ?
J'ai déjà cité des textes dans le " Populaire ", en voici un autre qui émane de Monsieur Lemarchand, directeur de l'école Saint-Joseph à Bayeux :
" Monsieur et Madame,
Je suis avisé par la préfecture du Calvados et par la direction diocésaine de l'enseignement libre, que vous allez recevoir incessamment une somme de 3 500 frs en provenance du Conseil général, comme subvention de scolarité pour votre enfant fréquentant mon établissement.
Je me permets de vous faire connaître que cette somme doit m'être immédiatement retournée puisqu'elle ne vous est accordée que comme subvention salaire, pour le

paiement des maîtres d'école.
Veuillez donc, dès que vous l'aurez reçue, me la faire parvenir à l'école. "
Le texte est net, c'est la violation audacieuse, manifeste, impudente, de la législation de 1886.
Et c'est pourquoi le groupe parlementaire m'a autorisé à déposer une interpellation sur la réponse que compte faire le ministère à la question écrite que j'ai à mon tour posée.
J'avoue que je ne l'ai pas fait jusqu'ici parce que je mesure toute l'importance de la question et parce que j'ai encore espéré jusqu'à ce jour, qu'une réponse favorable me serait donnée, je dois dire qu'il va falloir que le gouvernement se décide, car je ne peux différer éternellement le mandat qui m'a été confié.
Et, en ce qui concerne l'union française, qu'est-ce que cette enquête de Monsieur Letourneau sur les subventions données dans les territoires aux écoles privées afin d'organiser an concours, une joute, à qui fera le plus grand sacrifice en faveur de l'enseignement confessionnel.
En face de cette situation, dont je suis loin de faire le tour, croyez-moi, par ces quelques indications, que pouvons-nous faire camarades ?
Je pense que le groupe parlementaire serait bien inspiré à la suite de ce congrès, en allant porter au président du Conseil les motions que nous aurons l'occasion de voter et en les assortissant de quelques commentaires qui ne soient pas dénués de précisions.
D'autre part, faut-il perdre l'espoir de convaincre le MRP de l'erreur dans laquelle ils sont en train de s'engager ?
Je voudrais me référer à un livre, connu certainement de beaucoup d'entre vous, celui d'un catholique, Monsieur Chatret. Le titre, " Au-delà du laïcisme ", ne peut pas, bien entendu, avoir tout notre assentiment, mais quelle critique pertinente du pluralisme scolaire !
" Bon - dit-il - l'enseignement privé n'est pas un service social. Il est faux qu'il y ait service social dès lors qu'un groupement privé de citoyens croit devoir s'organiser pour se passer du service que la collectivité a mis à sa disposition. "
Et, si nous suivions en effet cette thèse, mesurez camarades quel chemin il nous faudrait parcourir, le jour où des groupements privés, décideraient eux aussi d'avoir leurs hôpitaux à eux, leurs routes, leur système postal, que sais-je encore. Là encore nous serions obligés d'assurer les fonds de l'Etat, l'argent de tous les contribuables, à une entreprise privée qui serait bien une entreprise privée.
On nous parle de justice, mais, remarque encore Monsieur Chatret, qui ne sent que les familles spirituelles les mieux organisées, c'est-à-dire les églises, seraient seules bénéficiaires de la proportionnelle scolaire ?
Et, par suite, les enfants de familles rationalistes se trouveraient négligés, parce qu'elles n'auraient pas les moyens d'avoir elles aussi leurs écoles.

Mais, ces catholiques isolés, dans ces pays de mission que sont par exempts, la Creuse ou l'Yonne, est-ce qu'ils auraient droit à cette justice qu'on leur promet ? L'enfant d'un pays catholique où il n'y a même pas de desservant du culte, serait obligé de faire combien de kilomètres pour trouver l'école catholique subventionnée par le gouvernement ?
Et enfin, le personnel enseignant, y songe-t-on toujours dans ces merveilleux projets ?
Voici l'école écartelée entre des confessions diverses. Quel choix douloureux pour un maître, d'avoir à opter entre sa vocation et sa foi, devra-t-il jouer ici la comédie de la croyance, ailleurs la comédie de l'athéisme, et si l'Etat peut certifier de la valeur culturelle du maître qui lui donnera un brevet pour l'authenticité de son credo ? Quelle promesse de servitude morale pour tus les enseignants.
Et surtout, comme le rappelait notre camarade Bineau dans un article du Populaire-dimanche, ce système, c'est l'école partagée, partagée plus que nous ne l'imaginons, car il est possible que la coalition des faibles amène à dresser face à l'école catholique confessionnelle, l'ensemble de tous ceux qui jugeront opprimés dans un pareil système.
En sorte que le pluralisme se résoudrait à un dualisme agressif, combattant, et enfin, cette jeunesse, artificiellement coupée, cette jeunesse qui deviendrait la proie de propagandes rivales, cette espèce d'infantilisme, pour reprendre l'expression d'Emmanuel Mounier, ne voyez-vous pas camarades - ou plutôt si, je sais bien que vous le voyez, parce que je m'adresse, si vous le permettez, par-dessus vous, à ces catholiques intelligents qui devraient comprendre - le péril auquel on la conduit. Ne pensez-vous pas qu'il y a là pour l'église, dans cette tentation de s'enfermer dans un ghetto, de se couper de la nation tout entière, quelque chose qui est contraire, directement contraire, à la notion même de catholicité ?
Et puis, il est bien évident encore que ce pluralisme auquel on pense, ne résoudra pas le problème que l'on voudrait lui faire résoudre, l'école laïque subsistera malgré tout, et surtout, vous aurez des demandes, que nous ne soupçonnons même pas à l'heure actuelle et qui seront encouragées par ces subventions officielles. Tous aurez, non seulement une dispersion de l'effort, un enseignement cher, un abaissement général de la culture, mais vous serez dans la nécessité de subventionner par exemple des écoles Communistes. Et, camarades, je vous signale le dernier numéro de " L'Ecole libératrice ", numéro du 25 mai, où vous trouverez sous la plume de Durand, des textes qui passent l'imagination. J'ai déjà eu l'occasion de vous en citer de semblables, en voici un, parfaitement authentique, j'ai tenu moi-même le manuel dans mes propres mains, il est de l'Académicien Tcherba, c'est une grammaire de langue russe, édition d'Etat, deuxième fascicule, destiné aux enfants de 12 à 16 ans. Il s'agit de règles de grammaire. Ecoutez cela :
" Voici le texte complet de l'exercice l60, page 4 : Règles de grammaire :

" Dans les propositions suivantes, copiez d'abord les propositions subordonnées de but, et puis les propositions de mode d'action :
1°) Chaque tireur doit savoir baisser le chien graduellement en une ou deux secondes, pour arriver à effectuer des tirs avec visée en une minute.
2°) Lors de l'éclairage des buts, il faut éviter de regarder les sources d'éclairage, pour que le tireur ne soit pas aveuglé par la lumière.
3°) Pour examiner un fusil, il faut le lever à la hauteur des yeux, puis le faire pivoter de façon à ce que le canal du canon soit éclairé tantôt avec éclat, tantôt avec faiblesse sur toute sa longueur.
4°) Le tireur a pour devoir de garder son fusil propre, de le manier avec soin..."
Et il y en a comme cela une demi-douzaine, toutes sont exactement de la même nature.
Eh bien, je le dis tout net, je suis effrayé de voir des choses qui dépassent véritablement ce que l'on peut imaginer et penser raisonnablement.
Il y a là je vous l'assure deux cléricalismes dont je suis incapable de dire lequel dépasse l'autre en indignité.
(Applaudissements)
Et Durand a bien raison de mettre en regard deux textes :
" Toutes les études doivent être imprégnées de l'idéologie Communiste, ordonne le ministre soviétique dans 838 instructions ",
" La vie religieuse doit imprégner tout l'enseignement, déclare le Pape dans l'encyclique sur l'éducation de la jeunesse ".
Et bien, voilà deux déclarations parallèles, et je pense que notre école laïque, au contraire, si accueillante à tous, si fraternelle, réunissant sur les bancs d'une même école tous les enfants de la collectivité nationale sans distinction de credo politique, confessionnel, philosophique, religieux, est encore le meilleur garant de notre unanimité nationale. C'est pourquoi d'ailleurs son succès va croissant.
En 1945, dans le premier degré, 20% des enfants allaient sur les bancs de l'enseignement privé, en l948 et après une dégradation progressive, l8,1%.
Dans le second degré, les chiffres sont moins avantageux, vous savez pourquoi : manque de locaux.
Et bien, je crois que le MRP devrait se persuader que cette école, pour laquelle optent des millions de familles, croyantes et non croyantes, vaut infiniment mieux que le système dont il rêve.
Qu'on n'espère pas non plus se concilier l'église par quelques concessions partielles. Je pense que les Chouans ne se laisseront pas facilement convaincre et, quant au Vatican lui-même, je veux bien croire qu'il a des vues plus hautes que celles des Chouans du pays vendéen. Face à l'immense péril qui menace la civilisation chrétienne, je veux croire qu'il a en vue un règlement d'ensemble du problème scolaire, qu'il n'oublie pas le danger de l'Alsace et de la Lorraine, où les

Communistes avec leur propagande sont en train de jeter les bases d'une future autonomie, je veux croire qu'il a en vue également le problème des congrégations, et je vous signale en passant qu'un des arguments essentiels contre la subvention à l'enseignement privé, c'est que les congrégations y jouent un rôle considérable, que beaucoup d'entre elles ne sont pas reconnues et ne sont même pas françaises.
Par conséquent je crois, avec Jules Moch, que le problème dont nous discutons, est un problème plus vaste, beaucoup plus vaste, que celui que l'on imagine, il se relie à la totalité des grands buts politiques que nous pouvons poursuivre, car la civilisation chrétienne ne se défendra pas seulement sur le front de la politique scolaire, mais sur celui de la construction de l'Europe et de la justice sociale.
Voilà la raison profonde, camarades, pour laquelle nous n'acceptons pas la série de capitulations successives où l'on veut nous entraîner, pourquoi nous opposons un " non " énergique et sans détour, un " non " très net, aux médiocres astuces de politiciens qui aggravent les problèmes sous prétexte de les résoudre.
Voilà pourquoi nous restons indéfectiblement attachés à notre école laïque, haïe par tous les totalitarismes, dans la mesure même ou elle leur apparaît comme le ciment de notre unité nationale.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à notre camarade Bidet.

André Bidet

Camarades, les interventions de nos camarades, Jules Moch, Philip, me dispensent de souligner l'importance prise aujourd'hui par le problème des relations franco-tunisiennes.
Par bonheur, cette importance ne nous prend pas au dépourvu, le Secrétariat général du Parti et le Comité directeur, ont étudié la situation, prévu des solutions, je les en remercie.
Le groupe parlementaire de l'Assemblée nationale s'est aussi préoccupé de la question puisque celle-ci est posée devant la Commission des affaires étrangères.
Je dis ma gratitude au groupe parlementaire de l'Assemblée Nationale.
Que la question franco-tunisienne soit dans une phase aiguë, c'est un fait, mais je dis que pour autant elle n'est pas devenue un problème dramatique.
Pourquoi la gravité actuelle de la question ?
Je ne veux pas, encore qu'historien, faire un cours d'histoire, mais énumérer très rapidement les explications. Il faudrait évidemment faire une analyse de la situation économique et de la situation sociale. J'ai trop peu de temps pour cela, je me bornerai à décrire la situation politique, puisqu'aussi bien c'est elle qui, en Tunisie, commande tout le reste.
Il faut reconnaître que, depuis la signature du traité du Protectorat, la France a violé

ce traité. Que dit-il en effet ? Les tunisiens et les français le formulent dans une phrase très lapidaire : " Administration aux tunisiens, contrôle aux français ".
À quoi assistons-nous actuellement ? A l'administration directe de la France, rien ne se fait, soit à la Résidence générale, soit dans les contrôles civils, en dehors de la volonté strictement française. Si bien que peu à peu, la nation tunisienne a vu disparaître souveraineté et s'éclipser sa personnalité.
C'est contre cela que les tunisiens protestent. La question est devenue cruciale dans ces derniers mois, au point que, alors que d'après les traités c'est la France qui devrait proposer au Souverain les réformes, c'est celui-ci qui maintenant les revendique.
Il a présenté ses revendications, il a demandé des réformes qu'il a qualifiées de nécessaires, et qu'il veut substantielles, en juillet dernier, en public. Il a présenté ses revendications au président général, son appel est resté vain. Il l'a repris au mois d'octobre, sans plus de succès.
Le Premier Ministre, au mois de janvier, à son tour, a appelé la demande du Souverain, toujours en vain.
C'est alors qu'en avril dernier, le Bey a écrit au président de la République pour lui rappeler ses précédentes demandes, lui dire que la situation présente de la Tunisie ne concorde ni avec l'évolution mondiale, ni avec l'évolution du peuple tunisien.
En même temps que le Souverain prenait cette attitude, Habib Bourguiba, qui s'était exilé volontairement au Caire, est revenu chez lui, il a reçu un accueil enthousiaste, dans toutes les réunions qu'il a données dans les différentes villes de Tunisie il a trouvé un écho enthousiaste.
D'autres raisons expliquent la situation présente. N'oubliez pas les décisions prises à l'ONU dans sa dernière session, annonce de l'indépendance de la Libye, et vous devez comprendre l'écho qu'a une pareille annonce, dans un pays comme la Tunisie, qui se trouve encore sous l'état de siège, et vous comprendrez mieux la profondeur de cet écho si vous mesurez la différence d'évolution qu'il y a entre les populations de la Libye et le peuple tunisien.
Une autre annonce d'une décision de l'ONU a contribué au climat présent, celle de l'envoi possible de missions de l'ONU dans les pays non dépendants.
Si bien que les revendications tunisiennes, qui sont formulées depuis des années - elles datent de loin -, ont pris une tonalité accrue. Et, aujourd'hui, il n'est personne pour nier la nécessité de réformes, pas même ceux qui s'évertuent à trouver des prétextes pour les différents n'osent dire qu'il ne faut pas en faire.
C'est après une longue période d'examen de la situation, trois ans de méditation, que la Résidence générale de France, présente au gouvernement de la République un projet de réforme.
Le quai d'Orsay lui-même, dans les conversations que j'y ai eues, reconnaît la nécessité de ces réformes, et le président du Conseil, si j'en crois les informations

de dernière heure, n’est lui-même pas hostile à ces réformes.
Qu’est-ce donc qui retarde ce qu'il faudrait faire vite, pour ne pas avoir l’air de le faire sous la pression sous la contrainte, et risquer de perdre ainsi le bénéfice du geste ?
Ce sont d’abord les agissements de certains hauts-fonctionnaires qui contrecarrent les projets de la Résidence générale elle-même.
Un haut-fonctionnaire tunisien me disait : pour nous, le problème est d’être ou de ne pas être. Je me refuse à accepter le dilemme, d’abord parce que tout dilemme est faux, et puis, je voudrais savoir ce que l’on met dans ces mots. Si par " être " on entend rester dans la position de 1881, je dis que cette pensée est une folie. Si par " ne pas être " on entend départ de la France, je dis aussi que c’est une appréciation. Et, sur ce plan, il y a accord total entre les tunisiens et nous, qui eux aussi reconnaissent la nécessité de la présence française. ...(Applaudissements)...
Il y a également l’attitude de la majorité - j’ai quelque tristesse à le dire - des français de Tunisie, français qui sont inquiets pour leur situation, situation qu’ils croient, à tort, menacée, et, dans cette sorte de
poussée fébrile, d’égoïsme, ils en arrivent à prendre des positions affolantes pour un français qui garde son sang froid. C’est ainsi que l’on ose nous citer en exemple l’Afrique du sud, le seul pays qui aujourd’hui, cyniquement, ose pratiquer au grand jour une politique raciale, et, ceux que nous trouvons en état d’hostilité contre le projet de réforme, ce sont ceux-là même que notre regretté Pierre Viénot avait trouvés avant lui. In 1936 lorsque Viénot est venu chez nous, pour un trop court séjour, il a eu l’audace de poser le problème comme il fallait le poser. Voici ce qu’il disait alors :
" Les droits qui ont été conférés dans la gérance à ces nationaux ne sauraient primer l’intérêt général national français, qui seul doit inspirer la conduite du protectorat. Certains intérêts privés des français de Tunisie ne se confondent pas nécessairement avec l’intérêt de la France, celle-ci n’a charge de leur défense que dans la mesure où ils ne sont pas en opposition avec les intérêts généraux de la Tunisie ".
On ne peut pas mieux poser le problème.
Et, à la fin de son discours, Viénot adressait un appel pathétique aux français de Tunisie.
Savez-vous comment il y fut répondu ?
Le plus grand journal français de Tunis osa écrire que le discours de Pierre Viénot avait fait plus de mal que le passage d’un régiment de uhlans en Tunisie.
Aujourd’hui on dit : ah! si l’on avait écouté Pierre Viénot.
Je ne voudrais pas que l’on put dire demain:
ah ! si l’on avait écouté les Socialistes. Certes nos responsabilités seraient dégagées, mais pour autant le prestige de la France, ne serait pas sauvegardé.

On dit aussi : il faut penser aux répercussions. D'accord, mais si vous admettez qu'il puisse y avoir répercussions pour des réformes faites en Tunisie, par rapport à l'Algérie et au Maroc, vous devez admettre du même coup qu'il puisse y avoir en Tunisie des répercussions quand le monde se transforme, quand l'Inde trouve son indépendance, quand l'Egypte trouve son indépendance, quand la Libye apprend qu'elle sera indépendante en l952, et, s'il doit y a voir répercussion, je pense que ce sera une répercussion heureuse parce que les réformes faites en Tunisie seront la démonstration que notre formule de l'Union française n'est pas une formule creuse et que nous sommes bien décidés cette fois à mettre en harmonie nos promesses et nos actes.

(Applaudissements)

Si j'insiste sur la nécessité défaire ces réformes c'est parce que l'heure est opportune.

On me dit : nous ne pouvons pas avoir l'air de faire les réformes sous la contrainte, il faut attendre l'apaisement. Mais, c'est inouï. Quand les tunisiens ne bougent pas, on dit : ne faisons rien, ils sont calmes et tranquilles. Lorsqu'ils se remuent, légitimement, on dit : ah non, impossible, il font trop de bruit. Mais, camarades, s'ils font du bruit, c'est que parfois aussi les français de Tunisie leur ont donné l'exemple du bruit.

Comment n'a-t-on pas protesté lorsque le Rassemblement français de Tunisie a organisé la grève civique, la grève perlée au grand Conseil pour faire prévaloir son point de vue ? Cela n'était pas un exemple à donner pour des français, aux tunisiens.

L'heure est opportune aussi parce que, tandis qu'il demande des réformes, le souverain affirme son amitié envers la France et d'une façon qui doit aller au cœur de tous les français, et, par ailleurs, les positions prises par les Partis politiques tunisiens sont maintenant des positions raisonnables.

Je sais, on a mené grand bruit autour de la présence d'Habib Bourguiba en France, et l'on se préoccupe beaucoup des positions du néo-destour.

Que dit le néo-destour ? Ceci : nous sommes désireux d'obtenir avec la France un traité de libre association, qui garantira à la France ses intérêts stratégiques, ses intérêts économiques et ses intérêts culturels. Et il ne se contente pas de le dire, il l'écrit. J'avais emporté quelques documents, mais le temps passe, cependant voici un article récent :

" Est-ce donc impossible de trouver en Tunisie une plate-forme de départ pour une entente nouvelle et durable ? Que demandent les tunisiens ? Disposer de l'heure présente, forger eux-mêmes leur avenir. Qu'importe à la France ? Sauvegarder ses intérêts qui peuvent être d'ordre économique, stratégique ou culturel, voir les trois à la fois ? Y a-t-il une incompatibilité absolue entre ces deux positions ? Aucunement. Si même des difficultés doivent surgir, nous sommes prêts, disent les

Tunisiens, à chercher et à trouver, d'un commun accord, le compromis heureux qui sauvegardera nos droits et mettra la France à l'abri des soucis. "
" Au cours des négociations les difficultés apparaîtront moins persistantes. Si du côté tunisien il en est qui, après avoir été trop gâtés par ce régime, estiment tout changement préjudiciable à leurs intérêts égoïstes et s'emploient à le contrecarrer, leurs compatriotes se chargeront de leur faire entendre raison. Si, du côté français, ceux qui trouvent très commode le statuquo, croient agir rationnellement en prêchant son maintien, il appartiendra au gouvernement de leur pays de les détromper. Le terrain ainsi déblayé, il y a de fortes chances pour des interlocuteurs loyaux de se rencontrer. "
Sans les discours prononcés par Habib Bourguiba il y a une formule qui revient et que je vous rappelle : " domination française en Tunisie ? Non. Présence française en Tunisie ? Oui ".
L'heure est opportune en raison de ces positions du néo-destour. Je sais que l'on dit : mais, peut-on avoir confiance ?
Camarades, Habib Bourguiba est l'homme qui a consacré toute sa vie à essayer d'obtenir l'indépendance de sa patrie. En maintes circonstances il aurait pu, s'il l'avait voulu, envoyer promener la France - pardonnez l'expression - il l'aurait pu quand il était dans les prisons de l'Axe, et il s' est toujours refusé à faire une déclaration d'hostilité envers la France, il l'aurait pu, lorsqu'il était au Caire et qu'un journaliste américain venait l'interviewer, or à ce moment-là aussi, en 1946, il a déclaré catégoriquement : traité de libre association avec la France garantissant à la France ses intérêts stratégiques, ses intérêts économiques, ses intérêts culturels, la confiance appelle la confiance, je crois à sa vertu d'attrait.
Et si j'insiste, c'est parce qu'on ferme aujourd'hui le ministère à Habib Bourguiba. Je dis que c'est une erreur. Est-ce que les Conservateurs anglais n'ouvraient pas leur Cabinet à Gandhi, et est-ce qu'ils en étaient diminués pour autant ?
On ne reçoit pas Habib, il faudra pourtant un jour le recevoir. D'abord parce qu'il est d'accord avec le Souverain et que, par conséquent, ce n'est pas porter atteinte à la souveraineté beylicale que de l'accueillir, et puis parce que, s'il est vrai qu'il ne faut pas faire quelque chose avec le néo-destour seul - et le néo-destour est d'accord sur ce point - il est non moins vrai que l'on ne fera jamais rien de valable et de durable sans son accord. Il faut, c'est sûr, rassembler le plus grand nombre de personnalités tunisiennes pour décider quelque chose de valable. Mais, je vous en conjure, ne laissez pas mettre à l'écart un Parti qui rassemble aujourd'hui derrière lui 75% de la nation tunisienne, qui a à ses cotés une organisation syndicale puissante, qui par conséquent peut vraiment dire son mot et, s'il donne sa signature, être considéré comme représentatif du pays.
Le moment est venu, ne nous laissons pas mettre en retard. C'est Monsieur Boisdon qui, au congrès MRP, disait : je crains bien que nous ne soyons en train de laisser

passer l'heure où des protectorats pourraient être transformés en contrats d'association. C'est Robert Aron qui écrivait : faute de clairvoyance et de courage, la politique française se trouve perpétuellement en retard sur l'évolution, une fois de plus, comme après 1918, elle réussit trop bien à dévaloriser les concessions, d'ailleurs inévitables, tant elle y met de mauvaise grâce, et retarde le moment de les consentir.

Le moment est venu pour nous d'agir, le moment est venu pour nous de soutenir le président général réformateur et dans la mesure même où il se présente comme un réformateur. Nous avons étudié la situation, les réformes ne seront pas l'anéantissement de l'œuvre du protectorat, bien au contraire, elles la prolongeront.

Voyez-vous, il est certain qu'au fur et à mesure que notre présence se prolonge en Tunisie, elle y devient de plus en plus inutile. Il faut prendre conscience de ce fait. Au fur et à mesure que nous formons des générations, et pour mon compte j'en ai quelques-unes sur la conscience, nous créons des hommes qui aspirent à l'état d'hommes libres, qui veulent se considérer comme les égaux, non seulement des français, mais comme les égaux de tous les hommes. C'est dans un climat de fraternité que peuvent s'établir des rapports franco-tunisiens durables. Ne renions pas, camarades, la moisson de nos semailles. Mais nous pouvons demander, et nous devons demander aussi, aux bénéficiaires de la moisson, de ne pas dénigrer trop celle-ci et n'avoir pas trop d'ingratitude pour les semeurs eux-mêmes.

Le problème examiné par un grand nombre de camarades, par des hommes comme Laguige (?), comme Rosenfeld, comme Gorce, comme Savary, comme Alduy (?), comme Boutbien, et comme quelques autres dont je m'excuse de ne pas citer les noms, a pour nous une solution, que nous avons établie dans une motion rédigée au cours des journées d'étude, et voici le texte que nous vous proposons :

" Le Congrès fait sienne la motion votée le 11 décembre 1949 par la fédération de Tunisie et approuvée par le Comité directeur le l8 janvier l950. Cette motion a paru dans un bulletin intérieur.

" Condamne toute politique qui en Tunisie tendrait au maintien du statu-quo.

" Demande que soient ouvertes sans tarder des négociations entre le gouvernement de la République et les représentants qualifiés de la nation tunisienne, afin :

1°) de fixer la date de la suppression du protectorat et les étapes successives du passage de la Tunisie au stade d'un état souverain et indépendant,

2°) de décider les réformes politiques, économiques et sociales pour doter ce pays dans le plus bref délai, des institutions d'un état démocratique, ainsi que des lois protégeant les travailleurs agricoles et industriels, autant contre l'exploitation Capitaliste de toute origine, que contre une résurrection du servage féodal,

3°) de conclure simultanément un traité d'association entre la République française et la Tunisie, pour coordonner sur un pied d'égalité et en pleine souveraineté leur action sur le plan de la défense nationale, de la politique extérieure, des relations

économiques et culturelles.
" C’est dans un tel climat que la Tunisie pourra adhérer librement à la communauté humaine qu’une véritable Union française doit représenter.
" Le congrès est convaincu qu’une action ainsi établie pour une union durable entre les deux pays, est conforme à leurs intérêts communs et respectifs.
" En conséquence il décide l’envoi immédiat d’une délégation du Parti au président du Conseil pour l’informer de la volonté du Parti. "
Camarades, j’en ai terminé. Je me suis efforcé de vous parler avec sang-froid, alors qu’au plus profond de moi je suis angoissé jusqu’à la souffrance. Je vous ai parlé en Socialiste, il m’est impossible de parler autrement, j’ai trop la tête pleine de la pensée démon Parti et trop le cœur lourd de tous les sentiments Socialistes et mon dévouement envers mon Parti ne s’éteindra, c’est sûr, qu’avec ma vie. Mais, je vous ai aussi parlé en français, en français soucieux de la vraie grandeur de sa patrie, qui ne peut être qu’une grandeur morale et spirituelle. ... (Applaudissements)... Je vous ai parlé en homme de l’humain, en vous parlant en Socialiste et en français.
Je ne possède rien en Tunisie, si ce n’est 4 m2 de terre dans un cimetière, et pourtant j’y détiens une immense fortune, parce que j’y suis riche de l’amitié des tunisiens ...(Applaudissements)... camarades, je veux faire gagner cette amitié à mon Parti et, à travers lui, je veux faire don de cette amitié à mon pays. L’amitié franco-tunisienne peut être, il faut qu’elle soit, nous pouvons édifier là-bas une magnifique œuvre française, de celles qui restent dans la tradition française qui date de 1789, parce qu’elle sera marquée du sceau de la grandeur humaine. Une telle œuvre entre bien dans le cadre des seules créations qui soient à la mesure de nos ambitions Socialistes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Coquart, de la fédération du Nord.

Armand Coquart

Mes premières observations porteront sur la question du programme.
Ne croyez-vous pas, camarades, qu’il serait quelque peu illusoire, mais prématuré, de vouloir que sorte de ce congrès national le programme du Parti ? J'entends un programme arrêté, un programme susceptible d’être publié sans délai.
Dans le cadre d’un congrès comme celui-ci, une commission, même formée d’hommes très compétents peut difficilement établir le texte complet, cohérent, clair, digne d’être présenté comme le programme de notre Parti.
D’autre part, s’il est vrai qu’il s’agit d’établir notre programme pour la prochaine législature, est-il vraiment urgent de faire connaître dès à présent un tel programme ?

Fondation Jean Jaurès

Pourquoi partirions-nous les premiers, très en avance, pourquoi ferions-nous connaître d'avance nos solutions, pour qu'elles soient démasquées ou déformées ?
Dans la pratique, camarades, nous ne manquons pas de bases en ce qui concerne un programme d'action tout à fait immédiat, nous avons l'habitude, n'est-il pas vrai, dans nos congrès et dans nos Conseils nationaux, de brasser et de rebrasser assidûment cette matière d'une façon que je pense pour ma part généralement heureuse et juste, mais enfin d'une façon qui ne touche pas toujours l'opinion publique profondément, tant nos programmes interviennent à un moment qui ne correspond pas à un moment psychologique où la conscience de l'opinion est éveillée.
Encore tout récemment, au Conseil national de février, nous avons établi un programme d'action immédiate, en soulignant les points les plus saillants, les plus actuels, et ce programme, dans sa brièveté, ramassé, condensé, est encore, à nos yeux du moins, parfaitement valable aujourd'hui.
Par conséquent la fédération du Nord, sur ce point particulier, envisagerait avec faveur que le programme proprement dit du Parti, fut élaboré à loisir, par une commission spéciale, assistant le Comité directeur, et par le Comité directeur lui-même, en seconde lecture, prenant ses responsabilités, puis fût soumis à la ratification du Parti dans un congrès extraordinaire ou à la rigueur un Conseil national.
Et ici, nous rejoignons directement ce qui a été dit hier sur ce point par notre camarade Jules Moch.
Il est encore temps, je le signale, d'appliquer la décision du congrès de l'année dernière, de juillet 1949, à savoir : qu'une commission spéciale aura à élaborer un programme d'ensemble, audacieux et clair, à l'échelle nationale et internationale.
Seulement ce programme, et ici nous apportons une suggestion, nous ne le voyons pas comme un document unique, en ce sens qu'à coté du programme même du Parti, du programme pour la prochaine législature, du programme qui présenterait les mesures dont notre Parti est prêt à prendre la responsabilité s'il a la charge du pouvoir - et s'il a la charge du pouvoir avec les coupées franches - à coté de ce programme mûrement élaboré et convenablement développé, il nous semblerait qu'il serait opportun d'avoir un programme proprement électoral, plus ramassé, plus condensé, plus dru, qui attire davantage l'attention. Je ne veux pas dire un programme différend dans le fond, dans sa substance, du programme général, nullement, mais un programme qui découlerait du programme général en le simplifiant, qui serait adapté aux circonstances électorales, et par là je n'entends pas spécialement le mode de scrutin ou les modalités de la propagande, mais je pense à l'actualité. Nous ne pouvons pas établir d'une façon définitive et arrêter notre programme pour des élections qui auront lieu l'année prochaine. Il y a toujours des éléments politiques qui viennent en première ligne dans une situation

donnée. Je n’ai pas besoin de dire actuellement que devant nous se pose tel ou tel problème, que ce soit pour les crédits de l'Education nationale ou autre chose, qui attire l’attention, qu’il faut souligner, mettre en vedette, si vous voulez, et quand les élections seront proches, il y aura aussi des questions sur lesquelles il faudra mettre l’accent.

Par conséquent, élaborons un programme général, mûri, d’accord. Attendons le moment propice pour publier un programme proprement électoral, s’inspirant du premier. Voilà ce que nous suggérons.

Nous pensons que le programme général pourrait être établi raisonnablement vers les derniers mois de cette année, il serait encore temps, semble-t-il, et alors je pense que nous aurions un programme digne de ce nom pour notre Parti.

Ce n’est pas à dire naturellement que le débat prévu et institué à l’occasion du présent congrès sur le programme nous apparaisse comme inutile, en aucune manière, et nous avons entendu à cette tribune des interventions extrêmement précieuses dans ce domaine, notamment celle de Jules Moch.

Mais ce que nous suggérons, c’est que la Commission spéciale que vous êtes amenés à désigner aujourd’hui - puisque deux commissions sont prévues, une pour la politique générale et une pour le programme - je ne sais si le Secrétaire général fera à ce sujet de nouvelles propositions Guy Mollet m'indique qu'il n’y aura pas deux commissions ou du moins qu’il ne le suggère pas, alors je n’insiste pas.

Enfin je suggère que sur la question du programme s’il y avait un rapport, ce ne fût pas un rapport quant au fond, mais un rapport touchant simplement les méthodes, c’est-à-dire tranchant notamment les points que je viens d’indiquer, précisant si nous sommes ou si nous ne sommes pas en mesure d’établir notre programme actuellement, précisant de quelle façon nous concevons l’élaboration du programme et dans quel délai, à quel moment, le Parti sera appelé à lui donner sa ratification, avec naturellement les aménagements qui à ce moment-là paraîtront utiles.

Selon nous, la résolution de politique générale devrait être avant tout la définition de la ligne tactique du Parti, et avoir par conséquent un caractère plutôt général.

En annexe à cette résolution de politique générale il y a lieu naturellement de prévoir des résolutions particulières sur certains points saillants ayant une importance actuelle, un caractère urgent, pressant, tel problème de l’Europe, problèmes concernant l’Union française, que ce soit le Vietnam ou la Tunisie. Mais bornons-nous, camarades, c’est du moins ce que propose la fédération du Nord, à fixer notre ligne politique générale, à préciser notre position sur les problèmes d’actualité qu’il faut trancher. Pour le programme, mettons le travail sur le chantier, et que ce soit de l’ouvrage bien fait.

J’en arrive maintenant à la ligne politique du Parti.

Définir notre politique générale, cela ne signifie pas seulement donner une réponse

un peu précise aux problèmes les plus immédiats. Je pense que nous en sommes tous d'accord. Cela implique aussi, et même cela implique d'abord, une appréciation des perspectives, en fonction desquelles nous estimons avoir à déterminer notre orientation.

Pour ma part, si j'avais eu assez de temps pour pouvoir tenter d'apporter une contribution à l'analyse du moment historique et du milieu social où l'action de notre Parti est appelée à s'inscrire, j'aurais voulu me placer au point de vue des chances du Socialisme, je veux dire en soulignant la nécessité d'agir toujours avec la préoccupation de sauvegarder, non pas seulement le présent, mais aussi l'avenir du Socialisme, ce qui fait la raison d'être profonde de notre Parti et du mouvement Socialiste.

Faute de temps je me bornerai à formuler une indication très générale, à savoir qu'en gros, nous sommes dans une période de transition. Je veux dire une période qui n'est plus purement une période Capitaliste, une époque où la sphère du capitalisme est non seulement circonscrite mais entamée et réduite sur plus d'un point. C'est vrai. Mais nous ne sommes pas pour cela, je le dis franchement, dans la période où construire le Socialisme puisse être un objectif réel immédiat, j'entends, à portée de notre main. Nous sommes plutôt dans une période où il s'agit de travailler à établir ou à développer les conditions rendant possible la construction du Socialisme, ce qui est notablement différent, et ce qui n'implique pas que l'on soit obligatoirement en marche vers le Socialisme. Car, le Socialisme ne saurait être le résultat mécanique, quelles qu'aient pu être les interprétations béates, de la part de certains, de la doctrine marxiste d'un ensemble de phénomènes quelconques, il ne viendra pas tout seul, il viendra si nous sommes assez nombreux à le vouloir et si ceux qui le veulent savent agir intelligemment et lutter énergiquement.

J'ajouterai simplement que si nous sommes effectivement dans une telle période où il s'agit, je le répète, non pas de créer le Socialisme mais de créer les conditions qui le favoriseront, nous pouvons essayer de résumer ces conditions.

Nous trouvons je crois pardessus tout ce qui doit mettre en relief nos objectifs fondamentaux et qui par conséquent doit dicter les objectifs fondamentaux susceptibles d'inspirer notre tactique :

- Pour qu'il devienne possible de parler d'instaurer le Socialisme, il faut une économie hautement productive, qui embrasse un vaste plan d'expansion internationale,
- Il faut que la classe ouvrière soit consciente, soit éclairée, soit économiquement forte,
- Il faut que la démocratie authentique soit au-dessus de toute contestation, comme au-dessus de toute menace, il faut qu'elle soit intimement liée à la vie politique du peuple et, pour ainsi dire, à la vie tout court.

Or, nous n'en sommes pas là, j'ai à peine besoin de le dire.
Aussi cette préoccupation devrait-elle être d'autant plus pressante, constamment dans notre esprit, et elle devrait inspirer notre tactique en tant que Parti Socialiste, compte tenu de nos forces et compte tenu de toutes les données objectives.
S'il s'agit de problèmes particuliers, comme l'appartenance au gouvernement - dont notre ami Verdier avait bien raison de dire dans le Populaire qu'il n'est à nos yeux qu'un aspect Particulier parmi un ensemble de problèmes - nous devons logiquement poser que le Parti puisqu'il est trop faible par ses effectifs parlementaire pour imposer son programme, n'a de raison majeure de figurer au sein du gouvernement que si ses objectifs fondamentaux ou tout au moins l'un d'entre eux, sont vraiment en cause.
Si l'on admet que les trois objectifs que j'ai cherché à dégager il y a un instant sont vraiment nos objectifs fondamentaux - parce qu'ils correspondent à des nécessités absolue pour que le Socialisme ne soit pas quelque chose de formel, mais quelque chose de ferme, pour que ses perspectives soient vraies et ne correspondant pas à je ne sais quel messianisme - à quelle conclusion aboutissons-nous ?
Nos efforts sur le plan international, que ce soit ne pour une coopération économique ou pour la paix ne comporteront pas, du moins je le crois, une intensité ou une efficacité très sensiblement différente, selon que nous participerons ou non au gouvernement de la France.
Je n'ai pas le temps d'aller plus loin et je me contente de dire qu'évidemment des divergences ici sont parfaitement légitimes sur le point de savoir quel est le degré d'importance des conséquences que peut avoir sur le plan international notre présence ou notre absence au gouvernement.
Mais je dis ici ma pensée. Je crois que l'impulsion, l'orientation pour la création de l'Europe, représente bien pour nous une tâche capitale, absolument capitale, mais non pas tellement liée à notre présence dans le gouvernement de ce pays.
Soutenir, aider, guider la classe ouvrière, obtenir son audience, tout cela camarades, pour des raisons évidentes, sera mieux réalisable et sera réalisable dans une bien plus large mesure si le Parti fait la preuve, et fait assez longtemps la preuve, qu'il ne faut pas le croire destiné par vocation à faire office de Parti gouvernemental.
Reste alors le problème de la démocratie.
Pendant les années récentes, le Parti, dans des circonstances souvent agitées, a tenu bon au gouvernement pour contrebattre plus efficacement l'agitation bonapartiste du néo-gaullisme et le sabotage stalinien. Le Parti a bien fait, et si c'était à refaire, il faudrait qu'il recommence.
Aujourd'hui, les circonstances ne sont plus celles d'hier. Je n'ai pas le temps ici non plus de me livrer à une analyse, mais enfin ce n' est pas nécessaire, nous savons tous très bien que le Parti a jugé bon, en février dernier, opportun et possible alors, de se retirer du gouvernement, et je crois que nous sommes une forte majorité

à penser que là aussi il a bien fait.
Si de nouveau un danger surgissait, un danger réel un danger grave, il ne faudrait pas hésiter un instant à agir comme nous l'avons fait dans le passé, et non seulement à agir de la sorte, mais à revendiquer hautement cette attitude, à réclamer notre place entière dans une action de défense de la République.
Mais, si dans les temps qui viennent, le stabilité des institutions n'est pas en cause, nous pouvons parfaitement bien envisager de rester en dehors du gouvernement. Le fait que l'on ait lancé au Parti des invites, plus ou moins vagues, en vue d'un retour au gouvernement, puisqu'il n'y a aucune offre à proprement parler, ne réclame pas de notre part, s'il doit y avoir réponde, autre chose qu'une réponse aussi aimablement efficace, disons, que les invites ont été aimablement imprécises.
Nous sommes sortis du gouvernement, nous ne sommes pas sortis de la majorité, et nous savons très bien qu'il n'y en a pas d'autre possible, ou tout au moins nous savons très bien que nous ne pouvons pas souhaiter qu'il y en ait une autre, qui serait forcément une majorité réactionnaire. Nous en tenons compte, mais il appartiendra aussi à nos partenaires d'en tenir compte.
Bien sûr il peut se faire, de par les remous de la vie politique, que nous nous trouvions demain, ou que nous nous trouvions bientôt, devant une situation comme celle que Ramadier évoquait hier soir, c'est vrai, mais cette situation, si elle se présente, ce qui n'est pas certain, nous l'examinerons en elle-même et en temps voulu.
Cette position, camarades, elle est je pense celle d'une très forte majorité dans le Parti. Dans les circonstances présentes, selon la formule qu'employait le Conseil national de février, nous croyons devoir écarter la participation, ou, mieux encore, nous estimons que la question ne se pose pas.
Nul n'est maître de l'avenir, sans doute, mais le Parti est assez grand, le Parti est tout de même assez averti, pour être capable de régler sa conduite à tout moment, selon les circonstances.
Sur une idée aussi naturelle, aussi raisonnable, nous devrions tous tomber d'accord et je ne devrais même pas avoir besoin d'insister sur ce point.
Mais il y a des bons camarades, des camarades qui par ailleurs savent à l'occasion faire preuve de réalisme politique, d'un esprit Socialiste - c'est un compliment pour mon ami Boutbien - qui viennent de la façon la plus pressante et qui composent à cet effet une motion qu'ils nous soumettent, inviter le Parti à proclamer qu'il ne retournera pas au gouvernement en aucun cas, quoi qu'il arrive, avant les élections générales.
A quoi cela reviendrait-il, camarades ? A diminuer notre liberté de mouvement, à nous lier les mains, à donner aux Partis antidémocratiques la faculté de mener leur jeu à notre détriment et, par exemple, à provoquer une crise politique dans des circonstances où nous aurions la position la plus désavantageuse, ce qui ne serait

nullement impossible à partir du moment où notre attitude serait fixée immuablement d'avance et connue de tous.
Je sais bien, je sais fort bien, que si ces camarades invitent le Parti à faire une telle déclaration, une déclaration aussi insolite n'est-il pas vrai, c'est qu'ils ont une appréhension, ils craignent qu'une fois notre congrès passé, il ne se produise des événements parlementaires qui pourraient être, ils le supposent, un tout petit peu provoqués, et qu'alors interviennent des pourparlers officiels sans doute, ou incomplètement officiels, qui aboutiraient à un retour du Parti au gouvernement décidé seulement dans les sphères supérieures du Parti, à la faveur de quelques votes plus ou moins brusqués. Voilà ce qui les inquiète, ce qui les tracasse.
Et bien, il y a une façon très simple d'apaiser l'inquiétude de ces camarades, c'est de décider que, si l'éventualité d'un retour était posée, le problème ne devrait être tranché ni par le Comité directeur, ni par le groupe parlementaire, ni par la délégation mixte des 46, mais par le Parti lui-même, par une décision expresse, prise au sein d'un congrès ou d'un conseil national, suivant la formule de la résolution du Nord, qui je crois dit bien ce qu'elle veut dire, mais suivant une formule qui a été aussi celle de nos camarades des Bouches-du-Rhône, comme l'indiquait Defferre hier soir, de nos camarades de Seine et Oise, comme l'a souligné Métayer, etc.
L'essentiel n'est-il pas que, les uns et les autres, nous nous rejoignions quand il s'agit de fixer notre tactique, c'est-à-dire de définir notre position devant la situation qui se présente à nous.
Il y a bien eu unanimité au Conseil national de février, camarades, sur ce problème, comme il y a eu aussi accord sur les questions touchant le programme d'action immédiate, je l'ai rappelé tout à l'heure, alors, est-il vraiment nécessaire que nous nous comptions sur les fondements théoriques de notre tactique ? Oui évidemment on peut se compter puisqu'il y a des camarades qui sont opposés à la participation au gouvernement maintenant, parce qu'ils sont opposés en principe et constamment à toute participation et qu'ils veulent que le Parti le déclare solennellement, et qu'il y a des camarades qui ne sont pas partisans de la participation dans les conditions actuelles, parce qu'ils estiment qu'à l'heure actuelle elle ne s'impose pas. C'est vrai, mais est-ce vraiment nécessaire que nous nous comptions encore une fois sur ces fondements théoriques, alors que nous sommes d'accord sur les conclusions pratiques ?
Faisons plutôt un effort d'union, un effort de large union, ce qui, camarades, non seulement sera très tonique pour la santé du Parti, mais sera bien utile pour nous faire mieux écouter de la classe ouvrière. Car le grand principe de l'unité, de l'union de la classe ouvrière, le principe suprême de l'union des travailleurs, c'est à nous de le brandir, c'est à nous de le revendiquer c'est à nous de le glorifier, c'est à nous de le prendre comme drapeau contre les diviseurs, contre ceux qui, en se

présentant comme des émancipateurs, ne savent en réalité faire des travailleurs que d'immenses troupeaux d'esclaves.
Il nous appartient de rappeler que le Socialisme véritable, que le Socialisme démocratique, a toujours eu parmi ses principes essentiels la plus large unité possible des travailleurs et, sur le plan politique, et sur le plan syndical, et sur le plan de la coopération fraternelle, compréhensive et libre entre syndicats et parti comme l'exemple en est toujours magnifiquement donné en Grande-Bretagne, en Belgique ou dans les pays Scandinaves.
Il nous appartient de faire voir que le poison de la division et de la haine a été introduit dans le mouvement ouvrier après l'autre guerre par la fraction bolchevique de la Social démocratie russe et par les suiveurs fanatiques ou aveugles des bolcheviks, et que c'est à eux que l'on doit ce fait, infiniment funeste, que la classe ouvrière s'est meurtrie, débilitée, dans les convulsions
et dans les déchirements alors que si, après l'autre guerre, toutes les énergies avaient conflué, avaient convergé dans le Socialisme démocratique, sans aucune espèce de doute l'Europe tout entière serait à l'heure actuelle entrée dans la voie du Socialisme. ...(Applaudissements)...
Voilà ce que nous devons dire avec le maximum de force, à cette classe ouvrière qui, devant un patronat têtu, enregistre aujourd'hui et subit un rapport de force bien médiocrement favorable, essoufflée désorientée qu'elle est, par les exercices de grève et ces démonstrations de parade, par les marches et les contremarches, dictées par les stratèges du Kremlin. Mais, pour rappeler tout cela avec l'accent qu'il faut, avec la force persuasive qu'il faut, n'affaiblissons pas nos paroles si justes qu'elles soient, par un comportement qui prêterait à la critique, ou au doute, élevons-nous au-dessus des divergences secondaires, au-dessus des problèmes secondaires, ne gaspillons pas notre énergie dans des efforts dispersés ou dans des joutes intestines, et consacrons-nous avec toute cette énergie, à ce Parti Socialiste, Section française de l'Internationale ouvrière, à renforcer, à élargir, à accroître ce Parti Socialiste, dont les travailleurs français, même s'ils n'en ont pas conscience, ont aujourd'hui besoin plus que jamais, et non seulement les travailleurs français, mais la cause même de la démocratie et de la liberté en France et dans le monde.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Pannier, du Doubs.

Pannier

Camarades, je n'ai pas l'intention de m'étendre sur le programme. Je considère que le Parti a assez de théoriciens, de techniciens, de doctrinaires pour le faire, et le travailleur manuel que je suis s'intéressera plutôt au moyen de trouver les combattants pour permettre au Parti Socialiste de donner les armes et les moyens à

ces doctrinaires, à ces techniciens, de réaliser au gouvernement le programme qu'ils sont capables d'établir.
Car, camarades, tout à l'heure quand le camarade de l'Ardèche a fait allusion au départ du Parti de certains éléments de la classe ouvrière et que j'ai senti dans la salle un certain remoud, je considère que ce remou n'est pas justifié ...(Applaudissements)... car il ne faut pas nier l'évidence.
Il y a dans le Parti à l'heure actuelle une faiblesse qui est préjudiciable à l'action du Parti. Il est certain que, dans le Parti Socialiste, la catégorie des travailleurs que je considère la plus prolétarisée, je veux parler des travailleurs manuels, a en grande Partie déserté le Parti. Il faut donc rechercher pourquoi ils sont Partis.
À mon avis il y a deux raisons primordiales, il y a d'abord la démagogie stalinienne, mais il y a aussi la lâcheté de trop de militants qui ne veulent pas résister à cette démagogie... (applaudissements)... qui trop souvent s'acharnent à abonder dans le sens de ceux qui systématiquement condamnent et l'action de nos ministres, et l'action de nos parlementaires, sans jamais chercher à regarder quelle a été leur action. Ces camarades ont peut-être fait des erreurs, c'est possible, moi aussi j'ai avalé des couleuvres dont j'ai encore des indigestions, mais un militant Socialiste n'a pas le droit de s'associer systématiquement à des campagnes de dénigrement. Notre devoir à nous, c'est de laver notre linge sale dans nos sections, dans nos fédérations, dans nos Conseils nationaux. Nous n'avons pas le droit, systématiquement, d'abonder dans le sens de ceux qui cherchent à nous démolir.
N'est-il pas inadmissible que trop de camarades, comme dans l'affaire des Généraux, dans l'affaire du vin, se soient abusés à croire comme du bon pain toutes les insinuations, tous les dénigrements de la presse réactionnaire et à douter de la sincérité des rectifications ou des mises au point de nos camarades de la presse Socialiste. Et de ceux-là, on en a vu. Quand un militant Socialiste faisait passer une mise au point dans le Populaire, on trouvait que c'était une dérobade, en interprétait cela comme une manière comme une autre de se défendre, mais on jugeait les termes souvent inacceptables.
Et bien non, camarades, ce n'est pas de l'action Socialiste. Et, si nous voulons vraiment que le programme établi qui sortira de ce congrès soit appliqué, il faut rechercher les moyens de trouver au Parti Socialiste les masses populaires qui doivent nous y aider.
Et, je crois que le film que nous avons vu hier doit être un enseignement pour nous. Ne croyez-vous pas que les manifestations qui ont aidé notre camarade Léon Blum en l936 à réaliser son programme, n'ont pas été plus efficaces que toutes les parlotes, que tous les beaux discours qu'il a entendus dans les Conseils nationaux quelquefois, ou que les motions qui ont été plus ou moins acceptées par le Parti ?
Il faut que la classe ouvrière se sente attirée par le Parti Socialiste, il faut que les militants donnent confiance à cette classe ouvrière. Comment ? Par leurs actes.

Et, camarades, reconnaissons que notre Parti a une grande faiblesse maintenant. C'est que, moi, en tant que militant syndical, j'ai quelquefois l'amertume de constater que des camarades fonctionnaires, que des camarades intellectuels, négligent de se mêler aux manifestations ouvrières. Et nos camarades, dans les syndicats, dans les unions départementales, dans les unions locales, lorsqu'ils constatent cet absentéisme coupable, sentent que ces camarades ne viennent pas donner à la classe ouvrière l'impression que nous sommes tous liés les uns aux autres dans cette défense de nos intérêts communs.

Tout de même, ce n'est pas parce que l'on est professeur, parce que l'on est avocat, ou parce que l'on est instituteur, que nous ne devons pas nous mélanger à cette classe ouvrière qui a besoin de nos conseils.

Et bien, camarades, je vous demanderai de réfléchir à toutes ces questions.

En effet, dans nos sections aujourd'hui on voit la classe ouvrière, les travailleurs manuels, se désintéresser un peu de notre action, parce qu'ils sentent de la part de ces éléments intellectuels un certain absentéisme qu'ils considèrent comme une répugnance à se montrer à leur contact.

Il faut nous mêler les uns aux autres, comme nous avons vu hier sur cette toile, et nous joindre à cette classe ouvrière qui n'attend que nous pour se désintoxiquer de l'influence stalinienne.

Seulement, camarades, il faut avoir le courage de le faire. Il est quelquefois difficile, je le reconnais, de défendre un tel geste de nos parlementaires, tel geste de nos ministres, mais enfin, nous sommes Socialistes, nous devons être moralement tout au moins, solidaires de leurs actes. Nous pouvons quelquefois discuter, mais nous ne devons pas abonder systématiquement dans le sens de nos détracteurs, or c'est ce que l'on rencontre trop souvent.

Camarades, je n'ai pas l'intention de vous parler très longtemps, mais je voudrais quand même qu'après ce congrès on sente dans ce Parti la volonté de vaincre. Car camarades, j'ai appris que, dans une armée, ce qui faisait sa force, c'étaient ses cadres, sous-officiers, et bien, camarades, j'ai l'impression qu'au Parti maintenant il y a une multitude de candidats pour être général, mais on ne trouve pas de candidats pour être sergent-fourrier, c'est-à-dire trésorier d'une section, pour être secrétaire d'une section ...(applaudissements)... et c'est cependant de la Section que part la force du Parti. C'est le secrétaire de la Section qui collecte les cotisations, qui fait payer les timbres et qui donne au Parti cette force financière pour vous défendre. C'est le Secrétaire de Section qui organise les réunions publiques, qui fait le maximum d'efforts, c'est l'adjudant de compagnie qui doit toujours se battre. Et voilà ce qui manque au Parti. Des généraux, des colonels, on en trouvera toujours assez. ...(Applaudissements)...

Faisons le maximum d'efforts pour trouver des cadres sous-officiers, qui feront de nous le Parti le plus fort pour marcher à la victoire du Parti Socialiste.

(Applaudissements)

PARTI SOCIALISTE - SFIO
42ème Congrès national des 26, 27, 28 et 29 mai l950

Séance du dimanche 28 mai l950 (Matin) (2ème Partie)

Le président - La parole est à notre camarade Lamine Gueye.

Lamine Gueye

Camarades, je n'ai demandé à venir à cette tribune, ni pour exposer un programme, ni même pour présenter des suggestions. Je me réjouis, comme vous tous, d'avoir entendu dire que notre congrès actuel serait un congrès sans histoire en raison du fait que, sur les problèmes essentiels, le Parti n'est plus divisé contre lui-même, l'accord semble unanime pour dire que la situation qui avait déterminé la Parti à quitter le gouvernement, n'a pas changé dans des conditions qui lui permettent de modifier
son attitude.

Accord, dit-on, pour maintenir le soutien conditionnel, tout cela aménagé de telle manière que le débat n'a plus à porter que sur le point de savoir quelle est la politique qu'avec nos partenaires associés dans la majorité républicaine, le Parti Socialiste est décidé à soutenir.

Mais, je voudrais vous mettre en garde contre une certaine tendance à considérer que le Parti Socialiste, parce qu'il a été au centre de la bataille pour l'édification de la défense de la République, doit à tout prix accepter toutes les situations, quelles qu'elles soient, dès l'instant qu'il s'agit pour lui de savoir si son abstention ou son refus permet d'éviter pour la République un danger.

L'Union française pose de grands problèmes. Je n'ai pas la prétention de vous apporter un fait nouveau quelconque susceptible de s'ajouter à notre programme. Ce serait déjà bien beau si ce programme, tel que nous l'avons élaboré, nous pouvions espérer en voir seulement un commencement de réalisation.

Ce que je demande à tous nos camarades, c'est de décider, au cours de ce congrès, que notre défense de la République, notre attachement à la République, ne sauraient en aucune manière impliquer notre abdication devant certaines agressions qui se multiplient contre l'impérialiste dans toute l'Union française.

(Applaudissements)

Bidet nous a parlé de la Tunisie avec un accent de sincérité qui nous a touchés. Je crains que dans cette affaire, encore que notre cœur soit d'accord avec Bidet, nous arrivions encore trop tard pour nous laisser dominer par les événements. Je le crains

Collection Jean Jaurès

parce que je mesure la distance que nous avons parcourue depuis les dernières positions que nous avons prises à l'égard du problème vietnamien.
Hier, on nous disait : la présence de la France, la lutte pour l'indépendance réelle contre le totalitarisme d'Ho Chi Minh, aujourd'hui on nous dit : problème international dans lequel la France n'est plus seule à jouer le jeu.
Si l'on mesure la distance qui existe entre tout cela, et ce qui a été autrefois notre position, en 1946, en 1947, en 1948 et en l949, nous devons reconnaître que vraiment nous avons été conduits par les événements, que nous avons été dominés, au lieu, comme c'était notre devoir, de dominer, et au lieu de postuler pour la position qui devait être prise.
Mais je veux laisser le Viêt-Nam à ses spécialistes la Tunisie à Bidet, qui d'ailleurs a fait dans cette affaire tout ce qu'il devait, comme Socialiste et comme français, et je voudrais simplement me limiter à la question de l'Afrique française.
L'Afrique française a fait une constante confiance au Parti Socialiste. Je n'en veux pour preuve que la carte politique de l'Assemblée nationale constituante, première et deuxième édition, tous nos élus à l'exception d'un ou deux, étaient des Socialistes.
Aujourd'hui il n'en est malheureusement plus ainsi. Cela ne veut pas dire que ceux qui nous ont abandonné ont eu raison, mais cela n'empêche pas qu'aussi nous ayons à nous poser la question de savoir si nous, Socialistes,
nous avons fait aussi tout ce qu'il fallait pour maintenir le climat de confiance que nous avions réussi à grand peine à créer et qui nous avait valu une si large adhésion des masses.
Aujourd'hui, il n'est pas question d'un Socialiste au gouvernement, nous n'avons pas de revendications à exprimer, mais, quand on considère certains langages hypocrites auxquels nous nous laissons prendre, j'ai le devoir
de vous dire " casse-cou ".
Le gouvernement nous dit : je ne veux pas dans l'Union française, de fonctionnaires soutenus par des Partis politiques, je veux des fonctionnaires qui fassent correctement leur métier, en administrateurs conscients de leurs responsabilités, sans s'inquiéter de l'audience qui peut leur être accordée par un Parti plutôt qu'un autre. C'est évidemment un tel langage que nous avons soutenu nous-mêmes quand nous avons eu les responsabilités du pouvoir, mais actuellement il faut voir la réalité. Quel est celui d'entre nous qui n'a pas senti l'abîme profond qui s'est creusé.
Il m'aurait été facile de démontrer que le gouverneur nommé en l948 a eu depuis ce moment-là trois avancements, et, comme par hasard, c'est un gouverneur MRP. Mais tout cela, sous prétexte d'ignorer la politique, d'ignorer l'appartenance politique ou la couleur philosophique. Pendant ce temps, nos amis qui nous sont fidèles, auxquels on n'a rien à reprocher, sont l'objet de brimades constantes et le

Parti Socialiste, je ne dis pas qu'il est passif devant cette situation, mais il considère que d'autres problèmes devraient peut-être primer ceux-là. C'est ainsi qu'une masse de 70 millions d'hommes, que nous aurions dû animer, qui nous font confiance, se demandent aujourd'hui avec angoisse si vraiment l'efficacité est de notre côté plutôt que du côté de ceux qui n'ont jamais fait autre chose que de se servir du peuple alors que nous prétendons le servir.

Je voudrais aussi, camarades, vous rappeler qu'une de nos conquêtes dont nous avons lieu d'être fiers, sont les Assemblées locales dans les territoires d'Outremer. Ces Assemblées, auxquelles nous avons réussi, nous Socialistes, à donner des pouvoirs beaucoup plus larges et beaucoup plus importants que ceux dévolus aux Assemblées homologues de la métropole.

Tout cela a fonctionné dans des conditions qui justifient l'attitude que nous avons prise en marquant notre confiance à l'égard de ces populations.

Aujourd'hui toutes délibérations, même lorsqu'elles portent sur des matières pour lesquelles la décision de l'Assemblée est souveraine, sont tenues en échec, sinon par les Bureaux de la Réunion, du moins par le Conseil d'Etat qui annule les délibérations, sans même instituer un débat, sans que nous sachions quels sont les points sur lesquels porte le désaccord et quels sont les griefs que formule à notre encontre le gouvernement, puisqu'aussi bien la décision intervient, non pas du Conseil d'Etat statuant en haut-contentieux, mais statuant dans la forme administrative.

Le Parti Socialiste ne devrait pas manquer de s'intéresser à ces problèmes.

Mais tout cela, voyez-vous, provient du fait que dès le moment où l'on nous dit : le Parti Socialiste doit s'attacher à consolider la majorité républicaine, à ce moment-là nous abdiquons, ou semblons abdiquer toutes nos prérogatives et toutes nos positions.

Sur ce problème, je voudrais que nous soyons d'accord pour dire que nos solutions, quelles qu'elles soient, nous les maintenons, devant un gouvernement quel qu'il soit, et surtout au moment où nous avons réussi à nous dégager du pouvoir, pour garder une indépendance qui nous permette de dire son fait à qui que ce soit, et pour ne défendre que les positions Socialistes.

Oh je n'ai pas la prétention de demander que, sortis du gouvernement, nous puissions faire ce que nous n'avons pas réussi à faire quand nous y étions, mais ce que je n'accepte pas - et je me place pour le dire sur un plan général - c'est que des gens nous disent que des Partis, qui comptent 25, 50 et quelquefois moins de membres, apparaissent comme le pivot de la majorité, comme le soutien indispensable de la République, et que nous, avec nos l00 voix, nous ne sommes qu'un organisme d'enregistrement. Et, quand un problème est posé, à partir de ce moment nous sommes tranquilles, nos positions seront aménagées de telle manière que nous soyons obligés de capituler, ce qui est mortel pour le Parti.

Je ne crois pas que nous ayons travaillé à gagner notre indépendance pour accepter tout, dès le moment où l'on signale que le gouvernement est en difficulté, et par là méfie, la République.
(Applaudissements)
Camarades, je voudrais aussi, dans les grands problèmes qui vont se poser dans l'avenir immédiat, concernent l'Union française, que nous puissions serrer de près nos solutions Socialistes, non pas pour les imposer à qui que ce soit, car nous sommes des démocrates, mais pour dire que toute autorité qui n'en tiendrait pas compte n'a pas non plus à escompter notre audience et nos voix. Cela aussi nous avons le droit de le dire.
Mais le malheur est que, à propos du problème du Vietnam, à propos du problème de l'Union française en général, il suffit que des positions initialement défendues par nous, fassent l'objet de surenchère Communiste pour qu'à partir de ce moment-là, parce que nous avons demandé 10, le ministre demande 50, en dénaturant notre attitude, disant que, sous prétexte de combattre le communisme nous abandonnons tout pour ne pas leur donner le prétexte de renverser une majorité qui sans nous ne peut exister et qui lie nos membres parce que nous ne voulons rien faire pour démontrer la nécessité de notre présence dans cette manifestation.
Camarades, j'ai demandé un temps de parole que je suis bien décidé à ne pas épuiser, j'estime que les conversations les plus courtes sont quelquefois les meilleures, même lorsqu'on rencontre une audience sympathique, comme celle que vous avez bien voulu réserver à l'homme qui se présente devant vous pour vous exposer son point de vue. Je voudrais simplement que nous disions que le Socialisme n'a pas encore épuisé son rôle dans l'Union française, que ceux qui lui ont fait confiance n'ont pas eu tort de lui faire confiance, que tous les problèmes qui sont dans la ligne de notre politique constituent pour nous les problèmes essentiels et non pas secondaires et que tout gouvernement animé par les Socialistes ou non, qui s'en écarte, est un gouvernement auquel nous ne pouvons accorder nos suffrages.
Mais alors je voudrais que, dans la résolution qui marquera la clôture de nos travaux, nous n'acceptions plus cette formule de soutien conditionnel. Nous sommes simplement un Parti qui a repris sa liberté, qui l'a reprise dans tous les domaines et qui entend faire prévaloir les solutions qu'il considère comme justes, équitables et valables, et qui soutiendra tout gouvernement appliquant ces solutions. Il faut le dire d'une façon inconditionnelle, nous allons soutenir le gouvernement, nous ne soutenons personne, nous ne combattons personne, nous défendons un programme Socialiste. Qui s'y associe est avec nous, qui le combat est contre nous, et nous sommes aussi contre lui. ...(Applaudissements)...
Je voudrais en terminant attirer votre attention sur le fait qu'en Afrique noire, que ce soit l'AOF, que ce soit l'AEF, que ce soient d'autres territoires, il y a en ce

moment une action conjuguée de la part de tous les éléments d'extrême gauche et d'extrême droite, car pour eux il n'y a qu'un ennemi, il n'y en a qu'un qui soit valable, qui soit permanent, c'est le Parti Socialiste. Si bien que, dans une ville comme Dakar, par exemple, à l'occasion du premier mai, on a vu à côté de la manifestation
organisée par le Parti Socialiste, la manifestation organisée par le RDA, alias Parti Communiste, à laquelle s'étaient associés tous les éléments RPF connus ou supposés. Et, quand le gouvernement vient nous dire, sous prétexte de combattre le communiste, qu'il favorise en même temps le RPF et tous les groupements de droite, en réalité c'est une action uniquement dirigée contre le Parti Socialiste, et il est bon que nous le sachions.
Je voudrais soumettre une résolution au congrès, tendant simplement à ce que, exactement comme nous l'avons fait dans notre congrès de l'année dernière, une délégation soit désignée, qui se rende auprès du président du Conseil, non pas pour apporter des solutions nouvelles ou des propositions nouvelles, mais pour confirmer devant lui les solutions auxquelles le Parti a déjà donné son adhésion depuis la Libération sur le plan de l'Union française.
Ayant fait connaître ces résolutions, nous dirons : nos votes, dans toutes les circonstances où, ils doivent intervenir, seront conditionnés par le respect que vous témoignez à l'égard de ces solutions.
Voilà ce que j'appelle mettre sur pied un programme, mais voilà ce que j'appelle aussi montrer la volonté de réaliser ce programme.
Cela, si nous le faisons, je vous garantis que cette masse qui vous a suivi, qui vous a gardé sa sympathie et qui ne demande qu'à persévérer dans la voie où nous l'avons entraînée, cette masse démontrera avec vous qu'il est possible de former une Union française animée par la République et par le Parti Socialiste et qui, traduisant en réalité toutes les promesses que contient le Socialisme, nous permettra de dire que la France n'est pas seulement un pays de 40 millions d'habitants, mais un pays de l00 millions d'habitants, animés de la même volonté de faire une République égalitaire, fraternelle, une République, en un mot, de plus en plus orientée vers le Socialisme réalisateur.
(Applaudissements)

Le président - la parole est à Jacquet.

Gérard Jacquet

Mes chers camarades, cette année au moins, ce congrès présente une caractéristique un peu exceptionnelle. C'est en effet la première fois, depuis la Libération, que le problème du maintien ou du départ des ministres Socialistes ne se trouve pas posé.
Mais, si ce problème n'est pas posé, d'autres appellent tout naturellement notre

attention, aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan international. Nous devons poursuivre cette discussion avec, cette année, un esprit un peu particulier.
Guy Mollet le faisait remarquer à différentes reprises, et il y a quelques mois, lorsque Léon Blum était encore parmi nous, nous avions tendance à exprimer nos thèses avec une certaine brutalité, avec une certaine intransigeance, car nous savions que Léon Blum serait là pour trouver dans toutes les thèses en présence, des points de conciliation et des points de concorde.
Aujourd'hui, nous avons un devoir. Nous avons le devoir, pour tenter de rendre peut-être un peu moins sensible le deuil du Socialisme français et du Socialisme international, de faire dès le départ cet effort de rapprochement et de conciliation nécessaire, en donnant à nos adversaires l'image d'un Parti sans cesse plus uni et plus fraternel.
C'est dans cet esprit que je voudrais examiner quelques-uns des aspects des problèmes qui se posent et qui s'imposent à nous aujourd'hui.
Examinons tout d'abord l'état actuel des forces politiques en présence.
On a parlé ces temps derniers, d'un déclin du RPR. Je crois qu'il est un peu moins sensible qu'on ne le prévoyait il y a quelques mois, les résultats des élections partielles au cours des dernières semaines nous indiquent qu'il y a sans doute une baisse de l'influence gaulliste, mais cependant le RPF arrive encore à grouper une masse très considérable d'électeurs.
Quelles sont les raisons de ce maintien de l'influence gaulliste en France ?
Sans doute le mécontentement constant d'une fraction importante de la population, sans doute aussi, et peut-être surtout, l'inquiétude causée par une politique accentuée d'agitation du Parti Communiste, qui conduit tout naturellement au RPF un très grand nombre d'indécis. Mais, chose curieuse, si le RPF arrive à garder sur le plan électoral une force importante, nous avons cependant le sentiment qu'au sein mime de ce Parti, il y a un trou, un malaise, des discordes, discordes souvent même très importantes, nous avons le sentiment que le Rassemblement du Peuple français, n'a plus la même activité, le même mordant, le même dynamisme qu'il y a quelques semaines. Et, ce qui est vrai pour le RPF est vrai dans une très large mesure
aussi pour le Parti Communiste. Là aussi il y a un trou, un malaise incontestable, et cependant nous constatons un maintien des forces électorales du Parti Communiste dans la plupart des élections partielles. On a le sentiment qu'une fraction importante de la classe ouvrière française est
désorientée par la politique actuelle du Parti Communiste, mais qu'elle continue encore aujourd'hui à voter pour lui car elle est plus profondément désorientée et choquée et ulcérée, par la politique gouvernementale.
Quelle doit être dans ces conditions la tactique et quelle doit être l'action du Parti Socialiste ?

Sous avons un double souci constant : défendre la liberté lorsqu'elle est menacée, défendre les institutions démocratiques lorsqu'elles nous semblent insuffisantes ou imparfaites et ne jamais, sur ce point, pratiquer la politique du pire, car nous sommes des hommes libres et nous entendons rester des hommes libres, et aussi parce que nous savons que le Socialisme ne peut vivre et se développer que dans un climat de liberté.
Voyez-vous, dans les camps de concentration, les études sur la pérennité du Socialisme seraient sans doute très passionnantes, mais j'ai l'impression qu'elles seraient également totalement inefficaces.
Voilà donc un de nos premiers soucis, un souci essentiel.
Mais nous avons aussi un autre souci essentiel : défendre les masses laborieuses.
Nous ne devons jamais oublier que la défense de ceux qui peinent et qui souffrent, est une de nos raisons d'être, et nous ne devons jamais oublier que nous avons une ambition qui est de reprendre la classe ouvrière, de la reprendre à tous ceux qui l'exploitent, à tous ceux qui la trompent.
D'ailleurs, vous le savez, ces deux soucis ne sont pas contradictoires, ils sont intimement liés l'un à l'autre et ils sont même complémentaires, car c'est seulement dans la mesure où nous aurons la classe ouvrière avec nous que nous pourrons vraiment et efficacement défendre la République... (applaudissements)... car nous aurons cette fois-ci la classe ouvrière pour monter la garde et pour défendre les institutions démocratiques.
Comment ce double souci peut-il se traduire sur le plan Parlementaire et gouvernemental ?
Nous sommes amenés tout naturellement à nous poser ces deux questions : est-ce que le départ des ministres Socialistes a augmenté les menaces contre les institutions démocratiques ?
Je crois qu'aujourd'hui la réponse nous semble assez claire. Il y a quelques mois nous avions tous une inquiétude lorsque nous envisagions les conséquences possibles d'un départ des ministres Socialistes, nous nous posions tous cette question " est-ce que le départ des ministres Socialistes ne va pas se traduire par une période d'instabilité gouvernementale, par des crises extrêmement graves pouvant aboutir même à une crise de régime ? ", et cette inquiétude nous l'avions tous, même ceux qui étaient les plus farouchement partisans d'un départ immédiat des ministres Socialistes.
Aujourd'hui les faits ont répondu à cette question puisque monsieur Georges Bidault a réussi à former son gouvernement sans la participation du Parti Socialiste et puisque la République est toujours debout.
Et nous nous posons la deuxième question : est-ce que la présence de ministres Socialistes dans un gouvernement à l'heure actuelle, nous permettrait d'améliorer d'une manière sensible, indiscutable, le sort de la classe ouvrière ?

Fondation Jean Jaurès

Là encore je suis amené à répondre : non.
Oh je sais bien que si demain le Parti Socialiste décidait de participer de nouveau, l'action des ministres Socialistes ne serait pas totalement inefficace, les ministres Socialistes, demain, se battraient très courageusement, comme ils se sont battus hier, ils arriveraient même dans bien des cas à empêcher un certain nombre de mesures regrettables, mais je suis convaincu également qu'ils ne parviendraient pas à renverser brutalement et totalement la politique gouvernementale actuelle. Car, c'est seulement dans la mesure où il y aurait ce renversement total et brutal de la politique gouvernementale actuelle que la participation Socialiste pourrait de nouveau se justifier.
Voyez-vous, les formules les plus réactionnaires, les plus conservatrices, trouvent dans l'Assemblée nationale actuelle une audience de plus en plus profonde. Nous voyons l'influence des indépendants de droite se renforcer sans cesse, au sein du Parti radical c'est la fraction modérée qui
vient de l'emporter avec Monsieur Edouard Saladier, au sein du Mouvement républicain populaire, au cours de son dernier congrès, là encore, malgré une lutte très courageuse, des éléments progressistes, c'est la fraction modérée qui a triomphé. Comment dans ces conditions admettre que la seule présence des ministres Socialistes suffirait à renverser totalement et brutalement la vapeur ? N'avez-vous pas le sentiment que, bien au contraire, des ministres Socialistes risqueraient d'apparaître dans les circonstances présentes comme des otages ?
Si dans ces conditions, je le pense, il nous est impossible d'accepter à l'heure présente une nouvelle Participation Socialiste, nous devons nous poser une question : quelle doit être notre attitude à l'égard du gouvernement actuel ?
Je crois que nous devons être opposés, à la fois, au soutien systématique et contractuel, que d'ailleurs personne ne nous a demandé, et à l'opposition systématique que personne ne réclame.
Nous devons juger le gouvernement sur ses actes. Lorsqu'il nous présente un projet qui nous semble acceptable, nous le votons, lorsqu'il nous présentera un projet inacceptable, nous refuserons de le voter.
Mais, camarades, cela ne suffit pas. Ce n'est pas cela qui doit être en ce moment notre tâche essentielle, nous avons une autre tâche à accomplir, et j'ai le sentiment que nous ne l'avons pas suffisamment réalisée, que notre départ du gouvernement impliquait pour le Parti une tactique nouvelle. J'ai un peu le sentiment que nous avons, encore aujourd'hui, consciemment ou inconsciemment, tendance à penser que tout doit se dérouler de la même manière. Or cela n'est pas exact.
Le Parti, dans les circonstances présentes, doit poursuivre une action offensive, mais offensive sur tous les plans, offensive sur le plan parlementaire tout d'abord.
Certains camarades nous ont dit : maintenant que nous n'avons plus de ministres Socialistes, l'action parlementaire n'a plus d'intérêt.

Je réponds : c’est bien au contraire maintenant que l’action parlementaire est importante... (applaudissements)... Il y a quelques semaines, quel pouvait être le rôle du groupe parlementaire ? Il pouvait simplement se contenter d’examiner les projets gouvernementaux, d’essayer de les améliorer sur certains points qui nous semblaient les plus dangereux, et c’était à peu près tout, son rôle était nécessairement réduit.

Mais, aujourd’hui que nous avons retrouvé notre indépendance, nous devons avoir sur chaque problème important notre position à nous, notre projet à nous, que nous devrons défendre et défendre jusqu’au bout ; si nous sommes battus sur le plan parlementaire, nous ne devrons pas considérer que le combat est terminé, mais le poursuivre dans le pays, en organisant une campagne de réunions publiques, en faisant des réunions dans les villes les plus éloignées, les plus difficiles, en mobilisant toutes les forces du Parti. Nous devons aussi avoir un programme d’action. On en a parlé hier très longuement, et Jules Moch a fait sur ce point un discours vraiment remarquable.

Je pense en effet, comme lui, qu'il ne s’agit pas d’essayer de faire une espèce de panneau réclame et publicitaire, aussi spectaculaire qu’inefficace. Ce n’est pas là le rôle d’un Parti sérieux comme le Parti Socialiste. Il faut au contraire essayer de construire un ensemble de mesures audacieuses mais réalisables et sérieusement efficaces et, lorsque nous aurons ce programme, entreprendre méthodiquement sa diffusion, je dirais même presque scientifiquement sa diffusion dans le pays. Il faut que nous arrivions à créer dans le pays, au bout d’un certain nombre de mois, une espèce d’obsession autour de ce programme, il faut que nous arrivions à donner vraiment l’impression qu’hors de ce programme il n’est pas de salut possible, comme nos camarades Travaillistes ont réussi à le faire au lendemain de la guerre.

(Applaudissements)

Voilà ce que doit être, dans les circonstances présentes, l’action du Parti.

Mais, me direz-vous, tout ceci est très bien, mais ce n’est pas très original et puis, cela réclame un Parti efficace, un Parti capable de se battre.

C’est exact, et c’est là-dessus que porteront toutes mes dernières observations.

Je reconnais en effet bien volontiers que dans bien des endroits, dans bien des provinces françaises, le Parti Socialiste lui aussi, manque d’allant, manque de dynamisme. J'ai le sentiment, voyez-vous, que depuis un certain temps, les camarades du Parti Socialiste n’ont plus vraiment la volonté de se battre, j’ai le sentiment que trop de camarades ont perdu le goût de l’effort et le sens du sacrifice nécessaire.

Nous avons connu des périodes de facilité au lendemain de la Libération, le Parti a sans doute beaucoup plus donné qu’il n’a demandé à ses militants et c’est peut-être ainsi que s’est créé peu à peu ce sentiment de lassitude, c’est peut-être ainsi que s’est créé peu à peu ce goût du travail facile. Nous avons eu, au lendemain de la

Libération des adhésions en très grand nombre, beaucoup d'hommes sont venus au Parti Socialiste, et d'ailleurs avec sincérité, avec bonne foi, puis sont repartis presqu'aussitôt, car on ne s'attaque vraiment à un Parti que lorsqu'on a peiné et souffert pour lui.
(Applaudissements)
Aujourd'hui tout est changé et nous connaissons des périodes difficiles, et je dirai presque que nous connaissons heureusement des périodes difficiles. Car c'est dans cette lutte nécessaire et inévitable que nous retrouverons l'esprit de combat et d'offensive.
C'est pourquoi je suis persuadé que nous sortirons grandis de l'épreuve et que le Socialisme français, en restant fidèle à ses origines, sera digne de sa mission.
(Applaudissements).

Le président - La parole est à Mosset, de l'Isère.

M. Mosset

Camarades, après les magnifiques discours, si bien documentés que vous avez entendus, je ne veux pas apporter de nouveaux développements, mais présenter des prises de positions très nettes, dont je déclare immédiatement qu'elles me sont personnelles.
J'ai déposé deux motions. L'une sur la politique internationale, qui vous a été distribuée, l'autre sur les problèmes économiques, qui vous sera distribuée cet après-midi. Je veux seulement maintenant vous présenter quelques commentaires sur ces deux motions.
D'abord, le problème de politique internationale.
Les Communistes posent le problème de la manière la plus simple et très fausse, sur le terrain de la paix. D'autres placent au centre du débat la fédération européenne.
Pour ma part je pense que le problème international, c'est essentiellement la défense de la démocratie et de la paix dans la liberté.
On nous parle de la paix et, avec ce mot sur des affiches, on répand le mensonge et la haine, on trouble les esprits et l'on organise de véritables groupes de combat, on n'hésite même pas à parler des " combattants de la paix " comme si ces deux mots réunis n'étaient pas une contradiction.
Bien sur nous sommes pour la paix, nous voulons sincèrement la paix, nous n'avons l'intention d'attaquer personne, tout un chacun veut la paix, comme on veut la justice, comme on veut la liberté, comme on voudrait vivre dans
le confort, et n'avoir pas besoin de trop se fatiguer. C'est pourquoi il y a tant de gens qui suivent et qui répondent à cet appel.
Mais il est bien clair que ce sentiment universel, ce besoin naturel de paix, est

Fondation Jean-Jaurès

aujourd'hui exploité, abominablement exploité par quelques-uns qui s'en servent pour tromper l'opinion et pour préparer notre réduction en esclavage par une clique étrangère.
Il faut absolument que chacun comprenne le mécanisme de l'opération que nous devrions déjà connaître après une triste expérience. Quant une nation veut attaquer une autre nation, elle doit chercher avant tout à paralyser la volonté de résistance de la victime choisie. On dit " il faut frapper l'adversaire au cœur ", cela veut dire " il faut affaiblir son courage ".
Actuellement nous assistons à une opération préliminaire, à une offensive psychologique, dont le but est de faire de nous des lâches, qui capituleront à la première occasion. D'une part on cache la méchanceté profonde et les desseins agressifs, et il me suffira de rappeler l'odieuse agression de la Finlande et de la Pologne, la misère, l'esclavage de la Tchécoslovaquie, de la Bulgarie, des Pays-Bas, de la Hongrie, de la Roumanie. D'autre part, on essaie de nous faire croire à une puissance irrésistible, nous serions impuissants et faibles, nous dit-on, et nous ferions mieux de céder.
Et bien, camarades, nous ne devons pas nous laisser prendre au mythe d'une puissance invincible, nous devons comprendre que ce n'est pas la Russie qui a vaincu l'Allemagne, mais c'est l'Allemagne qui n'a pas réussi à vaincre la Russie... (applaudissements)... Et les spécialistes savent aujourd'hui que la moitié des troupes russes ne sont que des hordes à peine disciplinées et que l'autre, manque de certains matériels modernes indispensables. Et, je le dis ici, camarades, si Staline demain donnait l'ordre à des divisions de marcher sur le Rhin et qu'il n'y avait aucune résistance, je dis qu'il n'y en a pas une seule qui arriverait intacte jusqu'au Rhin.
Et, il est de plus en plus douteux que l'Union soviétique ait la bombe atomique. Si nous étions bien informés, nous n'aurions pas peur de ce croquemitaine.
Je reconnais qu'il y a un danger, une menace, mais nous ne devons pas nous exagérer la puissance de ceux qui complotent contre nous et qui cherchent à nous bluffer, leur force est dans notre propre faiblesse, dans nos hésitations, dans une inquiétude inutile.
Nous ne devons pas mous laisser entraîner à une psychose de guerre, nous ne devons pas non plus céder à la peur. Il n'y aura pas de guerre, à partir du moment où nous aurons forgé en nous la résolution de nous défendre, à partir du moment où nous aurons pris clairement conscience de ce que nous devons sauvegarder et de ce que nous perdrions si nous nous laissions faire. Notre mot d'ordre doit être : la résistance à l'oppression.
Quelques-uns dans notre parti, beaucoup même, ont pensé que l'on pouvait trouver une solution dans une fédération européenne, et les résolutions se sont multipliées dans ce sens.

Cercle Fondation Jean Jaurès

Eh bien, camarades, je veux vous dire toutes mes inquiétudes à ce sujet.
Le danger majeur de la solution européenne, indépendamment de son caractère un peu chimérique, est de nous orienter ou de risquer de nous orienter vers une sorte de neutralité européenne entre l'Est et l'Ouest. Et je pense que nous devons repousser avec indignation toute idée de neutralité qui n'est qu'une méprisable lâcheté et qui nous exposa, au danger d'une agression.
Il est faux, camarades, d'opposer la Russie et les Etats-Unis. Là n'est pas le problème. L'opposition est entre le fascisme et la barbarie d'un côté, la liberté, la démocratie, de l'autre. Nous ne pouvons pas ne pas choisir la démocratie et la liberté.
Alors je pense que nous devons nous décider.
Je serais pour le Conseil de l'Europe, je serais pour Strasbourg, à la condition que ce soit un arrangement régional, dans le cadre du Pacte Atlantique, aidant à son renforcement. Mais, si l'idée européenne signifie neutralité ou même hésitation à choisir, alors je pense qu'il faut y renoncer tout de suite.
Et maintenant la conclusion est toute simple, la voie à suivre la meilleure est - et c'est probablement la seule - le resserrement de nos liens avec les Etats-Unis et avec la Grande-Bretagne. Le Pacte Atlantique doit constituer le noyau autour duquel se regrouperont toutes les forces de liberté et de paix, et il devra devenir une grande Union des peuples libres.
Tel est, camarades, le sens de la motion que j'ai présentée pour la politique internationale.
J'en viens maintenant à la politique économique.
Nous avons besoin de reconsidérer et de préciser notre doctrine, qui nous fournit des principes fondamentaux, des objectifs à longue portée. Nous avons besoin aussi d'un programme qui nous montrera des projets précis, concrets du Parti, dans la conjoncture actuelle.
Vous aurez cet après-midi le texte de la motion et je ne veux maintenant que marquer quelques points importants.
En ce qui concerne la doctrine, il faut avoir le courage d'aborder la question du marxisme.
C'est un fait que, depuis longtemps, le Parti Socialiste ne conserve du marxisme, que quelques formules, quelques mots, prononcés rarement et sans grande conviction. Ce n'est pas là je crois un manque de fidélité, c'est une sorte d'instinct profond qui nous fait sentir le caractère périmé de cette phraséologie qui ne correspond plus aux réalités.
C'est un fait aussi que les staliniens se sont emparés du marxisme, qu'ils ont su le déformer, l'exploiter, qu'ils en ont fait quelque chose de vivant, il faut le reconnaître.
Et alors, du simple point de vue de l'opportunité électorale, qui est peut-être un

point de vue secondaire mais qui ne doit pas être ignoré, nous ne pouvons pas combattre les stalinistes et accepter leur idéologie, nous ne pouvons pas affronter les staliniens en opposant à leur dialectique stimulante une phraséologie qui chez nous, pour une raison ou pour une autre, est dépourvue de vie et de sincérité.
Mais il faut aller au-delà des considérations tactiques.
La véritable raison de renoncer au marxisme, c'est qu'il ne traduit plus la science ou la réalité de l950. Certes, le marxisme a été une étape importante dans le développement de la science économique et de la pensée Socialiste, il a eu son utilité dans les luttes sociales et politiques, mais aujourd'hui il ne peut qu'entraver l'élan du Socialisme. Ni les prémices philosophiques de Marx, ni ses analyses économiques, ni ses descriptions de la structure sociale, ni ses prévisions sur l'évolution historique, ne peuvent servir aujourd'hui de base à un Socialisme moderne, scientifique, vivant.
De même que Marx avait utilisé la science économique dans son état d'avancement au début du 18ème siècle, de même le Parti Socialiste doit se référer aujourd'hui à l'état de la science économique au milieu du 20ème siècle, et ce, sans se laisser séduire par l'éclat éphémère et localisé de certaines sectes.
Hier Jules Moch a abordé ce problème et il nous a proposé une solution très intéressante.
Les thèses de Marx, nous dit-il, ne sont plus valables aujourd'hui, mais nous pouvons y rester fidèles au moins dans une certaine mesure, en gardant la méthode et en appliquant à la situation présente la même méthode d'analyse.
A ce sujet je voudrais formuler deux commentaires.
D'abord, analyse marxiste, signifie en réalité dans l'esprit de beaucoup, analyse scientifique.
Après tout, nous n'avons pas besoin de Marx pour faire de la science, et nous trouvons aujourd'hui une science qui dépasse en largeur et en profondeur la méthode d'analyse marxiste. Nous n'avons pas besoin de Marx pour étudier des statistiques, pour faire des calculs de corrélation et autres recherches.
Voici la deuxième remarque. La défense de la méthode marxiste, position de repli en quelque sorte, est l'un des moyens de pénétration ou d'argumentation employés par les staliniens pour séduire ou attirer certains intellectuels et certaines sympathies. Il me semble donc qu'il vaudrait mieux peut-être ne pas leur donner de facilité dans ce domaine.
Mais, direz-vous, si nous rejetons le marxisme - c'est là je le sais bien une décision difficile - sur quoi allons-nous nous baser ?
Je voudrais vous dire, ou vous rappeler, que depuis une quinzaine d'années, il y a tout un mouvement d'analyses, spécialement en Angleterre, mouvement d'analyses et de synthèses, mouvement de recherches économiques, qui tend à l'édification d'une nouvelle doctrine pour un Socialisme démocratique et scientifique.

Nos amis travaillistes anglais ont le plus grand soin d'établir un contact entre ce que l'on pourrait appeler l'action politique et la science économique, et je ne serais pas étonné qu'une grande partie de leur force, leur force électorale, leur force gouvernementale, se trouve justement dans le fait qu'ils ont abandonné le marxisme et qu'ils s'appuient sur un Socialisme plus démocratique et plus scientifique.

Par conséquent je crois qu'il serait désirable que, dans les mois à venir, l'effort soit fait dans cette direction, de façon à reconsidérer en quelque sorte notre doctrine, de façon à la rajeunir, à la rendre à la fois plus scientifique, plus dynamique.

En ce qui concerne le programme il y a une question fondamentale, celle des investissements.

Jusqu'à maintenant le Parti Socialiste a défendu la politique des investissements, et le temps est trop limité pour que je puisse revenir sur le passé. Il me semble que cette politique d'investissements exagérés et inopportuns, mériterait aujourd'hui d'être reconsidérée.

Nous nous sommes lancés dans des investissements coûteux qui ont prolongé et aggravé l'inflation, qui ont abouti à la création d'outillages dont aujourd'hui nous nous rendons compte qu'ils sont excessifs ! Par exemple, dans le domaine des charbonnages, dans le domaine de la sidérurgie..

Il y a d'ailleurs là une question théorique, on peut dire, que je ne puis pas traiter ici. Mais je crois qu'il y a une certaine confusion entre une idée juste, qui est celle du développement du pouvoir d'achat, comme moyen de stipuler l'activité économique, et la théorie de la construction des pyramides, comme moyen de stipuler l'activité économique.

Je préfère pour ma part, puisqu'il s'agit, fondamentalement, de lancer du pouvoir d'achat dans la circulation et le problème se posera dans les mois à venir, que ce pouvoir d'achat soit lancé sous la forme d'augmentation de salaires, sous la forme de réduction d'impôts, peut-être soue la forme d'un financement spécial de la Sécurité sociale, plutôt que sous une forme qui permettait surtout de grands profits à des sociétés Capitalistes qui exploitent en vérité le secteur nationalisé.

Je voudrais dire aussi ceci. Je crois que, dans notre programme, nous devrions mettre au premier plan et avant tout, la construction d'habitations. Il y a là un domaine dans lequel il faut à mon avis faire un gros effort. Et je suis obligé de dire que quelquefois il est arrivé qu'une certaine exagération dans les dépenses d'investissements, aboutisse à empêcher la réalisation d'un programme de logements.

Il faut par conséquent choisir. Il est peut-être utile d'avoir des barrages, d'avoir de grands laminoirs, mais je dis qu'il est encore plus important d'avoir des logements où chaque famille française pourra vivre, dans la liberté et dans la paix.

Cercle Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

Le président - Voici quelle sera la composition du Bureau du Congrès pour cet après-midi :
président : Depreux.
Assesseurs : Andrée Viennot, (Ardennes), Rousset (Gard), Loiseau (Seine-et-Oise), Serre (Garonne), Beccara (Oran).
Je donne maintenant la parole à Guy Mollet.

Guy Mollet

Camarades, je vous propose certaines modifications à l'horaire, mais non pas à l'ordre du jour.
De 15 à 17 heures nous aurons l'audition de nos camarades de l'Internationale ouvrière et je vous convie à être ici dès le début de la séance car il y aura également une petite manifestation, dont nous voulons garder la primeur pour nos camarades de l'Internationale.
De 17 à 20 heures, suite du débat.
De 20 à 21 heures, seulement, suspension de séance
De 21 à 24 heures, fin du débat.
Le scrutin pour l'élection du Comité directeur serait ouvert entre 22 et 23 heures.
Les propositions pour la Commission des résolutions seraient faites en séance de nuit. La Commission des résolutions ne tiendrait ce soir qu'une courte séance, d'une ou deux heures, mais elle fonctionnerait toute la matinée de demain.
Il n'y aurait pas de séance plénière du congrès demain matin, mais réunion de la Commission des résolutions et des diverses commissions qui auront à terminer leurs travaux.
Demain après-midi nous aurions les rapports de toutes les Commissions et les votes.
Etes-vous d'accord avec ces propositions ?

Le président - Quelqu'un demande-t-il la parole sur les propositions qui viennent d'être faites par Guy Mollet ?
Il n'y a pas d'observation ? Elles sont donc adoptées.
La séance est levée.

(La séance est levée à 13 heures).

Fondation Jean Jaurès